

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Les Récentes Echelles Mobiles de Salaires

Systèmes d'ajustement automatique des salaires au coût de la vie

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 21 Novembre 1929, à 14 heures

PAR

Pierre-Léon HIRSCH

MEMBRES DU JURY :

Président : M. William OUALID, Professeur.

Suffragants } M. ROUAST, Professeur.
 } M. Roger PICARD, Professeur.

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, RUE DE MAUBEUGE, 45

PARIS

1929

LES RÉCENTES ÉCHELLES MOBILES DE SALAIRES

Systèmes d'ajustement automatique des salaires

au coût de la vie



Digitized by the Internet Archive
in 2026

Les Récentes Echelles Mobiles de Salaires

Systèmes d'ajustement automatique des salaires au coût de la vie

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 21 Novembre 1929, à 14 heures

PAR

Pierre-Léon HIRSCH

MEMBRES DU JURY :

Président : M. William OUALID, Professeur.

Suffragants { M. ROUAST, Professeur.
M. Roger PICARD, Professeur.

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, RUE DE MAUBEUGE, 45

PARIS

1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



PREMIÈRE PARTIE

Historique et Critique du système de l'ajustement automatique des salaires au coût de la vie

INTRODUCTION

En examinant les mouvements du salaire réel à l'intérieur des trois périodes de longue durée des prix qui se sont succédé depuis 1850, on constate qu'entre 1850 et 1873, période de hausse, le salaire nominal s'accroît fortement, mais que le coût de l'existence a très sensiblement haussé, quoique dans une moindre mesure que le salaire nominal : le salaire réel s'est donc élevé de façon modérée. Dans une deuxième période, caractérisée par un mouvement de baisse et allant de 1873 à 1896, le fléchissement du coût de l'existence agit très favorablement en faveur de la classe ouvrière dont le salaire nominal continue d'ailleurs à s'élever. Le résultat est que le salaire réel progresse considérablement. Mais depuis 1896, on assiste à un mouvement de hausse des prix qui déjà fait apparaître les difficultés qu'entraîne pour la classe ouvrière le renchérissement du coût de l'existence.

Dans cette dernière période, la hausse du salaire réel est considérablement ralentie. On constate en Angleterre, entre 1896 et 1909, un fléchissement de 3 %. Il en est de même aux Etats-Unis.

On peut donc dire que toute élévation du salaire nominal jusqu'en 1896 équivalait à une élévation du salaire réel et, par conséquent, à une élévation du niveau de vie. Il n'en est plus toujours

de même à partir de cette date et les représentants de la classe ouvrière s'inquiètent déjà avant la guerre des fâcheuses conséquences de la hausse des prix.

La guerre de 1914 devait dans ce domaine, comme dans tant d'autres, amener un profond bouleversement. La question fut longtemps discutée de savoir si les augmentations de salaires avaient précédé ou suivi celles des prix. Les conclusions de l'Enquête sur la Production sont sur ce point formelles.

« Pendant toute la durée de la guerre, dit-elle, quelles que « soient l'allure du mouvement du coût de la vie et celle du mouvement des salaires, la hausse des salaires est toujours plus faible « que celle du coût de la vie ».

Le résultat est un abaissement du salaire réel qui atteint son maximum en 1917. Ce fait est absolument général à la totalité des pays englobés dans l'Enquête du Bureau International du Travail. La lecture des tableaux et diagrammes qu'elle a rassemblés est particulièrement convaincante. La diminution des salaires réels n'est pas spéciale aux pays belligérants européens, mais elle existe également à un degré parfois considérable dans les pays européens neutres et les pays extra-européens. Les diverses catégories d'ouvriers ont subi cette baisse du niveau de vie dans des proportions différentes : les catégories inférieures, manœuvres, ouvrières, ont bénéficié d'augmentations de salaires nominaux plus fortes et ont ainsi eu leur niveau de vie moins réduit que les ouvriers semi-qualifiés et qualifiés. Les travailleurs les plus durement atteints sont ceux des pays belligérants de l'Europe centrale et orientale, où l'écart entre les courbes des salaires et du coût de la vie demeure considérable dans les années suivantes, malgré la très forte hausse des salaires en 1919 et 1920.

Dans les autres pays, l'activité économique de l'année 1919 et du début de l'année 1920 provoque un très sensible relèvement des salaires. Sans doute le coût de la vie poursuit son mouvement ascendant, mais le mouvement de hausse des salaires lui est assez fréquemment supérieur. Ce n'est cependant que très exceptionnellement que la courbe des salaires dépasse celle du coût de la vie.

Dans la plupart des cas leur augmentation reste inférieure à celle du coût de la vie, parfois dans une mesure très forte. Dans cette deuxième période, on observe un changement favorable dans les pays extra-européens, européens neutres et en Grande-Bretagne.

Dans une troisième période, caractérisée par la crise économique mondiale de 1920, on assiste à la fois à la baisse des salaires et du coût de la vie. Mais le retard dans l'adaptation des salaires aux fluctuations du coût de la vie subsiste en temps de baisse, ce qui provoque un relèvement des salaires réels dans les pays à change élevé, extra européens, européens neutres et Grande-Bretagne qui atteint son maximum en 1921. A partir de ce moment les salaires nominaux diminuent plus rapidement que le coût de la vie et il en résulte que les salaires réels ne peuvent se maintenir au niveau élevé qu'ils avaient atteint. En Grande-Bretagne, les nombres indices des salaires réels pour les années 1922, 1923 et 1924 sont même légèrement inférieurs à ceux d'avant-guerre.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale, la crise monétaire qui s'aggrave provoque une hausse continue des prix de gros et du coût de la vie. Les conditions de vie des ouvriers et fonctionnaires dans ces pays deviennent désastreuses. En Allemagne, les salaires réels des ouvriers qualifiés ne représentent plus, au début de 1920, que 55 à 70 % (1) de ceux d'avant-guerre ; ceux des non qualifiés, quoiqu'ils accusent une diminution moindre, ne sont plus que de 70 à 80 %. La situation s'améliore pendant le second semestre de 1921, mais elle empire graduellement au cours de 1922 et jusqu'en novembre 1923. Le nombre indice de la moyenne pondérée des salaires réels des différentes industries pour les mois de janvier et octobre 1923 est de 49 et 52 pour les ouvriers qualifiés et de 64 et 65 pour les non qualifiés.

(1) Les nombres indices des salaires réels dans les pays à change déprécié sont calculés à l'aide de nombres indices du coût de la vie tenant compte des conditions d'existence d'après guerre. Les chiffres que nous citons sont donc supérieurs à ceux qui résulteraient de l'emploi de nombres-indices exprimant l'augmentation des dépenses nécessaires pour maintenir identique le niveau de vie d'avant-guerre.

En Autriche, on constate également une très forte dépréciation des salaires réels. Dès décembre 1920, les ouvriers qualifiés ne reçoivent plus que 40 à 70 % de la valeur réelle de leur rémunération d'avant-guerre. Dans l'année qui suit, leurs salaires réels se relèvent jusqu'en juin, date à laquelle ils atteignent 55 à 90 % de ceux d'avant-guerre. Les salaires des non qualifiés sont, avec ceux de 1914, dans le rapport de 70 à 110 pour cent. Mais dès septembre 1921, la hausse des prix s'accélère et précipite la chute des salaires réels. Encore y a-t-il lieu de tenir compte, pour l'interprétation des nombres indices, que les bases des séries sont, dans la plupart des cas, des salaires minima et tendent par conséquent à sous-estimer le niveau des salaires les plus fréquents à cette époque. Ces indices ont donc une tendance à traduire une certaine exagération.

En Pologne, dans le premier semestre de l'année 1921, le salaire réel des ouvriers semi-qualifiés et non qualifiés paraît avoir été équivalent à celui d'avant-guerre et même, dans certains cas, légèrement supérieur. Mais de 1921 à 1923, il y a une baisse, parfois considérable, pour l'ensemble des professions. Pour les ouvriers qualifiés, la dépréciation des salaires réels est beaucoup plus grave : les nombres indices de ceux-ci à la fin de 1923, sont à peine supérieurs à la moitié de ceux d'avant-guerre.

Nous n'avons pas à reprendre ici en détail le mouvement des salaires réels dans les différents pays, qui a été suffisamment exposé par les publications du Bureau International du Travail. Sans doute faut-il tenir compte d'autres circonstances qui ont pu, pendant la guerre, abaisser le niveau des salaires réels. Dans les pays belligérants, une grande partie des travailleurs valides fut remplacée par des ouvriers plus âgés et des ouvriers non qualifiés ont pu, pour certaines opérations, être substitués à des ouvriers qualifiés. La baisse des salaires réels s'expliquerait en partie par la baisse du rendement. Mais cette explication a beaucoup moins de valeur pour des pays extra-européens, comme l'Amérique.

Le tableau suivant montre la baisse des taux de salaires réels aux Etats-Unis durant la guerre :

TABLEAU I

Nombres-indices des salaires réels dans différentes industries,
aux Etats-Unis de 1913 à 1919 (1)

INDUSTRIES	1913	1914	1915	1916	1917	1918	1919
<i>Bâtiment :</i>							
Maçons	100	102	97	87	74	66	72
Aides-Maçons	100	101	95	88	79	75	82
Charpentiers	100	102	98	90	81	72	81
Peintres	100	103	99	95	82	73	84
<i>Métallurgie :</i>							
Fer et aciers (1) (gains)		100	121	124	133	148	142
Forgerons	100	102	97	89	79	88	92
Aides-forgerons	100	101	99	91	84	97	103
Mouleurs en fer	100	101	96	91	85	86	93
Modelleurs-mécaniciens	100	100	95	91	84	90	101
Mécaniciens	100	101	97	95	87	91	98
Aides-Mécaniciens	100	100	95	91	82	84	90
<i>Textile (2) (gains)</i>							
Apprêtage du coton		100	109	119	117	120	146
Soie		100	112	109	104	116	146
Bonneterie et sous-vêtements ..		100	110	110	106	111	130
<i>Typographie (travaux de la- beur et travaux de ville)</i>							
Compositeurs	100	103	98	89	75	68	82
Linotypistes	100	101	96	86	73	65	77
Conducteurs de rotatives	100	102	97	88	75	67	80
<i>Divers :</i>							
Boulangers	100	102	98	89	80	78	97
Industrie de la chaussure (1)							
(gains)		100	106	108	97	106	120
Agriculteurs (3)	100	99	94	92	94	93	105
(par mois sans logement)							

(1) Tableau extrait de la publication du B.I.T. « Fluctuations des salaires dans différents pays de 1914 à 1921. »

Sauf indication contraire, les chiffres représentent les taux syndicaux moyens hebdomadaires, pour le mois de mai de chaque année. — Monthly Labor Review, avril 1921.

(2) Gains moyens calculés d'après les chiffres publiés dans la Monthly Labor Review.

(3) D'après la Monthly Labor Review, novembre 1921.

Pour les professions dont on connaît les « gains réels », ceux-ci ont dépassé sensiblement ceux d'avant-guerre.

Le tableau II ci-dessous donne les nombres indices des salaires réels dans différentes professions en Grande-Bretagne. A la différence du précédent, les gains réels n'accusent pas une augmentation par rapport à 1914, mais ont diminué dans certains cas de 20 %. Il est vrai que ce tableau ne fait pas mention des industries métallurgiques et, d'une façon générale, de celles qui, du fait de la guerre, connurent une activité anormale. Dans ces industries, le chômage partiel disparut presque complètement et les ouvriers purent accroître leurs gains soit par des heures supplémentaires, soit par le travail aux pièces. L'Enquête sur la Production ne fournit que dans des cas exceptionnels des indications sur les gains réels. Il est permis de penser que partout — sauf dans le bâtiment qui traversa une crise pendant la guerre — les salaires réels basés sur les gains furent plus élevés que ceux calculés d'après les taux de salaires mais qu'en dehors des industries de guerre, cette hausse des gains réels fut insuffisante à compenser l'élévation du coût de la vie

TABLEAU II

Nombres indices des salaires réels, dans différentes professions du Royaume-Uni, de 1914 à 1919 (Extrait de la publication du B.I.T. : « Fluctuations des salaires dans différents pays de 1914 à 1921 »).

INDUSTRIES	MOIS DE JUILLET					
	1914	1915	1916	1917	1918	1919
<i>Bâtiment</i> (1) (taux)						
Maçons	100	82	73	68	77	89
Aides-maçons	100	83	78	74	91	108
<i>Typographie</i> (1) (taux)						
Compositeurs (travaux de ville) :						
Londres	100	80	73	70	79	96
Villes de 1 ^e catégorie (ex. Manchester)	100	80	71	72	77	94
Villes de 2 ^e cat. (ex. Cardiff)	100	80	72	70	79	96
<i>Travailleurs des docks</i> (1) (taux)	100	89	88	83	95	100
<i>Travailleurs agricoles</i> (1) (taux)						
Hommes adultes (Angleterre et Pays de Galles)	100	90	95	105	111	122
<i>Industrie textile</i> (2) (gains)						
Coton	100	86	80	72	74	109
Laine	100	98	87	82	89	112
<i>Divers</i> (2) (gains) :						
Fab. de chaussures	100	95	85	81	82	97
Chemiseries	100	89	78	73	83	95
Poteries	100	90	82	79	82	95
Briqueteries	100	86	83	79	88	98
Verreries	100	93	86	79	82	94

(1) Bowley : « Prices and wages in the United Kingdom, 1914-1920 ». Les données sont basées en général sur les « Standard Time Rates of wages in the United Kingdom » et sur les chiffres de la « Labour Gazette ».

Les taux relatifs aux maçons sont la moyenne des salaires de huit villes et ceux des aides-maçons la moyenne de sept villes (les taux d'été ayant servi de base sont ceux du mois de juillet de chaque année).

Les chiffres concernant les travailleurs agricoles sont ceux des comtés d'Angleterre et du Pays de Galles.

(2) Les gains sont calculés d'après les statistiques publiées dans la Labour Gazette, où sont donnés les salaires totaux et le nombre des ouvriers.

Les fluctuations des salaires du début de la guerre à la fin de l'année 1919 mettent donc en évidence un retard général dans l'adaptation des taux de salaires à l'augmentation du coût de la vie, et comme nous l'avons dit plus haut, un nivellement très marqué dans les taux de salaires des ouvriers qualifiés et des ouvriers non qualifiés. Il est d'ailleurs facile de comprendre que les salaires qui étaient avant la guerre le plus rapprochés du minimum d'existence n'étaient pas susceptibles de compression. A partir de 1919, vient s'ajouter une autre explication : les mouvements révolutionnaires ont été particulièrement favorables aux catégories inférieures. La même tendance au nivellement se traduit dans les fluctuations des traitements des fonctionnaires, des travailleurs intellectuels et autres groupes similaires. L'écart entre leur rémunération et celle des travailleurs manuels s'en trouve considérablement réduit.

Les revendications ouvrières allaient donc prendre une autre signification qu'avant guerre. Jusqu'en 1914, une grève pour une augmentation de salaires avait pour but une « amélioration » du niveau de vie atteint. Mais depuis la guerre la plupart des conflits du travail — quand ils sont dûs à une question de salaires — sont causés par la volonté de « maintenir » le « standard of living » et apparaissent bien plus sous un aspect « défensif » qu'auparavant. Du moins en est-il ainsi jusqu'en 1919, où d'autres facteurs tels que les énormes besoins des pays belligérants, en même temps qu'une crise de leur production et que l'effervescence sociale qui a caractérisé le lendemain de la guerre, entrent en ligne.

Il y a lieu, toutefois, d'ajouter qu'en dehors des pays de l'Europe centrale et orientale, où l'abaissement du niveau de vie peut être tenu pour certain, la diminution du taux des salaires réels a pu être compensée par une augmentation du revenu familial dû principalement à l'emploi, dans les usines de guerre, des femmes habituées auparavant à des gains modestes. Quant aux métiers féminins d'avant-guerre, leurs taux constituaient en 1914 de tels salaires de famine que leur pourcentage d'augmentation devint ra-

pidement plus élevé que celui des professions masculines et que leur valeur réelle finit par dépasser celle d'avant-guerre.

Mais si l'on écarte ces considérations, on peut conclure d'une façon générale à l'abaissement des taux des salaires réels durant la guerre. A la différence du patron qui bénéficie en période de hausse des prix d'un écart entre le prix de vente et le coût de production sans avoir à fournir un effort supplémentaire, bien des ouvriers ne peuvent faire face à cette hausse, même au moyen d'un allongement de la journée de travail. L'augmentation du salaire nominal ne suffisant pas à remédier à l'élévation du coût de la vie, des remèdes s'imposaient.

Nous ne parlerons pas ici des mesures de taxation des prix des denrées de première nécessité et de contrôle des loyers qui permirent surtout aux gouvernements eux-mêmes de conserver aux ressources qu'ils tiraient des émissions de papier-monnaie un pouvoir d'achat supérieur à ce qu'il eût été autrement. Elles servirent cependant à ralentir l'élévation du coût de la vie et, par là, à réduire la dépréciation des salaires, car on sait qu'il est d'autant moins facile de les ajuster que la hausse est rapide.

Il fallut avoir recours à d'autres moyens. L'année 1917 vit la création des indemnités de vie chère. A vrai dire, celles-ci ne constituaient pas une nouveauté, car elles existaient avant la guerre dans certaines administrations publiques et autres services d'intérêt général, où elles avaient été instituées pour surmonter les difficultés résultant de la hausse des prix qui se manifestait depuis 1896 et plus particulièrement depuis 1906.

Comme on espérait que la hausse disparaîtrait avec la fin de la guerre, on estimait préférable de ne pas réviser le taux de salaire en lui-même, ce qui eût entraîné à de délicates opérations de refonte de tarifs, susceptibles de traîner en longueur et de provoquer des conflits. On imagina donc de maintenir fixe le taux de salaire et de lui ajouter une indemnité de cherté de vie, modifiable selon le mouvement des prix. Il y avait alors un sentiment vague que l'augmentation des prix était, en quelque sorte, une partie du fardeau de guerre et qu'elle devait être supportée par tous,

comme une sorte de taxation. Mais il apparut de bonne heure qu'une exception devait être faite en faveur des salariés des catégories inférieures, de la même façon qu'un système d'impôts progressifs prévoit des exceptions en faveur des petits revenus (1). C'est de la même idée que procède l'institution des indemnités de vie chère, calculées de manière à préserver les besoins essentiels de l'ouvrier et à sacrifier les besoins superflus. Elles furent accordées à l'origine à un taux uniforme, mais comme ce système conduisait à un nivellement par trop accentué des salaires, on eut recours assez souvent à des majorations proportionnelles au salaire, ou tout au moins grandissant avec lui. Mais en France le Ministre de l'Armement préféra une échelle des primes de cherté de vie calculée de manière dégressive, tout en maintenant entre les diverses catégories l'écart correspondant à la différence de valeur technique (2).

Un deuxième remède au retard dans l'adaptation des salaires à la hausse des prix fut la création des allocations familiales. Comme les indemnités de vie chère, elles existaient avant la guerre dans un certain nombre d'administrations et de services publics et particulièrement en France où, dès 1862, une décision impériale accordait le bénéfice d'une indemnité de 0 fr. 10 par jour et par enfant de moins de 10 ans aux marins, jusqu'aux quartiers maîtres ins-

- (1) « De même qu'en établissant l'income-tax, le Gouvernement exempté « entièrement les petits revenus alors qu'il prend plus des trois « quarts du revenu du millionnaire, de même en ajustant les salaires, nous avons accordé aux manœuvres et aux aides une augmentation pleinement suffisante pour faire face à la hausse du « coût de la vie, mais nous n'avons pas jugé opportun d'accorder « aux occupations mieux payées une augmentation correspondant à « l'élévation totale du coût de la vie... »

Décision du 1^{er} octobre 1918 du Shipbuilding Labor Adjustment Board, p. 55 de « The use of cost of living figures in wage adjustments » par Elma B. Carr, Bulletin of the United States Bureau of Labor Statistics, n° 369, Washington 1925.

Dans le même sens, E. M. Burns « Wages and the State » (Londres, P. S. King and Son, 1926).

- (2) William Oualid et Charles Picquenard « Salaires et Tarifs. Conventions collectives et grèves ». Publications de la dotation Carnegie, p. 233.

crits maritimes. Les allocations familiales ne sont à l'origine rien d'autre que des indemnités de vie chère proportionnées aux charges de famille. Mais dans les pays comme la France et la Belgique où elles prennent un grand développement et deviennent « l'innovation sociale la plus féconde de la guerre » (1), elles prennent rapidement une autre signification. Elles visent à la fois un but philanthropique, économique — en ce sens qu'en cherchant à enrayer la crise de natalité, les patrons veulent faciliter pour l'avenir le recrutement de la main d'œuvre — et social en essayant d'attacher les ouvriers à l'entreprise.

Le système des allocations familiales connut un moindre succès dans les autres nations, bien qu'elles continuent à faire dans les pays anglo-saxons l'objet de discussions théoriques approfondies. Dans les pays de l'Europe centrale, elles furent instituées pendant la guerre et se maintinrent par la suite. En Allemagne, après avoir été établies uniformément sans distinction entre les ouvriers qualifiés ou non qualifiés, elles furent ensuite graduées d'après les salaires, mais elles ne prirent pas une importance considérable, sauf dans les entreprises de l'Etat. En Autriche, où elles existaient au profit des fonctionnaires depuis 1916, elles se répandirent dans l'industrie privée en 1921 ; l'Etat institua une caisse de compensation, mais à partir de 1922 le système perdit toute son importance du fait que les allocations pour enfants cessèrent d'être ajustés au renchérissement. En Pologne, en dehors de la Haute-Silésie où elles avaient été introduites du temps de l'Administration allemande, les allocations familiales ne se trouvent que dans un petit nombre de contrats collectifs (2).

Enfin, d'autres indemnités de vie chère, calculées sur une base locale, pour tenir compte des variations du coût de l'existence d'une ville à l'autre, apparurent aussi au cours de la guerre et se maintinrent dans les pays à change déprécié.

(1) Oualid et Picquenard, op. cit. p. 249.

(2) Sur 500 contrats collectifs examinés par l'Office Central de Statistique de Varsovie, 7 1/2 seulement prévoyaient l'institution de ces allocations.

Sans nul doute ces mesures facilitaient l'ajustement des salaires au coût de la vie, mais comme les prix continuaient de monter, il fallut remanier à plusieurs reprises à la fois les indemnités et les taux de salaires. Ces modifications n'allaient pas sans difficultés. On chercha à remédier à ces discussions en liant d'une façon automatique l'indemnité de cherté de vie aux fluctuations des prix. Jusque-là le procédé d'ajustement de ces indemnités était assez empirique. Le nouveau système avait pour but d'éviter toute contestation à ce sujet en donnant une base objective aux augmentations de salaires et de prévenir ainsi les arrêts du travail que les nécessités de la production commandaient d'éviter.

C'est l'étude de ce système, plus connu sous le nom d'échelle mobile, qui fera l'objet de notre étude.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DU SYSTÈME D'AJUSTEMENT AUTOMATIQUE DES SALAIRES

Le XIX^e siècle vit apparaître en Angleterre un système de rémunération du travail qui eut un grand retentissement. Ce système connu sous le nom d'*échelle mobile* (*sliding scale*) consistait à faire varier les salaires en fonction du prix de vente des produits. A un prix de vente considéré comme normal, correspondait un salaire de base, celui-là variant selon les oscillations de celui-ci dans un rapport déterminé.

Ce mode de rémunération se répandit dans les mines de charbon et de fer et dans la grande métallurgie d'Angleterre et d'Amérique où il continue d'ailleurs à fonctionner, mais il eût été difficile d'en généraliser l'application dans d'autres industries. Son champ d'action était nécessairement limité à celles dans lesquelles le salaire constitue la plus grande partie du prix de revient, et dont les produits sont suffisamment homogènes pour que les cotations en soient indiscutables. Dans d'autres systèmes d'échelles mobiles le salaire varie en raison de la production ou de la prospérité de l'industrie (1).

Le caractère commun de ces méthodes était qu'elles envisageaient le travailleur exclusivement comme un producteur et c'était leur inconvénient capital. Elles faisaient bien naître une commu-

(1) Dans les mines anglaises, l'accord du 28 octobre 1920 établit un système d'échelle mobile en fonction de la production. L'accord du 28 juin 1921, à la suite de la grève d'avril-juin de la même année, prenait en considération les bénéfices de l'industrie (Voir le texte de ces accords dans l'Enquête sur la Production, tome IV, 2^e volume, pages 1164 et suivantes).

nauté d'intérêts entre patrons et ouvriers, mais par suite du manque de corrélation entre les mouvements du coût de la vie et ceux du prix de vente des industries intéressées, elles aboutissaient souvent à des conflits, que leur institution avait précisément pour but d'éviter. Il fallut de bonne heure établir un salaire de base considéré comme un minimum d'existence intangible et ne faire jouer l'échelle mobile que pour la fraction du salaire excédant ce minimum. L'ancienne *sliding scale* ainsi modifiée conserve encore une grande faveur dans les industries anglaises du fer et de l'acier.

Depuis la guerre on entend par échelle mobile un système de rémunération qui n'a de commun avec le premier que le nom. On désigne maintenant par là un mode d'ajustement par lequel les salaires varient en fonction du coût de la vie dans un rapport convenu. A l'inverse des premières échelles mobiles qui font varier le salaire en raison des marchandises que *produit* l'ouvrier, les nouvelles l'adaptent au coût des marchandises qu'il *consomme*. Elles n'ont pour objet que le « maintien du salaire réel » et non son accroissement basé sur la productivité du travail.

Il est regrettable qu'une même expression serve à désigner jusqu'ici deux systèmes aussi dissemblables. La langue anglaise les différencie cependant en dénommant les premières « *cost of selling sliding scales* » ou encore « *selling-price sliding scales* » et en leur opposant les dernières sous le nom de « *cost of living sliding scales* ». Il semblerait préférable, pour éviter toute confusion, de donner au nouveau système l'appellation de « système de stabilisation du salaire réel », « système d'ajustement automatique au coût de la vie », « système de salaire à valeur constante », encore que cette dernière expression ait servi en Allemagne à désigner une modalité de l'échelle mobile que nous examinerons plus loin. C'est uniquement les systèmes d'ajustement au coût de la vie que nous aurons en vue dans les pages suivantes.

★ ★

Il semble que l'on puisse faire remonter l'idée du nouveau système d'échelle mobile aux économistes classiques, qui cher-

chaient à expliquer la formation du salaire par la notion du coût de production. Avant Ricardo, Turgot avait déjà écrit que « en tout « genre de travail il doit arriver et il arrive que le salaire de « l'ouvrier se borne à ce qui est nécessaire pour lui procurer sa « subsistance ». Pour Ricardo, « le prix naturel du travail est celui « qui fournit aux ouvriers en général les moyens de subsistance et « de perpétuer leur espèce, sans accroissement ni diminution ». Ricardo reconnaît donc « qu'avec une élévation du prix des denrées, le prix naturel du travail s'élèvera ; avec une baisse dans « leur prix, le prix naturel du travail baissera ».

Mais cette adaptation du salaire aux prix se fera naturellement. Le recours à un moyen artificiel eût été sévèrement critiqué par ces auteurs.

Un commerçant écossais du XIX^e siècle, Joseph Lowe, paraît avoir eu le premier l'idée de l'échelle mobile (1). Dans un ouvrage paru en 1822 sous le titre « *Present State of England with respect to Agriculture, Trade and Finance, with comparison of the prospects of England and France* », il recherche un étalon de la valeur plus stable que l'or et le papier-monnaie. Les fluctuations monétaires durant et après les guerres napoléoniennes avaient été semblables à celles d'aujourd'hui et déjà en 1795 on avait discuté à la Chambre des Communes de la nécessité d'ajuster les salaires des travailleurs agricoles, soit aux variations du prix du blé, soit à celles du prix des denrées de consommation (2). Cependant Lowe a le mérite de donner, dit M. Fisher, une claire compréhension de la relation entre les variations de salaires proposées et le problème général des variations de la valeur de la monnaie. Il appuie « l'opportunité de donner, non seulement à nos propres denrées alimentaires, mais aussi aux denrées d'importation et aux produits manufacturés, une importance directe dans l'établissement du

(1) Cité par Alan G. B. Fisher, « *Some Problems of wages and their regulation in Great Britain since 1918* », Londres, King and Son 1926, p. 163 et suivantes.

(2) Ainsi le Réverend J. Howlett, en 1796. (*Examination of Mr Pitt's Speech in the House of Commons* » p. 50, cité par Fisher, loc. cit.

calcul » (1). Ayant calculé la dépense d'une famille de paysans et d'une famille bourgeoise dans une ville de province, dans les proportions reproduites ci-dessous, il suggérerait un ajustement des salaires et traitements, à des intervalles de 3, 5 ou 7 ans et selon ces proportions.

	Famille de Paysans Dépense env. £ 37	Famille Bourgeoise dans une ville de province Dépense £ 370
	Pour cent	Pour cent
Alimentation	60	33
Vêtement et blanchissage	20	18
Loyer	6,5	10
Chauffage, éclairage	10	6
Salaires, impôts divers, instruc- tion, soins médicaux, etc...	3,5	33
	100	100

Lowe constate que de son temps « l'employeur a trouvé et trouvera longtemps encore de grandes difficultés pour réduire les salaires au degré justifié par la baisse des denrées » et déclare que son plan (2) « dans le cas d'une hausse des prix, guidera l'employeur vers une juste augmentation » (3). Il pensait que les variations des prix des denrées pouvaient être officiellement enregistrées, comme l'étaient déjà celles du blé et du sucre. Il estimait préférable de diviser la population en douze, quinze classes ou plus, pour chacune desquelles un ajustement particulier eut été prévu.

Lowe attribuait l'insuccès de son plan à se répandre à « la « malheureuse négligence de l'économie politique dans l'éducation

(1) Present State of England etc..., p. 276 de la 1^{re} édition.

(2) Lowe op. cit. — 2^e édition (1823) p. 336-337, cité par Fisher.

(3) Lowe op. cit. — 1^{re} édition, p. 289-290.

« de nos hommes publics et l'intérêt du gouvernement, le plus grand de tous les débiteurs, à la dépréciation graduelle de la monnaie ». Il cite néanmoins un fermier du Hampshire qui l'aurait appliqué avec satisfaction.

En 1833, un membre du Parlement anglais, Scrope, célèbre pamphlétaire, proposa un plan semblable à celui de Lowe. Mais il avait surtout en vue son application aux bails, legs et à tout ce qui touche étroitement au droit de propriété, et ne dit que peu de choses des fluctuations de la monnaie sur les salaires (1).

Dans son ouvrage sur les « Nombres indices de la variation des prix », M. Olivier mentionne qu'en 1873, Châtelanat, statisticien du canton de Berne, préconisait l'adaptation des salaires au coût de la vie.

Plus près de nous, c'est surtout le théoricien allemand du syndicalisme, Adolf Braun, qui a défendu le plus vigoureusement l'ajustement automatique, à partir de 1909.

« Nous voulons, écrivait-il en 1914, que le salaire fixé par tarif soit, dans les conventions futures, mis en rapport avec les oscillations des prix du commerce de détail, non pas avec les fluctuations des prix des produits d'une industrie déterminée, mais avec les variations des prix des articles de consommation des ouvriers intéressés. Nous voulons ainsi créer une garantie du salaire réel et rendre l'existence de l'ouvrier indépendante de la valeur variable du salaire en espèces ». Dans le salaire en nature, ce sont des objets d'usage immédiat : habitations, vivres, vêtements, pièces de terre à exploiter, etc..., qui expriment la rémunération du travail, alors que dans le salaire en espèces c'est la monnaie. « La continuation du salaire en espèces, poursuit Braun, est absolument nécessaire dans l'état actuel de l'évolution économique et des relations sociales. Mais le risque d'augmentation des prix, c'est-à-dire le risque de l'amoindrissement du pouvoir d'achat du salaire en espèces, tout à fait indépendant de la volonté des ouvriers, doit être supporté à l'avenir par l'employeur. Quelque difficile que cela

(1) Fisher, op. cit. p. 166.

paraisse à exécuter, ce n'est nullement impossible à réaliser. Cela supposerait l'amélioration de la statistique officielle du commerce de détail et un plus grand intérêt porté par les syndicats au budget des ouvriers. Cela supposerait des institutions d'arbitrage — déjà prévues d'ailleurs dans beaucoup de contrats — entre employeurs et salariés, non seulement pour faire de l'adaptation des salaires aux oscillations des prix des vivres le principe directeur des contrats collectifs, mais aussi pour soustraire aux contestations les conditions que suppose ce règlement » (1).

Braun avait d'ailleurs développé le mode de fonctionnement de ce système.

« On concluerait le 1^{er} juin 1915 pour les travailleurs d'une industrie déterminée un contrat collectif d'une durée de trois ans. Le salaire minimum y serait fixé à 30 couronnes par semaine et s'élèverait chaque année de 1/20 de couronne ». Ce salaire devait se décomposer en une partie fixe de 10 couronnes et une partie mobile de 20 couronnes. Braun admet, pour la simplification, que seuls les articles particulièrement nécessaires à l'entretien de l'ouvrier : pain, viande, lait et charbon sont exposés à des modifications de prix et que les salariés emploient les 2/3 de leur revenu à l'acquisition de ces quatre denrées indispensables. En supposant que la dépense se répartit, lors de la conclusion du contrat, en 8 couronnes pour le pain, 5 pour la viande d'une qualité déterminée, 3 pour le lait et 4 pour le charbon, chacune de ces sommes correspond à une certaine quantité de chaque denrée. Il suffira, chaque trimestre, de multiplier les quantités ainsi établies par les prix du moment pour déterminer l'augmentation de la dépense. Chaque année, l'augmentation automatique de 1/20 de couronne peut être répartie de la même façon en argent, pain, viande, lait et charbon.

La hausse des prix préoccupait alors les défenseurs de la classe ouvrière. Braun fit rapidement des adeptes, dont en France le député socialiste Vaillant qui, intervenant à la Chambre le 29 décembre 1909 au cours de la discussion des droits de douane, pré-

(1) Adolf Braun, *die Gewerkschaften*, Nuremberg 1914, p. 253.

senta un amendement tendant à l'institution, pour les ouvriers et employés des industries, commerces et autres exploitations bénéficiant d'un tarif ou de droits protecteurs, d'un salaire minimum fonctionnant entièrement sur le mécanisme que nous venons d'exposer.

« Ce salaire minimum et irréductible sera fixe pour un tiers et variable pour les deux autres tiers de son montant, considérés comme répondant aux dépenses particulièrement variables de consommation alimentaire essentielle (pain, viande, lait, sucre), d'éclairage et de chauffage, dont les prix de détail seront déterminés régionalement par un service de statistique institué à cet effet.

« Chaque trimestre, une décision du tribunal des prudhommes de la région sanctionnera, en rapport avec ce taux des prix de détail, s'il a augmenté, l'augmentation correspondante des deux tiers variables du salaire des ouvriers et employés... » (1).

Ces propositions n'eurent pas de suite, car les variations des prix étaient d'une faible amplitude et l'adaptation des salaires pouvait se faire sans trop de difficultés. Néanmoins on trouve déjà avant guerre quelques négociations dans lesquelles sont utilisés les nombres-indices. La plus ancienne nous paraît être celle qui eût lieu en Amérique dans l'industrie du charbon, où l'« United States Anthracite Coal Strike Commission » prit en considération l'augmentation des prix de détail de certaines denrées déterminée par une enquête du Département du Travail (2).

Mais les nombres indices du coût de la vie n'existaient guère avant 1914 que dans quelques pays, comme la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Australie et le Canada. Encore les trois premiers n'étaient-ils que des indices des denrées alimentaires ; le dernier portait en même temps sur le loyer et quelques articles de nettoyage et de chauffage.

Pendant la guerre, c'est aux Etats-Unis que les premiers ajus-

(1) Débats parlementaires, année 1909. — Des propositions semblables à celle de Braun furent faites en Angleterre.

(2) Carr, op. cit. p. 9

tements des indemnités de vie chère aux nombres indices de la variation des prix ont été réalisés. Les premiers nombres indices utilisés furent les indices des prix de gros de « Bradstreets » et de « l'Annalist », mais ils firent peu à peu place à celui des prix de détail du « Bureau of Labor Statistics » (1).

En Angleterre, dans les dernières années de la guerre, les variations dans le coût de la vie prirent une grande importance dans les ajustements de salaires, quoiqu'une application précise des index n'existât pas. Mais vers la fin de la guerre, le système de l'échelle mobile se répandit dans les filatures de laine, la teinture et le blanchiment du Yorkshire, les filatures de Leicester et l'industrie de l'amiante. Il s'étendit rapidement dans le Lancashire, le Cheshire, le Derbyshire et en Ecosse et fut adopté par le gouvernement pour ses fonctionnaires. Pour ces derniers comme pour les cheminots, il était accordé un bonus de guerre sujet à certaines variations suivant les mouvements de l'indice des prix de détail. La hausse des prix et l'explosion de grèves de l'année 1919 favorisa le développement de l'ajustement automatique. Les augmentations de salaires suivent la montée de l'indice des prix de détail publié par la Labour Gazette (2). A partir de novembre 1920, l'indice décroît et les réductions de salaires le suivent automatiquement. En dépit du mécontentement qu'elles provoquent, le système régit près de un million et demi de salariés en décembre 1920, 2 millions 3/4 en août 1921 et près de 3 millions à la fin de l'année 1922.

A cette date, l'échelle mobile était prévue par 80 accords, dont une douzaine avaient été négociés par les conseils Withley et huit autres imposés par les « Trade Boards ». A l'exception de trois cas, l'index-number choisi était celui du Ministère du Travail.

Partout, au cours de l'année 1919 et des premiers mois de l'année 1920, l'ajustement automatique connaît une grande faveur. Au Danemark, une loi de septembre 1919 accorde aux fonctionnaires

(1) Irving Fisher, Wages Adjustments to the Cost of Living, Monthly Labor Review, novembre 1918.

2) Labour Gazette, novembre 1919, décembre 1920, août 1921.

une indemnité variable avec le coût de la vie. Pour toute baisse ou augmentation du coût de la vie de 3 %, cette indemnité est diminuée ou augmentée de 54 couronnes par an pour les chargés de famille et de 36 couronnes pour les autres. Un accord d'avril 1920 entre la Fédération des Employeurs et la Confédération des Syndicats prévoit que si le coût de la vie montre au 1^{er} août une augmentation par rapport au 1^{er} février, un bonus de 2 ôre sera payé par heure pour chaque hausse de 3 points de l'index.

Dans les autres pays scandinaves, le système s'étend également. En Norvège, pendant un certain temps, la loi prévoit « des salaires calculés sur le coût de la vie et comportant, par conséquent, des variations proportionnelles aux prix » (1). En Suède, là où l'adaptation automatique n'est pas adoptée, le nombre-indice est utilisé par les délégués des patrons comme par ceux des ouvriers dans les négociations de salaires (2). Il en est de même en Finlande.

En Suisse, la question de l'échelle mobile suscite un grand intérêt. Elle est appliquée dans certaines industries et aux traitements des fonctionnaires du gouvernement et d'un certain nombre de villes.

En Italie, elle est également adoptée assez fréquemment dans les premières années d'après-guerre.

En Belgique, le système prend une grande extension et reste en vigueur jusqu'à ces dernières années. Le nombre indice adopté est celui des prix de détail de l'ensemble du royaume.

Hors d'Europe, il est tenu compte de l'augmentation du coût de la vie pour la fixation du salaire vital, dans la plupart des états australasiens. Pendant un certain temps, quelques-uns d'entre eux adoptent l'ajustement automatique de ce salaire minimum.

Aux Etats-Unis, l'emploi des nombres indices avait été fait sur une grande échelle pendant la guerre. La National War Labor Board, institué en avril 1918 pour réglementer les questions du

(1) Buleltin Quotidien du 13/3/24.

(2) Réponse de la Confédération Générale du Travail de Suède, le 23 septembre 1921, à l'Enquête sur la Production, t. V, 2^e volume, p. 1182.

travail dans les industries de guerre et dans toutes celles qui prenaient une grande place dans l'activité nationale, s'y était constamment référé. Dans la dernière partie de l'année 1921 et le premier semestre de 1922, le Bureau of Labor Statistics a adressé aux employeurs près de 1.000 questionnaires leur demandant s'ils utilisaient les nombres indices pour l'ajustement des salaires de leurs employés et, dans l'affirmative, dans quelle proportion ce facteur exerçait son influence. Il fut répondu à 77 pour cent de ces questionnaires. En même temps, le Bureau avait accepté d'une importante association d'industriels l'offre d'envoyer un exemplaire du questionnaire à chacun de ses membres. Six mille autres questionnaires furent ainsi distribués, sur lesquels 26 pour cent furent renvoyés complétés au Bureau. Au total, les réponses obtenues se montaient à 33 pour cent des demandes.

Des 2.311 employeurs privés ayant répondu au Bureau, 1.370 utilisaient les nombres indices du coût de la vie pour des ajustements de salaires qui couvraient un peu plus d'un million et demi d'employés ; 491 employeurs, intéressant 114.621 employés ne faisaient pas usage de ces indices.

Nous empruntons les tableaux suivants à la publication du Bureau of Labor Statistics que nous avons déjà citée et qui rend compte de cette enquête, en même temps qu'elle expose longuement l'emploi des nombres indices par les nombreux Bureaux fédéraux et autres commissions instituées pendant et après la guerre (principalement dans les chemins de fer), de même que par certains Etats et quelques municipalités pour l'adaptation des traitements de leurs fonctionnaires au coût de la vie. La même enquête décrit l'influence du coût de la vie dans la fixation des salaires minima dans les Etats d'Arkansas, de Californie, dans le district de Colombie, au Kansas, au Massachusetts, au Minnesota, au North-Dakota, en Orégon, dans les Etats de Washington et du Wisconsin. Elle publie également les accords entre employeurs et employés tenant compte du coût de la vie dans les revisions de salaires et d'innombrables décisions arbitrales utilisant ce facteur. Elle dépeint enfin tout au long les modalités d'ajustement des salaires aux

nombres-indices telles qu'elles résultent du dépouillement des réponses au questionnaire les plus importantes.

Nombre d'employeurs privés utilisant les nombres indices du coût de la vie dans les ajustements de salaires et nombre des employés affectés par ces ajustements. (1)

	Nombre d'employeurs	Nombre d'employés
Employeurs utilisant leurs propres index du coût de la vie	41	106.676
Employeurs utilisant les index existants :		
Régulièrement d'une façon définie	25	60.306
D'une façon définie à des occasions précises	41	205.830
D'une façon générale, influence consi- dérable	623	605.198
D'une façon générale, peu d'influence	640	531.330
Total	1.370	1.509.340
Employeurs ne faisant pas usage des index	491	114.621

Le tableau suivant montre le nombre approximatif d'employeurs chez lesquels le coût de la vie a exercé plus d'influence sur les changements de salaires que tout autre facteur, et le nombre approximatif de ceux chez lesquels l'influence de ce facteur est donnée comme « très considérable » :

(1) Carr, op. cit. p. 339.

Nombre d'employeurs pour lesquels le coût de la vie était un facteur d'influence très considérable dans les ajustements de salaires et nombres d'employés affectés par ces ajustements (1).

	L'influence du coût de la vie était « plus grande que tout autre facteur »		Le coût de la vie était un facteur de « très considérable influence »		Le coût de la vie était un facteur de « peu d'influence »	
	Nombre d'em- ployeurs	Nombre d'em- ployés	Nombre d'em- ployeurs	Nombre d'em- ployés	Nombre d'em- ployeurs	Nombre d'em- ployés
Employeurs utilisant leurs propres index.....	14	27.171	27	79.505		
Employeurs utilisant régulièrement les index existants, d'une façon définie	18	51.483	6	8.623	1	200
Employeurs utilisant les index existants, d'une façon définie, à des occasions précises.....	13	15.100	28	190.730		
Employeurs utilisant les index existants d'une façon générale.....	267	274.528	356	330.670	640	531.330
	312	368.282	417	609.528	641	531.530

Il ne ressort pas de ce volumineux ouvrage que l'ajustement automatique ait pris en Amérique un développement marqué. Il a été institué cependant par quelques conventions dans l'imprimerie

(1) Carr. op. cit. p. 340 — On trouvera p. 434 et 435 de cet ouvrage deux tableaux donnant la répartition des employeurs et de leurs employés selon les nombres-indices qu'ils utilisent. C'est le nombre indice du Bureau of Labor Statistics qui est le plus fréquemment utilisé. Vient ensuite celui du National Industrial Conference Board.

et les tramways. En juin 1922, le Congrès vota une loi par laquelle les officiers de terre et de mer, des garde-côtes et d'autres fonctionnaires recevaient, au-dessous d'un certain rang, des indemnités de nourriture et loyer déterminées par les variations dans les indices du coût de la vie du Bureau of Labor Statistics. Il semble cependant qu'au cours des années sur lesquelles a porté l'enquête, l'importance donnée au coût de la vie n'ait pas été inférieure à celle qui lui a été donnée dans les pays européens, où se sont répandues les conventions collectives à échelle mobile.

Tandis que, dans tous les pays que nous venons de passer en revue, à l'exception de la Belgique, l'échelle mobile sert à partir de 1921 à diminuer les salaires atteints au maximum de la hausse, elle passe au premier rang des revendications ouvrières dans les pays à change déprécié de l'Europe centrale et orientale, comme la Pologne et l'Autriche, et si elle n'a guère été appliquée en Allemagne, dans les premières années de l'inflation, elle a dû, sous la pression des circonstances, être adoptée au cours de l'été de 1923. Il convient que nous exposions brièvement les faits particuliers à chacun de ces pays.

Nombres-Indices comparés du cours du dollar, des prix de gros et du coût de la vie en Autriche, de 1921 à 1924. (Base : 1914 = 1).

Dates	Cours du dollar	Prix de gros	Coût de la vie à Vienne (2)
1921			
Mars	143		89
Juin	134		95
Septembre	334		120
Décembre	1.254		527

(1) Valeur de la couronne-or calculée d'après le cours mensuel du dollar à Vienne.

(2) Nombre indice du coût de la vie de la commission paritaire

1922	Janvier	1.530		662
	Février	1.380		781
	Mars	1.479		790
	Avril	1.547		870
	Mai	1.913		1.089
	Juin	3.282		1.866
	Juillet	6.296		2.637
	Août	13.238		5.914
	Septembre	15.123		11.271
	Octobre	14.874		10.332
	Novembre	14.740		9.701
	Décembre	14.313		9.375
1923	Janvier	14.272	16.986	9.454
	Février	14.387	17.215	9.601
	Mars	14.414	18.521	10.151
	Avril	14.410	18.758	10.897
	Mai	14.400	18.945	11.440
	Juin	14.400	18.339	11.513
	Juillet	14.400	17.893	10.903
	Août	14.400	16.574	10.496
	Septembre	14.400	17.794	10.841
	Octobre	14.400	17.597	11.027
	Novembre	14.400	17.795	11.149
	Décembre	14.400	18.181	11.249
1924	Janvier	14.400	18.748	11.740
	Février	14.400	19.159	11.940
	Mars	14.400	19.120	11.996
	Avril	14.400	19.465	11.973
	Mai	14.400	19.465	12.209
	Juin	14.400	18.282	12.442
	Juillet	14.400	19.133	12.391
	Août	14.400	20.136	13.142
	Septembre	14.400	19.373	13.162

Nombres indices comparés des cours du dollar, des prix de gros, des prix de détail et du coût de la vie en Allemagne, de 1920 à 1924 (Base : 1913 = 1).

Mois —	Nombres-indices du cours du dollar à Berlin — — —	Nombres-indices généraux des prix de gros — — —	Nombres-indices des prix de détail des articles d'alimentation d'habillement, de chauffage et d'éclairage (nombres-indices du coût de la vie, loyer compris) — — —	Nombres-indices du coût de la vie (loyers y compris) — — —
1920	<i>Nombres-indices basés sur les prix en marks-papier</i>			
Janvier	15,4	12,6	—	8,47 ⁽¹⁾
Juillet	9,4	13,7	—	10,65
1921				
Janvier	15,5	14,4	—	11,79
Juillet	18,3	14,3	15,7	12,5
1922				
Janvier	45,7	36,7	25,4	20,4
Juillet	117,5	100,6	69,6	53,9
1923				
Janvier	4.281	2.785	1.453	1.120
Juillet	84.186	74.787	48.986	37.651
Août	1.100.632	944.041	764.389	586.045
Septembre	23.549.000	23.948.000	19.500.000	15.000.000
Octobre	6.017.200.000	7.095.000.000	4.763.000.000	3.657.000.000
Novembre	522.285.700.000	725.700.000.000	852.000.000.000	657.000.000.000
Décembre	1.000.000.000.000	1.262.000.000.000	1.562.000.000.000	1.247.000.000.000
1924	<i>Nombres-indices basés sur les prix en rentenmarks (2)</i>			
Janvier	1	1,173	1,350	1,100
Février	1	1,162	1,260	1,040
Mars	1	1,207	1,280	1,070
Avril	1	1,241	1,310	1,120
Mai	1	1,225	1,330	1,150
Juin	1	1,159	1,290	1,120
Juillet	1	1,150	1,310	1,160
Août	1	1,204	1,270	1,140
Septembre	1	1,269	1,300	1,160

(1) Le chiffre pour janvier 1920 n'existant pas, le chiffre indiqué se rapporte à février 1920.

(2) Pour transformer l'indice basé sur les prix en rentenmarks en un indice basé sur les prix en marks-papier, il suffit d'ajouter douze zéros après l'unité, étant donné que 1 rentenmark = 1.000 milliards de marks-papier.

Nombres-Indices comparés des cours du dollar, des prix de gros et du coût de la vie, en marks-papier et en zloty, en Pologne, de 1921 à 1924. (Base : 1914 = 1).

Dates	Cours du dollar	Prix de gros		Coût de la vie à Varsovie	
	en mark-papier	en marks-papier	en zloty	en marks-papier	en zloty
1921					
Juin	290.606			203	
Septembre	888.910	602		398	
Décembre	768.370	570		467	
1922					
Mars	1.004.089	737	74	524	
Juin	979.840	877	80	684	
Septembre	1.902.636	1.524	74	1.077	
Décembre	4.150.000	3.464	81	2.310	
1923					
Mars	9.925.417	9.585	97	7.618	79
Juin	20.549.941	18.814	77	12.617	61
Juillet	34.103.873	30.700	86	20.936	63
Août	56.964.584	52.947	89	34.550	72
Septembre	68.043.831	73.022	95	51.756	83
Octobre	263.340.300	273.807	73	189.949	47
Novembre	492.935.137	679.437	81	440.945	55
Décembre	1.088.396.650	1.423.007	95	1.196.567	80
1924					
Janvier	2.097.478.116	2.521.677	111	2.988.671	120
Février	2.192.402.419	2.484.296	112	2.924.174	127
Mars	2.105.037.711	2.452.779	111	2.872.968	126
Avril	2.089.239.842	2.423.218	109	2.895.848	126
Mai	2.114.629.237	—	104	—	126
Juin	1)	—	101	—	124
Juillet	1)	—	102	—	127
Août	1)	—	109	—	135
Septembre	1)	—	112	—	—

(1) Le cours du zloty s'est maintenu au pair depuis son émission, à très peu de chose près.

Source ; Bulletin mensuel de statistique de la Société des Nations 1921-1924 — Statistique du Travail (Revue mensuelle de l'Office central de statistique de la République polonaise) 1921-1923. Les Nouvelles Statistiques de l'Office central de statistique 1923-24.

★ ★

Sans refaire ici l'histoire de l'inflation dans les pays de l'Europe centrale, nous croyons bon de reproduire les tableaux des nombres indices comparés du cours du dollar et des prix de gros et détail dans chacun de ces pays. Ces chiffres nous dispenseront de longs développements qui n'ont pas leur place ici. Nous rappellerons seulement pour la compréhension des pages suivantes que l'énorme inflation constatée dans chacun de ces pays avait amené une dépréciation considérable du pouvoir d'achat de l'unité monétaire, mais que si cette dépréciation était presque instantanée sur le marché des changes, elle était un peu moins rapide sur les prix de gros et n'opérait qu'avec beaucoup de retard sur le marché de détail. C'est le phénomène bien connu de la dissociation du pouvoir d'achat, qui constituait pour les industriels de ces pays une véritable prime à l'exportation et qui a maintenu chez eux une activité exceptionnelle, quand les autres pays souffraient d'une grave crise du chômage.

★ ★

En Autriche, on commence à discuter le système de l'échelle mobile dès l'automne de 1919. Déjà la dépréciation de la couronne allait s'accéléralant.

« L'Enquête industrielle », conférence groupant des représentants de l'Etat, des patrons et des ouvriers, n'aboutit à aucune décision relativement au mode d'application d'un nombre-indice du coût de la vie au salaire. Le Chancelier Renner proposait de ne faire varier aux fluctuations de l'indice que la part du salaire destinée à couvrir les dépenses nécessaires au minimum d'existence, l'autre partie restant constante.

D'autres propositions partageaient la partie fixe et la partie mobile du salaire dans une proportion définie pour chaque classe de travailleurs.

La première difficulté rencontrée était l'absence de tout nombre-indice officiel. Néanmoins deux organisations syndicales réussirent à calculer à des intervalles réguliers, chacune selon des principes

différents, un nombre-indice du coût de la vie, qui d'ailleurs n'était qu'un nombre indice des denrées alimentaires. L'une de ces organisations était le syndicat des ouvriers sur métaux, l'autre le syndicat des employés de l'industrie.

Au début de 1921, apparaît un nombre-indice officiel des denrées alimentaires calculé par l'Office fédéral de statistique. Il était calculé selon la méthode du budget théorique : la liste des articles qui le composaient était révisée chaque mois de manière à tenir compte des conditions du marché en même temps que des besoins d'une alimentation raisonnable pour procurer une quantité de 3.000 calories par jour à un adulte. Ces changements continuels à la liste des denrées, faits pour tenir compte des besoins du marché, étaient vus avec défaveur par les patrons et les ouvriers, qui les considéraient comme arbitraires.

Aussi, dans cette première période, les variations du nombre-indice sont utilisées plus comme point de départ des négociations de salaires que comme moyens d'ajustement. Il faut réserver toutefois les conventions collectives des ouvriers sur métaux et des employés de l'industrie de Vienne qui contenaient des dispositions précises en ce qui concerne l'ajustement des salaires aux indices spécialement établis à cet effet.

La deuxième période commence avec le mois d'octobre 1921 au cours duquel la hausse des prix se manifesta avec une telle violence que le coût du budget calculé par les ouvriers sur métaux exprima une augmentation de 80 % et celui des employés de l'industrie une augmentation de 90 % par rapport au mois précédent. Les mesures prises précédemment devenaient insuffisantes. Il était nécessaire d'adapter la totalité du salaire à la hausse du coût de la vie. Les employés de l'industrie et les ouvriers sur métaux constituèrent une commission mixte pour calculer d'une façon uniforme le renchérissement. L'indice obtenu fut adopté par de nombreuses organisations ouvrières, tandis que d'autres continuaient à suivre les variations de l'indice de l'Office Fédéral.

D'autre part, la suppression du contrôle des prix — « le premier pas énergique vers l'assainissement des finances de l'Etat et

le redressement de la devise autrichienne » (1) — décidée à la fin de décembre 1921, nécessita l'introduction du système des indemnités de vie chère. La loi du 21 décembre imposait aux patrons le paiement à chacun de leurs ouvriers ou employés d'une indemnité proportionnée aux charges de famille. En réalité cette loi n'eut pas grand effet car les indemnités de vie chère, du fait de la dépréciation continue de la monnaie, devinrent dérisoires. Mais elle instituait une commission paritaire pour le calcul de ces indemnités et la surveillance de leur fonctionnement, qui avait en outre à apprécier, de mois en mois, les variations du coût de la vie, dont il devait être tenu compte dans les négociations de salaires. Le nombre-indice officiel calculé par cette commission paritaire, dite « Abbaukommission », qui fonctionna dès le début de 1922, obtint rapidement la confiance générale, tant du côté patronal qu'ouvrier.

Aussi l'année 1922 vit-elle le développement général du système de l'échelle mobile. Le nouvel indice fut substitué à celui des ouvriers sur métaux et des employés de l'industrie en mars 1922. Ce n'est cependant qu'en juin 1922 que le système fut appliqué aux traitements des fonctionnaires.

Mais en même temps que l'adaptation automatique se généralisait, les patrons commençaient à s'y opposer en faisant valoir que les difficultés de la situation économique devaient également être prises en considération. Le nombre des chômeurs était en janvier 1922 deux fois plus élevé et en mars et avril, quatre fois plus élevé que dans les mois correspondants de 1921 (2). Les patrons invitèrent, en février, les Comités syndicaux à rechercher un système d'échelle mobile qui tiendrait compte de la situation économique. Les négociations traînèrent en longueur et n'aboutirent qu'à la dénonciation par les patrons, en mai 1922, des conventions collectives de l'industrie métallurgique qui furent, il est vrai, prorogées.

Au cours de l'été 1922, la dépréciation de la couronne s'accen-

(1) Dr Karl Forchheimer — Les échelles mobiles de salaires en Autriche
Revue Internationale du Travail. Juillet 1924.

(2) Dr Karl Forchheimer, art. cité.

tue : la hausse du nombre indice par rapport au mois précédent, est de 25 % en mai, 71 % en juin, 41 0/0 en juillet, 124 0/0 en août, 91 % en septembre. Aussi, les négociations devenant très pénibles en septembre, les Présidents du Conseil National intervinrent et les augmentations des salaires furent réduites de 91 à 65 %.

La troisième période commence avec la fin de l'année 1922. La stabilisation de la couronne aggrave la crise industrielle. Le nombre des chômeurs passe de 57.000 en octobre 1922 à 167.000 en février 1923. Les conventions collectives renouvelées en novembre prévoient qu'il sera tenu compte à la fois de la situation économique et des mouvements de l'indice. En cas de désaccord au sein de la Commission paritaire, on aura recours à l'arbitrage. Les négociations se poursuivent tant bien que mal jusqu'en novembre 1923, date à laquelle la situation s'aggrave, les ouvriers sur métaux s'agitant pour le relèvement de leurs salaires et les employés de l'industrie réclamant une augmentation de 25 % de leurs traitements. Le Chancelier Seipel, devant la menace de grève générale, doit intervenir. La nouvelle convention collective des ouvriers sur métaux conclue en novembre, supprime l'échelle mobile ; de même la loi du 13 décembre pour les fonctionnaires.

Il en est ainsi dans les conventions collectives des diverses autres industries. Par contre, l'échelle mobile subsiste dans le bâtiment et chez les employés de banque. D'une façon générale, au cours des années suivantes, l'influence du nombre-indice n'a pas entièrement disparu, mais il est tenu compte de la situation économique au moment de la fixation des taux de salaires.

★★

On distingue également en Allemagne trois périodes.

Comme en Autriche, on en vint de bonne heure à parler de l'échelle mobile. Dès 1919, elle était réclamée par certains syndicalistes et en particulier par M. Erkelenz qui proposait l'ajustement de tous les salaires, traitements et rentes au mouvement des prix des articles nécessaires à un minimum d'existence. Dans ce but,

des bureaux statistiques devaient déterminer les mouvements de ces prix dans les principaux districts.

En 1920, le Ministre du Travail, Dr Heinrich Brauns, opposé à cette méthode, proposait d'instituer par conventions collectives des commissions arbitrales qui vérifieraient le niveau des salaires d'après les nombres indices à des dates régulières et rapprochées. Le rôle de ces commissions devait être limité au calcul de la modification du salaire résultant de celle de l'indice, les parties ayant la possibilité d'invoquer dans leurs discussions tout autre facteur que le coût de la vie ; en cas de désaccord, elles devaient prononcer une sentence obligatoire (1). Le Ministre des Finances adopta ce point de vue et l'appliqua à la rémunération des ouvriers, employés et fonctionnaires du Reich.

En mars 1922, le Reichstag fut saisi d'un projet présenté par les députés Erkelenz et Siegler, relatif à l'introduction de l'adaptation automatique pour tous les traitements et salaires. Auparavant le Reichsgerichtsrat Zeiler avait préconisé pour les fonctionnaires un système d'ajustement des traitements d'après la prospérité générale du pays.

Par contre, en février 1922, le Ministre du Travail avait exprimé la crainte que l'ajustement automatique, en précipitant l'inflation, ne provoquât la hausse du coût de la main-d'œuvre et supprimât ainsi toute possibilité d'exportation. Un memorandum rédigé par le Ministre des Finances, à la requête du Reichstag en septembre 1922, à la suite d'un examen approfondi des divers systèmes proposés, conclut au rejet d'une réglementation automatique des salaires et traitements du personnel de l'Etat, en raison des difficultés techniques et des dangers économiques qu'elle eût présentés. Le Ministre insistait spécialement sur les résultats malheureux que le système avait révélés en Autriche.

« Etant donné l'opposition de principe des patrons et du gouvernement, dit le Dr Sitzler, le système des échelles mobiles ne put guère se développer en pratique. Dans l'agriculture seule, on

(1) Dr Fritz Sitzler — L'adaptation des salaires à la dépréciation de la monnaie en Allemagne — R. I. T. mai 1924.

commença en 1923 à adapter automatiquement le salaire en espèces à la dépréciation monétaire, dans les cas où ce salaire en espèces ne représentait qu'un accessoire du salaire en nature. La mesure d'adaptation dont on se servit ne fut pourtant pas le nombre indice officiel du coût de la vie, mais le prix du seigle combiné parfois avec celui des pommes de terre.

« Pour les travailleurs industriels, l'application des échelles mobiles n'eût lieu que dans des cas isolés et demeura si restreinte qu'aucune conclusion ne peut en être tirée sur les conséquences économiques de cette méthode. Néanmoins, l'influence des nombres-indices sur le mouvement des salaires ne peut être sous-estimée » (1).

Le Ministère du Travail fit établir pour différentes professions la comparaison des salaires effectivement payés et de ceux qui l'auraient été si l'échelle mobile avait été appliquée. Les résultats montrent qu'à la longue les deux séries de données tendent à l'égénéralisation, dit M. Sitzler, et révèlent l'influence du salaire de base sur les résultats de l'ajustement automatique. « Tandis que les courbes des salaires effectivement payés et de ceux qui l'auraient été en cas d'application des échelles mobiles finissent par concorder lorsque le salaire de base était approprié, on constate entre elles de grandes divergences lorsque le salaire était trop haut ou trop bas ».

Mais ces résultats furent critiqués et en les vérifiant à l'aide de l'indice du coût de la vie révisé, qui n'existait pas au moment de leur établissement, le Bureau International du Travail constate que la thèse du Ministère du Travail ne concorde pas entièrement avec la réalité (2).

- (1) Dans le même sens, la publication du B.I.T. « Les conditions de vie des ouvriers dans les pays à change déprécié ». Cf. Mainguy, « Contribution à l'étude des salaires en Allemagne », thèse Paris, février 1924. — « En fait, depuis 1920, le facteur cherté a été particulièrement pris en considération et si le principe de l'échelle mobile n'a pas été légalement proclamé, les résultats obtenus ne sont pas très différents de ceux que son application aurait donnés ».
- (2) Les Conditions de vie des Ouvriers dans les pays à change déprécié, p. 67.

La discussion de l'échelle mobile avait suscité une véritable campagne de presse, à la fois du côté patronal et ouvrier, à laquelle nous aurons à nous référer dans les chapitres suivants.

Les quelques applications auxquelles elle donna naissance sont celles de Flensbourg, la plus importante, et celles de Breslau, Francfort sur le Main, Kiel et Cologne.

Deuxième période.

Délaissée pendant quelque temps, la discussion de l'échelle mobile revint devant l'opinion publique au cours de l'année 1923. Le mark-papier se dépréciait avec une telle rapidité que l'adaptation des salaires au renchérissement du coût de la vie par voie de simples négociations n'était plus suffisante.

Les nouvelles méthodes préconisées furent désignées sous le nom de « salaires à valeur stable » ou « salaires à valeur constante » ou encore « ajustement semi-automatique ». Elles n'étaient en réalité qu'un système d'échelle mobile assoupli et n'avaient, semblait-il, changé d'étiquette que pour cacher le revirement des syndicats ouvriers, ennemis de l'échelle mobile au cours des années précédentes (1).

Jusqu'au milieu de l'année 1923, les milieux patronaux maintinrent leur opposition à l'égard de l'adaptation automatique tandis que les syndicats ouvriers proposaient les uns le salaire-or, les autres un ajustement semi-automatique basé sur l'indice du coût de la vie ou sur celui des prix de gros, ou sur une combinaison de l'un et de l'autre, ou encore sur le cours du dollar. Quelques-uns donnaient leur préférence à un système de paiement en nature.

Mais à partir de juin 1923, l'allure prise par la dépréciation monétaire devint telle qu'il fallut rechercher une solution pratique. L'organe de la Confédération des Syndicats, le « Korrespondenzblatt », se déclara partisan d'un système d'ajustement des salaires suivant un indice du coût de la vie amélioré, paraissant chaque semaine : le salaire de base devait être révisé chaque mois confor-

(1) Mainguy, op. cit.

mément à la situation économique. L'ensemble des organisations syndicales se mit d'accord sur ce programme, tandis que les groupements patronaux finirent par accepter l'idée d'une adaptation des salaires au cours du dollar, qui devait maintenir la dépréciation du mark sur le marché extérieur et par là les facilités d'exportation dont ils bénéficiaient.

Le Reichstag saisi de deux nouvelles propositions d'ajustement des traitements et salaires des fonctionnaires et des ouvriers de l'industrie privée se contenta de recommander au gouvernement de prendre les mesures nécessaires.

Mais la misère croissante occasionnait à Berlin des troubles sérieux qui hâtèrent l'accord entre patrons et ouvriers. Les deux parties acceptèrent les principes proposés le 19 juillet 1923 par le Ministre du Travail du Reich sous le nom de « Directives du Ministère du Travail du Reich sur les possibilités de stabiliser le pouvoir d'achat du revenu du travail ».

Ces directives recommandaient le système semi-automatique proposé par les syndicats. La fixation du salaire de base devait se faire à intervalles réguliers d'un ou de deux mois au moyen de négociations tenant compte à la fois du coût de la vie et des conditions économiques du pays et de l'industrie considérée. Pendant cette période, l'ajustement du salaire de base au coût de la vie se ferait chaque semaine suivant l'indice officiel rendu hebdomadaire quelque temps auparavant. Les parties avaient toute latitude d'utiliser l'indice général ou un indice régional local. Les directives du Ministère déconseillaient l'utilisation des indices-or ou des prix de gros, mais lorsque la nécessité s'imposerait de tenir compte des fluctuations à venir de l'indice du coût de la vie elles recommandaient de prendre considération, en même temps que des variations de cet indice, des mouvements des prix de gros ou du cours du dollar.

En août 1923, la hausse des prix fut si violente que l'accord qui venait d'intervenir fut impuissant à empêcher la réduction des salaires réels.

Les organisations patronales et ouvrières durent se rencontrer

à nouveau et aboutirent, le 1^{er} septembre, à une nouvelle convention connue sous le nom de « Directives des organisations centrales pour la réglementation des salaires ». Celles-ci ne modifiaient en rien le principe qu'énonçaient les précédentes ; elles confirmaient le système d'adaptation semi-automatique. Les négociations sur la fixation du salaire de base devaient avoir lieu à des intervalles de quatre ou huit semaines au plus tard et devaient tenir compte « des nécessités économiques de part et d'autre ». Entre temps, le salaire de base devait être adapté au coût de la vie chaque semaine, comme précédemment, mais au lieu de lui ajouter le pourcentage d'augmentation résultant de la hausse de l'indice, les nouvelles directives recommandaient l'application d'un multiplicateur au salaire de base. Elles conseillaient fortement l'emploi d'un nombre-indice officiel du coût de la vie, soit un indice général pour les conventions concernant le pays tout entier ou des territoires étendus, soit un nombre-indice local officiel ou un indice privé digne de foi pour les conventions régionales et locales.

Mais la grande innovation était qu'« en principe, le niveau des salaires devait être déterminé par la valeur de la monnaie au cours de la semaine de dépense ». Comme précédemment, on reconnaissait la nécessité de prévoir la hausse à venir au moyen de l'indice des prix de gros et du cours du dollar. L'insuffisance ou l'exagération dans l'estimation devaient être corrigées, lors de la publication du nombre-indice de la semaine de dépense, par l'addition ou la soustraction de la différence au salaire calculé pour la semaine suivante.

Les Directives du Ministère du Travail et des Organisations Centrales se répandirent rapidement et remédièrent en partie à la situation pénible dans laquelle la hausse fantastique des prix jetait les travailleurs. Mais le système de l'ajustement semi-automatique s'était à peine développé que la réforme monétaire amenait une stabilisation des prix.

Troisième période.

C'est à ce moment que s'introduisit le système du salaire-or.

Jusqu'alors, on avait désigné par « salaire-or » des méthodes de stabilisation du salaire extrêmement variées. Tantôt on entendait par là l'ajustement des salaires au coût de la vie, ou aux indices des prix de gros, ou même simplement les salaires d'avant-guerre.

Tantôt le salaire-or signifiait un système d'ajustement au cours du dollar, qui, nous l'avons vu, avait été défendu par les patrons mais qui ne donnait pas une mesure exacte des variations du coût de la vie.

Ces systèmes revenaient à fixer le salaire de base en marks-papier et à le modifier proportionnellement aux variations de l'indice-or, mais ils gardaient au mark-papier son double rôle d'étalon de la valeur et d'instrument d'échange, tandis que la nouvelle conception du salaire-or ne laissait à la monnaie que son rôle de moyen d'échange (1). Elle n'était que la généralisation de la méthode employée à ce moment sur les marchés de gros et de détail, qui avaient depuis longtemps pris l'habitude de fixer les prix en une unité stable, principalement le dollar, et de payer en marks-papier.

D'ailleurs les premières monnaies à valeur stable faisaient leur apparition. Il devint possible d'effectuer une partie des paiements en ces monnaies. Ce changement se fit progressivement.

Les taux de salaires furent fixés en marks-or, puis en rentenmarks. Les organisations patronales limitèrent au début à 10 % la proportion des rentenmarks dans le paiement des salaires. Cette fraction devait s'accroître peu à peu.

Par suite de la stabilisation monétaire et du retrait des marks-papier, la situation s'améliorait et, dès janvier 1924, on revenait à la fixation des salaires par conventions collectives d'une durée d'un mois.

★★

En Pologne, au cours des deux premières années d'après-guerre,

(1) Cette conception du salaire-or avait déjà été défendue en 1922 lors de la discussion de l'échelle mobile, notamment par Tarnow et Wagner Roemich.

l'ajustement des salaires au coût de la vie se faisait par le moyen de négociations individuelles et collectives, mais elles entraînaient une perte de temps considérable, d'interminables discussions et de violentes grèves. L'absence d'un nombre-indice satisfaisant aggravait la situation.

Le gouvernement y remédia en partie en instituant, par décret du 27 mai 1920, auprès de l'Office de Statistique, une commission paritaire chargée d'étudier les variations du coût de la vie. Cette mesure entraîna rapidement l'extension de l'échelle mobile. A la fin de 1920, sept conventions collectives en prévoyaient l'application. Le système se répandit dans les années 1921 et 1922, au cours desquelles on enregistra, par semestre, plus de vingt contrats collectifs qui l'adoptaient (1). Les fonctionnaires n'en obtinrent cependant le bénéfice qu'en février 1923.

Le fonctionnement de l'échelle mobile se fit sans trop de difficultés tant que la hausse des prix se développa avec une rapidité relativement faible. Il n'en fut plus de même en 1923. On proposa alors soit de diminuer le délai d'ajustement des salaires, soit d'appliquer un système de salaire-or, soit d'étendre obligatoirement l'échelle mobile à toutes les industries. C'est la première solution qui fut adoptée. Le nombre-indice du coût de la vie, en juin et juillet, fut calculé pour la dernière semaine du mois, au lieu de l'être pour la moyenne. A partir d'août, il fut publié chaque quinzaine.

Mais cette innovation n'évita pas une recrudescence des conflits industriels. Le gouvernement se vit dans la nécessité de proposer, en décembre, à la Diète un projet de loi rendant l'échelle mobile obligatoire dans toutes les entreprises assujetties à la loi du 18 décembre 1919 sur les heures de travail et à celles employant plus de quatre ouvriers. Le Conseil des Ministres devait fixer la durée des périodes dans lesquelles le nombre-indice de la période précédente devait servir à l'ajustement des salaires. Il était prévu

(1) Szturm de Sztrem — La question des salaires en Pologne pendant et après la guerre. R. I. T. Septembre 1924.

que tout système plus avantageux pour les ouvriers que celui de la loi était autorisé, mais que les contrats prévoyant un système moins favorable ne seraient pas valables. L'ajustement automatique cesserait d'être obligatoire lorsque le niveau des salaires dépasserait en valeur or celui de 1914 (1). Certaines entreprises pouvaient néanmoins en être exemptées dans les cas de nécessité par le Ministre du Travail.

La loi avait été étendue à toutes les entreprises industrielles et commerciales, mais au début de 1924, la stabilisation monétaire en suspendit l'application.

Le système du salaire-or, qui consistait à fixer les salaires en termes d'une unité monétaire stable, le zloty, et à les payer en marks-papier au cours du change du zloty au jour de paie, avait été réclamé à diverses reprises durant les années précédentes par les milieux ouvriers et par le parti socialiste qui avait même proposé à la Diète un projet de loi en ce sens en juin 1923. A ce moment les organisations patronales s'y étaient opposées.

Le salaire-or fut mis en application après la stabilisation mais il eut une courte durée, car dès juillet 1924, le mark-papier était remplacé dans la circulation par le zloty.

La conclusion du B.I.T. est que le système de l'échelle mobile « a constitué durant toute la période d'inflation le moyen fondamental d'adapter les salaires au coût de la vie, bien que les propositions de le rendre universel et obligatoire n'aient pas eu à être appliquées » (2).

★ ★

En Hongrie, la dépréciation de la monnaie a eu la même répercussion désastreuse sur le pouvoir d'achat des salaires que dans les trois pays précédents.

(1) Des dispositions semblables avaient été prévues en Allemagne à la suite des Directives du Ministère du Travail. Celui-ci avait d'ailleurs prévu que les parties pouvaient reprendre leur liberté d'action dans le cas où le niveau des prix mondiaux viendrait à être dépassé.

(2) Condition de vie des ouvriers dans les pays à change déprécié.

L'adaptation des salaires au coût de la vie a été d'autant plus difficile qu'il n'existait pas de nombre indice officiel ou même privé jusqu'en 1921. Les anciens syndicats ouvriers, très affaiblis par la révolution, étaient d'ailleurs dans l'impossibilité de lutter contre le patronat qui s'employait de son mieux à les diviser.

À partir du 1^{er} février 1921, la Fédération syndicale hongroise publia mensuellement l'indice du coût de la vie d'une famille ouvrière, en prenant pour base de comparaison les prix au 31 juillet 1914 (1). Cet exemple fut suivi de la publication par le « Pester Lloyd », organe de l'industrie et du commerce, d'un nombre-indice de 57 denrées de consommation courante ayant pour base le milieu de juillet 1914. Enfin parut dans la même année le nombre-indice calculé par M. Dalnoki-Kovats, secrétaire de l'Association industrielle nationale, pour la consommation d'une famille de la classe moyenne inférieure et d'une famille d'artisans. Il est à remarquer qu'il s'agit uniquement d'initiatives privées (2).

En raison de l'augmentation du nombre des conflits dus à l'insuffisance des salaires, on proposa la création d'une fédération professionnelle mixte qui aurait été chargée d'améliorer les conditions de travail et de réorganiser l'industrie tout entière. Ce projet n'aboutit pas, et celui présenté par le gouvernement en avril 1923 à l'Assemblée Nationale pour la réglementation de la conciliation, de l'arbitrage, de la liberté du travail et des associations professionnelles échoua également.

Néanmoins ces essais obligèrent les employeurs à accepter de négocier directement avec les travailleurs et à utiliser les nombres indices du coût de la vie pour la fixation des salaires. Les syndicats ouvriers en demandèrent d'ailleurs l'adaptation automatique obligatoire en 1922. A cette date, quelques industries avaient déjà adopté le système.

- (1) Cet indice, calculé par M. Gal, se rapporte au coût de la vie d'une famille ouvrière de cinq personnes, père, mère et trois enfants de douze, sept et un an et demi.
- (2) L'indice de M. Dalnoki-Kovats porte sur le coût de la vie d'une famille de quatre personnes.

Le principe de l'échelle mobile fut longuement discuté à l'Assemblée Nationale et par les associations d'employeurs comme par quelques économistes. Il fut rejeté, mais on reconnut la nécessité de tenir compte des nombres-indices dans le but de réduire les conflits. C'est ce qu'on fit dans les mois suivants.

A la suite de l'effondrement de la couronne, en août 1923, les ouvriers insistèrent à nouveau pour l'institution obligatoire de l'ajustement automatique. Bien que le gouvernement ait encore refusé d'acquiescer à leur demande, les conditions de vie des travailleurs se sont améliorées grâce aux efforts de la classe ouvrière. Le système de l'échelle mobile a été appliqué sur une assez large échelle et particulièrement dans l'artisanat, malgré l'absence d'un nombre-indice officiel. S'il l'a été plus rarement dans l'industrie, celle-ci a néanmoins été obligée de prendre en considération la hausse des prix, tout en la confrontant avec la situation économique (1).

(1) D. Pap — L'ajustement des salaires au coût de la vie en Hongrie.
R.I.T. Février 1925.

CHAPITRE II

LE NOMBRE INDICE DU COUT DE LA VIE

L'ajustement automatique étant un système de rémunération par lequel les salaires sont adaptés aux variations du coût de la vie, il faut évidemment posséder une mesure de ces variations.

Au moment des premières applications de ce système, cette mesure n'existait pas. Aussi pour les premiers ajustements des indemnités de vie chère aux Etats-Unis, on utilisa les nombres-indices des *prix de gros* qui étaient calculés depuis longtemps et dans quelques cas l'index-number des *prix de détail* du Bureau of Labor Statistics. Ce n'est qu'en 1918 que celui-ci commença la publication d'un nombre indice du *coût de la vie*. En Allemagne on défendit également l'emploi du nombre indice des prix de gros, et celui du cours du dollar.

L'ajustement des salaires à l'une ou l'autre de ces mesures aurait sans doute été plus favorable à la classe ouvrière en période d'inflation. La monnaie se dépréciait alors sur le marché des changes et sur le marché de gros beaucoup plus rapidement que sur le marché de détail. Par contre lorsque l'inflation cessait, les prix de détail tendaient à rejoindre le niveau des prix mondiaux. Ainsi en Allemagne, dès octobre 1923, le nombre-indice des prix de gros avait dépassé celui du cours du dollar, mais en novembre il était lui-même dépassé par celui des prix de détail. De même en Pologne, en septembre 1923, l'indice des prix de gros s'élevait au-dessus du niveau du dollar, mais en janvier 1924, l'indice du coût de la vie montait encore plus haut.

L'inflation arrêtée, l'ajustement au nombre indice du coût de la vie était donc plus favorable à la classe ouvrière. Les divers

.

indices-or proposés, le cours du dollar, le prix d'achat de l'or par la Reichsbank, le cours de l'or adopté par l'Administration des Douanes n'étaient d'ailleurs pas défendables en théorie, car l'augmentation des prix n'atteint la classe ouvrière que sur le marché de détail. De plus, tous ces indices, les Directives du Ministère du Travail du Reich le remarquaient, étaient « soumis à l'influence de facteurs incalculables et de caractère spéculatif » (1). L'indice des prix de gros se heurtait aux mêmes objections, quoique dans une moindre mesure.

On proposa encore en Allemagne une combinaison des indices des prix de gros et du coût de la vie, ou l'indice du prix du blé ou du charbon. Ces derniers constituaient certainement les plus mauvaises des solutions présentées, car le prix du blé ou du charbon variant avec les conditions du marché, la spéculation pouvait opérer dans un sens ou dans l'autre, spécialement en vue de l'ajustement des salaires.

C'est cependant un système analogue qui fut appliqué pour l'adaptation des salaires des travailleurs agricoles en Allemagne à partir de 1923. La mesure adoptée était le prix du seigle et quelquefois une combinaison des prix du seigle et des pommes de terre. De même en Pologne, sur le territoire de l'ancien royaume et en Poméranie, les contrats collectifs conclus en 1922-1923 stipulaient que les salaires trimestriels versés en espèces aux ouvriers agricoles « députatistes » — c'est-à-dire à ceux qui reçoivent la majeure partie du salaire en nature — devaient correspondre à la valeur d'une quantité fixe de produits agricoles, dont le prix de bourse moyen était établi par une Commission Gouvernementale pour l'ancien royaume et par une Commission mixte en Poméranie.

(1) De plus, il y avait une divergence considérable entre ces indices.

« Dans la dernière semaine de juillet, pour le calcul de l'élévation des droits de douane, le mark-or est escompté 41.000 marks-papier, alors que la Banque d'Empire achète l'or à 27.000 marks-papier pour un mark-or ; que le taux d'évaluation du Ministère de l'Economie Nationale est 28.000 marks-papier, et que, d'après le cours du dollar, le mark-or vaudrait environ 85.000 marks d'aujourd'hui ». (Article de Fritz Heckert, dans la Vie Ouvrière, du 30.11.23.

De tels systèmes d'ajustement des salaires des travailleurs agricoles aux prix des produits de la terre ne sont pas autre chose qu'une application de la *selling price sliding scale*, quoique leur institution tende aux mêmes fins que les nouvelles échelles mobiles.

★
★

La hausse du coût de la vie, avons-nous dit, atteint le salarié sur le marché détail. C'est donc la mesure des variations des prix de détail qu'il s'agit de rechercher. La plupart des pays possèdent actuellement des nombres-indices improprement appelés nombres-indices des prix de détail, car ils ne cherchent à mesurer que les variations des prix de certaines denrées alimentaires et quelques autres articles d'épicerie, et quelquefois celles du loyer. D'autres pays étendent leurs calculs aux autres groupes de dépenses (loyer, éclairage, chauffage, habillement, etc...) et les nombres-indices obtenus sont appelés des nombres-indices du coût de la vie. En réalité les indices des prix de détail sont des indices incomplets du coût de la vie.

Les indices de l'une et l'autre sorte sont de création récente et doivent leur développement à la guerre. Avant 1914, on ne connaissait que quelques séries portant sur les denrées alimentaires, auxquelles dans certains cas étaient ajoutés quelques articles de blanchissage et de chauffage. L'indice canadien tenait cependant compte du loyer. Les indices du coût de la vie apparurent beaucoup plus tard.

Etant donné qu'il est bien plus aisé de construire des nombres-indices des prix de détail, on serait tenté de les utiliser comme mesure des variations du coût total et de renoncer à en élaborer de plus complets. On pourrait agir ainsi s'il était reconnu que le mouvement des prix des denrées sur lesquelles ils portent était identique à celui des autres groupes de dépenses exclus de ces indices. Il n'en est rien. Depuis 1914, le mouvement des prix des denrées alimentaires a pris une allure différente de celui des prix des autres articles. Cependant l'Enquête sur la Production en présentant le résultat de ses recherches sur le mouvement du coût de la vie de

1914 à 1922, indique que « ... le plus souvent, il y a une correspondance très nette entre le mouvement de la courbe de l'alimentation et celle du coût total de la vie ».

Mais cette correspondance n'est pas absolue ; pendant la guerre, la hausse des prix des denrées alimentaires est plus forte que celle du coût de la vie, dont l'ascension est ralentie par l'absence d'augmentation ou la faible augmentation des loyers. En effet, la hausse totale n'apparaît pas aussi forte qu'elle l'aurait été si les loyers avaient augmenté dans une aussi forte proportion que les autres dépenses, et en particulier que celles d'habillement, de chauffage et d'éclairage. Par contre depuis la fin de la guerre la dépense d'alimentation diminue très fortement, de même que celles de l'habillement et du groupe chauffage-éclairage, tandis que progressent vivement le loyer et les dépenses diverses. « Il arrive alors assez souvent que les courbes de l'alimentation et du coût de la vie chevauchent l'une sur l'autre, dit l'Enquête sur la Production, et que même celle de l'alimentation tombe au-dessous du coût de la vie » (1).

Ainsi, si on avait ajusté pendant la guerre la totalité des salaires aux nombres-indices des prix de détail des denrées alimentaires, dans les pays où ils existaient, on aurait procédé à une véritable augmentation des salaires réels. En outre, il faut noter que l'enquête s'arrête à la fin de l'année 1921 (pour quelques pays elle porte sur une partie de l'année 1922). A ce moment, les restrictions à la hausse des loyers étaient encore en vigueur dans la plupart des pays. Elles devaient s'atténuer par la suite et diminuer les chances de rapprochement des deux courbes.

Dès la fin de la guerre, les nombres-indices du coût de la vie se multiplièrent, calculés soit par les Services des Statistiques des Etats et des communes, soit par des Commissions paritaires. Dans les discussions sur l'échelle mobile, ces indices furent si souvent critiqués, à la fois par les patrons et les ouvriers, qu'il nous paraît nécessaire d'insister sur la façon dont ils ont été élaborés.

(1) Enquête sur la Production — 1^{er} volume — p. 427.

La plupart des Services de Statistique répartissent les articles de consommation sur lesquels portent leurs calculs en cinq catégories principales, alimentation, logement, habillement, chauffage et éclairage, articles divers. Mais ce classement n'a pas été adopté par tous les pays, et quelques-uns d'entre eux font abstraction de l'une ou l'autre de ces catégories.

Comme les nombres-indices ont un caractère relatif, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas la prétention d'exprimer le *coût total* des articles nécessaires à un niveau de vie minimum ou à un minimum de confort à un moment donné, mais simplement les *modifications du coût de la vie*, il est inutile de faire entrer dans leur calcul tous les articles de consommation de la collectivité ou d'une classe particulière de la collectivité. Le voudrait-on que cela serait impossible. Quant à la question de savoir s'il y a intérêt à utiliser une liste d'articles très nombreux ou à ne comprendre dans les calculs qu'un petit nombre d'articles choisis avec soin, elle dépend de la « mesure dans laquelle les modifications subies par les prix d'un nombre restreint d'articles appartenant à un groupe déterminé peuvent être considérées comme représentatives des modifications de prix des articles de même ordre, de variété et de qualité différentes non compris dans la liste » (1). C'est là un problème de statistique dont nous nous écarterons.

Sans aller jusqu'à inclure dans le calcul de l'indice des éléments aussi nombreux que ceux des budgets de confort minimum des Etats-Unis, certains pays ont tenu compte de la fraction du budget d'une famille type exprimée par le coût des articles choisis. Ainsi le coût des 47 articles d'alimentation, épicerie, blanchissage, et le loyer qui entrent dans le calcul de l'indice australien représente 60 % environ du budget total d'une famille normale. Aux Etats-Unis, la liste des denrées alimentaires de l'indice du Bureau of Labor Statistics représente plus des 2/3 du budget alimentaire d'une famille ouvrière moyenne. En Grande-Bretagne le coût des

(1) Bit. Méthodes d'établissement des nombres-indices du coût de la vie.

articles d'alimentation représente les 3/4 de la dépense alimentaire totale et 45 % du budget total.

Le nombre des articles d'alimentation, de chauffage et éclairage et d'habillement entrant en ligne de compte dans le calcul des index officiels varie considérablement d'un pays à l'autre, comme le montre le tableau suivant :

Pays	Alimentation	Chauffage et éclairage	Habillement
Afrique du Sud	20	3	—
Allemagne	17	4	13
Australie	41	2 (1)	—
Autriche	16	4	3
Belgique	33	7	25
Bulgarie	36	6	5
Canada	29	5	—
Egypte (Caire)	20	2	*
Espagne (Madrid)	19	8 (2)	*
Etat Libre d'Irlande	36	6	23
Etats-Unis	43	6	77-91
Finlande	14	—	2
Grande-Bretagne	20	5	8
Hongrie	10	2	5
Inde (Bombay) :			
Nombre indice de la classe ouvrière	17	3	3
Nombre indice de la cl. européenne	30	4	23
Italie	18	—	16
Luxembourg	13	4	2
Massachusetts	37	4	17
Norvège	55	—	—
Nouvelle-Zélande	55	7	*
Pays-Bas (Amsterdam)	13	—	—
Pologne (Varsovie)	16	2-3	7
Suisse	50	9	25
Tchécoslovaquie	42	10	* (3)

— Chiffre inconnu.

* Pas compris dans le nombre-indice.

(1) Eclairage.

(2) Y compris les articles divers.

(3) La République Tchécoslovaque calcule une série spéciale de nombres-indices d'après une liste de 14 articles comportant les tissus, les chaussures et les chapeaux d'hommes.

Les articles divers ne sont pas portés dans ce tableau car les informations sur ce groupe de dépenses manquent pour beaucoup de pays.

Indiquons brièvement les trois méthodes auxquelles on a eu recours pour procéder au choix des articles et à la détermination de leur importance relative.

La première est celle de *la consommation globale*. Elle consiste à calculer les quantités de marchandises consommées en ajoutant les importations aux chiffres de la production indigène et en retranchant les exportations. On détermine ainsi les quantités consommées dans l'année de base. Les pondérations obtenues sont multipliées pour chaque article par son prix unitaire à une date donnée. On fait de même pour tous les autres et on établit le rapport entre la somme trouvée à cette date et celle de la période de base. Sans entrer dans le détail de cette méthode, encore appliquée en Australie, en Afrique du Sud, en Nouvelle Zélande, nous pouvons dire qu'elle nécessite des statistiques complètes de la production, de l'exportation et de l'importation qu'il semble difficile d'obtenir pour les articles d'habillement et même pour le loyer.

Quant aux dépenses diverses, il ne paraît pas possible de les déterminer de cette façon. En outre pour l'adaptation des salaires au coût de la vie, la méthode de la consommation globale a un très grave défaut : elle permet de rechercher les modifications du coût de la vie pour l'ensemble de la collectivité, mais les pondérations trouvées ne sont pas nécessairement représentatives de la consommation des classes de travailleurs visées par l'ajustement au nombre-indice.

La méthode la plus courante est celle du *budget type ou budget familial* : on recherche, au moyen d'enquêtes, les quantités d'articles consommés pendant une période donnée par certaines familles représentatives de l'ensemble de la collectivité, ou d'une région ou d'une localité, ou d'une classe ou profession déterminée.

Etant donné les différences de consommation, tant dans les quantités que dans les qualités, qui existent d'une catégorie sociale à l'autre, il paraît préférable de ne pas faire porter l'enquête sur

toutes les classes de la communauté, mais d'examiner séparément chacune d'elles. Mais la plupart des nombres-indices ont été calculés non d'après les pondérations obtenues au moyen d'enquêtes spécialement effectuées en vue de leur établissement, mais d'après le résultat d'enquêtes d'avant-guerre, dont le but était de fournir des indications sur le niveau de vie de la population ouvrière en général. Quelques-unes d'entre elles avaient cependant adopté pour critère le chiffre du revenu, considérant que des familles de même revenu ou d'un revenu compris entre certaines limites, avaient des niveaux de vie semblables. D'autres enquêtes avaient pris pour critère la nature de la profession ou le type du contrat de travail, mais la plupart d'entre elles n'avaient porté que sur les budgets des familles des travailleurs manuels et spécialement sur les budgets des travailleurs industriels des centres urbains.

Une des plus grandes difficultés de la méthode du budget type est qu'il faut trouver un nombre suffisant de familles capables et désireuses de noter avec soin pour une longue période leurs revenus ou leurs dépenses ou même simplement ces dernières, quand l'enquête est destinée à l'élaboration d'un nombre-indice. Pour remédier à cette difficulté, on a préféré procéder à des enquêtes de courte durée. Mais si l'on peut ainsi relever de façon satisfaisante les dépenses qui sont faites à des intervalles rapprochés, telles que celles de la nourriture, il n'en est pas de même pour celles d'un caractère durable, dont on ne fait l'achat qu'irrégulièrement et à des intervalles éloignés. Telles sont les dépenses d'habillement qu'une enquête d'un mois ne peut révéler que dans un très petit nombre de familles. Lorsqu'on a pu obtenir des données d'un grand nombre de familles, on peut estimer que les résultats sont très satisfaisants, qu'une compensation s'effectue. Cependant, comme certains articles revêtent un caractère saisonnier, les budgets accuseront une dépense trop forte ou trop faible si l'enquête a lieu ou n'a pas lieu à l'époque de l'achat. Cet inconvénient n'est pas d'ordre capital, car on peut effectuer des enquêtes en différentes saisons et prendre la moyenne des résultats ou plus simplement demander aux ménages ouvriers eux-mêmes d'évaluer la dépense

des articles saisonniers. Notons d'ailleurs que certains pays ont pu recueillir un nombre suffisant de budgets portant sur une année. (1)

Signalons enfin qu'un autre inconvénient des enquêtes sur les budgets familiaux est le défaut de comparabilité des données obtenues provenant de la grandeur variable des familles. On a essayé de l'écarter, non pas en s'en tenant à des familles d'une grandeur donnée, — car on éprouve déjà assez de difficultés pour rassembler les budgets de familles de grandeur différente — mais on a, dans plusieurs enquêtes, adopté une unité de consommation à laquelle on a réduit la consommation des familles de composition diverse. Le système le plus connu est celui du « quêt » établi par Engel en souvenir du statisticien belge Quêtelet. (2).

D'autres échelles ont été utilisées, qui à l'inverse de celle d'Engel, prennent pour unité la consommation d'un adulte.

Au moyen de ces systèmes, on arrive bien à ramener à une unité commune les dépenses d'alimentation, mais le rapport obtenu ne vaut pas nécessairement pour les dépenses des autres groupes. Etablir une échelle particulière à chaque groupe de dépenses compliquerait extraordinairement la compilation des données. On connaît deux échelles qui ne tiennent pas seulement compte des dépenses de nourriture, les échelles allemande et australienne.

Il est possible d'évaluer la dépense d'habillement incombant à chaque membre de la famille, il est beaucoup plus difficile de répartir entre eux celles du logement, de l'ameublement, du chauffage, de l'éclairage. Heureusement, il n'est pas indispensable

(1) Voir à ce sujet le tableau donné par « Les méthodes d'enquête sur les budgets familiaux ».

Bit. Etudes et documents — Série N.

(2) « Chaque enfant, jusqu'à un an accompli, compte pour une unité. « Pour chaque année (y compris la première), on ajoute à l'unité « 0,1 jusqu'à 25 ans pour les hommes, jusqu'à 20 ans pour les femmes ; en sorte qu'un ménage seul, où la femme a au moins 20 « ans et l'homme 25, représente en quêts 6,50. Un tel calcul n'est « pas artificiel : l'accroissement du nombre des unités correspond « de façon réellement approchée à l'accroissement des hommes en « grandeur et en poids ».

(Maurice Halbwachs — La classe ouvrière et les niveaux de vie, Paris — Alcan 1913, p. 180).

d'avoir recours à une unité commune lorsque l'enquête n'a d'autre but que de fournir des pondérations pour le calcul d'un nombre-indice. Et dans bien des cas, on s'est contenté de calculer des moyennes par famille ou par tête.

La troisième méthode d'établissement du nombre-indice du coût de la vie est celle du *budget théorique*. On fixe l'importance relative des denrées alimentaires selon leur valeur nutritive et selon les quantités minima nécessaires à la vie. Les données de la science médicale permettent de connaître les quantités d'albumine, de graisse et d'hydrates de carbone nécessaires aux adultes des deux sexes, aux vieillards et aux enfants, ces quantités devant leur fournir un nombre de calories déterminé. Une analyse chimique donne la valeur calorifique des aliments, mais la répartition des calories nécessaires entre les trois groupes de substances alimentaires ne peut se faire que si l'on étudie la consommation réelle d'un certain nombre d'individus, de sorte que la méthode du budget théorique se rapproche de celle du budget type.

L'intérêt du budget théorique est qu'il peut fournir une valeur nutritive équivalente à un prix moindre par le remplacement de certains articles d'alimentation saisonniers ou qu'il est impossible de se procurer sur le marché pour une raison quelconque. Aussi, cette méthode a-t-elle été introduite dans les pays de l'Europe centrale lorsque les habitudes de consommation subirent d'incessantes modifications, par suite des difficultés d'approvisionnement et de l'appauvrissement de ces pays.

L'emploi du budget théorique est limité à la détermination des dépenses d'alimentation. Encore est-il nécessaire d'avoir recours aux données du budget-type. Du reste la base sur laquelle il repose, la valeur calorifique des aliments est critiquée : on lui reproche de ne pas tenir compte des goûts du consommateur. Cette méthode n'est qu'un moyen de fortune justifié peut-être en Autriche où elle a été appliquée par l'Office fédéral de statistique avant l'introduction du nombre-indice de la commission paritaire, et en Allemagne. La désorganisation économique était telle que certains articles faisaient défaut ou ne pouvaient être obtenus qu'à

des prix très élevés. On avait alors recours à des denrées dites « de remplacement ». Mais, nous l'avons vu, de tels changements ne vont pas sans mettre en méfiance les parties intéressées aux variations de l'indice. Et le Bureau International du Travail reconnaît lui-même que « certains pays de l'Europe Centrale ont apporté au budget servant de base pour l'évaluation des nombres-indices du coût de la vie des changements qui peuvent impliquer une modification du niveau de la vie, de sorte que les nombres-indices obtenus indiquent peut-être, non seulement les conséquences des modifications du pouvoir d'achat de la monnaie, mais encore dans une certaine mesure, celles des modifications du niveau de vie ».

En résumé, il n'y a que la méthode du budget type qui permette de se rapprocher de la consommation réelle et il n'y a qu'elle qui puisse être utilisée pour l'étude des dépenses autres que celles de l'alimentation.

L'enquête sur laquelle elle repose aura permis, non seulement de choisir les articles de chaque groupe et leurs pondérations, mais de déterminer l'importance de chaque groupe en proportion de la dépense totale. Les poids affectés à chaque groupe varient d'un pays à l'autre autant que le nombre des articles. Ces divergences, exprimées dans le tableau suivant, sont dues sans doute au fait que certaines enquêtes ont été effectuées avant la guerre, d'autres après la guerre, qu'elles n'ont pas partout porté sur les mêmes catégories sociales, et sans doute aussi aux différences de climat et à la variété des conditions économiques.

**Chiffres de Pondération (pourcentages)
appliqués à différents groupes d'Articles (a)**

Pays	Date de l'enquête (1)	Alimentation	Loyer	Combustible et éclairage	Habillement	Articles divers
Autriche (Vienne)	1921	65	1,6	14,4	19,0	—
Belgique (2)	1921					
Familles ouvrières :						
Groupe 1		68,13	7,68 (3)	6,70	11,84	5,65
— 2		66,80	7,76 (3)	6,08	13,41	5,95
— 3		63,94	6,20 (3)	5,03	14,57	10,26
— 4		60,68	4,77 (3)	4,09	18,83	11,63
Familles de la classe moyenne inférieure :		64	9,65 (3)	4,62	13,81	7,72
Canada	1913	52,6 (4)	33,9	13,6	—	—
Danemark	1922	41,8	12,4	4,0	11,3	30,5
Egypte (Caire)	1920	51,9 (5)	11,7	—	16,7	19,7
Etat libre d'Irlande	1922	57,1	5,4	7,0	17,5	13,0
Etats-Unis	1918	38,2	13,4	5,3	16,6	26,4
Finlande	1908-09	55	11,8	4,1	11,6	17,5
France (Paris)	1914	60	12	5	15	8
Grande-Bretagne	1904					
	1912	60	16	8	12	4
Inde (Bombay) :						
Nombre-indice de la classe ouvrière	1909 à 1914	81,7	9,1	4,9	4,3	—
Nombre-indice de la classe européenne	1923	11,3	18,5	4,3	6,8	59,1
Italie (Milan)	1913	62,09	11,4	4,51	12	10
Norvège	1913-14	47,9	15,65	5,2	12,65	18,55
Pays-Bas (Amsterdam)	1920	49,4	7,5	4,4	17,9	20,8
Pologne (Varsovie)	après guerre	50,5	6,1	8,7	20,2	14,6
Suède	1913-14	43	15	4	12	26 (6)

(1) Pour l'Autriche (Vienne) le Canada et la Pologne (Varsovie), les chiffres de pondération calculés à la date de l'enquête étaient des chiffres quantitatifs. Pour l'élaboration des tableaux, ils ont été

C'est le groupe des dépenses diverses qui est le plus difficile à établir. Quelquefois même, il n'existe pas. L'indice officiel allemand en faisait abstraction jusqu'en 1925. Le nombre des articles qui y figurent varie d'un pays à l'autre. Dans l'indice du Bureau of Labor Statistics, les articles divers sont au nombre de 43 et comprennent les frais de transport, les journaux, les frais médicaux, les divertissements, les journaux, les souscriptions diverses, les impôts, etc... En outre, un groupe des articles de ménage et d'ameublement comprend 22 articles. L'indice du National Industrial Conference Board comprend également un groupe des articles divers très détaillé. Par contre celui de la Grande Bretagne ne porte que sur 8 articles, dont les journaux, les frais de transport, le tabac, les articles de nettoyage.

L'attitude de la classe ouvrière à cet égard n'est pas partout uniforme. Dans quelques cas, très rares il est vrai, les ouvriers ont objecté que des articles tels que l'assurance sur la vie, les frais de transport, les divertissements et les frais religieux étaient chose si personnelle qu'ils ne reconnaissaient à personne un droit de re-

multipliés par le prix de l'unité à une date donnée, et la consommation totale de chaque groupe a été exprimée en pourcentage de la consommation globale de tous les groupes. Il en résulte que les pourcentages pour ces pays indiqués par le tableau ne se rapportent pas nécessairement à la date de l'enquête qui a permis d'établir les chiffres de pondération. Les pourcentages de l'Autriche et de la Pologne se rapportent au milieu de l'année 1924 et ceux du Canada à 1913.

- (2) Le groupe n° 1 comprend les familles dont le revenu par unité de consommation est inférieur à 20 francs par quinzaine. Pour les groupes 2, 3 et 4, le revenu est respectivement de 20 à 30 francs, de 30 à 40 francs, de 40 francs et au-dessus.
- (3) Y compris l'ameublement.
- (4) Y compris l'amidon utilisé pour le linge.
- (5) Y compris certains articles divers, tels que l'huile minérale, l'alcool méthylique et le savon.
- (6) Y compris les impôts.

a) Tableau extrait de la publication du B.I.T., Etudes et Documents, n° 6.

gard dans leurs affaires (1). Mais le plus souvent les salariés ont critiqué l'insuffisance de la liste des articles divers et essayé d'y faire introduire pour une raison de prestige, semble-t-il, des dépenses d'ordre très particulier comme les contributions syndicales.

Le problème est déjà insoluble pour les budgets qui doivent exprimer le coût total de tous les articles nécessaires à un minimum de confort ou de ceux qui servent à l'élaboration d'un salaire minimum (2). Mais, comme le dit M. Kletzl, « il serait erroné de vouloir renoncer à la constitution d'un budget représentant l'ensemble des dépenses pour cette raison que le problème ne peut recevoir une solution idéale » (3).

Nous laissons donc de côté cette question et nous arrivons à une autre objection faite aux nombres-indices. La valeur d'un nombre-indice ne dépend pas seulement de l'exactitude des coefficients de pondération, mais aussi de l'exactitude des statistiques de prix. Et même les statisticiens s'accordent à reconnaître que les erreurs de prix sont plus graves que les erreurs de pondération.

Ce reproche fait au nombre-indice est particulièrement justifié dans les pays où le relevé des prix n'est pas fait par des agents spéciaux, mais est obtenu au moyen de questionnaires adressés à des commerçants. L'identité des articles d'alimentation est plus facile à assurer que celle des articles d'habillement, ce qui a décidé certains pays à exclure ces derniers du calcul du nombre-indice. Les différences de qualité peuvent exister non seulement entre divers établissements d'une même région ou de plusieurs régions, mais aussi dans un même établissement à des époques différentes. Quelques services de statistique ont pris la précaution de joindre aux formulaires des échantillons ou de donner une description précise des articles dont ils désirent les cotations. Il est certain que le

(1) Carr, p. 367, op. cit., cite l'opinion des ouvriers d'une fabrique de papier de la région de New-York.

(2) Voir à ce sujet dans Carr, op. cit., le détail de certains de ces budgets, notamment chapitres III et IV et chapitre V, p. 295 et suivantes.

(3) Dr Félix Kletzl. « Quelques considérations sur la nature des nombres-indices », RIT, août 1924.

recueil des prix par des fonctionnaires de l'administration centrale permet de diminuer les chances d'erreurs relatives aux différences de qualité et que les fonctionnaires des administrations locales peuvent au moins assurer l'identité des marchandises cotées entre les divers établissements d'une même région.

En Allemagne, les offices de statistiques municipaux sont chargés de relever les informations relatives à tous les groupes, sauf celui de l'habillement pour lequel les autorités municipales adressent aux magasins de confection des formulaires établis par l'administration centrale. Aux Etats-Unis, ce sont les agents du Bureau of Labor Statistics qui recueillent les cotations de tous les articles. En Belgique, ce sont les agents du Ministère de l'Industrie et du Travail qui relèvent les prix. On voit qu'ici on peut arriver à une solution satisfaisante.

★ ★

Nous admettons que les nombres indices calculés soigneusement par des Services de statistique compétents et non par des commissions paritaires donnent une indication aussi précise que possible des modifications du coût de la vie.

Même en ce cas, le nombre-indice a soulevé d'importantes objections. On lui a reproché dans la plupart des pays de reposer sur des enquêtes budgétaires d'avant guerre et d'indiquer les modifications du coût d'un niveau de vie fixe, alors que les habitudes et les goûts d'une population se modifient eux-mêmes petit à petit, et qu'un changement dans les conditions d'habillement, de logement, d'alimentation peut enlever toute valeur aux chiffres de pondération utilisés. Des économistes et des statisticiens ont déclaré que la guerre avait apporté au niveau de vie des travailleurs des changements durables dans le sens d'une amélioration, tandis que d'autres prétendaient que le régime-type d'avant guerre devenait inutilisable, étant donné le rationnement de certaines marchandises ou leur disparition du marché. Cette dernière critique a perdu de sa force au cours des années d'après guerre. Elle a d'ailleurs été réfutée par d'autres statisticiens qui ont fait valoir qu'en une pé-

riche troublée, il faut tenir compte des substitutions possibles de nouveaux aliments ou d'addition de nouveaux aliments aux denrées rationnées. Et du simple point de vue pratique, nous verrons plus loin que le salaire de base peut tenir compte des exigences de la production. Au surplus, cette objection ne porte pas sur les nombres-indices des pays de l'Europe Centrale, qui ont pris pour base la consommation d'après-guerre.

En Allemagne, en Autriche, en Pologne, les nombres-indices officiels expriment la hausse des dépenses nécessaires pour maintenir depuis l'avant-guerre un niveau de vie correspondant aux conditions de l'après-guerre. Ils tiennent compte d'une consommation réduite et substituent en partie aux articles d'avant-guerre des articles de qualité moindre.

La durée de validité d'un nombre-indice est évidemment difficile à définir, car elle dépend à la fois des conditions économiques et politiques d'un pays. Mais il est toujours possible de vérifier au moyen d'enquêtes budgétaires le niveau de vie pris pour base, de calculer une nouvelle série de nombres-indices si la nécessité s'en fait sentir et d'y adapter un nouveau salaire de base. Ici encore l'objection théorique n'est pas irréfutable.

★
★ ★

La consommation des classes ouvrières varie d'une région à l'autre. La situation géographique exerce son influence sur le régime alimentaire et d'une façon générale sur l'ensemble des articles consommés. Le mouvement des prix n'est pas uniforme à l'intérieur d'un pays. Pour ces raisons, il paraît logique d'adapter les salaires au coût de la vie au moyen de nombres-indices calculés selon une pondération régionale ou locale.

Il n'y a cependant que les municipalités de certains pays qui aient calculé de tels indices. Les Services de Statistique centraux qui publient des indices particuliers à des villes ou régions déterminées utilisent la plupart du temps des pondérations uniformes qui sont appliquées au nombre-indice national. La Grande-Bretagne ne publie qu'un seul indice pour l'ensemble du pays. Les nombres-

indices des prix de détail calculés en Belgique pour les grandes villes et certaines régions sont établis sur une base unique, et c'est d'ailleurs le nombre-indice national qui a été le plus souvent utilisé. Il ne semble pas que l'ajustement des salaires à un nombre-indice unique ait soulevé des difficultés dans ces pays, où la population industrielle est très dense et où les conventions collectives sont souvent conclues sur une base nationale.

Par contre dans des pays où les régions économiques sont très différenciées, comme en France, on a eu recours à des indices régionaux. A l'inverse, les échelles mobiles de salaires en Pologne ont utilisé le nombre-indice de Varsovie et en Autriche on a employé le plus fréquemment celui de Vienne. Il est vrai que ces indices étaient les seuls chiffres officiels publiés par ces pays.

★ ★

On a également soutenu que les salaires devaient être ajustés à un nombre-indice spécial à la profession considérée, étant donné que la consommation varie en quantité et qualité avec la profession. La répartition des dépenses n'étant pas la même chez les travailleurs manuels que chez les employés et fonctionnaires, il paraît préférable de ne pas lier leur rémunération à une mesure unique.

Rappelons qu'Engel avait déjà formulé à la fin du XIX^e siècle un certain nombre de lois relatives à l'influence du revenu sur la répartition des dépenses et que si certaines d'entre elles ont pu être contestées, on est encore maintenant d'accord sur la première, à savoir que :

« plus le revenu est élevé, plus est petite la proportion des dépenses consacrée à la nourriture ».

Il y a des professions qui nécessitent un habillement plus soigné que d'autres, des frais divers plus importants. Même parmi les professions manuelles, il est permis de penser que le métier exerce une influence. M. Halbwachs est toutefois d'un avis contraire (1).

(1) « ... Nous n'avons aperçu aucune régularité ni aucune exception que

Mais il est incontestable qu'un fonctionnaire moyen et un ouvrier qualifié de revenu égal ont des goûts et des habitudes différents.

Certains statisticiens se sont déclarés à diverses reprises partisans du calcul de nombres-indices particuliers à une classe de revenus ou à une profession déterminée.

A la deuxième Conférence Internationale des Statisticiens du Travail, M. Julin a exprimé l'avis « qu'il conviendrait de publier un nombre-indice pour les travailleurs non manuels, étant donné que leurs habitudes de consommation diffèrent de celles de la classe ouvrière et que parfois ils paient pour les mêmes articles des prix différents ».

nous puissions attribuer à l'influence du métier comme tel...

« Cela ne nous surprend point. Pour s'attendre au résultat contraire il faut penser que le métier laisse une empreinte si profonde dans le corps et la pensée que l'homme, hors de l'atelier et de l'usine, loin des machines, des instruments et des outils, demeure sous leur influence et en quelque sorte dans leur atmosphère ; il faut mettre au premier plan les besoins qui sont en rapport direct avec la grandeur et le mode de dépense de force occasionnée par le travail. Sans doute le travail industriel exerce sur le travailleur une influence négative ; l'ouvrier n'est capable de développer en lui des tendances telles que le besoin d'un certain luxe du logement, de la nourriture, du vêtement, la recherche des distractions spirituelles et le goût des plaisirs sociaux, que dans la mesure où la fatigue physique et les habitudes mentales contractées dans le travail n'ont pas émoussé sa sensibilité, lui ont laissé assez d'énergie spirituelle et de spontanéité interne. Mais nous l'avons vu, l'ouvrier au travail est momentanément transporté hors de la vie et des relations sociales, mis en rapport avec des choses et des machines, ou avec des activités humaines qui s'identifient aux choses et aux machines, si bien que tout cet ensemble de forces ne peut exercer sur lui aucune action sociale positive. Or aucun besoin n'est purement physique ou individuel. Les besoins sont tous sociaux, c'est-à-dire orientés vers des buts que la société représente et propose à l'individu, en une large mesure, et d'autant plus que dans le groupe où ils se trouvent la vie sociale est compliquée et intense. Puisque la partie de la vie de l'ouvrier qui se déroule à l'usine ou dans l'atelier n'est point sociale, c'est tout-à-fait accidentellement et pour très peu de temps qu'on pourra parler, comme d'un groupe social, des serruriers, des forgerons, des ferblantiers (quant une discussion d'intérêt professionnel les groupera) et ce n'est pas à l'intérieur de tels groupes que se définiront des besoins et des habitudes de dépense sociales ».

« La Classe Ouvrière et les niveaux de la vie. »
p. 234-235.

Le Dr Bowley demandait de même en 1923 que l'index-number fût établi séparément pour Londres et pour les provinces, pour les mineurs, les ouvriers agricoles et les autres catégories de travailleurs (1).

Le professeur Ricci, bien qu'énergiquement opposé au système de l'échelle mobile, est un des plus ardents défenseurs des multiples séries de nombres-indices : « Nous sommes obligés de conclure, dit-il, que si l'on exige une différenciation des salaires nominaux d'après les catégories d'ouvriers, la même différenciation s'imposera aussi pour les budgets familiaux, étant donné qu'à chaque série de salaires nominaux concernant un groupement déterminé, aussi homogène que possible, doit correspondre une série de nombres-indices du coût de la vie pour la même collectivité » (2).

Malgré l'appui de ces spécialistes, il n'a été publié que de très rares séries de nombres-indices d'après le revenu ou la profession.

Hörs d'Europe, citons les séries publiées par l'Egypte et le Gouvernement de Bombay. En Europe, la Suisse publie trois séries distinctes pour les familles de fonctionnaires, d'ouvriers qualifiés et d'ouvriers non qualifiés.

Outre l'indice des prix de détail qui porte sur les dépenses d'alimentation, d'habillement, de chauffage et d'éclairage et sur cinq articles divers, la Belgique possède cinq autres séries portant sur l'alimentation, le chauffage et l'éclairage, l'habillement, le logement et le mobilier, les articles divers. Quatre de ces séries sont calculées sur les quantités de consommation, en 1921, de familles ouvrières ayant respectivement « par quêt » et par quinzaine un revenu de moins de vingt francs, de vingt à trente francs, de trente à quarante francs, et de quarante francs ou plus. La cinquième série a pour base la consommation moyenne, en 1921, d'un ménage bourgeois à revenus modestes.

Or, comme nous l'avons déjà vu, c'est le nombre indice des

(1) Times du 17-1-23.

(2) RIT Avril 1926. — M. Ricci s'est exprimé de la même façon à la 14^e session de l'Institut International de Statistique.

prix de détail qui a réglé les échelles mobiles en Belgique. Il se peut qu'il ait été préféré aux autres séries parce qu'il a pour base de comparaison l'année 1914 et que, ne tenant pas compte du loyer, il accuse une hausse plus forte que ces dernières, de même qu'en France les indices des prix de détail de la Statistique Générale sont dans l'ensemble longtemps restés supérieurs à ceux des commissions régionales, qui expriment les variations du coût de la vie.

Ou bien faut-il penser avec M. Kletzl que l'établissement de budgets spéciaux aux diverses classes sociales choque la conception moderne de l'égalité humaine. Selon lui :

« Il tend à cristalliser la classification sociale des individus en accordant à toute personne qui appartient à une classe déterminée une sorte d'autorisation d'y demeurer indéfiniment ou en lui interdisant de s'élever. D'autre part l'indice du coût de la vie offre avant tout un intérêt pratique et on ne pourrait appliquer à une classe un indice calculé pour une autre classe. L'expérience a prouvé qu'à différents niveaux de vie correspondent différents indices du renchérissement, en sorte que les classes les plus faibles au point de vue économique seraient pour ainsi dire maintenues jusqu'à un certain point dans leur situation inférieure si on leur appliquait un indice adapté au niveau de vie le plus bas. Supposons qu'il soit constaté que dans la classe ouvrière on consomme moins de viande que dans celle des employés ; supposons qu'en conséquence nous inscrivions dans le budget des employés une plus forte dépense de viande que dans celui des ouvriers ; il en résultera que dans le cas d'un renchérissement de la viande, si les salaires sont adaptés automatiquement à l'indice du coût de la vie, la rémunération des employés sera plus augmentée que celle des ouvriers, bien qu'il soit tout aussi impossible de soutenir que tel individu a le droit de consommer une certaine quantité de viande, que de prétendre interdire à tel autre d'améliorer son niveau de vie. La variation du pouvoir d'achat intérieur de l'argent — qui est en somme ce qu'envisage le nombre-indice du coût de la vie — doit être mesurée de la même manière pour toutes les classes de la population si l'on ne veut pas porter atteinte aux principes d'égalité et de liberté » (1).

Bien que son argumentation ne nous paraisse pas convaincante, la conclusion de M. Kletzl est exacte. Mais si certaines dépenses qui sont à la charge des employés ont augmenté dans une plus forte

(1) Dr. Félix Kletzl. — RIT Art. cit.

mesure que le coût de la vie des classes ouvrières et si l'adaptation de leurs traitements n'a pas été effectuée au moyen d'un indice spécial, il nous semble que l'on en peut rechercher la cause dans l'idée que la réduction du revenu national consécutive à la guerre devait être supportée par les catégories plus favorisées. Il est vrai que celles-ci ont été doublement atteintes, puisque leur rémunération n'a que rarement été entièrement ajustée à la hausse des prix. Enfin la difficulté technique d'établissement de nombres-indices spéciaux paraît aussi avoir exercé son influence au cours des années d'après-guerre.

★★

Bien d'autres questions de détail concernant l'élaboration des nombres-indices pourraient être examinées. Elles sont hors de notre sujet et nous ne nous sommes que trop longtemps arrêté à ce problème.

En résumé, dans des pays où la désorganisation économique n'est pas trop marquée, un index-number ne donne pas une mesure idéale des variations du coût de la vie, mais il en donne une approximation suffisante si les pondérations sur lesquels il repose ont été obtenues au moyen d'une enquête budgétaire soignée, si le relevé des prix est effectué par des fonctionnaires compétents et si l'on a pris la précaution d'inclure dans le calcul de l'indice les cinq grands groupes de dépenses dont il est question plus haut.

Nous avons vu aussi que la méthode du budget théorique, avec de trop nombreux changements dans les articles, a encouru dans les pays à change déprécié des critiques méritées. Pour terminer, nous rappellerons les autres imperfections de l'index allemand et les modifications qu'il a subies.

Cet index n'a commencé à être publié qu'en février 1920. Il portait sur les prix de 13 denrées alimentaires, deux articles de chauffage et éclairage et le loyer. Ces prix étaient relevés dans plus de 600 villes, mais l'indice national était obtenu en prenant la moyenne des prix de chaque article dans 39 villes seulement, moyenne pondérée d'après la population de chaque ville. Les chiffres obtenus étaient pondérés d'après le budget que représentait

théoriquement la consommation pour 4 semaines d'une famille de cinq personnes (père, mère et trois enfants de douze, sept et un an et demi).

Comme le contrôle des prix existait encore, on tenait compte des prix officiels pour les denrées contrôlées. Mais lorsque la ration officielle de ces articles était inférieure à celle du budget, on utilisait les prix du marché clandestin pour le complément. D'où une opération assez délicate et une première source de difficultés. En outre, comme nous l'avons déjà dit, certains articles pouvaient être substitués à d'autres.

En janvier 1921, les indices furent remaniés et l'indice national étendu à 47 villes. A partir de mars 1922, il porta sur 71 villes et diverses améliorations furent apportées en ce qui concerne le loyer et les articles de remplacement. Les prix du marché clandestin furent abandonnés.

En avril 1922, l'indice fut complété par l'inclusion d'une quinzaine d'articles d'habillement, estimés à leur valeur du mois courant et constituant une dépense annuelle divisée ensuite par treize pour obtenir la dépense correspondant aux quatre semaines envisagées. La dépense habillement n'entrait pas dans le calcul des indices locaux.

Il a été vérifié que le nombre-indice tel qu'il était calculé primitivement était inférieur de 10 % environ à celui calculé d'après les modifications apportées en mars 1922. Il était inférieur de 25 à 35 pour cent à l'indice calculé à partir d'avril. Il est vrai que cet écart se serait réduit par la suite, car le nouvel indice tendait à croître moins rapidement que l'ancien. Il n'en reste pas moins qu'en utilisant l'ancien indice pour l'ajustement des salaires, on sous-évaluait assez sensiblement l'augmentation du coût de la vie par rapport à l'avant-guerre (1). Ce n'est donc qu'à partir d'avril 1922 que la mesure du coût de la vie a été satisfaisante (2).

- (1) De nouvelles réformes furent introduites en 1923 pour permettre une publication plus rapide de l'indice. En 1925 II a été procédé à de nouvelles améliorations et à l'inclusion d'un groupe de dépenses diverses.
- (2) Quant aux indices privés, souvent ils n'étaient que des indices du minimum d'existence, c'est-à-dire qu'à chaque calcul on choisissait

En Autriche, jusqu'au début de 1922, on ne possédait que l'indice du Dr Kletzl, concernant le coût de l'alimentation d'une famille moyenne (4,65 personnes) pendant 4 semaines et celui de l'Office Fédéral de statistique qui s'appliquait aux variations du coût minimum de l'existence d'une famille ouvrière à Vienne, tandis que celui du Dr Kletzl supposait un ensemble de denrées invariables, en qualités et quantités.

En Pologne jusqu'en 1921 il n'était publié que le nombre-indice des prix de détail de cinq denrées alimentaires, calculé par M. de Sztrem pour le gruau d'orge, le sucre, le beurre, les œufs et le lait.

Il n'est pas douteux que l'absence d'un nombre-indice satisfaisant a retardé dans ces pays l'application de l'ajustement automatique.

parmi les régimes applicables, celui qui coûtait le moins. Ceux de Calwer, Kuczinski et Silbergleit en Allemagne méritaient de nombreuses critiques. — Voir à ce sujet Enquête sur la Production T. IV premier volume. — Salaires et coût de la vie.

CHAPITRE III

CARACTÉRISTIQUES DE QUELQUES SYSTÈMES D'AJUSTEMENT AUTOMATIQUE

Si nous désignons par S le salaire nominal et Co le coût de la vie au même moment, le salaire réel sera défini par le rapport $\frac{S}{Co}$.

Si au temps T_1 le coût de la vie devient C_1 , il est clair que pour maintenir le salaire réel constant, il faut multiplier le sa-

laire nominal par le rapport $\frac{C_1}{Co}$. Un tel ajustement constituerait

une adaptation automatique intégrale qui, nous devons le remarquer tout de suite, n'a été appliquée que dans la minorité des cas. On conçoit aisément une infinie variété de systèmes d'adaptation partielle, soit qu'une fraction seulement du salaire soit ajustée aux variations du nombre-indice, soit qu'un pourcentage d'augmentation du nombre-indice inférieur au pourcentage constaté s'applique à la totalité du salaire, soit encore que l'adaptation ne joue à la fois que sur une fraction des salaires et une fraction du pourcentage d'augmentation de l'indice.

On peut presque dire que chaque convention d'échelle mobile constitue un système particulier. Les exemples suivants donneront un aperçu des principales modalités adoptées :

1°) Dans quelques cas, l'indemnité de vie chère était calculée, non d'après le pourcentage d'augmentation de l'indice, mais d'après la hausse absolue du coût des articles portés sur la liste,

Ainsi la convention des ouvriers sur métaux de Vienne, du 20 décembre 1920, accordait aux hommes de plus de 20 ans et gagnant au moins 16 couronnes une indemnité égale à trois fois la différence entre les prix, au début de chaque mois, des quantités d'articles inclus dans l'indice et ceux relevés dans la dernière semaine de 1920. On déterminait le rapport entre cette indemnité et le salaire de 16 couronnes et le pourcentage obtenu était appliqué aux salaires des autres ouvriers. Cependant, au delà d'un certain niveau, l'indemnité gardait une valeur constante.

On trouve peu d'exemples semblables en Europe, mais des systèmes de ce genre ont été plus fréquemment appliqués aux Etats-Unis pour la fixation de salaires minima et dans un certain nombre de décisions arbitrales accordant des augmentations aux salariés sur la base de la hausse en valeur absolue du budget présenté par eux.

2°) L'ajustement intégral consiste à prévoir qu'à chaque variation de l'indice correspondra une variation proportionnelle des salaires, sans limitation du salaire ni du pourcentage d'augmentation de l'indice entraînant la hausse. Autrement dit, si le nombre-indice s'élève ou s'abaisse de 1 point (soit 1 pour cent si la période de base est 1914), le salaire de base de 1914 augmentera ou diminuera de 1 pour cent.

3°) Une variante de ce système consiste à modifier les salaires de 1 % par point de hausse de l'indice, tant que celui-ci se maintiendra au-dessus d'un niveau donné. S'il baisse et atteint ce niveau, de nouvelles négociations pourront s'engager. En Angleterre, de nombreux accords conclus au lendemain de la guerre établissaient que les salaires ne devaient pas tomber au-dessous d'un minimum fixé généralement à 100 pour 100 de la moyenne des taux d'avant-guerre, quelle que fût la baisse de l'indice.

D'autres systèmes prévoyaient des variations du salaire inférieures à celles de l'indice, lorsque celui-ci descendrait au-dessous d'un niveau convenu :

Ainsi, dans les teintureries du Yorkshire chaque point de hausse au-dessus de l'indice 100 (en réalité, en Angleterre, il s'agit du pourcentage d'augmentation par rapport à 1914 ; en France nous dirions l'indice 200) entraînait une variation du salaire de base de 1 0/0. Toute

diminution de 1 point au-dessous de ce chiffre n'entraînait qu'une diminution de 0,84 0/0.

4°) Souvent, les pourcentages de variation du salaire ne sont pas strictement correspondants à ceux de l'indice.

Dans les industries de la laine du Yorkshire, des accords prévoyaient le paiement d'une indemnité de vie chère ou « cost of living wage » fixée à 145 0/0 du salaire de base, l'index du Ministère du Travail accusant une hausse de 145 0/0 par rapport à l'avant-guerre.

Une variation de 10 points en plus ou en moins de l'indice entraînait une variation de 10 0/0 du cost of living wage.

On voit ainsi qu'à une hausse de 155 %, l'indemnité de vie chère était portée à 159,5 % du salaire de base. Autrement dit, à une variation de 4,08 pour cent de l'indice (rapport 255/245), correspondait une variation de 5,91 % de la totalité du salaire (rapport 259,5/245).

A l'inverse de cet exemple, dans lequel les modifications du salaire sont plus que proportionnelles à celles de l'indice, citons :

La convention du 17 octobre 1921 conclue à Liège entre patrons et ouvriers marbriers et polisseurs, par laquelle une augmentation ou diminution de l'index number de 25 points, au-dessus du chiffre 400, entraînait une modification correspondante du salaire de 5 pour cent.

Dans ce cas, on voit qu'une variation de 6,25 % dans le coût de la vie n'entraînait qu'une modification de 5 pour cent des salaires.

Même exemple dans la convention du 18 octobre 1918 conclue dans les filatures de Leicester.

Une modification de 5 % de l'index-number n'entraînait qu'une modification de 2,5 % du salaire.

5°) L'augmentation se fait ici encore sous forme de pourcentage, mais au point de départ l'indemnité de vie chère est déjà inférieure à celle qu'eût nécessitée un ajustement intégral.

Ainsi dans l'impression des cotonnades, en Angleterre, une convention fixait l'indemnité de vie chère à 110 pour cent du salaire de base alors que le nombre-indice était à 155/100 de son niveau d'avant-guerre. Cette indemnité devait varier dans la même proportion que l'indice, tant que celui-ci se maintiendrait au-dessus de 124 pour cent. En deçà, la variation de l'indemnité était réduite aux 3/4 d'un point.

6°) D'après la convention du 28 juillet 1920 conclue dans l'industrie minière belge, chaque fois que l'index de la Revue du

Travail dépassait d'au moins 4 1/2, 9 1/2, 14 1/2 % le dernier index de base, les salaires étaient haussés respectivement de 5, 10, 15 %, etc ..., et les nouveaux salaires étaient mis en regard du nouvel indice de base égal au précédent augmenté respectivement de 5, 10, 15 %, etc...

Ainsi, les salaires d'avril 1920 étaient mis en regard de l'indice 420 des prix de détail de l'ensemble du royaume pour le mois de février pris pour base. L'index de mars étant à 445, soit une hausse de 5,95 % supérieure à 4 1/2 pour cent, les salaires étaient donc augmentés de 5 % à partir du 1^{er} juin et correspondaient au nouvel index de base 441, obtenu en majorant de 5 % l'index 420.

7°) Au lieu de faire varier les salaires sous forme d'un pourcentage, certains systèmes — et c'est le cas le plus fréquent en Angleterre — prévoient l'addition ou la soustraction d'une somme fixe au salaire de base, selon une modification donnée de l'index-number dans l'un ou l'autre sens.

Dans l'industrie de l'amiante, en Angleterre, toute variation de 10 points de l'indice entraînait une variation de 3/4 de penny.

Dans les chemins de fer, où le système couvrait 650.000 personnes, trois échelles ont été établies.

La première, résultant de l'accord de novembre 1918, n'a jamais fonctionné. Elle prévoyait que les salaires hebdomadaires seraient augmentés ou diminués de 1 sh., pour tout mouvement de 4 points (et dans quelques cas de 3 points) de l'index-number.

Dans l'accord effectif de 1920, toute variation de 5 points entraînait un changement de 1 sh. Pour le personnel de bureau, ce changement dans l'index donnait droit à une indemnité de £ 5 par an.

8°) Dans les deux exemples suivants, le pourcentage de baisse de l'indice entraînant la soustraction d'une somme fixe devait être plus fort que le pourcentage de hausse donnant droit à l'addition au salaire de cette même somme.

Dans les carrières d'Ecaussine (Belgique), une convention conclue au cours de l'année 1923 accordait une augmentation de salaires de 5 centimes chaque fois que l'index-number accusait une augmentation de 10 points au-dessus de 440. La diminution de 5 centimes ne jouait que pour une baisse de 15 points au-dessous de 440.

Un exemple plus typique est donné par la convention des dockers d'Anvers (1923) : Les salaires étaient fixés à 24 francs tant que l'indice se maintiendrait entre 366 et 416 points. Une augmentation de 1 franc

était prévue pour une hausse de 6 points au delà de 416, une diminution équivalente pour une baisse de 18 points à partir de 366.

9°) Au lieu de fixer un pourcentage d'augmentation uniforme, des accords instituaient un régime différent selon les catégories de travailleurs.

A vrai dire, un tel système est déjà appliqué automatiquement dans les cas où l'indemnité est uniforme. Ainsi chez les cheminots britanniques, un salarié qui gagnait avant guerre 20 sh. par semaine recevait 1 sh., soit 5 % de son salaire, pour une variation de 5 points (soit 5 % de l'indice). L'indemnité de vie chère était, en ce qui le concernait, entièrement proportionnelle aux variations de l'indice, tandis qu'elle ne compensait que la moitié de ces variations pour celui qui recevait, en 1914, un salaire de 40 sh.

10°) Mais d'autres systèmes prévoyaient pour les travailleurs non qualifiés, les ouvrières, les apprentis, une indemnité inférieure à celle des travailleurs qualifiés.

Dans certaines usines de la teinture et du blanchiment, une variation de 10 points en plus ou en moins d'un pourcentage d'augmentation fixé à 150 % du niveau de 1914 entraînait un changement de 3 sh. pour un salaire de 40 sh. et plus, un changement de 2 sh. pour un salaire hebdomadaire compris entre 20 et 40 sh., de 1 sh. pour un salaire inférieur à 20 sh.

Un semblable résultat était obtenu en prenant considération de l'âge. Il en a été ainsi à Flensburg, ville allemande du Schleswig-Holstein, qui fit une application générale de l'échelle mobile pendant près de 3 ans. Cette expérience de l'adaptation automatique avant la débâcle de l'année 1923 est la plus complète et la mieux connue de celles qui ont été tentées en Allemagne :

De janvier à avril 1920, le renchérissement du coût de la vie était calculé sur la base des dépenses hebdomadaires d'un individu, pour l'alimentation, le chauffage, l'éclairage, l'habillement, le logement et les impôts.

Le pourcentage d'augmentation constaté par rapport à janvier 1920 était appliqué aux salaires moyens de l'ensemble des industries et déterminait l'indemnité de vie chère.

Mais celle-ci n'était accordée intégralement qu'aux ouvriers âgés de plus de 23 ans. Ceux de 20 à 23 ans n'en recevaient que les 5/6. Les

ouvriers de moins de 20 ans et les ouvrières n'en obtenaient que la moitié.

A partir d'avril 1920, la hausse du coût de la vie fut calculée d'après les dépenses hebdomadaires d'une famille de 4 personnes et par rapport au mois précédent. Le pourcentage d'augmentation constaté était appliqué au salaire moyen du mois précédent, dans les proportions ci-dessus indiquées. Il en fut ainsi jusqu'en mai 1921, non sans quelques difficultés du côté ouvrier provoquées par la baisse de l'indice en septembre 1929. En mai 1921, le fonctionnement de l'échelle mobile fut suspendu, mais en juillet, les organisations patronales et ouvrières se mirent d'accord pour reprendre l'application du système avec quelques modifications.

A partir de novembre 1921, les ouvrières de plus de 23 ans qui, jusqu'alors, n'avaient touché que la moitié de l'indemnité, en reçurent les 2/3.

A partir de juin 1922, la répartition de cette indemnité suivant l'âge fut à nouveau modifiée :

Les ouvriers au-dessus de 23 ans et les hommes mariés en recevaient la totalité.

Les ouvriers âgés de 20 à 23 ans et les ouvrières de plus de 23 ans en touchaient les 5/6.

Les ouvriers de 18 à 20 ans et les ouvrières de 20 à 23 ans en recevaient les 4/6.

Les ouvriers de moins de 18 ans et les ouvrières de moins de 20 ans en recevaient la moitié.

Le système fut abandonné en novembre 1922 en raison des difficultés qu'il entraînait pour la marche économique de l'industrie.

11°) Souvent, une discrimination était faite entre les travailleurs au temps et les travailleurs aux pièces, ces derniers ne recevant qu'un pourcentage d'augmentation inférieur à celui des travailleurs au temps.

Les ouvriers au temps de l'industrie lainière du Yorkshire recevaient une indemnité de vie chère de 10 % pour toute hausse ou baisse de 10 points de l'indice, mais les ouvriers aux pièces ne recevaient, dans les mêmes conditions, qu'une prime de 8,2 ou 6,5 %.

12°) Citons le système appliqué aux fonctionnaires anglais, plus complexe :

Pour tout traitement annuel de 1914, inférieur à 91 livres, une indemnité de vie chère correspondant à 130/100 du traitement de base

était accordée. L'index number accusant un pourcentage d'augmentation de 130/100, la « revalorisation » du traitement de base était intégrale.

Toute hausse ou baisse de l'index-number de 5 points (soit 1/26 du pourcentage de hausse) entraînait une variation de 1/26 de l'indemnité de cherté de vie.

Pour tout traitement supérieur à 91 livres, la « revalorisation » allait par tranche :

L'indemnité de vie chère était de :

130 %	pour la fraction inférieure à 91 livres ;
60 %	— — — comprise entre 91 et 200 livres ;
45 %	— — — dépassant 200 livres ;

et variait également de 1/26 pour toute modification de 5 points de l'indice.

Le système appliqué par la Belgique à la fin de l'année 1924 aux traitements de ses fonctionnaires était moins compliqué.

Il comportait, d'une part, une partie fixe établie comme suit.

Un traitement de :

1.000 francs en 1914	était affecté du coefficient ..	3
2.000	— — —	.. 2,955
3.000	— — —	.. 2,910
4.000	— — —	.. 2,865
5.000	— — —	.. 2,820
6.000	— — —	.. 2,775
7.000	— — —	.. 2,730
8.000	— — —	.. 2,685
9.000	— — —	.. 2,640
10.000	— — —	.. 2,595
11.000	— — —	.. 2,550
12.000 et plus	— — —	.. 2,500

A cette partie fixe était ajoutée une indemnité mobile pour toute élévation de 30 points de l'index-number des prix de détail du royaume, au-dessus de 300. Toute fraction de 30 points comptait pour une tranche entière.

L'indemnité variait avec le chiffre du traitement, selon l'échelle suivante.

Elle était de :

300 francs	pour les traitements de moins de 8.000 francs
400	— — — 8.000 à 11.999 francs
500	— — — 12.000 à 15.999 —
600	— — — 16.000 à 19.999 —

700	—	—	20.000 à 23.999	—
800	—	—	24.000 à 26.999	—
900	—	—	27.000 à 29.999	—
1.000	—	—	30.000 et au delà.	

Le tableau ci-après fait mieux apparaître le mécanisme de cette adaptation.

Toute position de l'index number comprise entre 481 et 510 points donnait lieu à l'application de 7 tranches mobiles :

Traitement en 1914	Partie fixe du nouveau traitement	Partie mobile de l'index 481-510	Total
1.000	3.000	2.100	5.100
2.000	5.910	2.100	8.010
3.000	8.730	2.800	11.530
4.000	11.460	2.800	14.260
5.000	14.100	3.500	17.600
6.000	16.650	4.200	20.850
7.000	19.110	4.200	23.310
8.000	21.480	4.900	26.380
9.000	23.760	4.900	28.660
10.000	25.950	5.600	31.550
11.000	28.050	6.300	34.350
12.000 et plus	30.000	7.000	37.000

La partie mobile du traitement était établie par trimestre et payable par mois. Elle était établie pour chaque trimestre par la moyenne des nombres-indices publiés pour les deux premiers mois du trimestre écoulé et pour le mois qui les précédait. Par exemple, l'indice déterminant le taux applicable au cours du premier trimestre était la moyenne des indices de septembre, octobre et novembre. (1)

13°) Quelques contrats limitaient à l'avance le pourcentage d'augmentation du coût de la vie dont il serait tenu compte dans l'ajus-

(1) Les indemnités familiales étaient fixées, par mois et par enfant à :

15 fr. pr. toute position de l'indice comprise entre	301 et 360 points
20 fr.	361 et 390 points
25 fr.	391 et 420 points
30 fr.	421 et 450 points
35 fr.	451 et 480 points
40 fr.	481 et 510 points

tement des salaires, le surplus de la hausse ne devant jouer que pour l'ajustement suivant :

En France, dans le textile, à Troyes (convention du 2-3-21) il était prévu que, pour toute variation mensuelle supérieure à 6 % du coût de la vie par rapport au 20 avril 1920, la portion dépassant ce chiffre serait reportée au mois suivant et viendrait en compte avec la variation dudit mois.

Mentionnons, enfin, qu'en Pologne, une clause fut introduite, en novembre 1922 dans le contrat collectif des ouvriers de la broderie, par laquelle, dans le cas où le pourcentage d'augmentation du coût de la vie dépasserait 10 pour cent, la moitié seulement de ce pourcentage serait appliquée aux salaires.

La révision des salaires pouvait être déterminée par une condition de durée, un trimestre pour les cheminots et six mois pour les fonctionnaires britanniques. Ou bien il pouvait être convenu qu'une variation précise de l'indice entraînerait automatiquement un rajustement.

Très souvent les revisions de salaires étaient effectuées par une commission paritaire. Celle-ci pouvait avoir pour fonction de calculer un nombre-indice différent des chiffres officiels. Il en a été ainsi assez fréquemment en Allemagne, en Pologne et en France. Dans d'autres cas elle pouvait s'en tenir à la constatation des variations du nombre-indice officiel et y adapter les salaires. Souvent, lorsque l'ajustement automatique n'était pas accepté, il était admis, et cela l'est encore en France actuellement, qu'un mouvement donné de l'indice autorisait la réunion d'une commission chargée de reviser l'échelle des salaires.

Dans l'ensemble, malgré quelques exemples contraires que nous avons exposés plus haut, l'ajustement, automatique ou non, a favorisé en période de hausse les catégories inférieures qui recevaient des augmentations plus exactement proportionnelles à l'élévation du coût de la vie que les ouvriers qualifiés (1). Dans le cas de baisse des

(1) C'est surtout chez les travailleurs intellectuels et en particulier les fonctionnaires que l'échelle mobile a été dégressive. Indépendamment des systèmes belge et anglais, nous examinerons plus loin les cas d'application de l'échelle mobile par quelques municipalités françaises : il s'agit presque exclusivement d'une indemnité uniforme.

indices, c'est l'inverse qui se produisait et tendait, sinon à rétablir les différences d'avant guerre entre les diverses catégories, du moins à diminuer très sensiblement le nivellement constaté partout en temps de hausse des prix. L'adaptation était limitée, dans la plupart des cas, à une variation minima de l'indice du coût de la vie, mais l'exactitude d'un nombre-indice laisse place à une part d'imprécision suffisante, surtout lorsque l'établissement en est fait par une commission paritaire, pour qu'on renonce à faire correspondre les salaires à ses plus petits mouvements.

La dates des accords paraît avoir eu une influence sur le mécanisme de l'adaptation en ce sens qu'en période de baisse des prix, les salariés tendaient leurs efforts vers l'adoption d'un système dans lequel les variations de salaires étaient sensiblement inférieures à celles des prix. Nous n'en donnerons qu'un exemple, mais il est frappant :

L'accord conclu le 27 novembre 1922 entre l'Union Typographique de Spokane Falls (Etats-Unis) et la Spokesman Review prévoyait que les échelles de salaires seraient établies le 4 janvier de chaque année pour l'année à venir et seraient déterminées comme suit :

Si l'index-number du coût de la vie au mois de décembre était supérieur ou égal à 200,4, les salaires de jour étaient, pour l'année suivante, fixés à 45 dollars et les salaires de nuit à 48 dollars.

En cas de baisse de l'indice au-dessous de 200,4 les salaires étaient ramenés aux chiffres suivants :

	Salaire hebdomadaire de jour	Salaire hebdomadaire de nuit
Entre :		
200,4 et 170	dollars 43.00	dollars 46.00
170 et 154,8	» 42.00	» 45.00
154,8 et 139,6	» 40,50	» 43,50
139,6 et 124,4	» 39,00	» 42,00
124,4 et 109,2	» 37,50	» 40,00
109,2 et 100	» 36,00	» 39,00
et si l'indice atteignait		
le niveau d'avant-guerre »	34,50	» 37,50

On voit que si l'indice descendait de 200,4 à 154,8, soit une baisse d'environ 22,75 %, le salaire de jour baissait de 43 à 42 dollars, soit de 2,32 % seulement.

Si l'indice baissait de 200,4 à 100, soit une baisse de près de 50 %, le salaire de jour ne baissait que de 8,50 dollars, soit une diminution d'environ 19,8 seulement.

Le coût de la vie avait considérablement baissé depuis décembre 1920, date à laquelle l'index-number du Bureau of Labor Statistics était à 200,4. Au moment de l'accord, le dernier index number publié était de 166,3.

CHAPITRE IV

LES AVANTAGES DE L'AJUSTEMENT AUTOMATIQUE

On ne peut s'empêcher de voir en l'ajustement automatique des salaires au coût de la vie un principe de justice sociale incontestable.

Ainsi M. Roger Picard déclare que « le système du salaire à valeur mobile implique deux affirmations doctrinales intéressantes. Une théorie du salaire, d'abord, d'après laquelle on reconnaît que le salaire ne se détermine pas seulement sur la base des besoins essentiels de l'ouvrier, mais en fonction du niveau des prix, de la prospérité générale, et des gains habituels des autres classes de la population. Une théorie de la répartition, ensuite, à savoir qu'il n'est pas convenable que la hausse des prix profite simplement à quelques classes de la société, qu'elle nuise aux autres ; il implique que chacun ait sa juste part dans les richesses qui sont le produit de l'effort collectif » (1).

Encore pourrait-on ajouter qu'il n'apporte qu'une justice incomplète dans la répartition des biens, car tandis que le profit hausse, non pas seulement en valeur absolue, mais encore en proportion du prix de vente, le salaire mobile n'a d'autre objet que le maintien du salaire réel, et non son augmentation.

Du côté ouvrier, les ennemis les plus acharnés de la théorie de la marchandise-travail n'ont pas hésité, bien souvent, à défendre l'échelle mobile comme une application de la théorie du coût de production. Et si l'on ne savait tout ce que la notion de coût de

(1) Roger Picard, *Le Salaire et ses compléments*, Rivière 1928, p. 272.

production du travail a d'incertain, on serait tenté de trouver leur affirmation justifiée, non pas pour tout système d'ajustement automatique, mais pour ceux qui ne prévoient d'ajustement complet que pour les plus bas salaires — et nous avons vu qu'il en était ainsi dans la majorité des cas.

Un deuxième avantage du système d'échelle mobile est qu'il nécessite presque toujours la signature d'une convention collective (1) qui contribue à placer patrons et ouvriers sur un pied d'égalité. Il est vrai que cet avantage n'entraîne pas en ligne de compte dans des pays comme l'Angleterre ou l'Allemagne où les conventions collectives étaient déjà très répandues avant la guerre. En Allemagne, depuis décembre 1919, la loi permettait au Ministre du Travail de les étendre obligatoirement à des tiers. On pourrait nier qu'elles aient eu la moindre influence dans ce pays dans les années troublées de la guerre et de l'après-guerre, puisqu'elles n'ont pas empêché l'avisement des salaires réels. A cet égard cependant, le témoignage du Dr Sitzler est formel : « ... Il va de soi, dit-il, que cette possibilité d'application forcée de la convention collective a orienté la volonté des parties vers la conciliation et a facilité extraordinairement la réglementation des salaires pendant la période critique de l'effondrement du mark » (2).

L'avantage de la convention collective à échelle mobile est encore plus grand quand elle prévoit la constitution d'une commission paritaire. Le rôle de ces commissions peut être critiquable lorsqu'elles sont chargées de l'établissement du nombre-indice, mais il est indiscutable qu'elles ont aidé au maintien d'une bonne harmonie entre patrons et ouvriers et qu'elles ont permis à ces derniers de parfaire leur connaissance de la situation économique. Si l'infériorité du vendeur de la marchandise-travail n'en était pas supprimée, elle était heureusement atténuée.

De tout temps, les conflits de salaires ont été la cause princi-

(1) Le Dr Karl Forchheimer, art. cité de la R.I.T. y voit l'avantage le plus important de l'échelle mobile.

(2) Fritz Sitzler, art. cité ; R.I.T., mai 1924.

pale des arrêts du travail, surtout depuis la fin de la guerre. Déjà en 1917 et en 1918, le nombre des grèves ou suspensions de travail, des grévistes et de l'ensemble des ouvriers atteints par des suspensions de travail avait été plus élevé qu'au cours de la dernière période quinquennale d'avant-guerre, prise comme moyenne. Les quelques chiffres suivants donnent une idée de l'ampleur de ce mouvement.

Nombre de grévistes dans quelques pays européens

	Moyenne				
	1909-1913	1919	1920	1921	1922
Allemagne	226.187	1.906.210	1.338.410	1.287.523	
France	233.528	1.150.718	673.906	363.075	
Italie	221.697	1.078.869	1.267.953	644.564	422.773
Belgique	38.958	158.258	289.190	122.185	85.002
Royaume-Uni (1)	786.034	2.575.000	2.024.000		
Suède (1)	69.114	81.041	139.039		
Pays-Bas	14.714	55.857	47.027	43.604	

On voit que le nombre des grévistes était en 1919 huit fois plus élevé en Allemagne qu'au cours de la période 1909-1913 prise pour base, quatre fois plus élevé en Belgique, cinq fois plus en Italie et en France, près de quatre fois plus en Suisse. Il était en 1920 six fois plus élevé qu'avant guerre en Allemagne, sept fois et demie en Belgique, trois fois en France.

Pour le Royaume-Uni, pour lequel n'existent que des données globales réunissant grévistes et lock-outés, le nombre de ceux-ci est trois fois plus élevé en 1919 et deux fois et demie plus élevé en 1920 qu'au cours de la période de base.

Dans certains pays, cette explosion de grèves survenant au lendemain de la guerre est due — nous avons déjà eu l'occasion de le signaler — à la fois à des mouvements révolutionnaires et au retard dans l'adaptation des salaires. Ailleurs, la part de l'efferves-

(1) Pour ces deux pays, les chiffres indiqués sont les données globales relatives aux grèves et lock-outs.

cence sociale est plus restreinte. Mais dans leur ensemble tous ces conflits se traduisaient par une demande d'augmentation de salaires et avaient pour effet de diminuer la production ; et quoique les organisations ouvrières aient nié cette influence des grèves, il est évident qu'un arrêt du travail, lorsqu'il se prolonge, a un effet néfaste sur la production.

Les solutions appliquées jusqu'alors n'empêchaient pas les conflits : les allocations familiales laissaient de côté le cas des salariés célibataires et ne suffisaient pas à compenser le renchérissement du budget des chargés de famille. Le salarié attendait en échange de son travail la somme nécessaire à son entretien et à celui de sa famille. S'il se voyait trompé par les variations des prix des denrées, il souffrait d'une inquiétude continuelle, qui le rendait accessible aux influences perturbatrices et portait atteinte à sa productivité. Une bonne partie de son temps était perdue dans d'interminables discussions avec les patrons et la production s'en ressentait.

Cette situation était particulièrement grave dans les pays de l'Europe Centrale, où la diminution des salaires réels avait conduit à un tel abaissement du niveau de vie que le rendement de la population ouvrière s'en était considérablement senti (1).

- (1) « ... Le peuple est malade, et cette maladie du peuple se traduit tous les jours plus ou moins dans ses actes, dans ses mesures législatives, dans ses décrets, etc... Donnez du pain au peuple, vous lui donnez de la santé, vous lui donnez par là du calme et vous lui donnez la force économique en vue de la production et de l'accomplissement des obligations qui lui incombent en vertu des traités de paix et aussi, en définitive, en vue de la restauration des autres pays... »

(Extrait de la déclaration de M. Hermes, Ministre du Ravitaillement du Reich à une consultation du B.I.T. en date du 25 octobre 1920).

« ... Pour accroître la production dans tous les domaines, la question préalable est de savoir de quelles matières premières et de quelles quantités de charbon on disposera et si l'on peut faire des calculs à long terme ; l'autre face de la question est celle de l'alimentation. Si on fournit à la population plus de nourriture, la production augmentera et nous maîtriserons aussi le bolchevisme ».

(Extrait de la déclaration de M. Stegerwald, ministre de la

À ce point de vue, l'établissement de l'ajustement automatique est à rapprocher de l'institution d'un salaire minimum reposant sur le principe du « living wage ». Il s'en rapproche encore à un autre égard : souvent les différences d'organisation des travailleurs conduisent à des différences de rémunération sensibles. L'institution de l'échelle mobile permettait aux syndicats les plus faibles d'obtenir plus que ne leur aurait donné une négociation libre (1).

Un système d'ajustement des salaires au coût de la vie permettait donc à la fois de diminuer les conflits et d'augmenter la production. Voici, en substance, à ce sujet une opinion patronale, celle de M. Francis H. Byrd, Directeur de la Section des Relations Industrielles d'une importante association de maîtres imprimeurs de Chicago, employant de 9.000 à 10.000 salariés.

« Grâce à la clause d'ajustement automatique insérée dans l'accord supplémentaire du 25 août 1919, une production continue a pu être obtenue à un moment où les conditions de la demande dans l'imprimerie permettaient aux employeurs de se remettre sur

Prévoyance Sociale de Prusse à la consultation du B.I.T. du 26 octobre 1920).

« Le facteur principal chez nous est, sans aucun doute, la sous-alimentation. Les ouvriers ne sont pas capables de fournir un bon rendement, pour la seule raison que la nourriture ne leur donne pas les forces nécessaires ».

(Extrait de la déclaration de M. Brauns, ministre du Travail du Reich, le 26 octobre 1920).

Enquête sur la Production, t. IV, 1^{er} volume, p. 307 et suivantes. De semblables réponses ont été faites par les gouvernements ou organisations privées des autres pays de l'Europe Centrale.

- (1) Cf. Bulletin quotidien de la S.E.I.E., du 31/3/22, qui rend compte des articles que le « Vorwaerts » avait publié sur l'échelle mobile :

« Quelques-uns défendent le système de l'échelle mobile, quoique, à vrai dire, sans beaucoup d'enthousiasme.

« Leur principal argument, c'est que les ouvriers ne sont pas tous également favorisés. Il en est qui n'arrivent que très difficilement à obtenir des augmentations en rapport avec celles du coût de la vie. Cela provient de ce que leurs syndicats sont faibles ou bien de ce que leur industrie est dans une situation peu prospère. C'est au fond le désir de l'égalité et de l'uniformité qui inspire ces partisans de l'échelle mobile ».

pied financièrement, après de nombreuses années de faible activité, et d'accorder des augmentations substantielles aux salariés ».

« C'était l'époque où les autres industries avaient à supporter de coûteux arrêts du travail en raison des troubles dûs principalement à la dépréciation du pouvoir d'achat des salaires nominaux. La cessation de la production durant cette période aurait été coûteuse aux patrons comme aux employés de l'imprimerie à Chicago. Ils réussirent cependant à stabiliser les conditions du travail en substituant à un marchandage collectif « grosso modo » une méthode plus exacte basée sur un procédé d'investigation des faits à intervalles spécifiés. A la vérité, quand les faits montraient que les employeurs avaient droit à une réduction des salaires, les unions résistaient, mais elles finissaient par capituler quand les faits étaient revus par un bureau d'arbitrage » (1).

C'est une erreur de penser que la loi de l'offre et de la demande suffira à l'ajustement des salaires, dit un autre employeur américain. « Supposons que dans une industrie donnée le niveau général des salaires soit fixé par la considération que la loi de l'offre et de la demande agit sur l'offre de travail. Dès que le coût de la vie s'élève, la pression qu'il exerce sur les employés de l'établissement en question les force à chercher un emploi ailleurs et finalement à s'en aller. On fait appel à de nouveaux hommes pour prendre leur place. Après qu'il en a été ainsi pendant un temps assez long pour convaincre les employeurs que les salaires sont trop bas, ces salaires sont élevés lentement, mais restent toujours derrière celui qui suffirait à faire disparaître cette situation. Le niveau des salaires atteint l'équilibre par ce moyen lent et coûteux. La différence entre les deux méthodes est mesurée par l'influence sur le coût de production d'un fort mouvement de la main d'œuvre résultant de cette première méthode ou d'un faible mouvement causé par l'adaptation continue des salaires au coût de la vie ».

(1) Carr, op. cit. p. 213 — L'accord du 25 août 1919 prévoyait un ajustement automatique de l'échelle des salaires pour toute élévation de 5 points de l'index-number du Bureau of Labor Statistics calculé pour Chicago.

« En approchant le problème de l'ajustement des salaires de cette manière, il se résout lui-même en un problème mécanique de stabilisation de forces. La force qui tire les employés d'atelier en atelier à la recherche d'un living wage est aussi réelle que la force de gravitation ».

« On a gaspillé beaucoup de temps, d'argent et d'activité en essayant d'établir une méthode qui contrebalancerait le changement du personnel. Les directeurs d'usine ont essayé des systèmes de bien-être, des systèmes de primes, etc... qui ont sans doute eu leur effet. En déterminant les raisons principales du mouvement du personnel, les remèdes peuvent être scientifiquement établis et appliqués. Coordonner les salaires et le coût de la vie est une méthode scientifique de résoudre le problème » (1).

D'autre part, lorsque la hausse des prix est due à l'augmentation de la circulation monétaire, l'industrie est stimulée par le fait que le niveau général des prix s'élève entre le moment où un article est fabriqué et celui où il est vendu. Cet écart équivaut à une réduction des frais de fabrication et détermine une inflation des profits qui sera d'autant plus grande que les salaires ne bénéficient pas d'un ajustement immédiat. Une adaptation automatique de ces derniers à la hausse des prix se traduirait par une augmentation du coût de production et atténuerait cette illusion de prospérité. Aussi a-t-on soutenu que les risques de surproduction s'en trouveraient diminués (2).

Mais pour certains, l'échelle mobile paraissait avoir également d'heureux résultats en période de baisse des prix.

Au point de vue économique d'abord, la diminution automatique des salaires était avancée comme un moyen de réduire la

(1) Carr. op. cit. p. 373. Holt Manufacturing Co Semi Annual Report on living costs. Mai 1921.

(2) Mrs Burns (Wages and the State), en étudiant l'adaptation du living wage à l'augmentation des prix, va plus loin et défend à ce point de vue un ajustement à la hausse future des prix, telle qu'elle peut être prévue par la connaissance de la situation économique.

durée de la crise de 1920, plus rapidement que ne l'eussent fait des diminutions résultant de négociations ordinaires. Tel était l'avis de l'Université de Prague :

« On a fait observer ci-dessus que la crise de la production, elle-même ordinairement accompagnée d'une diminution des prix, avait sa cause principale dans la disproportion existant entre les prix diminués des produits et les prix des moyens de production, notamment du travail, qui persisteront à se maintenir longtemps encore à l'ancien niveau. Si la crise doit donc être atténuée et courte et la faculté de concurrence avec d'autres pays maintenue, la baisse des prix doit être étendue le plus tôt possible aux prix des moyens de production, surtout aux salaires. On y parviendra d'une manière plus parfaite en déterminant périodiquement, de façon précise, le coût de la vie des ouvriers (index des prix) et en établissant un accord entre les entrepreneurs et les ouvriers, en vertu duquel le niveau des salaires devrait hausser ou baisser automatiquement avec le coût de la vie. En vue de l'atténuation des dites crises, il faut prêter l'appui le plus efficace à de tels accords. On pourrait objecter néanmoins que parfois même une diminution des salaires proportionnelle aux prix diminués ne suffit pas à assurer la rentabilité d'une entreprise. La chose est bien possible, mais, dans ce cas il faut en rechercher la cause dans l'examen des autres éléments entrant dans les frais de production, qui n'ont pas encore baissé au même degré que le prix des produits ; il s'ensuit qu'il faudra poursuivre la diminution desdits frais de production dans toutes les branches » (1).

Par contre, certains auteurs voyaient avant tout dans la crise de 1920 une crise de sous-consommation. En se plaçant par conséquent à un point de vue opposé, ils aboutissaient à la même conclusion, déclarant que c'était une erreur de remédier à la sous-consommation par une réduction du pouvoir d'achat de la classe ouvrière. Il fallait, au contraire, le maintenir constant et l'échelle mobile était le moyen d'y parvenir (2).

Du point de vue social, la réduction des salaires d'après la baisse de l'indice du coût de la vie devait, comme en période de

(1) Réponse de l'Université de Prague à l'Enquête sur la Production, en date du 25.VIII.21 — Enquête, t. V, 2^e volume, p. 1072.

(2) En ce sens M. Roger Picard : « La crise économique et la baisse des salaires » — 1921.

hausse, diminuer le nombre des conflits (1). A cet égard, les espérances fondées sur l'échelle mobile ont été déçues ; nous le verrons plus loin.

En résumé, pour les partisans de l'ajustement automatique, ce système paraissait avoir pour résultats, durant la hausse des prix, de faire cesser ou diminuer les conflits du travail, par là d'arrêter la diminution de la production et de provoquer une augmentation du rendement entraînant de lui-même un accroissement de la production. En période de baisse, il devait entraîner une réduction des salaires d'où l'arbitraire était exclu. Les résultats obtenus devaient être supérieurs à ceux d'une négociation libre, tant pour les patrons que pour les salariés.

(1) Irving Fisher — Adjusting wages to the cost of living — Novembre 1918 — Monthly Labor Review.

CHAPITRE V

LES OBJECTIONS D'ORDRE ÉCONOMIQUE

Les plus sérieuses objections faites au système de l'ajustement automatique provenaient du fait qu'il ne tenait compte que d'un seul facteur, le coût de la vie, alors que la détermination du salaire dépend d'autres considérations et que, d'autre part, ce système consolide et aggrave la hausse des prix.

Tout d'abord, le taux du salaire doit tenir compte du rendement. Lorsque les prix haussent, on soutient que le remède n'est pas dans une augmentation proportionnelle des salaires, mais dans un effort plus intense de la classe ouvrière permettant de faire face à la cherté. Or, les patrons affirment que les ouvriers n'en feront rien s'ils sont protégés contre la hausse par un système d'ajustement automatique. Tel était l'avis du Docteur Eugen Margaretha, secrétaire de la Fédération des Industries Viennoises :

« La conséquence naturelle d'une élévation des prix devrait être de restreindre la consommation ou d'augmenter la production. Mais grâce à l'indemnité mobile de cherté de vie, les salariés ne sont nullement forcés de limiter leur consommation, car les salaires sont augmentés automatiquement dans la même proportion que le prix des denrées. En outre, le salarié n'a aucun intérêt à produire davantage, que ce soit en donnant un effort plus intense pendant la durée du travail, que ce soit en faisant des heures supplémentaires, que ce soit en s'occupant en dehors de l'atelier, afin d'augmenter son revenu et de pouvoir se procurer ainsi les denrées qui sont en voie de renchérissement et qui, en fin de compte, dans un régime normal, doivent être payées avec du travail » (1).

A notre avis, il était inutile de songer à une augmentation du

(1) Article de la Neue Freie Presse, du 27.5.22, cité par Bulletin Quotidien du 8.6.22.

rendement dans des pays comme l'Autriche ou l'Allemagne où les conditions d'alimentation étaient déplorables. Le mémoire du Ministre des Finances du Reich qui, en Allemagne, termina la discussion de l'année 1922 sur l'échelle mobile, était obligé de le reconnaître (1). Et lorsque la population souffre d'une sous-consommation, il est difficile de qualifier assez sévèrement ceux qui sont d'avis que la faim est un moyen de persuasion.

En se plaçant également du point de vue du rendement subjectif, c'est-à-dire du rendement envisagé en tant qu'il relève du travailleur lui-même, le président d'une Cour d'Enquête tenue en 1920 en Angleterre, Lord Shaw, estimait qu'il serait malaisé de convaincre les dockers de la nécessité d'augmenter la production, si tout l'avantage des bas prix devait résulter en une réduction immédiate et proportionnelle de leurs salaires. « En fixant les salaires, disait-il, nous devrions donner au travailleur un motif d'accroître sa production et augmenter le pouvoir d'achat de sa rémunération. »

Théoriquement, cette idée est juste ; pratiquement, il pouvait être convenu — ce qui, nous l'avons vu dans un chapitre précédent, a été souvent réalisé — que les diminutions de salaires seraient inférieures en pourcentage aux diminutions de l'indice.

Au surplus, la baisse des prix, quand elle est accompagnée d'une prospérité générale, est beaucoup plus le résultat d'une amélioration technique de la production, d'un accroissement du rendement objectif, par opposition au rendement subjectif.

Quand la baisse est accompagnée d'une période de dépression, pourrait-on prétendre que l'adaptation automatique ferait obstacle à un accroissement du rendement du travail ? Selon M. Simiand (2), la tendance à la conservation du gain journalier est plus forte que la tendance à ne pas augmenter l'effort. Si dans une période de dépression le taux de salaire est diminué, le travail augmente en intensité et en durée pour maintenir à son niveau le salaire jour-

(1) Mémorandum adressé au Reichstag le 30.9.22.

(2) Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France, Paris, 1907.

nalier précédemment atteint. A supposer que le jeu de l'échelle mobile contrarie ces tendances, autrement dit, que la conservation d'un taux de salaire réel satisfasse les travailleurs et qu'ainsi la diminution du taux nominal les laisse indifférents, il n'est pas certain que le rendement en serait diminué, car l'intensification de l'effort ouvrier n'est pas uniquement due à la tendance à la conservation du gain journalier, elle est aussi la conséquence des changements du marché de la main d'œuvre : l'ouvrier qui travaille mal sait à ce moment que s'il perd son emploi, il sera immédiatement remplacé par un chômeur et se trouvera sans travail. Il n'y a aucune raison de penser que l'ouvrier bénéficiaire de l'échelle mobile se sentirait moins menacé qu'un autre.

Un reproche beaucoup plus grave a été fait à l'échelle mobile. En ne fixant les salaires que d'après un seul facteur, on méconnaît, dit-on, l'importance de la situation économique, d'une part de la situation d'ensemble et, d'autre part, de la situation particulière à chaque industrie.

En ce qui concerne la situation économique générale, patrons et dirigeants gouvernementaux ont fait valoir que la production nationale avait baissé et qu'en conséquence la part de chacun devait diminuer. Maintenir les salaires à leur valeur réelle d'avant-guerre consistait à modifier la répartition au profit de la classe ouvrière et au détriment des possesseurs de revenus fixes. L'épargne étant réduite, le développement de l'industrie serait ralenti.

Il y a lieu, croyons-nous, de distinguer deux cas :

La production nationale avait diminué, et l'on était dans une période de dépression. C'est ainsi que de sévères critiques ont été élevées contre l'échelle mobile par Sir Josiah Stamp, qui affirmait au début de l'année 1923 que la production de l'Angleterre avait baissé de 20 à 25 % et qu'en cherchant à perpétuer un mode artificiel de rémunération, quel qu'il fût, sans égard aux recettes effectives, on induisait les travailleurs à s'imaginer que le rendement ne leur importait pas, et que l'intérêt national ne les affectait pas. Le corollaire naturel était un divorce complet entre le travail et le capital, à un moment où l'intérêt vital de l'Etat était de faire

comprendre à toutes les fractions de la collectivité qu'elles étaient solidairement responsables du maintien de l'industrie à son degré de perfection suprême (1).

Cet argument porte certainement lorsqu'on est dans une période aussi peu prospère que celle que traversait l'Angleterre. Le chômage, qui reste encore actuellement très élevé, représentait alors plus de 12 % des ouvriers couverts par l'assurance obligatoire. Les profits devaient donc avoir été très sensiblement réduits et ne pouvaient supporter un empiètement des salaires.

Mais lorsque la même critique était avancée dans un pays où les prix étaient en hausse, où l'inflation monétaire constituait une situation favorable à l'industrie, les profits augmentaient considérablement au détriment des autres revenus prenant leur part de la production nationale. Quelle raison y avait-il d'admettre que les entrepreneurs devaient être les seuls bénéficiaires de la hausse, d'autant plus que l'avantage qui leur était ainsi concédé les incitait à prolonger les conditions d'une aussi facile prospérité ?

Sans doute, une modification de la répartition au bénéfice des profits se traduisait-elle le plus souvent par l'investissement de capitaux dans l'amélioration et l'accroissement des biens de production, tandis qu'une augmentation de la part des salaires n'aurait eu pour résultat qu'un accroissement du pouvoir d'achat de la classe ouvrière sur le marché de détail, d'où une nouvelle hausse des prix et une aggravation des changements dans la répartition, uniquement au détriment des revenus fixes.

Mais il n'en est pas moins vrai qu'on avait déjà tenu compte de la diminution du revenu national dans la fixation des indemnités de vie chère et des allocations familiales, en les accordant presque toujours à un taux uniforme. Dans l'un et l'autre cas, on faisait supporter cette diminution aux travailleurs qui touchaient les plus forts salaires ou à ceux dont les charges de famille étaient inexistantes ou très faibles. D'autre part, de nombreux syndicats se rendaient compte qu'il leur était impossible de revendiquer les

(1) Times du 18.1.23 cité par B.Q. du 6.2.23.

salaires réels de 1914, dont la réduction était un fait accompli lors de la discussion de l'échelle mobile. En refusant l'application de ce système, les patrons demandaient en somme aux salariés de prendre à leur charge une part encore plus grande de la diminution du revenu national.

L'ajustement automatique, disait-on encore, ne tiendrait pas compte des nécessités de la situation économique de chaque industrie prise individuellement. Une augmentation du prix de revient sans égard aux conditions du marché pouvait conduire à un arrêt de l'industrie, et particulièrement de l'industrie d'exportation. Nous avons déjà vu que les industriels allemands et polonais avaient avancé cet argument et que, le jour où ils ne purent se dérober à un système d'ajustement automatique, ils se résignèrent à proposer une adaptation au cours du dollar ou de l'or. Comme les salaires de base ne devaient en aucun cas être aussi élevés que ceux de 1914 et que la dépréciation du mark sur le marché extérieur devait par ce système rester supérieure à celle qu'il aurait subi sur le marché intérieur, les possibilités d'exportation n'en étaient pas supprimées. En Belgique et en France, le fonctionnement de l'échelle mobile ne soulevait aucune difficulté du côté patronal quand la situation des changes permettait le développement des exportations. Mais un mouvement de reprise de la devise nationale se dessinait-il, les industriels déclaraient qu'il leur était impossible d'exécuter leurs engagements, car la baisse de la livre et du dollar représentait une augmentation correspondante pour les acheteurs étrangers, tandis que les prix intérieurs, en retard sur le mouvement des changes, continuaient leur hausse, entraînant une augmentation automatique des salaires, au moment où ceux-ci auraient dû être diminués.

Quant aux industries qui se partagent le marché national, il y a lieu de faire une distinction entre les industries nationales protégées et celles qui sont soumises à la concurrence étrangère. Ces dernières sont exposées à des difficultés semblables à celles des industries d'exportation. Pour les industries protégées, il serait possible d'ajuster les salaires automatiquement au coût de la vie.

On pourrait considérer que n'ayant pas à tenir compte de la concurrence mondiale, elles devraient avant tout payer un raisonnable salaire à leurs ouvriers et fixer leurs prix de vente en ajoutant au prix de la main-d'œuvre les autres éléments du coût de production. Comme elles ont une clientèle exclusivement nationale, elles ont intérêt à maintenir constant le pouvoir d'achat des travailleurs, puisque les salaires s'échangent contre leurs produits. Le jeu de l'échelle mobile ne pourrait donc les affecter. Toutefois, la hausse du prix de vente qu'elles rejetteraient sur le consommateur peut atteindre les industries non protégées. Supposons, en effet, que les travailleurs des industries de transport ou du bâtiment aient leurs salaires réglés par un système d'échelle mobile ; si les prix viennent à monter, une augmentation des salaires déterminera une élévation du coût des transports et de la construction, qui grèvera le prix de revient des industries exportatrices — lesquelles ne pourront évidemment récupérer cette augmentation sur leurs clients étrangers.

L'objection n'est pas spéciale à l'échelle mobile, car elle se pose pour toute élévation de salaires dans les industries protégées, du moment qu'elle n'est pas le résultat d'une réglementation d'ensemble. En procédant autrement, on arrivera toujours à des inégalités, si l'on admet qu'une relation doit exister entre les salaires des différents métiers exigeant un degré comparable d'habileté. Il est vrai qu'une telle relation est souhaitable, mais qu'elle est malaisée à définir et que même si l'on parvenait à surmonter cette difficulté, les principes établis ne pourraient être appliqués lorsque de deux industries exigeant de leurs ouvriers une habileté, une responsabilité, un apprentissage et des risques de degré égal, l'une serait prospère et l'autre stagnante. Dans ce cas, la justice voudrait-elle que les salaires les plus bas fussent élevés au niveau des salaires de l'industrie prospère ou que les plus hauts fussent réduits au niveau de ceux de l'industrie stagnante. Si cette dernière ne pouvait prélever le coût de l'augmentation des salaires sur ses profits, ni la récupérer par une augmentation des prix de vente, elle serait obligée de restreindre l'activité de ses branches les

moins rémunératrices et de mettre en chômage une partie de son personnel, ce qui serait un remède pire que le mal. C'est cependant la solution préférée et même imposée par les syndicats ouvriers d'Angleterre et des pays scandinaves.

A diverses reprises, on s'est élevé en Angleterre contre l'application de l'échelle mobile dans les chemins de fer. Poussées par les groupements industriels et commerciaux, les compagnies elles-mêmes se déclaraient convaincues de l'importance qu'il y avait pour l'intérêt national à mettre les salaires des cheminots en accord avec ceux de l'industrie. On prétendait d'une part que le maintien de salaires élevés dans les chemins de fer faisait obstacle à la réduction des salaires dans les industries non protégées et que, d'autre part, l'abaissement des salaires des cheminots aurait permis une réduction du coût du transport, qui se serait traduite par une diminution du prix de revient des industries d'exportation.

Il est certain que l'abaissement des salaires dans les industries protégées aurait un tel résultat, mais il n'est pas sûr qu'une amélioration du coût de production des grandes industries d'exportation anglaises, telles que la mécanique et les constructions navales, serait suffisante pour faire disparaître le chômage dont elles souffrent. Les difficultés dans lesquelles elles se débattent depuis 1920 sont dues à des causes profondes. Indépendamment des fluctuations monétaires qui ont exercé leur influence tant par la politique de déflation de l'Angleterre que par l'inflation étrangère, les industries non protégées ont reçu pendant la guerre un développement anormal ; elles sont actuellement encombrées et le remède à leur situation ne serait pas une réduction générale des taux de salaires, mais une meilleure distribution du travail. La main-d'œuvre est surabondante dans des professions dans lesquelles elle ne gagne qu'un faible salaire, l'emploi est restreint dans les occupations dans lesquelles elle obtiendrait une rémunération plus élevée. Le chômage est général en Angleterre, mais il est moins élevé là où les taux de salaires sont les plus hauts par rapport au standard de 1914, tandis qu'il est plus fort là où ils sont très réduits. Les mouvements de la main-d'œuvre d'une industrie à l'autre ne pouvant

être encouragés que par une divergence de leurs taux de salaires, ce serait faire obstacle à ces mouvements que de réduire les salaires des industries protégées (1).

Il est même fort probable, étant donné qu'un certain nombre d'industries protégées sont assujetties à l'échelle mobile, que la divergence entre les taux de salaires eût été plus accentuée si l'on avait eu recours à des négociations libres. Quand une industrie est prospère dans un pays où les organisations ouvrières sont aussi puissantes qu'en Angleterre, celles-ci essaient d'obtenir pour leurs membres les plus hauts salaires compatibles avec l'état de l'industrie, car l'argument de la situation économique peut être tout aussi bien avancé par les ouvriers que par les patrons. Un ajustement automatique au coût de la vie tend à stabiliser le salaire réel, au lieu qu'une augmentation basée sur la prospérité de l'industrie pourrait l'accroître et augmenter en conséquence l'écart entre la rémunération de ces professions et celle des industries non protégées. On voit qu'ici encore l'échelle mobile ne mérite pas complètement les critiques qui lui sont faites.

Supposons maintenant que les circonstances permettent l'application du système dans diverses industries ; on aura tendance à prendre comme salaire de base celui de 1914. En agissant ainsi, on admettra que le rapport de 1914 de leurs taux de salaires respectifs doit être maintenu, alors que la guerre et l'après-guerre ont modifié la situation relative de ces industries et l'on méconnaîtra l'influence que peut exercer sur elles le développement des industries nouvelles. Objection sérieuse, sans aucun doute, mais rien n'empêche qu'on fixe le salaire de base au moyen d'une négociation particulière à chaque industrie. Le système de l'ajustement automatique est, au demeurant, une méthode de rémunération provisoire et, par conséquent, la difficulté de fixer le salaire de base ne saurait être exagérée.

Il est incontestable que le jeu de l'échelle mobile peut faire

(1) En ce sens, Henri Clay : « The problem of industrial relations » (Londres 1929, chez Macmillan et C°).

obstacle à la marche de l'industrie. Elle ne tient compte en effet que des variations du prix des marchandises *consommées* par l'ouvrier et non de celles qu'il *produit*. Une réglementation automatique des salaires devrait donc tenir compte de la situation économique. Malheureusement, il est difficile de trouver un indice qui exprime les changements de la prospérité de chaque industrie, et de déterminer l'influence que de tels changements ont à exercer sur le salaire : celui-ci n'est qu'un des éléments du coût de production et devrait n'être réduit qu'en dernier lieu ; on pourrait presque avancer qu'en obligeant les patrons à appliquer l'échelle mobile, on les force à rechercher d'une autre façon une compression des prix de revient et à perfectionner leur organisation. Le maintien de salaires élevés par rapport à la situation économique ferait penser une fois de plus aux avantages reconnus à cet égard à la fixation d'un salaire minimum. Il est vrai qu'en sens inverse une réduction automatique des salaires en période de baisse dispenserait l'entrepreneur de rechercher une amélioration de la technique.

Un petit nombre de contrats collectifs dans l'imprimerie aux Etats-Unis prévoyaient que la fixation des salaires serait faite en tenant compte à la fois du coût de la vie et de la situation économique de l'industrie. Les parties n'arrivant pas à se mettre d'accord sur la signification et l'étude de ce deuxième facteur, elles eurent recours, à chaque rajustement, à un arbitrage. Les arbitres eux-mêmes étaient très embarrassés et la plupart du temps les variations du premier facteur seules déterminaient leur décision.

Signalons que le plus grand partisan de l'échelle mobile en Allemagne, le Reichsgerichtsrat Zeiler proposait en 1922 de procéder à deux calculs établis suivant deux méthodes différentes : l'une avait pour base un indice des conditions économiques, l'autre, l'indice du coût de la vie (1). On aurait choisi le plus élevé de ces résultats. L'indice des conditions économiques aurait été calculé

(1) B.I.T. Les conditions de vie des ouvriers dans les pays à change déprécié.

d'après la situation de chaque industrie particulière pour les ouvriers. Pour les fonctionnaires, on aurait pris les données de l'impôt général sur le revenu, considéré comme donnant une mesure du bien-être général — ce qui était évidemment très critiquable.

En Angleterre, le professeur Clay considère qu'il est nécessaire d'ajuster les salaires nominaux aux fluctuations de la monnaie, mais que le coût de la vie dépend principalement du prix de marchandises que l'industrie britannique ne produit pas. L'Angleterre importe la moitié de sa nourriture, alors que son activité est consacrée pour une large part à des industries d'exportation. Si un ajustement automatique doit être recherché, il faut utiliser un index-number des prix, dans lequel les prix des produits vendus par le pays auront au moins autant d'importance que les prix de ceux qu'il achète (1). En réalité, cette proposition ne donnerait qu'un indice bien imparfait de la capacité de paiement de l'industrie.

Signalons également une autre critique, présentée en Allemagne par les patrons. Il était impossible, selon eux, d'appliquer l'échelle mobile en tenant compte suffisamment de toutes les conditions économiques, professionnelles, locales et personnelles et si elle avait été mise en vigueur à la suite de mesures centrales ou d'une contrainte légale, elle aurait amené un bouleversement grave de tout le système des contrats de tarifs professionnels ou locaux qui s'était construit par une évolution naturelle. La paix sociale n'aurait pas manqué de s'en ressentir (2). C'était, on le voit, la crainte d'une uniformisation des taux de salaires, qui n'était d'ailleurs pas justifiée (3). Il aurait pu être fait usage d'indices

(1) *Economic Journal*. Mars 1924 et p. 85 dans : « The problem of industrial relations ».

(2) Déclaration de l'Union des Syndicats patronaux — B. Q. du 31.3.22.

(3) Cf. le Dr Meissinger, dans le n° 10 du 15.5.22 de l'*Arbeitgeber*, cité par Mainguy, *op. cit.*, p. 156 :

« L'indice de cherté du Reich ne peut être qu'une moyenne qui dans un cas est trop élevée, dans un autre trop basse. Tantôt ce sera l'employeur, tantôt l'employé qui sera mécontent de la fixation automatique des salaires. Les résultats seront également mauvais si l'on veut appliquer un indice réservé seulement à un

officiels locaux ; on sait que ceux-ci ne tenaient pas compte des dépenses d'habillement, mais rien n'empêchait de les y incorporer. Les industries situées à la campagne auraient continué à payer des salaires inférieurs à ceux des grandes villes, même si le coût de la vie s'y était élevé dans la même proportion que dans celles-ci, car les partisans de l'échelle mobile n'ont jamais prétendu qu'elle devait reposer sur un salaire de base uniforme. Son rôle se bornait à maintenir constant le pouvoir d'achat d'un salaire convenu entre les parties au contrat.

« groupe d'industries ; en effet, le rapport des différents éléments
« des prix de revient est très différent à l'intérieur d'une même
« branche industrielle selon que l'exploitation se trouve dans une
« ville industrielle ou à la campagne. Les usines situées à la cam-
« pagne ont des difficultés de transport, doivent payer des sommes
« élevées pour le transport des matières premières et des produits
« fabriqués, etc... Par contre, elles bénéficient du coût moins élevé
« de la vie de leurs ouvriers et cela d'autant plus que souvent l'ou-
« vrier à la campagne a un petit coin de terre qu'il cultive. Si on
« adoptait des salaires uniques pour tout un groupe industriel, ce
« serait la ruine définitive pour ces usines. »

CHAPITRE VI

RÉPERCUSSION DE L'AJUSTEMENT AUTOMATIQUE SUR LES PRIX ET RÉACTION DES PRIX SUR LE FONCTIONNEMENT DU SYSTÈME

Le salaire constituant à la fois un élément du coût de production et le revenu du travailleur, c'est à un double point de vue que la répercussion de l'ajustement automatique sur les prix doit être envisagée.

Tout d'abord on a soutenu que l'adaptation automatique gênait l'établissement du prix de revient en y introduisant un élément d'incertitude. Cette objection était-elle réellement justifiée ? Lorsque les prix s'élevaient, un contrat de salaires de longue durée ne pouvait être maintenu. Le premier remède utilisé était précisément d'en réduire la durée d'application ou tout au moins de limiter la durée des clauses relatives aux salaires. On convenait par exemple que ceux-ci seraient révisés à un moment donné ou lorsqu'apparaîtraient certaines conditions, telles qu'un changement déterminé du coût de la vie. On était donc de toute façon obligé de négocier. Si l'on n'avait pas recours à un nombre-indice pour étudier les variations des prix, on pouvait facilement surestimer la hausse. C'est ainsi qu'en Hongrie, de deux associations patronales appartenant à une même industrie et employant par conséquent des ouvriers de même catégorie, la première, qui avait adopté la méthode de l'indice, payait des salaires inférieurs de 40 pour cent aux salaires payés par celle qui avait refusé d'en tenir compte.

Les négociations faites en dehors de tout système d'ajustement automatique pouvaient entraîner des pertes de temps, aboutir à des

conflits qui, eux aussi, apportaient un élément d'imprécision dans le calcul du prix de revient.

N'a-t-on pas vu d'autre part dans les pays de grande inflation ou même en France de nombreux contrats à échelle par lesquels les industriels s'assuraient contre ces difficultés ? Pour ne citer que la France, les contrats à index, dont on parlait encore récemment, avaient été introduits dès 1922 à Paris, pour la détermination des prix du gaz et de l'électricité qui variaient en fonction d'un certain nombre de facteurs, tels que les prix du charbon, les salaires. De même pour le prix du pain. Dans la grande industrie, le prix de la fonte était automatiquement lié à celui du charbon et du minerai. Dans certains cas, même les éléments « fixes » du coût de production variaient d'une manière analogue : tels étaient les baux à échelle. Si les salaires devaient être ajustés automatiquement au coût de la vie, on pouvait tout au plus dire que les contrats à échelle seraient plus fréquemment révisés.

En France, où l'opposition des employeurs à l'échelle mobile — surtout dans la grande industrie — a été très forte, il est intéressant de citer une des rares attestations patronales qui aient été favorables à ce système. « A ne considérer que l'échelle mobile isolément, déclarait en 1924 M. Melin, vice-président de la Fédération des Industries Métallurgiques de Marseille (1), il est inexact de dire que les industriels marseillais n'y ont trouvé que des inconvénients ; la stabilisation des salaires pendant des périodes d'un minimum déterminé et le délai convenu d'un mois entre la parution de l'indice et la variation des salaires s'il y a lieu, permettent à l'industriel de régler ses approvisionnements et ses prévisions de façon moins incertaine, de mieux supputer ses prix de revient, d'éviter dans une certaine mesure les aléas auxquels les soumettent les brusques variations des cours et des changes ; les rapports entre la

(1) B. Q. 17-11-24.

clientèle et lui s'en sont améliorés et chacun y a trouvé son compte » (1).

On ne saurait cependant méconnaître que l'objection est sérieuse. En particulier, lorsque l'employeur est l'Etat, l'adoption de l'échelle mobile introduit dans le budget un élément de déséquilibre. Si on en fait bénéficier les fonctionnaires, les retraités et pensionnés de guerre se déclarent fondés à obtenir l'application du système à leur propre rémunération. Il est cependant difficile de refuser d'adapter étroitement les traitements des fonctionnaires aux variations du coût de la vie si l'on est d'accord pour leur refuser le droit de grève. L'échelle mobile, au cours des années passées, s'est révélée plus nécessaire à eux-mêmes qu'aux travailleurs privés. Malheureusement, pour faire face à ce supplément de dépenses, l'Etat est obligé de recourir soit à l'impôt, soit à des émissions de billets. Dans le premier cas, il donne aux uns ce qu'il prend aux autres. La répercussion sur les prix, l'incidence des impôts sera variable selon que ceux-ci seront des impôts personnels ou au contraire des impôts de consommation, elle sera même différente selon la catégorie de produits visée par ces derniers. Dans le deuxième cas, l'Etat crée un revenu nominal supplémentaire. La hausse des prix suivra nécessairement. D'où un nouveau déséquilibre du budget.

D'autre part, pour maintenir constant le salaire réel, il faut que le salaire nominal, revenu de la classe ouvrière, augmente. Il en résulte un accroissement de la demande et par là une consolidation de la hausse, qui peut-être n'aurait été que passagère. On sait par expérience qu'une simple augmentation de salaires est un puissant facteur d'élévation du coût de la vie, lorsqu'on accroit

(1) M. ANTONELLI, dans un article du « Peuple », en mars 1924, déclarait avoir constaté par sa propre expérience que les patrons sont à l'abri des surenchères possibles et des conflits inéluctables d'où ils sortent toujours meurtris, même s'ils sont victorieux. Ils peuvent d'autre part, ajoutait-il, déterminer avec une relative sécurité leurs prix de revient et y adapter leurs prix de vente, les mouvements du salaire pouvant être prévus d'après le mouvement de la courbe des prix, généralement pour des périodes de plusieurs mois.

artificiellement la capacité d'achat des consommateurs, ou d'une seule catégorie d'entre eux, sans que la quantité des biens à distribuer augmente dans le même temps. A plus forte raison la généralisation d'un système d'ajustement automatique permettrait aux producteurs et aux détenteurs de marchandises d'en étendre l'application à la fixation du prix de vente de leurs produits. Ce serait la « vis sans fin ». Lors de la discussion de l'échelle mobile et du salaire à valeur stable en Allemagne, les patrons ont fréquemment invoqué l'exemple de l'Autriche où le pain disparaissait pendant deux ou trois jours des magasins, parce qu'on attendait la publication de l'index. Depuis la loi sur l'index officiel, déclarait au cours de l'été de 1923 le Président de la Direction des Usines Siemens-Schückert, l'index n'a plus été seulement la base servant à fixer les salaires, il a servi à fixer le prix des denrées alimentaires et objets de première nécessité et on a pu soutenir qu'il détruisait l'économie publique de l'Autriche.

La hausse des prix due au fonctionnement de l'échelle mobile sera la conséquence des récentes théories du revenu et de celles qui font une large part aux facteurs psychologiques. Dès que le salarié verra son revenu grandir ou plutôt dès qu'il saura, grâce aux mouvements du nombre-indice, qu'il augmentera, il attachera moins d'importance à l'unité monétaire, « il en offrira davantage, s'il est besoin, pour obtenir les mêmes produits » (1).

Il est difficile de contester la véracité de telles critiques. Il faut remarquer cependant que les producteurs et commerçants ne pourront pas récupérer intégralement l'augmentation des salaires due à l'échelle mobile par une augmentation additionnelle du prix de vente. Car les salariés, par le jeu du système, auront juste assez pour payer les produits au prix antérieur à cette nouvelle augmentation. Il faudra donc qu'ils se contentent d'acheter le même montant qu'auparavant de quelques denrées seulement, de celles pour lesquelles la demande n'est pas élastique, tandis qu'ils auront

(1) Aftalion : Monnaie, prix et change.

moins à dépenser pour les autres et qu'ils devront s'en passer en partie, si les vendeurs ne diminuent pas leurs exigences.

La hausse des prix peut avoir d'autres causes que des phénomènes monétaires. Elle peut être due à l'action de producteurs ayant un monopole. Dans ce cas encore, la possibilité d'une augmentation du prix de vente récupérant entièrement celle des salaires dépend de l'élasticité de la demande.

La hausse peut être enfin due à une diminution de la production nationale. En maintenant constant le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, on diminue la part de la production totale revenant aux autres catégories sociales et d'autre part l'accélération de la hausse se réalisera plus facilement encore que dans le premier cas. De plus l'ajustement automatique, en donnant aux salariés une part proportionnellement plus grande du total des biens et services, constitue une aggravation du coût de production telle qu'elle peut se traduire par une réduction des profits. Celle-ci peut entraîner les entrepreneurs à suspendre l'activité des branches les moins rémunératrices de leurs établissements, et cette nouvelle diminution de la production se traduit par une nouvelle augmentation des prix.

Alors que les autres inconvénients du système peuvent être atténués par une négociation heureuse du salaire de base, à intervalles convenus, la répercussion de l'échelle mobile sur les prix paraît être une objection indiscutable. Sa portée est cependant atténuée en pratique, car, nous l'avons répété à différentes reprises, l'ajustement automatique de la totalité du salaire n'a guère existé en pratique. Les salariés dont le pouvoir d'achat était amoindri par une adaptation de leur rémunération moins que proportionnelle aux variations de l'indice ne pouvaient se porter acheteurs de la même quantité qu'auparavant de toutes les denrées qu'ils avaient l'habitude de consommer. De plus, répétons-le encore ici, les nombres indices du coût de la vie dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale tenaient compte des conditions de vie d'après-guerre, de sorte que, même complètement adaptés aux variations des indices, les salaires n'auraient pu procurer aux travailleurs les mêmes satisfactions qu'avant-guerre.

Cet inconvénient de l'échelle mobile est d'autant plus grave qu'il n'y a pas lieu de considérer seulement l'action du système sur les prix, mais aussi la réaction des prix sur le fonctionnement du système.

A mesure que les prix haussent, l'ajustement automatique perd peu à peu son rôle protecteur du salaire réel. Dans un article de la Revue Internationale du Travail, M. Szturm de Sztrem, de l'Institut d'Economie Sociale de Varsovie, a montré que les raisons de cette dépréciation du salaire réel devaient être recherchées dans certains défauts des méthodes employées (1).

M. de Sztrem distingue d'une part la méthode par laquelle les salaires étaient payés à la fin d'une période donnée, et par laquelle le montant des salaires était fixé une fois par mois ; on majorait le montant des salaires payés le mois précédent du pourcentage d'augmentation marqué par l'index du coût de la vie au cours du mois précédent par rapport au mois antérieur.

Par une deuxième méthode, les salaires étaient payés à la fin d'une période donnée et leur montant était fixé d'après le salaire et le supplément de vie chère du mois précédent. Dès que l'augmentation du coût de la vie pendant le mois en cours avait été calculée, c'est-à-dire à la fin du mois ou au début du mois suivant, des suppléments de vie chère étaient accordés de façon à compenser rétrospectivement la perte subie par l'ouvrier en raison de la hausse du coût de la vie survenue pendant le mois considéré.

Enfin par une troisième méthode, les salaires étaient payés d'avance au commencement de chaque mois. On leur ajoutait un supplément de vie chère calculé d'après l'augmentation du coût de la vie au cours du mois précédent.

La première méthode, la plus fréquente, ne prévient en aucune façon, dit l'auteur, la dépréciation de la valeur réelle des salaires, dépréciation qui sera d'autant plus forte dans un mois donné que la hausse du coût de la vie pendant ce mois sera proportionnellement plus forte que celle survenue au cours du mois précédent.

(1) RIT, septembre 1924.

Soit en effet i_1 , la hausse mensuelle du coût de la vie pour le 1^{er} mois, i_2 la hausse mensuelle pour le 2^e mois, Ki_1 le coût de la vie pour le 1^{er} mois et P le salaire nominal pour le premier mois,

le salaire réel du premier mois sera $\frac{P}{Ki_1}$; pour le 2^e mois, le coût

de la vie sera $Ki_1 i_2$, le salaire nominal Pi_1 , et le salaire réel $\frac{Pi_1}{Ki_1 i_2}$.

Pour le n^e mois, le coût de la vie sera $Ki_1 i_2 \dots i_{n-1} i_n$, le salaire nominal $P i_1 i_2 i_3 \dots i_{n-1}$, et le salaire réel : $\frac{P i_1 i_2 i_3 \dots i_{n-1}}{Ki_1 \dots i_{n-1} i_n}$.

La variation du salaire réel d'un mois à l'autre sera :

$\frac{P}{Ki_1} - \frac{P i_1}{Ki_1 i_2}$ soit $\frac{P (i_2 - i_1)}{Ki_1 i_2}$ et par conséquent le salaire réel d'un mois donné diminue par rapport à celui du mois précédent si l'on a i_2 plus grand que i_1 .

D'après cette méthode M. de Sztrem a calculé qu'un salaire réel correspondant à la base 100 en janvier 1922 se dépréciait de 63 pour 100 à la fin de 1923.

La deuxième méthode paraissait donner un ajustement au coût de la vie sans dépréciation pour l'ouvrier puisqu'en plus des salaires de base équivalant aux salaires globaux du mois précédent, une nouvelle indemnité de vie chère était accordée à la fin du mois pour compenser la perte subie par les travailleurs du fait de la hausse du coût de la vie survenue au cours du mois. Mais le supplément de vie chère ainsi calculé ne pouvait être dépensé que le jour même de la paye et pendant les quelques jours suivants ; il n'avait donc pas le pouvoir d'achat qu'il aurait eu s'il avait été payé en même temps que le reste du salaire. La dépréciation du salaire avec cette méthode restait très minime et ne s'accroissait que si la hausse du coût de la vie était particulièrement rapide.

En supposant dans ce deuxième cas que la hausse quotidienne du coût de la vie a suivi une progression arithmétique continue de janvier 1922 à décembre 1923, M. de Sztrem a montré qu'un salaire réel de 100 au point de départ est descendue à 76,1 à la fin de la période envisagée. Il a en outre montré, par le raisonnement mathématique, que la valeur réelle du salaire lui-même tendrait vers zéro si la hausse du coût de la vie prenait des proportions considérables, mais que l'indemnité de vie chère serait égale à la moitié de la valeur réelle, aux premiers jours de la période considérée, du salaire global (salaire et indemnité de vie chère) de la période précédente.

Enfin la dépréciation résultant de cette méthode constituait, selon M. de Sztrem, un véritable impôt prélevé par l'Etat sur les classes ouvrières ; « les patrons n'en tirent aucun bénéfice, car ils payent la valeur intégrale des salaires », tandis qu'avec la première méthode, « la dépréciation s'opère surtout au profit des employeurs, qui n'ont pas à payer la valeur complète des salaires ».

La troisième méthode peut se ramener à la seconde, sauf que le travail est effectué après le paiement des salaires au lieu de l'être avant.

Les explications de M. de Sztrem font comprendre pourquoi les salaires ont couru derrière le coût de la vie pendant les années d'inflation en Pologne et en Autriche, où un large essai de l'échelle mobile avait été tenté. Il faut ajouter que l'indice du coût de la vie n'était pas publié immédiatement à la fin de la période à laquelle il s'appliquait, qu'un nouveau délai s'écoulait entre le moment de la fixation du salaire à l'indice et le jour de paye, enfin un autre retard se produisait entre le moment de la paye et celui de la dépense sur le marché de détail. Nous avons vu dans un précédent chapitre les mesures qui avaient été prises en Allemagne au cours de l'été 1923, pour remédier à cet état de choses.

CHAPITRE VII

LES OBJECTIONS D'ORDRE SOCIAL

Partout les patrons ont contesté l'efficacité de l'ajustement automatique comme mesure de paix sociale (1). Ils admettaient qu'en période de hausse des prix, les ouvriers accepteraient le fonctionnement du système, mais qu'en cas de baisse ils refuseraient d'accepter une diminution correspondante des salaires. L'engagement qu'eux-mêmes respecteraient, même au prix de grandes difficultés, ne serait pas tenu par les ouvriers. En d'autres termes les patrons joueraient le rôle de dupes. Les sacrifices qu'ils auraient consentis pendant la hausse de l'indice ne pourraient être récupérés au moment de la baisse.

A l'inverse les ouvriers ont parfois exprimé la crainte que les patrons ne refusassent d'accorder les augmentations entraînées par la hausse. Par contre en cas de baisse, ils s'empresseraient de réclamer le bénéfice de l'échelle mobile.

L'expérience a montré que les appréhensions de l'une et l'autre partie étaient justifiées. Quand l'indice haussait, son exactitude était mise en doute par les patrons. Venait-il à descendre, les ouvriers s'empressaient de le contester.

Du côté patronal, on trouve des exemples d'engagements non tenus aussi bien en cas de hausse de l'indice qu'en cas de baisse. Les employeurs invoquaient que la situation économique ne permettait pas une augmentation correspondante des

(1) « En lui-même, l'automatisme de ce système, l'enchaînement des « salaires au coût de la vie ne nous paraissent pas susceptibles « d'améliorer les rapports entre patrons et ouvriers ni de développer chez les ouvriers, pas plus que chez les patrons, le sentiment « de la responsabilité ». (Bulletin quotidien du 17.11.24).

salaires ou qu'au contraire elle nécessitait une diminution plus forte que celle de l'indice.

Du côté ouvrier, il s'est trouvé au moment de la discussion de l'échelle mobile en Allemagne quelques écrivains syndicalistes ne cachant pas que le système n'était qu'un expédient momentané permettant une augmentation des salaires plus rapide que les méthodes ordinaires. Si la baisse survenait, on abandonnerait l'échelle mobile et on reviendrait aux anciens procédés pour empêcher une diminution trop rapide (1). En France, nous le verrons plus loin, les communistes ont eu la même franchise. Par contre on peut citer l'Union des Dockers Britanniques qui luttait contre ses adhérents au milieu de l'année 1923 pour leur faire accepter une réduction de salaires basée sur le jeu de l'échelle mobile.

Mais, en exceptant les agitateurs, on pourrait encore rassembler de nombreux cas de résistance à la baisse, de la part d'organisations syndicales ordinairement soucieuses du respect de la parole donnée.

Il y a des circonstances dans lesquelles une adaptation des salaires à la baisse du coût de la vie peut soulever des difficultés pour le budget ouvrier. Lorsqu'une baisse momentanée est suivie d'une hausse, l'ajustement des salaires à l'indice du mois précédent amène une diminution pendant un mois où il y a reprise du renchérissement (2). L'argument avait été avancé par les syndicats

(1) Richard Seidel, dans « die Freiheit » du 24-2-22, cité par B.Q. du 23-2-22.

(2) « A Hambourg dans la semaine du 5 au 11 février le coût de la vie « a augmenté de plus de 11 0/0 ; les salaires ne seront certainement « pas adaptés toutes les semaines, mais au plus tard tous les mois ; « si la cherté se poursuit et augmente comme dans la semaine du « 5 au 11, la femme de l'ouvrier, comptant sur la hausse certaine, « devra faire des dettes qu'elle remboursera en mars ; mais les « prix ayant baissé en mars, elle touchera pour le mois d'avril une « somme inférieure à celle touchée fin février, et alors qu'elle pouvait espérer pouvoir enfin se constituer une certaine épargne en « prévision de dépenses futures nécessaires, elle se voit de nouveau « condamnée à n'avoir qu'une somme strictement indispensable à « la satisfaction des besoins les plus immédiats ». Mainguy, op. cit. p. 165-166.

en Allemagne. Quelque importance qu'il ait, il nous faut remarquer que l'ouvrier a bénéficié de l'avantage inverse dans le mois qui a précédé la reprise de la hausse. Il a donc pu économiser. « Quelque prévoyance ne messied pas au salarié, dit M. Oualid » (1).

La résistance s'expliquait encore par le fait que les salaires étaient suffisamment réduits par rapport à leur niveau d'avant-guerre pour que les ouvriers se jugeassent fondés à réclamer pour eux seuls le bénéfice de la baisse des prix.

Nous avons vu que certaines conventions d'échelles mobiles répondaient en partie à ces objections, lorsqu'elles prévoyaient que les réductions de salaires seraient inférieures aux diminutions de l'indice. Le parti socialiste avait proposé en Allemagne que la baisse des salaires ne fût effectuée qu'avec un retard de six mois.

Pratiquement, dans des pays comme le Danemark où l'indice n'est publié que par semestre et la Norvège et la Suède, où il est calculé par trimestre, l'inconvénient n'aurait pas dû se présenter, au moins pendant les années 1921 et 1922 au cours desquelles la baisse s'est poursuivie d'une façon continue. Le retard dans l'ajustement des salaires était donc suffisant.

Ce que les syndicats ennemis de l'échelle mobile lui ont surtout reproché, c'est la cristallisation du standard de vie de la classe ouvrière. Si le salaire de base était inférieur à celui de 1914, le système devait perpétuer un minimum d'existence. Et même si le salaire de base était celui de 1914, l'adaptation au nombre indice aurait empêché les travailleurs de participer à la prospérité générale.

« Même si en 1920 ou en 1914 ou à quelque autre époque, les compositeurs avaient reçu un salaire suffisant, déclare un syndicat d'ouvriers imprimeurs américains, il n'y a pas de juste raison de leur refuser d'améliorer leur « standard of living ». Si les salaires sont diminués quand le coût de la vie diminue et en proportion complète de cette diminution, et s'ils ne sont élevés que lorsque

(1) Cours de législation industrielle à la Faculté de Paris (Doctorat) — Année 1923-1924.

le coût de la vie augmente, tout au plus en proportion complète de cette augmentation, il est évident que le compositeur sera toujours empêché d'atteindre un plus haut standard de vie que celui dont il jouit actuellement. C'est virtuellement un état d'esclavage. Il apparaîtrait plus logique, selon ce système, de payer les travailleurs en nature — en leur allouant chaque année la même quantité de biens et de services qu'il leur est arrivé de recevoir à quelque période arbitrairement choisie. Un système de salaire de cette sorte n'est pas seulement une injustice à l'égard des travailleurs, mais il agira comme un « boomerang » à l'égard de la classe des employeurs elle-même et sera bien entendu un obstacle écrasant dans la voie du progrès de la nation. Car c'est seulement par une ferme élévation du standard de vie qu'un pouvoir d'achat et de consommation peut être suffisamment développé pour absorber le produit de l'industrie et fournir le stimulant d'un progrès industriel et d'une expansion continus » (1).

Dès que les prix baissèrent, les unions ouvrières américaines, qui avaient accepté la méthode de détermination des salaires par le nombre-indice durant la guerre et jusqu'en 1920, opposèrent aux demandes de réduction des patrons des budgets de famille compilés en appliquant les prix locaux aux quantités d'articles du budget de « minimum de santé et confort » calculé par le Bureau of Labor Statistics à la suite d'une enquête faite en 1919. Elles essayaient ainsi de démontrer que l'ajustement des salaires au nombre-indice donnait une rémunération insuffisante pour assurer le paiement d'un « living wage », celui-ci étant défini comme un salaire qui n'assure pas seulement une confortable subsistance physique au travailleur et à sa famille, mais lui permet également de faire face à la maladie, à l'invalidité et la vieillesse.

C'est surtout en Amérique que l'idée du living wage s'est répandue, mais l'opposition ouvrière à l'échelle mobile, moyen de

(1) Carr, op. cit., p. 298 — Printing Industry (Book and Job) New-York — Typographical Union n° 6 — novembre 1922.
Cf la réponse de la Fédération Suédoise des Travailleurs de la Pierre à l'Enquête sur la Production, Enquête t. V, 2^e volume, p. 1066.

perpétuer un standard de vie donné, s'est manifestée partout. « Elle place la totalité de la classe ouvrière au rang d'un animal, basant son gagne-pain sur la nourriture seule » (1), a-t-on dit en Angleterre, et nous retrouverons cette idée en France sous la plume d'un des plus remarquables dirigeants de la C.G.T.

On se rendit compte en Amérique du danger des budgets familiaux comme moyen d'améliorer le standard de vie. D'ailleurs, du jour où un minimum de santé et de confort est inclus dans un budget, il est nécessairement ravalé au rang d'un minimum de besoins.

« En présentant le budget du coût de la vie, dit une autre association ouvrière américaine, nous ne désirons pas laisser l'impression que nous considérons la simple satisfaction des besoins immédiats du salarié et de sa famille comme un standard idéal de vie. En même temps que nous sommes anxieux d'assurer aux travailleurs un living wage leur permettant de se maintenir eux-mêmes et leur famille dans une décence et un raisonnable confort, nous inculquons à nos membres l'idéal d'un effort pour des objets plus élevés que ce qu'une étroite construction du terme « living wage » peut impliquer. Nous avons une profonde croyance à l'augmentation progressive du standard de vie. Nous nous rendons compte qu'après s'être assuré un certain standard de vie, les travailleurs doivent être en mesure de s'élever vers un confort plus grand, vers l'éducation et des relations sociales ».

« C'est le désir continuel d'améliorer leur condition de vie qui est la cause principale du progrès que les travailleurs de ce pays ont fait. Les luttes qu'ils ont accomplies pour fortifier leurs unions ouvrières est une preuve qu'ils ont l'intention d'utiliser leur force d'organisation pour une nouvelle amélioration de leur condition et s'assurer un standard de vie beaucoup plus haut que celui dont ils jouissent actuellement » (2).

(1) M. Bevin, représentant ouvrier à la cour d'Enquête des Dockers de 1920.

(2) Carr, op. cit. p. 326 — Ladies Garment Industry Cleveland — International Ladies Garment Workers' Union, 1922.

L'American Federation of Labor s'est exprimée plus énergiquement encore : « Il y a une croyance largement répandue que les salaires doivent être fixés sur la base du coût de la vie. Cette idée est pernicieuse et intolérable. Elle revient à enchaîner le progrès et à entraver la liberté. Elle signifie la fixation d'un standard de vie, et d'un standard de vie et de liberté qui doit rester immuable. Les travailleurs d'Amérique ne peuvent accepter cette proposition ».

« Ils demandent une amélioration progressive du standard de vie. Ils ont une foi inébranlable dans un avenir meilleur pour tout le genre humain. Ils repoussent et dénoncent un système de fixation des salaires sur la seule base de budgets familiaux et de bons de pain (bread bills). Les travailleurs n'ont pas seulement droit à la vie, mais la société moderne doit prévoir plus qu'il n'est compris dans le terme *vie*. Elle doit accorder à tous les travailleurs une plus juste récompense pour leur contribution à la société, une contribution sans laquelle le progrès de la civilisation est impossible ».

Ici encore une réduction des salaires d'un pourcentage inférieur à celle de l'indice répondrait en partie aux attaques ouvrières. Mais nous ne croyons pas qu'elle suffirait à faire disparaître la résistance des travailleurs. Celle-ci se manifeste dès qu'on veut porter atteinte au taux de salaire atteint, sans même qu'il s'en suive une diminution du pouvoir d'achat du salaire. Mais il y a lieu de distinguer entre le cas d'un pays appauvri et celui d'un pays prospère. La tendance à l'amélioration du standard de vie en Amérique était entièrement justifiée dès 1922. Par contre, en Allemagne, à la même époque, les salariés auraient dû se borner à la considération du moment et non à celle de l'avenir. Or il est évident que l'échelle mobile avait pour but de préserver le standard atteint contre toute nouvelle réduction, tandis que l'augmentation des salaires nominaux effaçait dans l'esprit des travailleurs la notion du salaire réel. L'ajustement automatique mettait fin à cette confusion en faisant disparaître toutes les luttes nécessitées auparavant pour adapter le salaire nominal à la hausse du coût

de la vie. Elle permettait aux syndicats de concentrer leurs efforts sur l'augmentation des salaires réels.

C'est pourquoi les deux derniers arguments présentés par les syndicats allemands — qui sont peut-être les véritables raisons de leur opposition à l'échelle mobile — ne nous paraissent absolument pas justifiés. Ceux-ci craignaient en effet, dit M. Mainguy, que le choix de l'heure des demandes d'augmentation ne leur appartînt plus et que la plupart de leurs adhérents, une fois leur salaire réel stabilisé, les abandonnassent. En France, du jour où les éléments extrémistes prirent parti en faveur du système, ils reprochèrent au secrétaire de la Fédération des Fonctionnaires d'avoir exprimé la même crainte d'une diminution de ses effectifs.

Il est curieux de constater que des syndicalistes aient pu se tromper à ce point. Durant ces dernières années, quand le coût de la vie montait en France et en Belgique, seules les organisations puissantes parvenaient à imposer l'échelle mobile aux patrons. Et la meilleure preuve que ce système n'est pas un obstacle au développement de la force syndicale n'est-elle pas dans le fait qu'il s'est particulièrement répandu dans les pays scandinaves et en Angleterre, où les unions ouvrières sont particulièrement puissantes. Il subsiste en Angleterre dix ans après son introduction et n'empêche pas les cheminots et autres salariés de recevoir une augmentation de salaire, même quand les prix baissent — lorsque bien entendu les circonstances le permettent.

CONCLUSION

Toutes les critiques examinées jusqu'ici — à l'exception peut-être de la répercussion de l'ajustement automatique sur les prix en période de hausse — n'avaient pas à être sérieusement avancées si l'on avait compris que ce système n'était qu'un expédient momentané. Il nous paraît intéressant de reproduire ici — en raison même du poste occupé par son auteur — l'opinion de M. Hilton, Directeur de la Statistique au Ministère du Travail du Royaume-Uni :

« On prétend que tôt ou tard la nation qui s'efforce de maintenir un plus haut standard de vie que celui justifié par la productivité de son peuple court le danger de se trouver accablée par des coûts de production élevés, la perte des marchés et le chômage. Mais il n'y a en fait, ni en théorie, quelque base solide à la supposition que l'introduction de clauses du coût de la vie dans les accords de salaires tend à la perpétuation d'un standard de vie fixe. Le jeu des forces économiques dans la détermination des niveaux de salaire actuels — sur une raisonnable période — n'est pas gêné par l'introduction d'échelles mobiles du coût de la vie dans les accords de salaires. Le système est simplement un moyen d'assurer que la valeur réelle de certains taux acceptés par employeurs et salariés comme convenant à des occupations particulières ne sera pas troublée durant le cours de la convention par des changements imprévisibles dans le pouvoir d'achat de la monnaie » (1).

Le professeur Bowley a reconnu d'autre part que, malgré ses imperfections, le système avait contribué à maintenir la paix sociale en Angleterre.

L'ajustement automatique n'était pas à lui seul un système de détermination des salaires. Ceux-ci auraient toujours eu à être revisés selon la situation économique. Mais quand les prix varient

(1) Manchester Guardian, 14 février 1924.

rapidement dans un sens ou dans l'autre, il n'est ni faux, ni injuste que pendant la durée du contrat de travail les salariés cherchent à se prémunir contre la diminution du salaire réel et les patrons contre un arrêt de la production. Ne peut-on supposer d'autre part que dans un délai donné, à l'expiration duquel le salaire de base sera révisé, l'écart entre le mouvement des prix des marchandises produites par l'ouvrier et le mouvement des prix de celles qu'il consomme ne sera pas tel qu'il empêche le patron de supporter l'augmentation purement nominale du taux de salaire, ni qu'il porte un sérieux préjudice à l'ouvrier en lui interdisant de prendre sa part de la prospérité de l'industrie.

Pour les pays de l'Europe Centrale, il semble difficile d'accepter la suggestion que l'ajustement automatique ait une large part de responsabilité dans l'inflation catastrophique dont ils ont souffert : ce sont surtout les variations du change qui ont commandé aux mouvements des prix. Il ne faut pas perdre de vue qu'en Allemagne le système ne s'est introduit que fort tard et sous une forme atténuée, que d'autre part les statistiques qu'on possède pour ce pays et pour la Pologne témoignent du fait que, déjà antérieurement à l'introduction de l'ajustement automatique, l'importance des salaires comme élément du coût de production a considérablement fléchi, ce qui diminue la portée des objections tirées de la prétendue incompatibilité de l'échelle mobile avec la situation économique.

Quant à l'imperfection du système en tant que moyen de protection du salaire réel, on ne conçoit pas que des négociations libres aient pu donner aux travailleurs des pays de l'Europe Centrale une meilleure garantie de leur rémunération. La hausse avait pris une allure tellement fantastique qu'une fixation automatique des salaires s'était imposée. Nous ne disons pas que l'échelle mobile était une institution parfaite; nous lui avons au contraire découvert de nombreux défauts, mais telle qu'elle était, elle paraît avoir été dans ces pays un mal nécessaire.

Là où la hausse se poursuivait d'une façon plus lente, là où l'étalon monétaire ne se dépréciait pas jusqu'à ne plus représenter

qu'une infime partie de sa valeur, le système était moins dangereux en même temps que moins indispensable à la classe ouvrière. Par contre tant que la hausse persistait, il constituait un facteur de paix sociale incontestable, et cet avantage à lui seul peut faire oublier de nombreux inconvénients.

DEUXIÈME PARTIE

Les organisations syndicales ouvrières et l'échelle mobile en France

INTRODUCTION

Dans le tableau que nous publions en annexe, sont rassemblés les nombres-indices des prix de gros, ceux des prix de détail calculés d'une part pour l'ensemble des villes de plus de 10.000 habitants et pour Paris d'autre part, et les nombres-indices du coût de la vie se rapportant à la dépense d'une famille ouvrière de quatre personnes à Paris. On verra que la hausse s'est poursuivie du lendemain de la guerre à la fin de 1920 ; à partir de ce moment les prix de détail baissent régulièrement jusqu'à la fin de 1922. Le coût de la vie diminue également, bien qu'il accuse quelques alternatives de hausse et de baisse. Des derniers mois de 1922 à la fin de 1926, l'indice des prix de détail pour la France entière passe de 315 à 647 et celui du coût de la vie à Paris s'élève de 300 à 545. A partir de 1927, les prix de détail baissent jusqu'aux premiers mois de 1928, le coût de la vie à Paris diminue moins régulièrement et moins sensiblement à la fois. Depuis lors, les prix de détail et le coût de la vie ont continué leur mouvement ascendant.

En dehors des années 1920 et 1926, la dépréciation de la monnaie sur le marché de détail est restée d'allure modérée mais elle a été suffisante pour que le problème de l'échelle mobile se soit posé en France.

Nous n'avons pas jugé utile de nous arrêter longuement à la position prise par le patronat français en face de l'ajustement automatique. Le patronat en France a fait peu de cas de l'échelle mobile, ayant porté toute son attention sur les allocations familiales. Nous avons eu toutefois l'occasion de citer précédemment l'un de ses plus importants organes, le Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques. Nous avons surtout retenu d'une visite aux bureaux de cette Société que le plus grand grief encouru par l'échelle mobile n'était pas tant l'influence du système sur les prix que son automatisme, son manque de souplesse en face d'un autre élément de la fixation des salaires, la situation économique (1).

Par organisations syndicales ouvrières, nous entendons les groupements de tous salariés, quelle que soit leur profession. Nous avons donc étudié l'action de la Confédération Générale du Travail et de la Confédération Générale du Travail Unitaire en même temps que celle de la Fédération Nationale des Syndicats de Fonctionnaires, qui, toutes trois, depuis la scission de l'unité ouvrière en France, constituent de beaucoup les plus importants tronçons du monde syndical.

- (1) Cf le Rapport du Conseil d'Administration du groupe des industries métallurgiques mécaniques et connexes de la Région parisienne présenté à l'assemblée générale du 29 mars 1922, cité par Etienne Villey « L'Organisation professionnelle des employeurs dans l'industrie française », p. 253.

« Mais, quelque importance que nous attachions à notre souci « d'adapter, dans la plus large mesure, la situation des salaires à « la situation du coût de la vie, nous n'avons cependant pas voulu « et nous ne pouvions pas lier systématiquement et exactement les « fluctuations des taux des salaires aux fluctuations du coût de « l'existence. Sans même souligner ce que cette façon de faire aurait de dangereux au point de vue de la politique syndicale — « de nombreux exemples ne l'ont prouvé que trop clairement — « force nous est de reconnaître que, dans son principe même, elle « n'est pas susceptible d'être érigée en règle absolue. Dans le « déséquilibre économique présent, nous ne pouvons prévoir jusqu'où « nous conduiront les nécessités du maintien de notre production

Nous n'avons toutefois pas étudié en détail la position à l'égard de l'échelle mobile de la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens, qui occupe la quatrième place parmi les Centrales syndicales françaises. Mentionnons qu'elle s'est déclarée à diverses reprises partisan du système, en particulier au cours de l'année 1926 et que ses adhérents ont essayé d'en obtenir le bénéfice, en particulier dans l'industrie textile.

Bien que la C.G.T.U. ne se soit que tardivement montrée favorable à l'échelle mobile, c'est par son action que nous aborderons cette partie de notre étude, car c'est elle qui a mené le plus énergiquement campagne et avec un esprit qui n'a pas manqué de réagir défavorablement sur la C.G.T. et la F.S.F.

« nationale. L'exemple récent de décisions étrangères prouve que
« nous pouvons être amenés à envisager des réductions de salaires
« considérables, dépassant momentanément l'importance de la ré-
« duction du prix de la vie. Et il faut avoir le courage de dire que
« de telles mesures concorderaient, en définitive, avec l'intérêt bien
« compris des ouvriers eux-mêmes, si elles s'imposaient comme
« constituant le seul moyen de salut de nos Industries ; au prix
« d'un sacrifice passager, les ouvriers pourraient ainsi sauvegarder
« pour l'avenir leurs moyens de travail ».

LA C. G. T. U. ET L'ÉCHELLE MOBILE

Pendant les premières années de sa croissance, la C.G.T.U. est surtout préoccupée par des questions d'organisation syndicale et par le souci de réaliser l'unité de tendances dans son sein. Débarassée de ce souci à partir du Congrès de Bourges à la fin de 1923, elle lance au début de l'année 1924 le mot d'ordre de l'augmentation de six francs par jour et de dix-huit cents francs pour les fonctionnaires. A la même époque, la Fédération des Syndicats de Fonctionnaires fait également campagne en faveur des dix-huit cents francs. C'est surtout la tactique des grèves qui occupe l'attention de la C.G.T.U. en 1924 : elle les veut « concertées, étudiées, préparées, méthodiques » : elle n'en veut plus de partielles. Mais le mouvement qu'elle déclanche — le plus important conflit est celui de Saint-Etienne en mars-avril — n'aboutit qu'à des échecs.

L'étude de la préparation des grèves se poursuit jusqu'en janvier 1925. A ce moment, la C.G.T.U. lance son nouveau mot d'ordre : « Plus de salaires au-dessous de 20 francs ». Tous les salaires sans exception doivent être augmentés, mais il faut particulièrement s'attacher à obtenir un minimum de 20 francs pour les moins élevés, car « les efforts des organisations syndicales ne doivent pas être consacrés à la défense des intérêts d'une élite. Cette conception aboutirait à la constitution d'une sorte d'aristocratie ouvrière dont quelques exemples connus, aux Etats-Unis notamment, nous prouvent qu'elle peut être nuisible au développement de la lutte prolétarienne contre le capital » (1).

En février, la C.G.T.U. précise ses mots d'ordre : « Ni plus de

(1) Vie Ouvrière du 9.1.25.

8 heures, ni moins de 20 francs » et s'élève contre le plan Dawes, dont elle assure que le patronat prendra prétexte pour obtenir des ouvriers une production intense et à bon marché ; pour obtenir en d'autres termes, une diminution de salaires et une augmentation des heures de travail afin de lutter contre la concurrence allemande.

Jusqu'alors, la C.G.T.U. est restée muette sur la question de l'échelle mobile. En 1923, la « Vie Ouvrière » a ouvert ses colonnes à quelques articles du communiste allemand Fritz Heckert qui exposait son aversion contre les systèmes préconisés alors en Allemagne, le salaire à valeur constante et le salaire or (1). Depuis, on chercherait vainement dans ce journal une opinion sur l'échelle mobile. Tout au plus trouve-t-on quelques critiques des nombres-indices officiels. Il est vrai qu'opposée à tout contrat collectif, la C.G.T.U. paraît par voie de conséquence adversaire d'un ajustement automatique.

Mais l'émission de l'emprunt Caillaux en juin 1925 donne aux communistes l'occasion d'une nouvelle campagne. La C.G.T.U. lance un manifeste dont nous extrayons les passages suivants :

« En même temps qu'il provoque l'inflation, c'est-à-dire la dévaluation de la vieille monnaie, le gouvernement vient d'émettre un nouvel emprunt avec la garantie des changes, emprunt réservé aux porteurs de Bons de la Défense Nationale et destiné, en réalité, à éviter le remboursement des Bons de la Défense Nationale venant à échéance ».

« Il y aura deux sortes de monnaies en France : l'une stable, garantie par le gouvernement, à la parité du dollar, privilège des riches, l'autre dépréciée, lancée à l'abîme par le gouvernement, à l'usage des classes laborieuses... »

« Il faut arracher une augmentation générale et immédiate des salaires pour faire face à l'inflation ; il faut en même temps imposer l'établissement d'une échelle mobile des salaires pour établir un rapport constant entre ces derniers et le coût de la vie ».

« Il faut supprimer la formule odieuse d'une monnaie des pauvres et exiger le paiement des salaires des ouvriers au taux du dollar » (2).

Et elle conseille aux salariés de se rendre chaque semaine

(1) Vie Ouvrière du 26.10.23 et suivants.

(2) Vie Ouvrière du 3.7.25.

à la paye, avec le cours du change en mains (1). Mais quelques jours après, elle s'aperçoit que la fixation des salaires au cours du dollar n'est pas une solution satisfaisante en elle-même, et elle réclame alors un système hybride.

Elle reconnaît que les salaires doivent avant tout être adaptés aux fluctuations du coût de la vie, et c'est pourquoi elle réclame l'application de l'échelle mobile. Comme elle prétend que les indices officiels sont faux, elle réclame également l'institution de commissions « composées exclusivement d'ouvriers, de paysans et de ménagères pour fixer les indices réels du coût de la vie ». Toutefois, la C.G.T.U. considère que la valeur du salaire n'est pas déterminée uniquement par les prix des denrées nécessaires à l'existence, mais que la valeur de la monnaie avec laquelle il est payé entre également en ligne de compte. En conséquence, le Congrès tenu du 26 au 31 août déclare que les indices du coût de la vie ne doivent plus être calculés en francs-papier, dont il nie la valeur comme instrument de mesure, mais sur le franc-or en prenant comme base d'évaluation le dollar.

En même temps, le Congrès « affirme la nécessité d'un salaire minimum vital de base, en fixant comme chiffre la puissance d'achat représentée en francs-or, avec application de l'échelle mobile, de la pièce de 5 francs de 1914 et en tenant compte que, dans aucun cas, le salaire franc-papier ne pourra être inférieur au produit du salaire-or de base multiplié par l'indice du coût de la vie ».

On ne peut évidemment s'exprimer moins clairement. A ce moment, la C.G.T.U. paraît avoir vu que le salaire-or en lui-même tel qu'il était réclamé par Georges Valois et le « Nouveau Siècle » depuis 1923 ne tenait pas compte de la dépréciation du pouvoir d'achat de l'or par rapport à 1914. Mais on ne s'explique pas, dans ce cas, la coexistence des salaires-or et de l'échelle mobile autrement que par le désir de ne pas abandonner au bout de quinze jours une formule qui sonnait bien en face de l'emprunt à garantie de change.

(1) Id., 10.7.25.

Désignons, en effet, par C l'indice du coût de la vie et par D l'indice du cours du dollar. L'ajustement du salaire vital à l'indice du coût de la vie, calculé sur la base du dollar comme le demande

la C.G.T.U., donnera la formule $S \times \frac{C}{D}$ et avec le paiement au

cours du dollar le travailleur recevra un salaire $S \times \frac{C}{D} \times D$,

soit $S \times C$. Autrement dit, ce système compliqué ne donnerait pas d'autre résultat qu'un simple système d'échelle mobile, à moins que la C.G.T.U. ait sous-entendu que sa formule permettait un paiement selon le cours le plus récent du dollar, alors que l'indice du coût de la vie serait calculé en francs-or d'après le cours moyen du dollar dans la période d'évaluation de cet indice. La formule

serait alors $\frac{S \times C \times D}{D}$.

Mais dès septembre, le salaire-or est abandonné et la C.G.T.U. s'en tient à l'échelle mobile. Pendant quelque temps, elle se préoccupe surtout de l'organisation d'une grève générale de 24 heures contre la guerre du Maroc. Bien que préparée durant trois mois, cette grève, d'un caractère exclusivement politique, fut un échec assez piteux, encore qu'au moment où elle fut déclenchée, le 12 octobre, elle ait été renforcée par une grève des Transports en Commun de la Région Parisienne.

C'est à partir de ce moment que l'échelle mobile devient le grand mot d'ordre de la C.G.T.U. et du parti communiste. Leur campagne est encouragée par la hausse des devises étrangères et les crises ministérielles qui vont se succéder jusqu'à la fin de juillet 1926.

L'avantage qu'ils reconnaissent au principe de l'échelle mobile est que, par ce système, les salaires conservent leur pouvoir d'achat, qu'ils acquièrent la même mobilité que les prix des denrées nécessaires à l'existence.

Il ne saurait être question pour la C.G.T.U., organe révolutionnaire par essence, d'accorder à l'échelle mobile aucun des avantages d'ordre social que nous avons envisagés plus haut.

Comme elle ne fait aucun cas des indices officiels, la question se pose immédiatement de construire un indice ouvrier. Aussi la « Vie Ouvrière » ouvre-t-elle en novembre une controverse à cette intention. Il s'agit de rechercher une méthode d'établissement d'un index number suffisamment précise pour que les chiffres obtenus ne puissent être infirmés par les patrons et suffisamment simple pour qu'ils puissent être utilisés par tous les militants.

Les dirigeants de la C.G.T.U. ne cachent pas que la tâche est ardue et ils y appellent tous les syndicats, car il faut que les militants se pénètrent de l'idée que l'échelle mobile est une revendication d'ordre national, dont l'obtention sera facilitée par une propagande nationale, mais dont les modalités incombent, pour la détermination et l'exécution, à toutes les organisations syndicales, à tous les échelons (1).

Vassart ne croit pas que les Services Officiels diminuent systématiquement le pourcentage d'augmentation des denrées entrant dans le calcul des indices, mais il les accuse de choisir arbitrairement ces denrées et d'éviter soigneusement celles qui sont importées des pays à change élevé ou qui sont sujettes à « la spéculation effrénée de la période d'après-guerre » et sont exposées, par conséquent, aux plus fortes augmentations (2). Quant aux Commissions mixtes et paritaires, elles sont moins suspectes de partialité, car elles font porter leur enquête sur toutes les denrées indispensables à la consommation, mais elles accordent à chaque denrée une quantité inférieure à la consommation réelle et choisissent le prix des qualités inférieures. Aussi Vassart conclut-il à la nécessité de préciser d'une part toutes les denrées sur lesquelles l'enquête doit porter, d'autre part la quantité indispensable et la quantité moyen-

(1) Vie Ouvrière du 30.10.25 — Pour l'échelle mobile des Salaires, par Racamond.

(2) Vie Ouvrière du 20.11.25.

ne de chacune d'elles pour assurer la vie normale d'une famille ouvrière, « ceci pour obtenir le droit de vivre en travaillant et non celui de végéter misérablement, accordé dans certaines régions par les Commissions paritaires ». Il se prononce pour un salaire minimum national calculé d'après une consommation uniforme, mais variant selon les régions en fonction des prix. Il admet cependant qu'il faut tenir compte des conditions locales pour la boisson, le chauffage et l'éclairage. Enfin, il propose de répartir la dépense totale entre quatre groupes selon les proportions suivantes :

Alimentation	60 %
boisson	5 %
habillement	15 %
logement, chauffage, éclairage, dépenses div.	20 %
Total	100 %

et donne une liste des articles à y inclure et des poids devant les affecter.

Pour Racamond, le travail doit être considéré comme une marchandise dont le prix doit avoir la même mobilité que celle des marchandises consommées par l'ouvrier. Celles-ci subissent des augmentations brusques et profondes, car elles sont détenues par des spéculateurs puissamment organisés. Peu importe que cette conception du travail-marchandise choque certains camarades, car « le travail ne pourra recouvrer sa valeur idéale que dans une société où il règnera un maître, débarrassé de tout asservissement. » (1)

Pour Raynaud, il est dangereux de fixer un salaire minimum d'après la consommation d'une famille de quatre personnes. Mieux vaudrait ne prendre en considération qu'une famille de trois personnes. Quant au salaire de base minimum auquel sera appliqué le nombre indice, il propose de prendre la moyenne entre le salaire de cinq francs, chiffre très populaire en 1914 et les salaires vitaux

(1) Vie Ouvrière du 18.12.25.

obtenus en divisant le montant de la consommation annuelle d'une famille de trois personnes et le montant de la consommation annuelle d'un célibataire par 300, étant donné qu'on compte ordinairement 300 jours ouvrables par an. (1)

Bien entendu, le salaire-or revendiqué trois mois auparavant est fortement critiqué. Il l'est d'autant plus que le « Nouveau Siècle » fait lui-même une campagne active en sa faveur et répand largement le tract qu'il a fait rééditer en septembre. (2) Au moment où la C. G. T. U. a lancé le mot d'ordre du salaire-or, l'indice du cours du dollar était inférieur à celui des prix de détail et à la plupart de ceux des commissions régionales et locales. Le système de l'échelle mobile était donc plus avantageux pour les ouvriers et la C. G. T. U. n'a pas eu de difficulté à justifier l'abandon du salaire-or. Mais en décembre, le cours des devises étrangères est très supérieur à ceux d'août et de septembre. La moyenne mensuelle du cours du dollar est passée de 21 fr. 32 en août à 22 fr. 54 en octobre et 25 fr. 32 en novembre. C'est pourquoi le « Nouveau Siècle » redouble d'activité et c'est également pour cette raison que la C.G.T.U. s'attache à la construction d'un nombre-indice qui révélerait une hausse du coût de la vie supérieure à la fois à celle des indices officiels et à celle des indices-or. Elle répond d'autre part aux critiques faites par Georges Valois au système de l'échelle mobile. Selon lui, ce système donne des majorations de salaires trop tardives, car l'indice est connu avec un retard d'un mois ou deux. Mais, répondent les syndicalistes unitaires, la même critique est méritée par le système du franc-or trimestriel et il ne leur est pas difficile de montrer que, d'après le « Nouveau Siècle » lui-même, un salaire de 100 francs-or serait converti le 22 décembre en 518, 47 francs-papier au cours du jour du dollar, alors qu'avec le système Valois, le salarié ne recevrait que 466, 91 francs-papier. De plus, si les devises étrangères viennent à baisser, le salaire baissera, tandis

(1) Vie Ouvrière du 18.12.25.

(2) Tract n° 2.

que le coût de la vie restera stationnaire ou tout au plus diminuera dans une moindre mesure. (1)

Au début de janvier 1926, la C. G. T. U. lance un manifeste par lequel elle annonce une hausse des prix résultant des mesures prises par le Cabinet Briand-Doumer (relèvement des tarifs de transport) et de celles qui sont en cours de discussion, dont la taxe sur les paiements. C'est pourquoi elle demande à chaque usine et groupe d'usines, à chaque atelier, magasin et bureau de tout mettre en œuvre pour constituer une échelle mobile de salaires. L'ensemble de ces revendications devra être mis en discussion devant le patronat pour le 15 février au plus tard. La C. G. T. U. recommande à ses adhérents d'établir une liaison avec les organisations confédérées pour obtenir le bénéfice de l'ajustement automatique.

« A partir du 15 février exigez tous l'augmentation générale des salaires et l'échelle mobile » devient le cri de guerre de la « Vie Ouvrière » et de l'« Humanité ». Tout de suite apparaît le vrai caractère de cette revendication, jusque-là présentée sous des apparences professionnelles.

Les dirigeants communistes reconnaissent que le système de l'échelle mobile n'est pas parfait, qu'on peut lui reprocher d'avoir été préconisé à un moment donné par les patrons pour faire obstacle aux demandes d'augmentation de salaires présentées par les organisations syndicales ; que son application exige le fonctionnement de commissions paritaires jusqu'alors combattues avec une ardeur extrême par la C.G.T.U. elle-même. Ces commissions consentaient presque toujours à des diminutions de salaires chaque fois que les indices officiels avaient baissé. Mais ces reproches n'embarrassent pas les collaborateurs de la « Vie Ouvrière ». Le secrétaire fédéral de la C.G.T.U., Monmousseau, veut bien admettre que la lutte des classes n'exige pas que les ouvriers se mettent en grève chaque fois qu'ils ont une revendication à formuler et qu'avant d'aboutir à la grève, ils ont toujours intérêt à engager la lutte contre le patro-

(1) Racamond : Le salaire-or dans V. O. du 25.12.25. — La C.G.T.U. reconnaît cependant qu'en cas d'inflation poussée à l'extrême il faudra revenir au salaire-or.

nat au cours de discussions sur les revendications déposées, mais il s'empresse d'ajouter que l'échelle mobile ne supprime aucune discussion. En effet, si les Commissions paritaires doivent être combattues quand elles sont animées de l'esprit de collaboration de classes qui caractérise la C.G.T., « elles sont, en certaines périodes de la lutte et en certaines circonstances, pour tout militant révolutionnaire clairvoyant et résolu, un moyen pour pratiquer la lutte des classes. à condition toutefois qu'il ne perde jamais le contact avec son syndicat, qu'il s'appuie constamment sur la masse des ouvriers, la tenant en alerte pendant les discussions, toujours prêt à l'appeler à la lutte et décidé à rompre toute discussion avec les patrons plutôt que d'accepter une compromission préjudiciable aux ouvriers et susceptible de discréditer à leurs yeux les organisations syndicales et leurs militants » (1).

Il n'y a pas à redouter que le système entraîne la baisse des salaires si le coût de la vie décroît car, poursuit Monmousseau, « nous sommes pour l'augmentation générale des salaires et en même temps pour l'échelle mobile, parce que nous n'avons pas le droit de nous laisser plus longtemps distancer par la montée du coût de la vie ; mais nous sommes résolument pour le maintien, d'abord, et l'élargissement, ensuite, des positions acquises par la classe ouvrière ».

« Si demain l'échelle mobile est préjudiciable aux ouvriers, nous n'hésiterons pas à la dénoncer ».

C'est à ce moment que les organisations patronales multiplient leurs avertissements en présence de la crise financière, recommandant à leurs adhérents de calculer leurs prix de revient suivant le prix de remplacement des matières premières (2). Ces conseils n'échappent pas aux militants de la C.G.T.U. qui y voient une excellente justification de l'échelle mobile. Nous demandons moins

(1) Vie Ouvrière du 15.1.26.

(2) En particulier la Chambre Syndicale des Industries Métallurgiques et connexes de la région lyonnaise. Dans le même sens, M. Lucien Romier, dans le Figaro.

que cela, disent-ils ; jusqu'ici nous nous contentons de l'indice écoulé pour rajuster nos salaires (1).

La campagne de la C.G.T.U. est complétée au Parlement par la présentation par le député communiste Piquemal de la motion préjudicielle suivante : (2

« La Chambre décide de surseoir à l'examen du projet de loi tendant à assurer l'équilibre budgétaire et l'assainissement financier jusqu'à ce qu'une loi ait rendu obligatoire, par l'institution de l'échelle mobile, l'élévation de tous les traitements, salaires, pensions civiles et militaires, retraites ouvrières, rentes des mutilés du travail proportionnellement à la hausse des prix, pour tous les ouvriers, employés, fonctionnaires, orphelins, veuves et mutilés de la guerre et du travail, etc... vivant sur le territoire de la France, de ses colonies, des pays de protectorat et de mandat ».

Cette motion est repoussée par 445 voix contre 36, mais la C.G.T.U. poursuit activement sa propagande. Elle précise que l'échelle mobile resterait indispensable même si les projets financiers du Ministre des Finances du moment, M. Doumer, réussissaient à maintenir la stabilité des changes, car le coût de la vie ne pourrait que croître sous l'avalanche des impôts. Au Comité Confédéral National tenu du 29 janvier au 1^{er} février, la discussion porte sur la difficulté principale : l'établissement d'un nombre-indice ouvrier. Les dirigeants sont d'avis que le calcul doit en être fait selon une méthode unique, mais qu'un indice national n'est qu'une moyenne dangereuse pour les régions où les prix sont élevés et qu'un établissement des indices par régions d'après une consommation type est préférable. Quant au salaire de base, la plupart des orateurs sont d'avis qu'il y a lieu de restreindre l'écart qui existait en 1914 entre les salaires des manœuvres et des profes-

(1) Rabaté, V. O. du 15.1.26.

« Donc, si nous voulons suivre l'exemple que doivent nous donner nos patrons, alors nous devons revendiquer un salaire basé sur une échelle tenant compte non pas même du prix du bifteck (qu'on nous passe l'expression), dans la période écoulée, mais du prix que coûtera le bifteck au moment où nous l'achèterons avec l'argent touché ».

(2) Séance du 26 janvier 1926.

sionnels (1), tenir compte des augmentations déjà obtenues par rapport à l'avant-guerre et examiner dans quelle mesure le salaire de 1914 était insuffisant. Quant à accepter la méthode de l'échelle mobile en cas de baisse des prix, Racamond confirme que ce serait oublier que le salaire n'est pas seulement fonction du coût de la vie, mais aussi de la puissance syndicale (2). Dans sa résolution, le Comité annonce qu'une méthode d'établissement de l'indice sera fixée sous peu de jours, il recommande aux syndicats de ne pas perdre de vue le relèvement des bas salaires et d'établir avec soin le salaire de base sur lequel doit reposer le système d'échelle mobile.

Les directives concernant la fixation du nombre-indice répartissaient la dépense ouvrière en cinq grandes rubriques : alimentation, chauffage, habillement, loyer, dépenses diverses. La dépense se rapportait à la consommation annuelle d'une famille de 4 personnes, père, mère et deux enfants de 8 à 12 ans. La Commission chargée d'établir la méthode d'établissement de l'indice se contenta de dresser une liste des articles sur lesquels devaient porter les calculs, laissant aux commissions régionales le soin de déterminer les coefficients de pondération de chaque article.

En réalité les recommandations du Comité ne furent pas suivies : seuls les syndicats de la région parisienne, de l'Aube, de la Charente, de la Loire et de Tourcoing entreprirent de calculer un nombre-indice (3). Nous reproduisons en annexe le détail des arti-

- (1) De même, le Congrès de l'Union des Syndicats ouvriers unitaires de la région parisienne tenu en janvier 1926 déclare que l'« application intégrale de l'échelle mobile aux corporations à hauts salaires aurait l'inconvénient d'approfondir l'écart entre les salaires maxima et, qu'en conséquence, il conviendra que ces corporations envisagent la mise en application d'une échelle dégressive pour les salaires trop élevés ».
- (2) « Le coût de la vie peut diminuer, ça ne nous regarde pas. Nous devons toujours passer à l'offensive jusqu'à ce que le capitalisme aille dans le fossé... Et s'il arrive que le capitalisme, se stabilisant, permette une baisse du coût de la vie, cramponnons-nous en haut de l'échelle. Autrement c'est vouer la classe ouvrière à un automatisme dangereux ».
- (3) Encore faut-il remarquer que seul l'indice de la région parisienne paraît avoir été calculé d'une façon suivie.

cles de l'indice de la région parisienne. Comme il fallait s'y attendre, celui-ci, dès le début des calculs (février 1926) était nettement supérieur aux chiffres officiels : 574 contre 451 pour l'indice du coût de la vie établi par la commission régionale siégeant à Paris. Il était également plus élevé que l'indice du dollar dont le cours moyen pour février était 27,23 (indice 525).

Le mouvement du 15 février, si l'on en croit la C.G.T.U., réussit pleinement. Le nombre de grèves portées à sa connaissance serait de 96 pour la première quinzaine de février seulement, sur lesquelles 55 se seraient terminées par une augmentation de salaires. Pour le mois tout entier, les statistiques du Ministère du Travail indiquent 193 grèves et 4 lock-outs, dont les résultats se répartissent en 93 transactions, 29 réussites, 58 échecs. Pour 17 conflits, le résultat n'est pas donné.

Il est certain qu'une grande partie de ces grèves aurait éclaté sans la campagne de la C.G.T.U., car la montée du coût de la vie aurait suffi à les provoquer. L'indice des prix de détail pour la France entière passe en effet de 451 et 471 points pour les deux derniers trimestres de 1925 à 503 pour le premier trimestre de 1926, tandis que dans le même temps le nombre-indice du coût de la vie à Paris s'élève de 401 et 421 à 451. Au surplus les cas d'obtention de l'échelle mobile ne sont pas communiqués par la « Vie Ouvrière » qui se contente d'indiquer que la revendication du système figurait dans toutes les demandes d'augmentation de salaires.

C'est à ce moment que la C.G.T. lance son manifeste en faveur de la stabilisation. Elle déchaîne bien entendu la colère des unitaires, qui l'accusent de n'avoir produit ce manifeste que pour faire échec au mot d'ordre de l'échelle mobile. « Que signifie, en effet, cet appel à la stabilisation à tout prix et sans délai au moment où la classe ouvrière, écrasée par les charges financières, se met en branle pour des augmentations de salaires, sinon une condamnation de l'agitation actuelle et des mouvements grévistes » (1).

Il est d'ailleurs facile à la C.G.T.U. de condamner ce mani-

(1) Monmousseau. V. O. du 26.3.29.

feste, la C.G.T. ne cachant pas que la stabilisation du franc conduira à une crise de chômage sévère. « Il y a cependant une autre formule de stabilisation du franc, c'est celle que la C.G.T. se garde d'effleurer, celle qui s'oppose à la formule de stabilisation à tout prix, c'est-à-dire sur le dos des masses travailleuses ».

« C'est la stabilisation sur le dos de la bourgeoisie par l'impôt sur le capital, la rentrée des impôts sur les bénéfices de guerre, le prélèvement sur les fortunes acquises, le contrôle des banques, l'élargissement des monopoles d'Etat, etc... » (1).

Mais les projets financiers de M. Péret laissent à l'échelle mobile toute son actualité ; le relèvement des droits de douane, la majoration de la taxe du chiffre d'affaires, l'augmentation de 10 % des frais de transport, celle des impôts de consommation devant se traduire par une hausse du coût de la vie, l'ajustement automatique est plus que jamais nécessaire, dit la C.G.T.U., qui invite la masse des travailleurs à manifester le 1^{er} mai contre la nouvelle loi fiscale (2).

Le mois de mai voit la hausse du dollar et de la livre se précipiter. Aussi les unitaires maintiennent-ils énergiquement leurs mots d'ordre du 15 février, recommandant à leurs syndicats de lutter, préalablement à l'établissement de l'échelle mobile, pour une augmentation générale des salaires correspondant au niveau du coût de la vie ; agir autrement serait une duperie digne des syndicats réformistes de la C.G.T. D'autre part ils mettent en garde leurs adhérents contre une circulaire de la Confédération Générale de la Production française adressée aux présidents des Chambres Syndicales Patronales et préconisant l'emploi des allocations familiales comme remède à la hausse des prix (3).

(1) Monmousseau. V. O. du 26.3.25.

(2) « Le 1^{er} mai 1926 doit avoir la signification d'une grève générale contre les impôts nouveaux, impôts dont nous devons poursuivre sans relâche l'abrogation ».
(Manifeste de la C.G.T.U. à l'occasion du 1^{er} mai).

(3) Voici les principaux passages de cette circulaire, tels qu'ils sont cités par la Vie Ouvrière du 28.5.26.

« Il convient de rappeler aux employeurs le rôle important que

La campagne en faveur de l'échelle mobile donne peu de résultats. La « Vie Ouvrière » mentionne quelques victoires dans l'Industrie Textile, à Lavelanet (Ariège) où 2.100 ouvriers obtiennent l'ajustement automatique au bout de 2 jours de grève, à Neuville-sur-Saône, à Privas, à Nîmes et dans la métallurgie à Faverge. C'est à Fécamp que l'agitation unitaire paraît avoir eu le plus de succès. Les syndicats unitaires obtinrent également l'échelle mobile pour les sardinières de Douarnenez, pour les colleurs de papier peint de Toulouse et les ébénistes de Bordeaux.

Le rapport des experts financiers réunis par le nouveau Ministre des Finances, M. Caillaux, fait une large part aux impôts de consommation et prévoit que la stabilisation projetée amènera une crise de chômage en même temps que l'augmentation du coût de la vie. Il soulève évidemment la colère de la C.G.T.U. qui, stimulée par l'arrivée au pouvoir du cabinet Poincaré, lance un nouveau manifeste dans les derniers jours de juillet. Elle demande à ses

« peuvent jouer dans les circonstances actuelles les caisses de compensation. En faisant bénéficier d'un supplément de ressource ces le salarié chargé de famille, les allocations réparties par les caisses de compensation permettent aux intéressés de faire face à leurs besoins, sans qu'il soit nécessaire de relever dans la même proportion la rémunération allouée à l'ensemble de la main-d'œuvre. Autrement dit, une majoration des allocations familiales donnerait satisfaction à ce qu'il peut y avoir de légitime dans les revendications du personnel ; elle pourrait suffire en même temps à faire écarter une augmentation générale des salaires qui n'est pas justifiée pour les ouvriers célibataires ou mariés sans enfant, lesquels, on n'ignore pas, sont la grande majorité.

« Il y a là, il le faut souligner, une considération réaliste : maintes fois vérifiée, qu'une augmentation opportune des taux d'allocations familiales a, dans de très nombreux cas, permis d'éviter ou de modérer une hausse des salaires beaucoup plus lourde.

« Le développement des caisses d'allocations s'impose dès maintenant aux employeurs soucieux de pouvoir résister aux mouvements de hausse générale de salaires qu'annonce une campagne dont la tendance ne leur a certainement pas échappé. En adaptant les allocations familiales à la cherté de la vie, on démontrera aux bénéficiaires que les employeurs ont équitablement tenu compte par avance de ce qu'il peut y avoir de légitime dans leurs revendications et l'on évitera que ces revendications puissent trouver dans l'opinion publique, et surtout auprès des pouvoirs publics, l'appui qui autrement leur serait assuré ».

adhérents d'intensifier sans tarder l'agitation autour des revendications immédiates, au nombre desquelles figure toujours l'échelle mobile (1).

Et la campagne en faveur de ce système est reprise avec énergie. La C.G.T. qui a, elle aussi, lancé son manifeste reconnaît que le salaire doit être périodiquement réajusté. Elle se trouve donc d'accord sur ce point avec la C.G.T.U. qui, pense-t-on, va s'en réjouir. Bien au contraire, celle-ci cherche de multiples raisons pour démontrer que l'échelle mobile, telle qu'elle la comprend, a une tout autre signification que celle des syndicats réformistes. En réalité, elle a peur du front unique. Monmousseau l'avoue en ces termes : « Nous devons franchement constater que cette poussée des masses vers le front unique a tendance à neutraliser nos cadres de base et à leur faire perdre de vue nos objectifs révolutionnaires ».

« On a, au cours de ces dernières années, tellement lutté en faveur du front unique, on a dû briser tant de résistance, les masses confédérées et sans parti y sont venues si lentement qu'on craint que le front unique nous échappe, si on commet l'imprudence de conserver avec lui le langage de la lutte des classes ».

« En lançant nos mots d'ordre du front unique, de l'unité syndicale, de l'augmentation générale des salaires et de l'échelle mobile, nous avons occupé une position d'avant-garde, mais dès l'instant que l'un de nos mots d'ordre est devenu celui de la masse,

- (1) « Il faut poser en permanence la revendication de l'augmentation générale des salaires et traitements et exiger qu'ils conservent leur capacité d'achat par l'application de l'échelle mobile dressée sur la base des indices véritables établis par les syndicats ouvriers ».

« Par rapport à 1914 les salaires ne peuvent être inférieurs au coefficient 6 implicitement reconnu par le gouvernement dans la fixation des nouvelles taxes et des impôts de complément.

« Il faut imposer le respect intégral des 8 heures et réclamer la semaine de 44 heures ». (V.O. du 6.8.26).

Même revendication dans le manifeste du parti communiste (Humanité du 26.8.26).

D'autre part les dispositions prises par le gouvernement pour restreindre la consommation soulèvent les protestations de la presse communiste qui y voit une attaque indirecte contre les salaires (Humanité des 21 et 24 août 1926).

nous ne pouvons rester un jour de plus à piétiner sur place sans perdre cette position, sans glisser vers le réformisme » (1).

Il faut donc faire un nouveau pas en avant et Monmousseau décide de ne pas changer les mots d'ordre de l'augmentation générale des salaires et de l'échelle mobile, mais de leur donner « une base concrète d'application » qui sera établie sur « l'interprétation révolutionnaire de l'échelle mobile et la recherche d'une plateforme pour une vaste mobilisation des masses et la concentration des mouvements grévistes » (2).

Il faudra donc faire une guerre acharnée à l'interprétation réformiste de l'échelle mobile qui consiste en l'acceptation des salaires de base actuels, inférieurs en valeur réelle à ceux de 1914, alors que l'interprétation unitaire exige que les taux de salaires soient portés au niveau de l'indice. Toutefois il ne faut point songer à s'engager dans une nouvelle agitation basée sur une formule d'augmentation générale des salaires et l'échelle mobile, car ce serait simplement renouveler l'expérience du 15 février, expérience excellente, dit Monmousseau, mais qui, placée dans une situation différente, pourrait conduire à de nombreuses défaites. En février, le pays était en pleine politique d'inflation, sans programme financier ; actuellement au contraire il est au tournant de la politique de stabilisation. Des grèves partielles et locales se heurteraient « à une stratégie patronale menée sur un seul front » (3). « C'est donc au travers d'une ou plusieurs mobilisations générales des masses que nous pourrions développer notre stratégie des grèves et alors qu'une plus grande conscience collective aura groupé la grosse majorité des ouvriers sous notre influence » (4).

Enfin l'augmentation générale des salaires et l'échelle mobile ne doivent plus être considérées comme un simple règlement de compte entre patrons et ouvriers, dit encore Monmousseau. Puis-

(1) Monmousseau, dans V. O. du 20.8.26.

(2) Id.

(3) Monmousseau. V. O. du 20.8.26.

(4) Ibid.

que le gouvernement Poincaré applique au nom des intérêts de la grande bourgeoisie l'échelle mobile des impôts, des tarifs de transport, il convient de porter les discussions au delà des commissions paritaires et des pourparlers entre patrons et ouvriers, il faut les lier avec la lutte contre la vie chère et les poser « sur le terrain même où s'est placé le gouvernement bourgeois ».

La Commission Exécutive de la C.G.T.U. décide dans une séance du 25 août d'organiser une grande journée nationale dont le programme comporte l'augmentation générale des salaires et la reconnaissance de l'échelle mobile pour tous les salariés sans exception, l'application de la journée de huit heures, la lutte contre les impôts de consommation et la taxe civique. La date doit en être arrêtée par le Comité Confédéral national de septembre. Celui-ci la fixe au 7 novembre, jour anniversaire de la révolution des Soviets.

Dès lors la C.G.T.U. insiste sur le caractère politique de cette journée. Elle déclarera à diverses reprises par la voix de son secrétaire fédéral ou de ses militants que la lutte pour l'échelle mobile doit être dirigée à la fois contre le patronat et contre le gouvernement, qu'elle est une question de vie ou de mort pour la politique de stabilisation de la bourgeoisie, qu'elle peut être rapprochée de la grève des mineurs anglais en ce sens que l'une et l'autre mettent en question l'existence du régime capitaliste. La journée nationale doit donc avoir trois objectifs : un nouveau pas en avant dans la stratégie des grèves, un progrès vers le front unique, au profit des syndicats unitaires ; et enfin une grande opération contre le gouvernement d'Union Nationale et sa politique d'impôts indirects « Nous ferons de la Journée Nationale le début d'une vaste offensive de la classe ouvrière, qui marquera un triomphe pour le prolétariat et la C.G.T.U. » (1).

Le mois d'octobre est consacré à la préparation de cette jour-

(1) Discours de Monmousseau au Comité Confédéral National des 16-17 septembre 1926.

née et de celle du 24 octobre organisée par la Fédération unitaire des Cheminots. Celle-ci n'a pas d'autre but que celle du 7 novembre.

La journée nationale tant annoncée se passe sans incidents notables. Des meetings sont tenus dans toute la France. La « Vie Ouvrière » assure qu'ils remportent un magnifique succès et que le front unique se réalise entre confédérés et unitaires en maints endroits.

Mais quinze jours à peine se sont écoulés que le chômage consécutif à la reprise du franc commence à se développer et devient la grande préoccupation du monde syndical. Immédiatement la C.G.T.U. lance de nouveaux mots d'ordre : organisation des chômeurs par les Unions locales en accord avec les syndicats intéressés. Droit au travail pour tous, contrôle ouvrier de la production pour combattre le débauchage provoqué par la seule volonté patronale en vue du réembauchage à des conditions inférieures — application de la journée de 8 heures sans dérogation, de la semaine de 48 heures ou à une durée moindre, sans diminution des salaires — respect du repos hebdomadaire — interdiction de fermer les entreprises et ouverture de chantiers de travaux publics — arrêt de l'immigration collective organisée par le patronat et les pouvoirs publics comme moyen de concurrence sur le marché du travail — paiement aux chômeurs de secours sur la base du salaire vital permettant d'assurer leur subsistance et celle de leur famille — exonération de tous impôts directs et du paiement des loyers au profit des sans-travail.

Il ne fait aucun doute que la C.G.T.U. a été surprise par la rapidité de la crise (1). Elle l'a elle-même avoué dans les années suivantes. Elle espérait avoir un peu de temps devant elle pour faire de l'agitation contre le plan des experts et la politique financière du Cabinet Poincaré.

(1) Notons cependant que le parti communiste prolongea sa campagne spécialement pour les fonctionnaires et les retraités jusqu'à la fin de décembre 1926.

En somme on peut distinguer dans la campagne menée par la C.G.T.U. en faveur de l'échelle mobile trois périodes. Dans la première, qui s'étend de juin 1925 à janvier 1926, elle hésite entre le salaire-or et l'échelle mobile et finit par se décider pour cette dernière. Elle place cette revendication sur le terrain corporatif. A partir de janvier, le mot d'ordre de l'échelle mobile prend une signification politique. La C.G.T.U. espère en faire un facteur de désordre. Enfin à partir de juillet et jusqu'en novembre, l'échelle mobile prend un caractère révolutionnaire. C'est du moins la C.G.T.U. qui l'affirme en déclarant que ce mot d'ordre doit faire obstacle à la politique de redressement financier du cabinet Poincaré et conduire à la ruine du régime capitaliste. Dès que les ouvriers et syndicats adhérents à la C.G.T. étaient disposés à réclamer le bénéfice du système, la C.G.T.U., loin de profiter de cette occasion de front unique qu'elle recherche constamment — si on doit l'en croire — a toujours agi de façon telle que son mot d'ordre fût inacceptable pour les patrons déjà hostiles à un ajustement automatique placé dans le cadre professionnel. En somme la C.G.T.U. qui reproche tant à ses ennemis de la C.G.T. de faire de la démagogie — un mot cher au monde syndical — avait découvert en l'échelle mobile un mot d'ordre contenant en lui-même une revendication justifiée par les circonstances, et par là susceptible d'attirer les masses (1), mais elle a tenu à le présenter de telle sorte que sa campagne ne pouvait avoir aucun résultat pratique.

Depuis la fin de l'année 1926 la revendication de l'échelle mobile a totalement disparu du programme de la C.G.T.U. Celle-ci, durant toute l'année 1927, s'est placée sur le terrain défensif en

(1) Cf. la déclaration du secrétaire de la Fédération unitaire des Cheminots, Midol, au sujet de la journée du 24 octobre (V. O. du 15. 10.26) : « Les mots d'ordre d'agitation choisis et qui sont d'ordre corporatif, ont été choisis pour attirer le plus de monde possible à la manifestation mais aussi parce qu'ils permettent de se servir des revendications immédiates qu'ils représentent pour passer rapidement à la lutte de caractère social qui va être la caractéristique du mouvement syndical dans les mois qui vont suivre. Elles vont permettre de préparer la résistance à l'offensive bourgeoise ».

bataillant contre les diminutions de salaires. Elle a repris sa tactique offensive à la fin de 1927 en réclamant « un salaire vital » et durant l'année 1928 elle a, à diverses reprises, attiré l'attention des ouvriers sur l'insuffisance des rajustements de salaires reposant sur la méthode de l'indice. De tels rajustements ne correspondent plus à la situation actuelle, dit-elle en substance, même si les salaires sont entièrement adaptés au coût de la vie, car la rationalisation industrielle a modifié considérablement l'aspect du problème : c'est en effet contre la surproduction imposée par le patronat aux ouvriers qu'il faut maintenant lutter. Le rapport entre le salaire et le nombre-indice ne doit plus être, du côté ouvrier, qu'un simple argument dans les discussions de salaires.

CHAPITRE II

LA C. G. T. ET L'ÉCHELLE MOBILE

Pour l'étude de la position prise par la Confédération Générale du Travail à l'égard de l'ajustement automatique des salaires au coût de la vie, il y a lieu de distinguer d'une part l'attitude des dirigeants au sommet de la hiérarchie, d'autre part celle des syndicats qui, sans appartenir à la F.S.F., groupent de nombreux travailleurs des Services Publics, enfin l'attitude des autres syndicats.

★★

En ce qui concerne les fonctionnaires des Services Publics adhérents à la C.G.T., ils ont été réunis en un Cartel confédéré des Services Publics, qui groupait la Fédération postale, la Fédération des Services de Santé, la Fédération des Cheminots, la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Etat, la Fédération des Services Publics, le Comité Intersyndical de la Ville de Paris, la Fédération des Tabacs, etc...

Un cartel semblable avait été formé sous l'égide de la C.G.T.U. par les Syndicats unitaires.

Il serait vain de chercher à distinguer par la profession les organisations adhérentes à la C.G.T. et à la F.S.F. L'une et l'autre groupent des travailleurs dont le contrat de travail et la nature de la profession sont en certains cas identiques. On peut dire cependant que les fonctionnaires et travailleurs des Services municipaux sont réunis autour de la C.G.T. et que les fonctionnaires de l'Etat adhèrent à la F.S.F. Celle-ci a décidé à la fin de l'année 1926 de rentrer au sein de la C.G.T. et dès mars 1927 elle faisait partie du Cartel Confédéré des Services Publics. Depuis cette époque,

l'adhésion à la C.G.T., décidée en principe, soulevait des difficultés d'application qui viennent d'être aplanies au récent congrès de septembre 1929 de la C.G.T.

L'attitude des diverses organisations constituant le Cartel Confédéré des Services Publics à l'égard de l'échelle mobile ne diffère pas dans l'ensemble de la position prise par la F.S.F.

Dès octobre 1919, le Conseil de la Fédération des Cheminots décide de réclamer, entre autres revendications, l'ajustement automatique de l'indemnité de vie chère de 720 francs.

En novembre 1920, le Cartel des Services Publics, qui groupe alors la plupart des Syndiqués, la scission ouvrière ne s'étant pas encore faite, demande une indemnité de vie chère mobile et dégressive, maintenant l'intégralité du pouvoir d'achat des traitements inférieurs. Cette proposition est présentée par lettre à tous les parlementaires et les Commissions des Finances de la Chambre et du Sénat en sont saisies, de même que le Ministère des Finances. Mais aucune suite n'y est donnée.

Cette revendication est reprise à la fin de 1922, au moment où il est question de la suppression de l'indemnité de vie chère de 720 francs. Le Cartel des Services Publics opère par là une contre-attaque. Il présente un projet d'indemnité mobile dégressive, assez bien étudié et inspiré du système anglais.

A la suite de la crise du change de janvier 1924, il organise le 3 février des manifestations dans tout le pays ; il réclame la constitution immédiate d'une Commission paritaire permanente chargée d'ajuster périodiquement les salaires et traitement au coût de la vie.

Il maintient cette revendication durant les années 1925 et 1926.

La Fédération des Services Publics la réclame encore à son congrès de Toulouse, tenu du 8 au 10 septembre 1927.

La Fédération Postale Confédérée qui est un des plus importants groupements du Cartel a suivi celui-ci. Elle s'est particulièrement intéressée à l'échelle mobile dans son congrès de mai 1926 : le rapport de M. Barthe, le secrétaire fédéral, y consacre une large part. Mais les postiers ont surtout eu le souci de rétablir le classe-

ment de leurs fonctions et traitements dans l'ordre hiérarchique qu'ils occupaient jusqu'en 1919. Ils s'estimaient lésés par la révision de 1919 au profit des instituteurs et des fonctionnaires des contributions indirectes. D'où une rivalité incessante, parfois hargneuse, entre les uns et les autres. Nous aurons l'occasion d'effleurer ce problème plus loin en étudiant l'action de la Fédération des Fonctionnaires. Il faut bien dire que la sortie de cette dernière de la C.G.T. au moment de la scission n'a pas facilité une vue d'entente ; les représentants de la C.G.T. aux diverses commissions officielles de révision des traitements étaient naturellement enclins à favoriser les postiers, leurs adhérents.

La Fédération des Cheminots a également réclamé sans résultat une indemnité mobile de 740 francs à partir de la fin de 1925, et durant l'année 1926 (1).

Seule la Fédération des Services Publics a vu son action couronnée de quelques succès ; nous étudierons plus loin les quelques cas d'application du système aux traitements du personnel de certaines municipalités.

★★

Quant à la position des dirigeants de la C.G.T. en face de l'échelle mobile nous pouvons dire qu'elle a été hostile. Jusqu'en 1926 cette hostilité, il est vrai, était masquée par une prudente réserve. On peut en juger par les citations suivantes empruntées aux résolutions officielles de ses congrès et comités :

La Commission Administrative de la C.G.T. réunie le 15 janvier 1924 au moment de la brusque chute du franc, déclare que :

« Les travailleurs en ont assez de lutter continuellement pour leur salaire ; ils sont fatigués de discuter des barèmes toujours faussés, toujours humiliants du coût de la vie : ils ne supporteront pas sans colère et sans action les conséquences d'une politique qui aboutit à la dépréciation constante et angoissante de leur salaire ».

(1) Mentionnons pour mémoire que le Conseil National de la Fédération des Cheminots a demandé, le 17 mars 1923, que l'indemnité de vie chère fût ajustée bi-mensuellement d'après la valeur du franc-or.

Le Comité National, tenu le 23 mars, déclare que :

« Le travail conservant toujours sa valeur, le salaire doit conserver son même pouvoir d'achat. Irresponsables des causes qui amoindrissent la valeur du franc, les travailleurs doivent obtenir les rajustements qui s'imposent ».

Mais au Comité National des 16, 17, 18 mars 1925, le Secrétaire Fédéral Jouhaux s'élève contre les multiples allocations instituées par les employeurs à côté du salaire. Elles représentent, selon lui, « une conception antisociale, antiscientifique de la rémunération des producteurs ». Il ajoute que :

« le salaire ne peut être fonction du coût de la vie. Il a une valeur en soi, il est l'un des éléments de l'évolution des sociétés ».

Au congrès des 26-30 août 1925, une résolution est votée par laquelle le congrès

« considère que le salaire le moins élevé perçu par le salarié le moins qualifié doit présenter la somme nécessaire pour satisfaire tous les besoins d'une famille vivant dans une société civilisée. Il constate que ce salaire doit être établi, dans son principe, nationalement par le Conseil Economique du Travail et, régionalement, adopté par les Conseils Economiques régionaux aux fluctuations dues à une situation économique instable.

« Pour parer aux fluctuations du coût de la vie, il importe, en effet, de déterminer un système, une forme d'indice qui permettent au travailleur de rajuster son salaire aux conditions d'existence du moment ».

Si cette dernière résolution semble plus favorable à l'égard de l'échelle mobile, c'est qu'elle était l'œuvre d'un militant de la Fédération des Services Publics.

Dans l'attitude fuyante de la C.G.T. qui évite de se prononcer ouvertement et définitivement sur l'échelle mobile, il faut voir plusieurs raisons : la première est qu'elle a sans doute souvenir des essais malheureux des nombreuses conventions collectives conclues en 1920, qui ont soulevé de violents incidents au cours de la baisse des prix de l'année 1921. La C.G.T., qui n'est pas tentée par la démagogie facile de sa rivale la C.G.T.U., voit avec déplaisir ses adhérents rompre un contrat sans raison valable.

Elle est d'autre part hantée par l'exemple des ouvriers allemands, autrichiens, polonais, qu'aucun système d'ajustement automatique n'a pu préserver de la misère.

Enfin, et c'est là la raison principale, les dirigeants de la C.G.T.N. reprochent au système de l'échelle mobile de n'envisager le salaire que du seul point de vue de la consommation, et de ne pas accorder une considération suffisante au produit du travail de l'ouvrier. Cette conception du salaire n'est d'ailleurs pas clairement définie. Mais en ce qui concerne l'ajustement automatique, un des plus distingués collaborateurs de la C. G. T., Dubreuil, a exposé son opinion d'une façon énergique dans un chapitre de sa « République Industrielle » intitulé le *salaire-ration*.

« Il n'est pas admis que le prix de la collaboration ouvrière puisse être évalué dans son produit, ni que la valeur réelle du travail fourni doive entrer en ligne de compte pour le paiement de l'ouvrier. On déclare même nettement depuis peu que le salaire doit être seulement proportionné à la seule importance des besoins qu'on lui accorde ».

« Depuis quelques années, en effet, depuis surtout le déséquilibre économique considérable apporté par la guerre, des Commissions du coût de la vie ont établi avec sérénité que l'ouvrier avait besoin pour subsister de tant de pain, de graisse, de chaussures, voire de cinéma, ou même de tant de calories ».

Et après avoir énuméré la liste des denrées de l'indice des prix de détail de la Statistique Générale de la France, l'auteur s'écrie :

« Autant dire que l'on détermine scientifiquement la ration ouvrière comme on détermine la ration du bétail.

« Pendant ce temps les travailleurs contemplent les possibilités de gain illimitées du monde des affaires, pour lequel il n'est nullement question de limiter l'intérêt du capital et aucun client ne songe à discuter un prix d'achat sur la ration alimentaire dont a besoin son fournisseur ».

« ... Je n'ai jamais eu pour ma part d'enthousiasme pour cette façon mathématique de résoudre les problèmes les plus pressants de

notre existence ouvrière ! J'ai toujours pensé que nous devions élever le débat que le patronat s'efforce d'abaisser et justifier nos légitimes réclamations par des arguments d'un ordre plus honorable que la proportion des haricots qui peuvent nager dans notre pitance ! Et nous avons bien le droit de dire que nous ne sommes plus au temps du « brouet clair » ni à celui des muselières des esclaves d'Amilcar Barca ! Nous avons même l'audace de penser que le moindre des balayeurs rend un service social dont la valeur dépasse celle de la nourriture dont il a besoin. »

Comme l'influence de M. Dubreuil à la C. G. T. n'est pas douteuse, c'est là, croyons-nous, qu'il faut voir l'opposition au système de l'échelle mobile qui, répétons-le, était loin d'être une solution du problème des salaires, mais qui, en temps de crise, était un remède modeste ne mettant nullement en danger les conceptions du syndicalisme. La C. G. T. a porté son attention sur des conquêtes élevées. En dehors de la journée de huit heures, elle a combattu sans répit pour les assurances sociales, le Conseil National Economique, le contrôle ouvrier, les vacances payées, pour ne citer que les revendications d'ordre strictement professionnel. La lutte pour chacune d'elles lui paraissait avec raison une tâche plus noble qu'une question de rajustement de salaires.

Mais lorsqu'en 1926 la dépréciation du franc s'accentua, elle ne put se maintenir plus longtemps dans sa réserve vis-à-vis de l'échelle mobile. Elle dut prendre parti devant la vigoureuse campagne de la C. G. T. U. en faveur de ce système en janvier-février. Elle lança alors son retentissant manifeste en faveur de la stabilisation, qui avait la lacune de ne donner aucune solution financière du problème, (1) mais qui était un document courageux dans lequel elle ne dissimulait pas les difficultés de la restauration monétaire, en particulier une crise des prix et une crise de chômage. Ce manifeste était l'occasion pour la C. G. T. d'émettre son opinion sur le salaire-or qu'elle repoussait pour les raisons déjà émises par la

(1) La C.G.T. se contentait de dire : « La stabilisation est possible. Il suffit de la vouloir fermement ».

C. G. T. U. et en outre parce que par ce système les salaires étaient déterminés indépendamment de la monnaie nationale et en fait contre elle. Le salaire-or ne pouvait donc que hâter l'inflation. En ce qui concerne l'échelle mobile, la C.G.T. reconnaissait que cette revendication était légitime et indispensable, mais elle attirait l'attention des travailleurs sur le fait que ce système ne valait que pour des périodes de dépréciation relativement lente et qu'en période de dépréciation rapide ses effets étaient rapidement détruits. Elle estimait l'ajustement automatique dangereux car il pouvait donner l'illusion de la stabilité du salaire réel ; les Syndicats devaient tout naturellement y recourir, si l'inflation devait s'aggraver, mais il fallait faire tout l'effort possible pour éviter d'y avoir recours, en d'autres termes pour obtenir la stabilisation du franc.

Quelque temps auparavant la Fédération des Métaux adhérente à la C. G. T. avait, par opposition contre la campagne de la C.G.T.U., affirmé dans son Comité National de janvier « le droit des ouvriers à élargir sans cesse leurs conditions de vie en rapport avec le développement du progrès social ».

La C. G. T. est muette sur la question de l'échelle mobile dans son manifeste à l'occasion du 1^{er} mai 1926. Mais lorsque le cabinet d'Union nationale est constitué, elle proteste vivement contre les mesures préconisées de restriction de la consommation, la prolongation de la journée de travail, les impôts indirects et par dessus tout contre un nouvel ajournement du vote de la loi sur les assurances sociales. Aussi croyons-nous que c'est plutôt par dépit que par un changement d'opinion que la C. G. T. déclare à ce moment dans un manifeste que le salaire doit être périodiquement réajusté.

Quelques jours avant ce manifeste, M. Jouhaux, dans un article du « Peuple », écrivait que « cette nouvelle hausse du coût de la vie proclame la légitimité du rajustement des salaires, de l'application de l'échelle mobile ». L'« Humanité » et la « Vie Ouvrière » en poussèrent des cris de triomphe, et déclarèrent que le front unique allait enfin être réalisé, mais comme nous l'avons vu, elles s'empressèrent de porter leur revendication sur un autre terrain.

A partir de la fin de juillet, on voit donc apparaître la récla-

mation de l'échelle mobile dans quelques congrès confédérés, tels que celui du Textile. La Fédération Confédérée des travailleurs du sous-sol la revendique dans une lettre du 29 juillet adressée au Président du Comité des Houillères, mais le mouvement ne dure pas.

Il ne faudrait pas, malgré l'opposition ou la répugnance des dirigeants de la C.G.T. au système de l'échelle mobile, sous-estimer l'influence et le rôle du nombre-indice dans les discussions de salaires, au cours des années passées. D'un côté comme de l'autre il a été largement employé ; c'est lui qui a été le point de départ des demandes d'augmentation et des tentatives de réduction de salaires, c'est lui encore qui a facilité aux ouvriers la résistance aux baisses de salaires commandées par des changements dans la situation économique des industries.

Mais quelle qu'ait été son importance comme facteur dans les négociations libres de salaires, il nous a paru nécessaire de ne pas nous en tenir aux réticences de la C.G.T. vis-à-vis de l'échelle mobile et de procéder parmi les Syndicats Confédérés à une petite enquête. En réalité le mot est bien gros, il s'agit de quelques sondages effectués en décembre 1926, janvier et février 1927 auprès des Unions Départementales de Syndicats Confédérés. Il résulte des réponses que nous avons recueillies que loin d'être hostiles à l'échelle mobile la plupart des syndicats en étaient partisans.

1°) Le Secrétaire de l'Union Départementale des Syndicats Confédérés de la Loire Inférieure nous a répondu que l'échelle mobile était appliquée dans la métallurgie, le bâtiment, l'industrie du meuble, chez les ouvriers charbonniers, les travailleurs du port, l'imprimerie. Dans la plupart des cas, on n'avait pas recours au nombre-indice de la Commission Départementale, mais les diverses industries avaient institué des Commissions spéciales.

« Du fait de discuter tous les deux ou trois mois la prime de vie chère dans les commissions mixtes composées des délégués des syndicats patronaux et ouvriers, elle (l'échelle mobile) a contribué à maintenir notre influence et à résister à la campagne de démagogie menée par les dissidents. Et en même temps elle a permis aux industriels de travailler avec tranquillité. Les grèves ont été évitées dans bien des cas ».

« Si l'on veut que l'échelle mobile maintienne le pouvoir d'achat des travailleurs, il faut compter pour établir les salaires tout ce qui est nécessaire aux travailleurs, y compris les distractions, les économies que doit réaliser un ouvrier, ce qui n'est pas le cas actuellement dans l'établissement des primes de vie chère. De plus l'échelle mobile, ou la prime de vie chère, a son utilité dans une période instable, mais dans une période où le coût de la vie est à peu près stable, il faut que le salaire soit déterminé de façon que le travailleur tire une partie des bénéfices de la production (ce qui ne veut pas dire participation aux bénéfices) » (1).

2°) Selon le Secrétaire de l'Union Départementale des Bouches-du-Rhône, l'échelle mobile était appliquée dans la région marseillaise à de nombreuses corporations et celles qui n'avaient pu l'imposer à leur patronat désiraient pouvoir en bénéficier. Le système fonctionne dans quelques corporations depuis 1920.

« ... Tous nos Syndicats sont partisans et désireux d'adopter la base de l'indice de la Commission départementale préfectorale qui fonctionne d'une façon régulière et qui se réunit à date fixe tous les deux mois ».

« L'échelle mobile repose sur les chiffres établis par la Commission préfectorale où sont désignés 5 délégués ouvriers par la Bourse du Travail de Marseille, la même commission fonctionne à Aix-en-Provence sur les mêmes bases que celle de Marseille. Il n'y a aucune autre commission spéciale à une industrie donnée... »

« Nous ne pensons pas que l'automatisme soit dangereux tant du point de vue de la situation économique de l'industrie qui l'a adopté que du point de vue de l'autorité syndicale. Quant à être imposée par de fortes corporations, je crois plutôt à une question de bonne foi de part et d'autre et l'on ne peut pas dire que les industriels qui ont adopté ce principe, du moins dans notre région, y ont été contraints et forcés ; c'est surtout pour leur tranquillité personnelle et pour éviter à chaque instant des discussions oiseuses qu'ils ont accepté le principe de l'échelle mobile.

« Pour nous résumer, nous pouvons affirmer que l'échelle mobile donne satisfaction aux travailleurs qui en bénéficient, nous en sommes partisans et nous conseillons à tous nos syndicats d'en réclamer l'application à leurs employeurs ».

(1) Réponse du 15.1.27.

3°) Le Secrétaire de l'Union des Syndicats ouvriers Confédérés de Rouen et de la région, nous a répondu que l'échelle mobile était appliquée depuis un an par les Industriels du Textile et les Entrepreneurs des travaux du port, mais que dans les autres établissements les salaires n'avaient pas suivi la hausse du coût de la vie, et que c'est le principe des indemnités de vie chère qui a prédominé.

« Les industriels ont cependant un intérêt marqué à accepter l'échelle mobile, car la commission du coût de la vie est composée de telle sorte que les représentants ouvriers sont en minorité (seuls les confédérés y participent) ce qui explique que les indices sont inférieurs dans la Seine-Inférieure à ceux des autres départements... C'est l'indice de la commission du coût de la vie de la préfecture qui est retenu par les industriels du Textile et du Port ».

« Avantage ou inconvénient pour l'autorité syndicale ? Pour ma part, je ne vois que des avantages. Il suffit d'orienter l'activité des militants vers les statistiques et la documentation de façon à être armé devant les Commissions et faire prévaloir autant qu'il est possible le point de vue des ouvriers.

« Dans notre région, la classe ouvrière « peu frondeuse » s'accommoderait très bien de l'application de l'échelle mobile. Les industriels, en bons normands, croient plus profitable de ne pas l'appliquer » (1).

4°) Réponse du secrétaire des Syndicats du Havre :

« L'échelle mobile n'existe pas et n'a jamais existé en principe dans notre région. Quelques industries, comme par exemple le textile, les entrepreneurs de déchargement de navire, ont appliqué une sorte d'échelle mobile, mais qui ne répondait pas aux indices sortant des Commissions du coût de la vie et cette échelle n'a été appliquée que sur le tard et suivant le bon plaisir des industriels ou entrepreneurs. Ce n'était pas la conséquence d'un contrat passé entre ouvriers et patrons » (2).

« L'échelle mobile bien comprise et appliquée suivant un contrat passé entre ouvriers et patrons pouvait donner de très bons résultats, mais elle n'a été appliquée que suivant le bon plaisir des patrons dans la presque totalité des industries. Pour moi, elle ne présente aucun danger pour les Syndicats, même si ces Syndicats n'ont pas la puissance désirée » (3).

(1) Réponse du 9.2.27.

(2) Sauf pour les typographes.

(3) Réponse du 22.2.27.

5°) Selon le Secrétaire de l'Union des Syndicats ouvriers de Meurthe-et-Moselle, deux organisations seulement ont obtenu l'échelle mobile, celle de la chaussure et celle de l'éclairage et des forces motrices.

« Quelques difficultés ont surgi quant à la façon d'établir les indices, mais on a tenu compte des observations présentées par les délégués ouvriers ».

« Les corporations qui bénéficient de l'échelle mobile n'ont pas lieu d'être mécontentes. La chaussure l'a obtenue après une grève englobant 2.000 ouvriers et ouvrières, qui a duré environ un mois. Ce sont les patrons qui l'ont proposée, elle a été acceptée et a permis le rajustement automatique des salaires. Cela n'a pas nui à l'organisation syndicale... Si nous n'avions pu réaliser ces revendications, il aurait fallu néanmoins réclamer le relèvement des salaires et nous n'aurions jamais obtenu ce que nous a donné l'échelle mobile... Il se peut que les industriels aient agi dans un but intéressé de prime abord ; je crois qu'ils ont voulu surtout éviter une nouvelle grève et avoir plus de sécurité pour l'exécution du travail, mais, répétons-le, les ouvriers ont obtenu une certaine satisfaction » (1).

6°) D'après le Secrétaire de l'Union Départementale des Syndicats ouvriers du Rhône, l'échelle mobile était encore appliquée en janvier 1927 dans diverses industries et services publics : confection, gant, corset, chapellerie, livre, marine fluviale, gaz, hospices, tramways municipaux et en partie dans la chaussure. L'ajustement s'est fait d'après les nombres-indices des commissions paritaires et non d'après celui de la Commission départementale.

« A notre avis dans la période présente, l'échelle mobile fut utile. Nous sommes heureux que, dès 1920, certains de nos syndicats y aient pensé. Le premier fut celui des typographes, d'autres suivirent, surtout à partir de 1922 : l'on peut dire qu'ouvertement c'est-à-dire par commissions syndicales ou de façon cachée, c'est-à-dire par la seule décision patronale les calculs de ces commissions ont été pris en considération. Les réponses patronales aux demandes d'augmentation le prouvent. Elles s'appuient sur ces indices pour montrer que le nécessaire a été fait » (2).

(1) Réponse du 11.1.27.

(2) Réponse du 14.1.27.

7°) Pour la région de Strasbourg, nous nous étions adressé au Président du Conseil des Prudhommes Industriels de Strasbourg qui nous a confirmé que dans les quelques industries qui l'avaient adopté, l'échelle mobile n'avait eu que des résultats heureux. Il avait bien voulu puiser ces renseignements auprès d'un syndicat ouvrier. Celui-ci indiquait dans sa réponse que le système était appliqué dans l'industrie du bois, de l'habillement, chez les tailleurs, dans la chaussure, la passementerie, les tramways de Strasbourg, les typographes et pour les employés de certaines caisses locales d'assurance.

En parlant de l'application de l'échelle mobile dans l'industrie du bois où elle fonctionne depuis 1923, le Syndicat mentionne qu'il n'y eut qu'une seule contestation, réglée d'ailleurs par l'arbitrage de M. le professeur Oualid.

« Les patrons ainsi que les ouvriers se sont très bien entendus sur le système de l'échelle mobile et ils ont seulement regretté que ce système ne se soit pas introduit partout » (1).

8°) Le Secrétaire Général de l'Union des Syndicats Confédérés de la Gironde nous a fait savoir que dans la région bordelaise l'échelle mobile était appliquée chez les boulangers, les typographes, les litographes-papetiers, commis et comptables et les déménageurs. Pour toutes ces corporations l'ajustement automatique fonctionnait en vertu d'un contrat collectif, tandis que pendant un certain temps les ébénistes et les tonneliers l'avaient obtenu, mais sans contrat.

En dehors de la corporation du Livre qui, grâce à son Syndicat puissamment organisé, avait le bénéfice d'une commission spéciale, les autres corporations s'appuyaient sur les résultats de la Commission Départementale.

« Sur cette question, mon opinion reste celle de la C.G.T. qui a été vérifiée par les faits. L'échelle mobile ne vaut que dans une période d'augmentation lente, elle peut s'appliquer à la fois dans les corporations ayant des organisations syndicales puissantes et dans les indus-

(1) Réponse du 4.12.26.

tries ou commerces qui peuvent, avec assez de facilité, appliquer l'échelle mobile aux prix de vente de leurs produits ».

« Mon opinion sur l'échelle mobile, c'est qu'elle ne peut être qu'un palliatif, car j'estime que le travail doit recevoir une rémunération en rapport avec sa valeur, c'est-à-dire que l'on doit tenir compte que l'ouvrier, créateur de la richesse publique, a droit à toutes les joies de la vie, que l'on doit lui donner les moyens nécessaires pour se les procurer. Cela ne se fera que par une transformation économique qui donnera aux travailleurs un droit de gestion et de responsabilités dans la production nationale. L'échelle mobile, c'est mon opinion, ne peut être considérée comme une réforme ouvrière importante (1) ».

Mentionnons également qu'au cours d'une entrevue que nous avons eue à la fin de l'année 1926 avec les secrétaires de divers syndicats confédérés de la région parisienne, nous avons retenu qu'en dehors de la chapellerie où l'ajustement automatique était prévu par contrat, dans certaines branches de l'industrie du bâtiment les salaires étaient fixés par voie de négociations où le nombre-indice jouait une grande part. Les prix des tarifs devaient être multipliés par le nombre-indice des prix de détail du Ministère du Travail. Citons les contrats conclus entre la Chambre Syndicale des ouvriers parqueteurs de la Seine et la Chambre Syndicale des Entrepreneurs de parquets, ceux des replanisseurs de parquets. Citons également les contrats des miroitiers-vitriers qui, sous une forme différente, prévoyaient que les salaires seraient révisés dans le cas où le nombre-indice dépasserait une limite convenue.

Nous aurions aimé pouvoir reproduire ici l'opinion des Syndicats Confédérés de la région du Nord d'une part en raison des nombreux incidents qui illustrent l'histoire de la Commission Départementale du coût de la vie et d'autre part en raison de la forte organisation patronale dans cette région. Mais nous n'avons pas obtenu de réponse à notre questionnaire.

Selon les réponses qui nous ont été faites, l'échelle mobile, qui était au lendemain de la guerre accordée sous la forme d'une indemnité de vie chère, a gardé ce caractère dans de nombreux cas (Rouen, Lyon, Nantes). Par contre, à Bordeaux, pour toutes les

(1) Réponse du 11.1.27.

corporations une partie des augmentations résultant du fonctionnement du système a été incluse dans le salaire.

Nous avons demandé dans notre questionnaire si l'ajustement automatique avait soulevé des difficultés tenant à la situation économique des industries considérées. Seules les réponses de Bordeaux et de Marseille indiquent quelques difficultés du côté patronal consécutives au brusque changement amené par la reprise du franc, alors que le coût de la vie poursuivait sa marche ascendante. A Marseille, le syndicat ouvrier de l'Imprimerie accepta que l'augmentation des salaires fût appliquée en deux paliers, ainsi que le demandait le Syndicat patronal. Le Syndicat des dockers qui devait bénéficier d'une augmentation de 2 francs par jour pour chaque hausse de 33 points de l'indice consentit à ce que l'ajustement ne jouât que pour des variations en hausse ou en baisse de 100 points entraînant un changement de 6 francs dans le salaire.

Nous demandions également si les syndicats étaient d'avis que l'échelle mobile pouvait être un facteur de consolidation de la hausse des prix.

« Nous ne pouvons croire que l'on puisse reprocher à l'échelle mobile de consolider la hausse des prix, étant donné que l'augmentation des salaires suit l'augmentation du coût de la vie ».

nous a répondu le Secrétaire de l'Union Départementale des Bouches-du-Rhône.

Même réponse de l'Union Départementale du Rhône et de l'Union des Syndicats Confédérés de Rouen. Le Secrétaire de l'Union des Syndicats de Meurthe-et-Moselle est d'avis que :

« L'augmentation qui résultait de l'application de l'échelle mobile a dû jouer un rôle et devenir un facteur d'augmentation du prix des objets manufacturés ».

Le Secrétaire de l'Union des Syndicats de la Gironde estime que l'ajustement automatique a pu consolider la hausse dans certains cas, mais que :

« en appliquant des solutions hardies d'organisations modernes de travail, comme l'ont fait certains patrons, on peut, même malgré l'application de l'échelle mobile, éviter la hausse des prix ».

Que faut-il penser du résultat de notre petite enquête ? Si les Dirigeants des unions départementales ont dans l'ensemble une bienveillance marquée pour le système de l'échelle mobile, c'est qu'ils sont en contact quotidien avec la masse des travailleurs et que pour ceux-ci le salaire reste, surtout dans des périodes d'instabilité monétaire, le premier objectif à atteindre.

Mais il nous faut reconnaître que les réponses qui nous ont été transmises datent d'une époque à laquelle les indices du coût de la vie allaient seulement commencer à décroître ; la baisse des salaires n'avait pas encore eu lieu. Or si nous nous reportons à l'année 1921, nous rencontrons plus d'une grève occasionnée par un ajustement des salaires à la diminution des indices. Telles furent la grève du Livre à Bordeaux en mai 1921, celle de la Métallurgie du Bas-Rhin en juin-juillet 1921 et surtout la grande grève du Textile de Roubaix-Tourcoing en septembre 1921. De nombreux contrats furent dénoncés ; les prétextes ouvriers étaient que la baisse des salaires n'était pas justifiée, car les salaires de base étaient ceux de 1914, par conséquent nettement insuffisants ou bien que la baisse des indices était provoquée par la diminution des dépenses d'habillement, alors que les dépenses d'alimentation renchérisaient (1).

Certaines commissions départementales ou locales du coût de la vie furent abandonnées durant un certain temps par les ouvriers, telles celles du Nord et de Nancy. Ce geste fut vivement critiqué

(1) En ce sens, le Secrétaire de l'Union Départementale des Syndicats de l'Aube déclarait : « Il est inadmissible qu'un objet de consommation annuelle balance par sa diminution un objet de consommation quotidienne et qui est en hausse. C'est un fait nouveau et dont il faudra tenir compte et qui provoque la protestation unanime de toute la classe ouvrière » (*L'Information sociale* du 18.8.21).

du côté patronal (1) et aussi du côté sympathisant à la cause syndicale (2).

Il n'est pas douteux, comme nous l'avons déjà remarqué, que ces difficultés en cas de baisse de l'indice ont fortement impressionné les dirigeants de la C.G.T. en dehors de toute question doctrinale.

La baisse des prix de l'année 1927 n'a pas donné lieu à des conflits aussi graves et même il est significatif que la Fédération du Livre ait elle-même recommandé à la fin de l'année 1926 à ses

(1) Au sujet de la grève de Bordeaux :

« Il faut que le syndicalisme français choisisse. Ou il restera ce qu'il a été à peu près exclusivement jusqu'ici, une formation de combat, ou il deviendra une force d'organisation économique. S'il choisit la seconde voie, il doit d'abord se convaincre que la règle fondamentale des rapports entre hommes, dans une société organisée, est le respect des contrats et la fidélité à la parole donnée ». (B. Q. du 18.10.21).

(2) Au sujet de la décision des délégués ouvriers de se retirer de la Commission du coût de la vie de Nancy, *l'Information Sociale* du 12 mai 1921 déclarait :

« Il nous paraît que cette méthode n'est pas la meilleure que pourraient adopter les représentants des syndicats ouvriers. D'abord il n'est jamais habile de paraître fuir les responsabilités. Et lorsqu'on a accepté un débat contradictoire et le recours à l'enquête, il convient de ne pas abandonner la discussion parce que tous les faits ne viennent pas à l'appui de la thèse et des intérêts que l'on doit défendre. En restant au poste d'observation et de contrôle que les circonstances ont obligé le gouvernement à leur concéder, les délégués ouvriers contribueraient certainement à assurer l'impartialité et l'objectivité d'une enquête qui va de toute manière se poursuivre pour éclairer l'opinion sur les conditions de vie des travailleurs, et sur le rapport qu'il convient d'établir entre le coût de la vie et les salaires. Par leurs observations, par des remarques que leur expérience leur permettrait d'apporter aux conclusions des enquêteurs, les délégués des syndicats continueraient, bien mieux que par leur abstention, à servir et à défendre l'intérêt des ouvriers ».

adhérents d'accepter, sous certaines conditions, une baisse des salaires (1).

Ce n'est que dans les derniers mois de l'année 1927 que la diminution des indices devenant plus marquée, les protestations ouvrières se renouvelèrent contre une telle méthode de fixation des salaires.

- (1) « Ne faites pas toucher à votre salaire. Vigoureusement, solidairement, défendez-le. Pour le défendre, vous avez un point d'appui : l'indice du coût de la vie. Plus ou moins exact, c'est possible. Mais nous n'avons que cela sous la main. Élément de principe et de bonne foi. Ne permettez pas les maquignonnages sur ce point. Rigoureusement exigez que le salaire de 1914 soit multiplié par cet indice pour déterminer le salaire d'aujourd'hui. Exigez aussi la révision périodique ».

« Mais, dira-t-on, cette révision périodique risque de nous amener une diminution du salaire ? Rien n'est plus vrai, ce n'est point une révélation. Depuis 1919 le Comité de la Fédération du Livre ne s'est pas arrêté à la formule de l'indice du coût de la vie pour l'unique raison que cet indice a été à peu près constamment en hausse. Il l'a accepté comme le pivot du salaire étant le plus près de la vérité. Il l'a accepté dans sa double conséquence : hausse et baisse. En dehors de cela, il n'y a que fantaisie et arbitraire. Nous laissons à d'autres le soin d'en user ».

« Autant nous devons agir vigoureusement pour ajuster le salaire à la valeur du franc lorsque cette valeur fléchit, autant nous devons accepter et recommander l'acceptation d'une rectification de chiffre lorsque la valeur du franc augmente. Avoir une autre attitude serait, de notre part, nier une vérité économique et s'insurger contre toute déflation pratique et possible. Mais ce serait aussi faire preuve d'une certaine lâcheté civique : ce serait démontrer que nous sommes seulement capables de griser nos mandats par des artifices, des gros chiffres de salaires. »

« Nous avons une idée plus haute de notre mission. »

« Est-ce à dire que la moindre manifestation de baisse doit automatiquement réduire le salaire ? Nous demandons à voir. On ne doit toucher au salaire, pour une diminution, qu'avec toute la prudence, toutes les garanties exigées des patrons pour la hausse. Ajoutons en effet qu'il est des salaires de 1914 qui, à nos yeux, n'expriment pas une vérité économique absolue. Il en est qui ont été fixés sans l'assentiment ouvrier. Nous demanderons, en cas de baisse, le droit à révision ».

(Extrait de l'*Imprimerie française*, organe de la
Fédération du Livre. — Décembre 1926.)

Quelques militants ont à ce moment exprimé dans le « *Peuple* » leur aversion contre ce système (1).

- (1) « Cette fixation de la rémunération du travail qui ravale le travailleur au rang de la matière première dont il s'agit de déterminer le prix de revient — le plus bas possible naturellement pour l'acheteur, le patron — est autant incompatible avec la dignité humaine que néfaste à la production ».

« Nos efforts doivent tendre à lui substituer une méthode plus rationnelle et plus humaine, tenant compte des différents facteurs en présence, les intéressant tous et déterminant le salaire selon la conception nouvelle de l'économie qui voit dans le travailleur salarié un consommateur en puissance dont l'accroissement des moyens d'achat, c'est-à-dire du salaire, est une condition du développement de la production ».

« A propos de contrats collectifs du travail », dans le *Peuple* du 28-12-27 par G. Perrot.

Cf. l'article du 27-12-27 de C. Biot « Salaires et indices du coût de la vie »

qui s'exprime dans l'ensemble de la même manière que M. Dubreuil, cité plus haut, qui conteste l'exactitude des indices officiels et s'élève contre une diminution des salaires, ceux-ci n'ayant jamais été pleinement rajustés en période de hausse.

Cf. également l'intéressant article de Raoul Lenoir, secrétaire adjoint de la C. G. T., dans le *Peuple* du 17-11-28 qui reprend également la critique du « Salaire ration » :

« Il faudra bien que finisse cette période de stagnation que maintient le mirage des indices. Il faudra bien que la production générale ait un rapport constant avec la part de bien être qui revient légitimement aux producteurs. De plus travaille-t-on aujourd'hui avec la même cadence qu'il y a seulement vingt ans ? L'effort n'est-il pas plus intensif, plus continu et plus surveillé ? Les travailleurs, en un mot, déterminent-ils leur rendement en 1928 en prenant pour base limitative leur production de 1914 ? »

« Rien de semblable n'est opposé par les ouvriers. Ce n'est donc que leurs conditions d'existence qui devraient rester figées aux époques antérieures. »

CHAPITRE III

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS DE FONCTIONNAIRES ET L'ÉCHELLE MOBILE

Nous avons jugé bon, avant de décrire la position de la Fédération Nationale des Syndicats de Fonctionnaires, de donner un aperçu des revendications de cette Fédération et des réalisations obtenues en ce qui concerne le problème des traitements.

Cette étude, cette énumération de chiffres semblera fastidieuse, mais il ne nous paraît pas qu'elle soit hors de notre sujet, car d'une part à l'inverse de la C.G.T., qui a délaissé ce qu'elle appelle le syndicalisme « alimentaire » et de la C.G.T.U. qui s'est surtout occupée de faire de l'agitation politique, la F.S.F. a fait passer le problème des traitements avant toute chose et d'autre part, la revendication de l'échelle mobile n'était qu'un accessoire de ce problème.

Nous étudierons dans une première section l'action de la Fédération pour la *revalorisation* des traitements et, dans une deuxième section, la revendication de l'échelle mobile par la F.S.F.

SECTION I

La lutte pour la « revalorisation »

Les traitements des fonctionnaires avaient été révisés dans le courant de l'année 1919 par une Commission de 32 membres présidée par M. le Conseiller d'Etat Hébrard de Villeneuve. Cette Commission, bien qu'elle ne comprît que 4 membres représentants du

personnel, avait reconnu que les traitements d'avant-guerre étaient nettement insuffisants. Elle avait estimé, après enquête, que le minimum d'existence devait être fixé pour 1914 à 5 francs par jour et que, par conséquent, aucun fonctionnaire n'aurait dû, à cette époque, recevoir un traitement inférieur à 1.800 francs. C'était d'ailleurs le chiffre qui, au cours des dernières années d'avant-guerre, avait été énergiquement réclamé par les diverses organisations syndicales.

En considérant que le coût de la vie se stabiliserait au double des prix d'avant-guerre, la Commission Hébrard de Villeneuve arrêta le traitement minimum à 3.800 francs, ce qui laissait au fonctionnaire débutant, après défalcation de la retenue pour retraite, un traitement net double de celui que pour l'année 1914 elle reconnaissait indispensable.

Mais l'indice des prix de détail avait largement dépassé le double du niveau de 1914. Il était à 279 (base 1914 = 100) au moment où la Commission avait commencé ses travaux. Aussi avait-elle recommandé au Parlement de maintenir aux fonctionnaires l'indemnité de cherté de vie de 720 francs. C'est ce qu'il fit, en ratifiant le projet de la Commission. L'indice des prix de détail était alors de 294.

Ainsi, la Commission Hébrard de Villeneuve, dont les membres étaient pour 7/8 de hauts fonctionnaires, prend l'importante décision de fixer le traitement de début, non pas sur la base de celui qui était fixé en 1914, mais sur celle d'un traitement théorique. C'est ce minimum théorique de 1.800 francs qu'invoqueront constamment, par la suite, les organisations syndicales, Cartels Confédéré et Unitaire, et Fédération Nationale des Syndicats de Fonctionnaires, dans leur action pour la revalorisation des traitements.

Le coût de la vie continue de monter dans le deuxième semestre de l'année 1919 et l'année 1920. Dès ce moment, comme nous l'avons vu précédemment, il est question parmi les syndicats de fonctionnaires et particulièrement les travailleurs des Services Publics affiliés à la C.G.T., d'une revision périodique de l'indemnité de cherté de vie en fonction du coût de la vie. Mais la crise

économique mondiale qui se fait sentir en France dès avril 1920 se manifeste, à partir du 4^e trimestre de cette année, non plus seulement sur les prix de gros, mais sur les prix de détail dont l'indice va baissér régulièrement jusqu'au 3^e trimestre de 1922, passant de 4,519 à 3,135 pour la France entière. Dans le même temps, l'indice du coût de la vie pour la région parisienne, établi par la Commission paritaire fonctionnant en vertu du décret du 19 février 1920, varie de 370 à 295.

Le législateur, croyant alors que la baisse des prix persistera, vote la loi de Finances du 30 avril 1921, qui dispose dans son article 39 que :

« Dans un délai maximum de quatre années à partir de la promulgation de la présente loi, une révision générale des traitements, soldes et indemnités de toute nature, sera effectuée dans tous les Services de l'Etat et dans les Etablissements Publics de l'Etat dans un but de péréquation et en conformité du mouvement général des prix ».

Le Parlement veut ainsi se réserver la possibilité de *diminuer* les traitements, mais il est curieux de constater que ses prévisions s'étant renversées, la loi du 30 avril devient pour les fonctionnaires un précieux argument en faveur de *l'augmentation*.

Dans les premiers mois de l'année 1922, un mouvement se dessine au Parlement et dans certains groupements patronaux à la tête desquels est l'Union des Intérêts Economiques, pour la suppression de l'indemnité de cherté de vie. Les fonctionnaires obtiennent le maintien de cette indemnité en arguant du fait que si les indices ont baissé, ils n'en sont pas moins très supérieurs encore à ceux du deuxième trimestre de 1920.

A la fin de l'année 1922 les prix remontent et la F.S.F. semble vouloir reprendre la revendication de l'échelle mobile déjà présentée au Parlement en 1920 et 1921. Mais elle essaie surtout d'obtenir un acompte de 1.800 francs à valoir sur une prochaine augmentation de traitements. Cela reviendrait à majorer de 1.080 francs l'indemnité de vie chère existante. L'action en faveur des 1.800 francs commencée en plein accord avec les organisations confédérées et unitaires des Services Publics n'aboutit pas.

Les Chambres se bornent à voter en juin 1923, en même temps que la prorogation des 720 francs jusqu'au 31 décembre 1923, une augmentation des indemnités pour charge de famille de 120 francs par personne, à partir de la troisième donnant droit à l'attribution de ces indemnités.

La lutte se poursuit plus vivement dans le deuxième semestre de 1923. Vivement combattue par l'Union des Intérêts Economiques, la F.S.F. réclame une majoration de 50 % de tous les traitements et leur maintien dans un rapport constant avec le coût de la vie par le jeu d'une portion mobile. Elle prétend, en effet, que le traitement de 3.800 francs a été accordé quand l'indice des prix de détail était de 200 points, alors qu'il est maintenant de 350. Mais comme cette revision nécessiterait un certain délai, la Fédération se borne à reprendre la réclamation des 1.800 francs.

Cette reprise de la campagne en faveur des 1.800 francs donne naissance à une assez grande agitation. L'accord réalisé au début avec les Cartels confédéré et unitaire des Services Publics ne dure pas. Néanmoins, une série de meetings organisés dans toute la France pendant les mois de novembre et décembre 1923 empêche le gouvernement de retarder une fois de plus la discussion du problème. La loi de finances du 28 décembre 1923 accorde à partir du 1^{er} janvier 1924 :

1°) Une majoration temporaire de 50 0/0 des indemnités pour charges de famille établies par la loi du 18.10.19 ;

2°) Une majoration temporaire de 33 0/0 des indemnités de résidence instituées par la loi du 18.10.19 pour les fonctionnaires non logés et de 15 0/0 pour les fonctionnaires logés ;

3°) Le maintien de l'indemnité de 720 francs et du supplément temporaire d'indemnités pour charges de famille institué par la loi du 30 juin 1923.

Enfin, d'après l'article 5 de cette loi :

« La révision générale des traitements, soldes et indemnités de toute nature prévue par l'article 39 de la loi du 30 avril 1921 fera l'objet de propositions qui devront être soumises au Parlement avant le 31 octobre 1924 ».

Au cours de la discussion à la Commission des Finances de la

Chambre, M. Herriot propose et défend vivement le système, adopté par la Ville de Lyon, d'une indemnité de cherté de vie mobile et uniforme pour tous les salariés. La Commission des Finances rejette à une voix de majorité cette proposition, que son défenseur reprend sans succès devant l'assemblée.

Les augmentations votées ressortaient à 165 francs par enfant pour chacun des deux premiers et 240 francs pour chaque enfant à partir du troisième, en ce qui concerne les charges de famille.

Pour l'indemnité de résidence, l'augmentation était de 66 francs pour les localités de 5.000 à 10.000 habitants, 100 francs pour les localités de 10.000 à 200.000 habitants et 400 francs pour Paris.

Mais ces dispositions étaient loin de satisfaire la F.S.F. Elle leur faisait le reproche d'opposer les fonctionnaires célibataires aux fonctionnaires mariés, les habitants des villes à ceux des campagnes, car les indemnités de résidence ne sont, en principe, accordées qu'aux fonctionnaires habitant les localités d'au moins 5.000 habitants. Enfin, la modicité de ces augmentations était telle que, pour arriver à toucher le supplément de 1.080 francs dont la Fédération avait son mot d'ordre, il fallait habiter Paris et être père de quatre enfants.

C'est peut-être plus le mécontentement grandissant sur la question des traitements que les difficultés soulevées par la question du droit syndical qui jeta les fonctionnaires dans la bataille électorale de 1924. Ils espéraient beaucoup de l'arrivée au pouvoir des partis qu'ils soutenaient.

Et pourtant, la nouvelle Chambre était à peine élue que, malgré l'opposition de sa minorité, la F.S.F. abandonnait la formule des 1.800 francs. Elle voulait se concilier l'opinion publique et craignait qu'on pût l'accuser de vouloir toucher le prix de sa victoire. Elle redoutait également que des revendications brutales n'exposassent le gouvernement Herriot à des difficultés budgétaires. Elle se contenta donc de demander au gouvernement de prendre ses dispositions pour la révision des traitements qui, selon la loi, devait prendre date au premier janvier 1925. En attendant cette révision, elle réclamait un acompte mensuel de 100 francs.

Le Cabinet Herriot accéda à la demande de la Fédération ; dans le courant de juillet 1924, la deuxième Commission Hébrard de Villeneuve était constituée. Elle comprenait 12 délégués du personnel, dont 6 de la F.S.F., 3 de la Fédération postale confédérée et 3 de l'Entente Universitaire.

Dès les premières réunions de cette Commission, de multiples incidents mettaient aux prises les représentants du gouvernement et ceux du personnel. Ceux-ci, retranchés derrière l'article 39 de la loi du 28 avril 1921, luttèrent pour le rajustement du traitement de début. Selon eux, il était injuste d'envisager comme point de départ les traitements de 1914, que la première Commission Hébrard de Villeneuve avait reconnus manifestement insuffisants. Il ne leur était pas possible d'accepter que le chiffre de base de 1800 francs fût discuté. La multiplication de ce chiffre par l'indice 380, qui était celui des prix de détail du deuxième trimestre de 1924 eût donné un traitement de début de 6.840 francs. Toutefois pour tenir compte des difficultés budgétaires, ils acceptaient le chiffre de 6.000 francs, qui ne correspondait en réalité qu'à l'indice 311.

Par contre le rapport à la Commission de M. Fournier, Inspecteur des Finances, affirmait qu'il n'y avait aucune opportunité à relever des traitements qui s'avéraient plus que suffisants, l'offre jouant avec une amplitude considérable par rapport à la demande. Non seulement le motif de relèvement faisait défaut, mais il était une considération qui s'y opposait formellement : l'Etat n'avait pas le droit de se désintéresser de la condition corporative des travailleurs de l'industrie privée et de troubler le marché du travail par la création d'une prime injustifiable et artificielle pour la rémunération de ses agents.

Les délégués du Gouvernement, tenant compte des traitements de 1914, proposaient en regard des 6.000 francs demandés par les représentants du personnel un traitement de début de 4.800 francs, puis 5.200 francs. Devant l'impossibilité de parvenir à un accord, les représentants de la F.S.F. suivis de ceux de l'entente universitaire, quittèrent la commission. En présence de cette situation, le

gouvernement accepta le chiffre de 6.000 francs et fit préparer par ses Services une échelle de traitements dans les limites 6.000-40 000 francs. La deuxième Commission Hébrard de Villeneuve, qui avait complètement échoué, était dessaisie de la question.

A la fin de décembre 1924, les Chambres votent une allocation exceptionnelle d'attente de 500 francs accordée pour l'année 1924 à tout fonctionnaire. Ce n'est pas sans une grande résistance que le Sénat accorde cette indemnité qui nécessite une dépense de 349 millions. En ce qui concerne l'exercice 1925, la Commission des Finances de la Chambre, après examen du projet du gouvernement, repousse le traitement de début de 6.000 francs, le ramène à 5.600 francs et porte d'abord le maximum à 43.000 francs pour le réduire à 40.000. Par contre elle prévoit le doublement du supplément d'indemnité de résidence accordé par la loi du 28 décembre 1923 et élève aux taux suivants les indemnités pour charges de famille :

540	francs	pour	le	premier	enfant ;
720	»	—		deuxième ;	
1.080	»	—		troisième ;	
1.260	»	—		chaque	enfant à partir du quatrième.

Le relèvement proposé se monte à 1.309.807.459 francs en ce qui concerne les traitements, à 70.000.000 de francs pour les indemnités de résidence et à 70.000.000 de francs également pour les indemnités pour charge de famille, soit au total : 1.449.807.459 francs dont il faut déduire la somme de 328 millions provenant de la suppression de l'indemnité de cherté de vie de 720 francs incorporée dans les nouveaux traitements.

La F.S.F. maintient sa réclamation d'un traitement de début de 6.000 francs, mais comme elle juge l'échelonnement 6.000-40.000 et a fortiori 5.600-40.000 beaucoup trop comprimé et que d'autre part elle estime à 400 millions l'insuffisance des crédits, elle accepte que le rajustement des traitements au coût de la vie ait lieu en deux paliers dont le second ne serait accordé que sur l'exercice 1926 et jouerait pour toutes les catégories de personnel, sous réserve

d'une dérogation en faveur du traitement minimum qui serait servi intégralement la première année (1).

Le débat vint devant la Chambre les 10, 11 et 12 février. La Chambre rejeta le traitement de base de 6.000 francs sous l'influence des députés ruraux et refusa de prendre des engagements en ce qui concernait le deuxième palier pour 1926. La F.S.F. avait chargé M. Chabrun du soin de défendre l'échelle mobile, qui fût également soutenue par MM. Dalimier et Piquemal. L'adoption de ce système demandé sous la forme d'une simple indemnité fut repoussée à la fois par le gouvernement et la Commission des Finances, mais la discussion reprit au sujet de l'indemnité de résidence.

MM. Canavelli et Février, députés socialistes, avaient en effet déposé un amendement tendant à reviser l'indemnité de résidence suivant les variations du coût de la vie, l'application du système devant être fait par des Commissions régionales.

Après examen, la Commission des Finances avait rapporté un premier texte d'après lequel les allocations pour charges de famille et indemnités de résidence devaient être revisées chaque année et augmentées ou diminuées de 10 % toutes les fois qu'il serait constaté une hausse ou une baisse de plus de 10 % par rapport à l'indice exprimant le coût de la vie au 1^{er} janvier 1925.

Il devait être procédé par décret du Ministre des Finances, rendu sur la proposition d'une Commission centrale chargée de coordonner et de contrôler les renseignements fournis par la Commission régionale ou locale.

Cet article combattu à la fois par les défenseurs et les adversaires de l'échelle mobile fut renvoyé à la Commission qui établit le texte suivant :

« Les indemnités pour charge de famille et l'indemnité de résidence constituent, pour l'avenir, une allocation mobile. Des Commissions régionales tripartites fonctionneront obligatoirement tous les semestres et lorsque l'indice du coût de la vie tel qu'il a été fixé au premier janvier 1925 accusera une augmentation ou une diminution

(1) Résolution du Congrès Fédéral du 11 janvier 1925 (Tribune du Fonctionnaire du 17-1-25).

de 10 0/0, elles en saisiront la Commission supérieure siégeant à Paris en vue d'une augmentation ou d'une diminution équivalente.

« La valeur du point de variation est fixée à 14 francs.

« La Commission Centrale statuera dans le délai d'un mois au plus tard. »

Cette nouvelle rédaction n'ayant pas eu plus de succès que la première, le président de la Commission des Finances modifia le texte, de façon à laisser au Parlement le pouvoir de fixer tous les six mois le taux de l'augmentation.

Cette proposition aboutissait à la suppression de l'automatisme. Elle devenait par conséquent inutile et fut finalement disjointe, sur la demande du rapporteur général.

Après une résistance opiniâtre, le Sénat finit par accepter les dispositions votées par la Chambre, non sans avoir supprimé pour le rétablir ensuite le crédit accordé pour le relèvement des indemnités de résidence.

Finalement la loi de finances de 1925 fut votée au mois de juillet.

Les nouveaux crédits inscrits au budget de 1925 en faveur des fonctionnaires se montaient à la somme de : 1.444.807.459 francs, se décomposant comme suit :

1°) Relèvement des traitements et soldes des personnels civils et militaires de l'Etat	1.309.807.459 fr.
2°) Relèvement du supplément d'indemnité de résidence alloué par l'art. 7 de la loi du 28 décembre 1923 à tous les agents de l'Etat	70.000.000
3°) Relèvement des indemnités de charges de famille des agents de l'Etat	65.000.000

Malgré l'importance des crédits votés, la réforme était nettement insuffisante. La hausse du coût de la vie ne cessait de croître. Du 3^e trimestre de 1924 au 2^e trimestre de 1925, l'indice des prix de détail était passé de 401 à 434 points, tandis que l'indice du coût de la vie de la région parisienne progressait de 367 à 390 points.

La F.S.F. n'attend pas le vote de la loi de finances pour protester contre l'insuffisance du relèvement. Dans son congrès tenu du 25 au 28 juin, elle vote un ordre du jour s'élevant contre la

réforme des traitements « qui, telle qu'elle va sortir des délibérations du Parlement, ne comporte ni le traitement vital de 6.000 francs, ni l'échelle mobile ». Elle soutient que « de par les crédits votés, le relèvement des traitements atteindra à peine la proportion de 25 %, tandis que le coût de la vie s'est élevé de plus de 50 % depuis la dernière revision ».

Toutefois ce n'est pas le relèvement complémentaire des traitements qui sera l'objet de sa préoccupation dans les mois qui vont suivre.

Le crédit inscrit au budget de 1925 devait être réparti après avis d'une commission constituée conformément aux « dispositions du dernier alinéa de l'article 5 de la loi du 28 décembre 1923.

Par décret du 21 juillet 1925, cette Commission fut instituée sous la présidence de M. Trepont, préfet honoraire. Elle comprenait 8 hauts fonctionnaires, un industriel, M. Citroen, le secrétaire général de la C. G. T., un délégué de la Fédération Postale, 4 délégués de la Fédération des fonctionnaires, soit au total 15 membres.

C'est la question de la répartition des crédits votés qui va passer au premier plan. Nous n'exposerons pas ici en détail la lutte qui mettre aux prises les postiers et les autres fonctionnaires. A vrai dire, cette hostilité remonte à l'année 1919. Les postiers depuis cette époque s'étaient plaints d'avoir été défavorisés par la première commission Hébrard de Villeneuve.

Nous ne rechercherons pas si ces réclamations étaient justifiées. Nous nous bornerons à dire qu'à la commission Trépont, ils demandèrent que la répartition des crédits eût lieu sur la base des traitements touchés en 1914, et que dans l'hypothèse où cette demande serait rejetée, et par conséquent dans le cas où la réforme s'opérerait sur la base de 1919, des corrections indispensables pour réparer les injustices flagrantes commises au détriment de l'ensemble du personnel des P. T. T. eussent lieu préalablement à toute répartition.

La F. S. F. réclamait bien elle aussi une « péréquation », mais elle estimait que celle-ci devait porter sur les traitements de l'ensemble des catégories d'agents des services publics. Et comme le

crédit inscrit au budget de 1925 était insuffisant pour permettre un classement rationnel de toutes les catégories de fonctionnaires en tenant compte des connaissances exigées à l'entrée de la carrière et de l'importance des fonctions, elle demandait un nouveau crédit pour 1926 et prétendait que la commission Trépont ne devait procéder qu'à une répartition mathématique en tenant compte des traitements actuels.

La thèse de la Fédération Postale et celle de la F. S. F. furent repoussées par la Commission Trépont qui décida de tenir compte dans son travail de la dégressivité qui résultait des chiffres votés par le Parlement, mais en se réservant le droit d'effectuer les redressements qu'elle jugerait utiles.

La Fédération Postale réclamait à la Commission Trépont égalité du traitement de fin de carrière du commis des postes avec celui du vérificateur principal des Contributions Indirectes. La Commission se contenta de relever avant toute augmentation le traitement de fin de carrière du commis des Postes de 1.000 francs. Mais les Instituteurs demandaient à être traités sur un pied d'égalité avec les commis des postes, tandis que les dames employées des postes exigeaient le même traitement que celui des institutrices, qui étaient assimilées aux instituteurs. A la F. S. F. même, l'accord ne régnait pas, car les petits personnels (Douanes-Forestiers) craignaient que les retouches réclamées par les postiers et instituteurs, ne vinsent prélever une large part sur les 1.309 millions votés et réduire ainsi la répartition proposée pour l'ensemble des fonctionnaires, en particulier pour eux-mêmes.

Les postiers manifestèrent par une grève avertissement de 2 heures au Central télégraphique de Paris, le 21 septembre.

Finalement le Gouvernement prit l'engagement de faire voter le dépassement de crédits qui résulterait des nouvelles échelles. Cette somme était provisoirement estimée à 125 millions.

La Commission Trépont ayant terminé ses travaux le 28 octobre, la F.S.F. reprit son action en faveur d'un nouvel ajustement des traitements qui compléterait l'insuffisance de l'effort fait en 1925 et réaliserait une péréquation véritable.

Elle commença sa campagne par une lettre à tous les membres du Parlement, dans laquelle elle rappelait l'engagement législatif de 1921 et mettait en regard l'œuvre incomplète de 1925. (1) Elle montrait cette insuffisance dans le tableau ci-dessous :

Année 1919 Indice 200	Fin année 1925 Indice 432	Traite- ment alloué	Diffé- rence	Pour- centage défici- taire
3.800 (traitement minimum)	8.208	5.600	2.608	31 %
10 000 (fonctionnaires moyens)	21.600	12.500	9.100	41 %

Le gouvernement présente aux Chambres à la fin de décembre le projet de loi portant ouverture de crédits complémentaires nécessités par les résultats des travaux de la Commission Trépont.

Dans l'exposé des motifs, il déclare qu'en présence des réclamations qui s'étaient élevées à l'encontre des échelles établies par cette commission, il n'entend pas donner aux traitements et soldes qui lui sont proposés un caractère définitif et qu'il prend l'engagement de soumettre dès le début de l'année 1926 à un nouvel examen les péréquations qui ont été prévues dans l'agencement des échelles d'émoluments.

Mais les rapporteurs de la Commission des Finances, aussi bien à la Chambre qu'au Sénat, déclarèrent l'un et l'autre qu'ils entendaient bien que le gouvernement se maintiendrait dans la limite du crédit total s'élevant par le vote des 177 millions à 1.487 millions.

La F.S.F. qui espérait, d'après les déclarations du gouvernement Painlevé (août-septembre 1925) que de nouveaux crédits seraient accordés sur l'année 1926, organisa pour le 17 janvier 1926 une manifestation pour protester contre ces déclarations.

Cette manifestation eut lieu sur la Place de la Concorde, malgré l'interdiction du gouvernement. Le parti communiste profita de l'occasion pour y causer du désordre, au grand regret de la F.S.F. qui n'avait nullement recherché son appui.

(1) Tribune du Fonctionnaire du 5-12-25.

La F.S.F. organisa d'autre part une série de meetings et manifestations qui commença le 24 janvier à Strasbourg, Lyon, Marseille, Brest, Lille, au Havre et à Nantes. La péréquation, la revalorisation des traitements en 1926 et l'échelle mobile y étaient réclamées.

Cette campagne fut poursuivie dans toute la France pendant les mois de février et mars.

A la suite de la chute du ministère Briand-Doumer et de l'arrivée de M. Péret au ministère des Finances, la F.S.F. inquiétée par la constatation qu'aucune prévision relative à la revalorisation des traitements n'avait été introduite dans le budget de 1926, adressait une nouvelle lettre à tous les députés dans laquelle elle entendait démontrer l'inefficacité de la dernière réforme des traitements.

« De 40 % avant la revision des traitements, disait-elle, l'avilissement de notre rémunération menace d'atteindre bientôt 50 % ». Et elle concluait en réclamant une indemnité mobile.

Le 23 mars, à l'occasion de la discussion de l'article 1 bis de la loi de Finances, portant ouverture de crédits se montant à : 1.650.113.503 francs (1), le député Chabrun mandaté par la F.S.F. défendit le principe de l'indemnité mobile uniforme.

Il rappela que l'indice des prix de détail était de près de 400 points quand la Chambre vota le traitement de 5.600 francs et qu'il était actuellement de 495.

Il demandait en conséquence le renvoi de l'article 1 bis à la commission des finances et s'appuyait sur le fait que le jour même celle-ci avait examiné favorablement un amendement de M. Locquin, dont nous reproduisons ci-dessous les termes :

« A partir du 1^{er} janvier 1926, il sera attribué à tous les fonctionnaires et agents des services publics une indemnité complémentaire de

(1) Dont : 1.505.065.393 francs pour le relèvement des traitements et soldes des personnels civils et militaires ;

64.066.198 francs pour le relèvement du supplément de l'indemnité de résidence allouée par l'art. 7 de la loi du 28-12-23 à tous les agents de l'Etat.

80.981.912 francs pour le relèvement des indemnités de charges de famille.

traitement ou salaire qui sera variable avec les indices du coût de la vie

« Cette indemnité sera calculée sur la base du traitement minimum actuel de 5.600 francs ; l'indemnité est acquise, à raison de 18 francs par point, autant de fois que l'excédent contient de tranches indivisibles de 25 points. Cette indemnité mobile est établie par trimestre et payable par mois ».

La Commission des Finances avait décidé à l'unanimité de renvoyer cet amendement au gouvernement, en lui demandant de le soumettre à une étude attentive, afin d'en connaître exactement les répercussions financières.

Mais l'intervention de M. Chabrun, celles du député communiste Piquemal et du député socialiste Lebas, furent inopérantes ; le Ministre des Finances et le rapporteur de la commission s'opposèrent au renvoi de l'article 1 bis en prétextant de l'urgence qu'il y avait à voter le budget, cette urgence étant le plus sûr moyen de combattre la dépréciation monétaire et de défendre ainsi le sort des fonctionnaires.

Le gouvernement institua par décret du 14 avril 1926 deux commissions, l'une au Ministère des Finances, l'autre au Ministère du Commerce, « en vue d'examiner les observations et réclamations « formulées à l'encontre des péréquations établies entre les diverses « catégories de personnels civils et militaires de l'Etat à la suite de « la revision des traitements et soldes prescrite par l'article 185 de « la loi du 13 juillet 1925 et de faire des propositions tendant à ré- « ajuster, s'il y a lieu, les traitements des diverses catégories de « fonctionnaires et à fournir au gouvernement les éléments indis- « pensables pour lui permettre d'établir entre elles l'harmonie « nécessaire ».

La commission instituée au Ministère du Commerce devait s'occuper spécialement du personnel des Postes et Télégraphes.

Ce point étant acquis, la F.S.F. poursuivit son autre objectif, la réadaptation des traitements au coût de la vie. Elle obtint du cabinet Briand-Péret la promesse d'une indemnité d'attente.

La commission instituée par décret du 14 avril auprès du Ministère des Finances se réunit le 21 mai sous la présidence de M.

Martin, ancien Conseiller d'Etat, Directeur Général Honoraire à l'Administration des Finances. Elle comprenait en plus du Président 16 hauts fonctionnaires et 7 délégués des organisations syndicales, dont 6 de la F.S.F. et un délégué de l'Entente Universitaire. Cette commission consultée par le Ministère des Finances sur la forme à donner à l'indemnité d'attente, vota le principe d'une indemnité proportionnelle au traitement, à laquelle la F.S.F. était hostile.

Le taux de cette indemnité devait être de 12 % comme celle que venaient d'obtenir les cheminots. Elle devait s'appliquer à la fois au traitement net, aux indemnités pour charge de famille et à l'indemnité de résidence.

Appliquée au traitement de début de 5.600 francs, elle représentait 52 francs 64 par mois ou 1 franc 75 par jour, dans une localité sans indemnité de résidence, et 72 francs 64 par mois ou 2 francs 42 par jour à Paris.

La F.S.F. estimait avec raison que ces augmentations étaient insignifiantes, alors que sur la base de l'amendement Locquin et avec l'indice 500, c'était au moins 3.400 francs d'augmentation par an qu'il fallait donner au petit fonctionnaire. Elle s'empessa d'ailleurs de limiter à 150 francs par mois ou 1.800 francs par an le minimum de l'augmentation de traitement à accorder provisoirement. Elle demandait en même temps que cette indemnité fût mobile en fonction du coût de la vie.

Les crises ministérielles qui se succèdent pendant les mois de juin et juillet retardent la solution du problème. Le ministère Poincaré reprend le projet Péret d'une allocation provisoire de 12 % non soumise à la retenue pour retraite, applicable aux traitements ou soldes nets, aux indemnités de résidence et pour charges de famille. Selon l'exposé des motifs du projet de loi, « les indices généraux des prix de détail se fixant d'après les dernières statistiques aux abords de 550 % sur la base de l'indice 100 en 1914, le gouvernement estime que cette majoration ne saurait être inférieure à 200 % par rapport au traitement moyen qu'ils perçoivent avant la réforme de 1919 ».

L'ensemble des mesures prévues entraînait pour une période de huit mois une dépense d'environ 660 millions correspondant à une charge annuelle approximative de 990 millions.

Ce crédit fut voté à la Chambre le 31 juillet et au Sénat le 3 août sans que la répartition en fut définitivement arrêtée. Par décret du 5 septembre, une allocation forfaitaire de 200 francs pour la période du 1^{er} mai au 31 juillet était accordée aux fonctionnaires, exception faite des agents, employés et ouvriers à salaire régional et ceux pour lesquels la fonction publique n'est que l'accessoire d'une autre profession. D'août à décembre, l'allocation est de 12 %, ainsi que l'a promis M. Poincaré, avec minimum de 100 francs par mois pour les petits fonctionnaires ne gagnant pas 10.000 francs. Mais les prix de détail, malgré le redressement du franc, continuent leur hausse et la F.S.F. s'agite car il n'est rien prévu d'autre au budget de 1927 qu'une somme de 1250 millions destinée à maintenir les 12 %, le triplement des traitements supérieurs et les retouches que proposera la Commission Martin. Elle demande en même temps que le rajustement des traitements prenne date au 1^{er} mai 1926, ainsi qu'il a été fait pour le règlement des gros traitements et ainsi qu'il vient d'être décidé pour les postiers.

Un Conseil Fédéral tenu le 7 novembre donne mandat au Bureau de la Fédération de concentrer son effort sur ce point, ainsi que sur l'adoption d'une échelle de traitements 9.000-100.000 et de l'adaptation à cette échelle d'un volant mobile. Une lettre aux députés proteste contre l'intention du président du Conseil de ne pas accorder « un centime pour un relèvement des traitements des fonctionnaires en 1927 ».

Les prix de détail sont en effet passés de l'indice 544 en juin 1926 à 624 en octobre 1926.

La discussion sur la question des traitements vient à la Chambre le 3 décembre 1926 et malgré l'intervention des députés Piquemal et Canavelli qui s'attachent à démontrer l'un et l'autre l'insuffisance des 12 %, la Chambre suit le gouvernement qui déclare vouloir s'en tenir au crédit de 1250 millions.

Le congrès de la F.S.F. des 21, 22 et 23 décembre ne peut donc

que protester devant cette situation et réclamer l'élévation à 25 % de l'indemnité de 12 %. A la demande de l'opposition, il substitue la revendication de l'échelle 10.800-100.000 à l'échelle 9.000-100.000 que présentait le Bureau Fédéral.

Durant les premiers mois de l'année 1927, la sous-commission instituée au sein de la commission Martin poursuit son projet de classement des différentes catégories de fonctionnaires. Elle réduisit considérablement le nombre de ces catégories et fixa les traitements dans les limites 6.900-80.000. L'incorporation pure et simple des 1200 francs accordés par la loi du 3/8/26 au traitement de base aurait eu pour effet de diminuer de 72 francs le traitement net, par la retenue pour retraite opérée sur ces 1200 francs. Mais le chiffre de 6.900 donnait un traitement net de 6.486 francs, soit une augmentation de 22 francs sur ce que recevait le fonctionnaire débutant depuis la loi du 3 août 1926.

C'est pour remédier à cette augmentation dérisoire que la F.S.F. demandait que le traitement de base fût porté à 8.000 francs. Le gouvernement ayant constaté un excédent budgétaire suffisant sur l'exercice 1926 et réalisé d'importantes économies sur celui de 1927, déposa en juillet un projet de loi portant ouverture de crédits supplémentaires sur ces exercices en vue du relèvement des traitements et soldes, pensions civiles et militaires et pensions de guerre. En ce qui concerne les fonctionnaires, il leur accordait à dater du 1^{er} août 1926 les traitements proposés par la sous-commission Martin, sous réserve de la sanction de la commission plénière. La réforme dont le coût sur l'exercice 1926 était chiffré à 420 millions et à 1 milliard sur l'exercice 1927 (non compris le relèvement des pensions de guerre et pour ancienneté de services), affectait surtout les fonctionnaires moyens et supérieurs et n'avait d'autre effet pour les petits fonctionnaires que l'augmentation de 22 francs dont nous venons de parler.

Mais le gouvernement acceptait le relèvement du traitement de début de 8.000 francs à partir de l'année 1928.

La Commission des Finances de la Chambre était favorable à la rétroactivité du 1^{er} août 1926 de ce relèvement, rétroactivité dont

la dépense n'aurait coûté que 130 millions sur l'exercice 1926 et 300 millions sur 1927. L'excédent budgétaire constaté à la clôture de l'exercice 1926 était d'ailleurs suffisant pour couvrir la dépense totale, mais le Gouvernement opposait que le report d'un exercice à l'autre était interdit, l'excédent constaté en clôture d'exercice devant aller à la Caisse d'amortissement, selon la loi du 7 août 1926.

La rétroactivité des 8.000 francs fut donc repoussée. Pendant un an, de juillet 1927 à juillet 1928, la Fédération va faire démarche sur démarche pour obtenir que le gouvernement revienne sur sa décision. Finalement celui-ci consent à accorder la rétroactivité des 8.000 francs mais à partir du 1^{er} octobre 1927 seulement (loi du 30 juin 1928).

Depuis cette date, la Fédération ne cesse de réclamer une revalorisation plus complète. Elle accepte un premier palier 9.000-100.000 pour l'année 1930 avec rétroactivité du traitement de 9.000 au 1^{er} juillet 1929. Le deuxième palier 10.800-100.000 serait appliqué en 1931. Mais le gouvernement qui a prévu un premier crédit de 500 millions pour l'année 1930 entend en faire bénéficier les hauts et moyens fonctionnaires.

Après des mois de discussion, la Fédération Postale, qui entendait avant toute amélioration du traitement de début, faire bénéficier ses adhérents du coefficient 5 par rapport aux traitements de 1914, s'es enfin mise d'accord avec la F.S.F. pour réclamer l'application des 9.000 francs.

La Fédération des Syndicats de Fonctionnaires, pour justifier sa revendication, s'appuie sur la hausse du coût de la vie qui se poursuit depuis le vote des 8.000 francs. L'indice des prix de détail était alors à 520. Il est à 624 en juin 1929.

L'exposé aride qui précède montre que tout l'effort de la Fédération s'est porté vers le relèvement du traitement de début sur la base de la décision de la première Commission Hébrard de Villeneuve le fixant à 1.800 francs en 1914. On ne peut juger son action justifiée que si l'on admet la légitimité de ce dernier chiffre.

Sinon on peut aisément démontrer comme l'a fait M. Poincaré à la Chambre des Députés en juillet 1927, que les petits fonction-

naires ont été largement favorisés. Nous reproduisons ci-dessous les chiffres de 1914 qu'il a cités, en en rapprochant les traitements de 1925, 1927 et 1928 et en calculant les nombres-indices des traitements nominaux. Il est bon de remarquer que les gardes des eaux et forêts ont toujours prétendu qu'il fallait tenir compte des avantages en nature importants dont ils bénéficiaient en 1914, avant de calculer le pourcentage d'augmentation de leurs traitements.

Année	Nombre- indice des prix de détail pour l'ensemble des villes de plus de 1.000 habitants	Traitement minimum (sur la base du chiffre annuel de 1.800 frs pris pour base)		Traitement de début du garde des eaux et forêts		Traitement de début du douanier		Traitement de début du facteur rural		Traitement d'un directeur général	
		Traitement nominal	Nombre- indice	Traitement nominal	Nombre- indice	Traitement nominal	Nombre- indice	Traitement nominal	Nombre- indice	Traitement nominal	Nombre- indice
1914	400	1.800	100	800	100	1.200	100	1.100	100	25.000	100
1919	291	4.520	251	4.520	565	4.520	376	4.520	410	30.000	120
1925	450	5.600	311	5.600	700	5.600	466	5.600	509	40.000	160
1927	559	6.900	383	6.900	862	6.900	575	6.900	627	75.000	300
1928	537	8.000	444	8.000	1.000	8.000	666	8.000	727	80.000	320

On voit l'extrême nivellement des traitements. En 1914 le traitement d'un Directeur général était égal à trente fois celui du préposé des eaux et forêts. En 1919, il n'était plus que 6,84 fois plus élevé que le traitement de début. En 1925, les deux traitements étaient dans la proportion de 1 à 7,14. En 1926, la proportion était d'environ 1 à 11. Enfin dans l'échelle 8.000-80.000, elle n'était que de 1 à 10.

Notre exposé n'exprime pas toute l'irritation que le corps des fonctionnaires a ressentie au cours des années passées. Que le traitement théorique de 1800 francs ait été justifié ou non, il n'en est pas moins vrai que les fonctionnaires ont été aigris par cette lutte sans répit pour la préservation de leur rémunération. Les fonction-

naires moyens et surtout les fonctionnaires supérieurs ont été avec les petits rentiers les véritables victimes de l'inflation (1).

Mais si la F.S.F. a pris surtout la défense des petits fonctionnaires cela ne tient pas à des raisons particulières à notre pays ; nous avons vu au début de notre étude que ce regrettable nivellement était en période de hausse des prix un phénomène général.

En parcourant rétrospectivement les collections de la *Tribune du Fonctionnaire*, on se rend compte de la gravité de ce problème des traitements et du véritable danger auquel s'expose un Etat fort quand il s'obstine à en reculer la solution, même pour les raisons budgétaires les plus sérieuses.

Quelque opinion qu'on puisse avoir sur la question du droit syndical, on ne voit pas dans déplaisir les fonctionnaires les plus avertis songer à l'action directe et en être réduits à descendre dans la rue pour réclamer leur dû. A distance des événements, on peut se demander, sans douter un instant de leur valeur morale et professionnelle, si, en leur donnant plus tôt satisfaction, les rouages de l'Etat n'eussent pas mieux manœuvré et si le système fiscal n'aurait pas eu un meilleur rendement.

A chaque discussion du problème, de puissants intérêts industriels et commerciaux faisaient pencher la balance, de la même façon que dans les autres pays, et le gouvernement s'est souvent fait l'écho de ces réclamations.

Un système d'indemnité mobile aurait pu résoudre la question ; sinon pour l'ensemble des fonctionnaires, du moins pour les catégories inférieures. Mais la Fédération a-t-elle réellement voulu l'échelle mobile. C'est ce qu'il nous reste à examiner.

(1) Les fonctionnaires supérieurs n'ont pas participé à cette agitation. Mais un grand nombre d'entre eux ont recherché des emplois plus rémunérateurs dans les grandes administrations privées.

SECTION II

L'échelle mobile

Dès le moment où la Fédération lutte pour le maintien des 720 francs, elle parle de l'échelle mobile. Elle la réclame encore en 1923 au moment où elle fait campagne pour les 1800 francs. Mais une lecture attentive des résolutions qu'elle vote et des comptes-rendus de ses congrès laisse l'impression que cette demande n'est pas sérieuse. D'abord l'échelle mobile n'est présentée que comme une réclamation accessoire, elle n'est revendiquée que pour appuyer la demande de prorogation des 720 francs d'abord, pour obtenir l'indemnité de 1800 francs ensuite ; on en a d'ailleurs la preuve lors des débats qui ont lieu à la Chambre des Députés pour le maintien des 720 francs en janvier 1923. Les propres défenseurs des fonctionnaires font entendre que ce n'est pas au moment où, du fait de l'augmentation du coût de la vie, cette indemnité devient insuffisante qu'il faut la réduire ; si l'on y touche, on s'expose à ce que les fonctionnaires exigent l'échelle mobile.

C'est donc à la manière d'un épouvantail que l'échelle mobile est réclamée, et il semble qu'il en soit encore ainsi pendant les années suivantes.

Il suffit d'ailleurs de remarquer que pendant longtemps la Fédération se bornera à la revendiquer sans préciser les modalités d'application qu'elle souhaite voir réaliser. Elle se contentera, invoquant dans son congrès de novembre 1922, l'exemple de l'Angleterre, de demander :

« que l'ajustement des traitements et salaires au coût de la vie soit effectué périodiquement par le jeu d'une échelle mobile juxtaposée à l'échelle fixe et variant suivant l'indice économique établi par des commissions analogues aux comités Withley ».

Même formule dans l'ordre du jour de son Conseil Fédéral du 9 mars 1923.

Le tract du Conseil Fédéral lancé en octobre 1923 au moment de la reprise de la campagne en faveur des 1800 francs s'exprimait

en termes semblables, en ajoutant toutefois que « l'ajustement de la portion mobile serait effectué suivant un taux dégressif ».

Sans doute l'échelle mobile est-elle défendue à la Chambre à la séance du 18 décembre 1923 par M. Lebas, député socialiste du Nord, qui reprend mot pour mot la demande de la Fédération et par M. Herriot, qui propose le système d'une indemnité uniforme adoptée par la ville de Lyon et le département du Rhône en faveur de leurs fonctionnaires. Sans doute encore le congrès des 2 et 3 mars 1924 vote une motion demandant que :

« la revision générale des traitements qui sera effectuée cette année aux termes de la loi soit opérée proportionnellement à la hausse du coût de la vie depuis 1914, ou à la valeur du franc or, c'est-à-dire sur la base de l'indice 3,5 avec l'échelle mobile pour tenir compte de l'élévation de l'indice à un chiffre supérieur ».

Mais l'échelle mobile sera abandonnée dès l'avènement du Gouvernement Herriot. Il n'en sera pas question devant la deuxième Commission Hébrard de Villeneuve. Elle renaîtra toutefois au congrès des 5-6 octobre, devant l'insuccès de cette Commission.

L'ordre du jour suivant y est voté :

« Le congrès, considérant que les 6.000 francs qu'il demande comme traitement minimum, correspondent seulement à l'indice du coût de la vie 3,33, réclame l'établissement d'une échelle mobile qui aurait pour effet de maintenir dans l'avenir leur pouvoir d'achat aux traitements des fonctionnaires, et demande que cette échelle fonctionne dès que l'indice de cherté de vie s'élèvera au-dessus du taux actuel 3,80 ».

Ainsi jusqu'à la fin de l'année 1924, la F. S. F. évitera de se prononcer pour tel ou tel mécanisme d'échelle mobile, ce qui nous autorise à penser que jusqu'à ce moment elle ne fait que formuler une revendication, sans beaucoup la désirer. Au Conseil Fédéral du 12 janvier 1925, les divers systèmes d'échelle mobile furent exposés. Le Conseil se contenta de renvoyer la question à la Commission exécutive, après qu'une discussion se fût engagée sur le point de savoir si l'indice qui servirait de base au système serait national ou régional. On proposa l'adoption d'un indice national, les variations régionales du coût de la vie devant être corrigées par le jeu des indemnités de résidence.

La Commission exécutive de F. S. F., dans sa réunion du 3 février 1925, semble s'être décidée pour une indemnité mobile uniforme de 450 francs pour chaque augmentation de 25 points de l'indice. C'est le système qui fut défendu à la Chambre des Députés par MM. Chabrun et Piquemal, à la séance du 10 février. Mais les préoccupations de la Fédération, dès ce moment, sont dirigées sur la question de la répartition des crédits, comme nous l'avons vu plus haut, avant même que ces crédits soient définitivement votés. C'est cette question qui domine la discussion du Congrès des 25-28 juin sur les traitements, bien que le projet Caillaux d'un emprunt-or réservé aux porteurs de Bons du Trésor apporte une force nouvelle à la revendication de l'échelle mobile. Il faut noter d'ailleurs que ce Congrès proteste contre ce projet en estimant :

« ... qu'il ne peut demander moins que la satisfaction écrite donnée « aux puissances capitalistes par la conversion des bons du trésor en « valeurs étalon-or soit accordée aux fonctionnaires sous forme d'un « traitement-or ».

L'échelle mobile va donc encore être délaissée pendant le temps que siègera la Commission Trépont. Mais le Conseil Fédéral des 11-12 octobre décide la création d'un comité d'action chargé de préparer et de diriger la campagne de 1926. Ce Comité comprend cinq membres du Bureau Fédéral et trois membres de l'opposition. Ces derniers étant comme l'opposition tout entière de chauds partisans de l'échelle mobile, on voit donc apparaître à nouveau cette revendication, d'autant plus vivement que la crise financière se précipite. C'est d'autre part à cette époque que le parti communiste et la C. G. T. U. font une active campagne en faveur du système.

On entre donc désormais dans une nouvelle phase. La Fédération va s'occuper plus activement de l'échelle mobile et sans la mettre encore au premier plan de ses revendications, elle ira en entretenir, sans succès d'ailleurs, les nombreux Ministres des Finances qui vont se succéder.

La campagne de 1926 débute par la tenue d'un Conseil Fédéral le 16 janvier qui, pour la première fois, adopte le principe d'une

indemnité mobile uniforme pour tous les agents de l'Etat, sans distinction de hiérarchie. (1)

Dans tous les meetings que la F. S. F. organise à partir de ce moment, l'indemnité mobile est réclamée, conjointement à la solution de la péréquation et la revalorisation des traitements.

a) Les arguments présentés par la Fédération en faveur de l'échelle mobile ne diffèrent pas sensiblement de ceux qu'elle met en avant pour la simple revalorisation. Elle attire l'attention des parlementaires et de l'opinion sur la désertion des fonctions publiques, résultat d'une rémunération insuffisante. Elle fait valoir d'autre part que les fonctionnaires sont les contribuables les plus sévèrement soumis à l'impôt cédulaire, tandis que les industriels et commerçants ont la ressource de tromper le fisc.

Le point de vue de la Fédération est bien exposé dans une circulaire adressée en novembre-décembre 1925 à tous les parlementaires par le Comité d'action dont nous venons de parler :

« Les conséquences désastreuses résultant de la crise financière « n'affectent pas indistinctement toutes les catégories sociales. La vie « chère est un facteur de prospérité pour beaucoup d'entre-elles ; « d'autres sont immunisées automatiquement contre ses méfaits ; finalement elle n'est un dommage que pour ceux dont les ressources proviennent de revenus fixes ».

« Non seulement en effet la grande industrie et le grand commerce « sont prémunis par leur faculté souveraine d'arbitrage des prix à la « production et à la vente, mais ils ajoutent au bénéfice loyal et marchand des entreprises ceux de l'agio et de la spéculation sous toutes « ses formes ».

« L'agriculture, l'artisanerie, le petit commerce sont à l'abri des « soubresauts perturbateurs et élèvent la digue de leurs bénéfices devant la marée montante du coût de la vie ».

(1) « A cette thèse s'opposaient celle des Contributions Indirectes concluant à une échelle variable avec les traitements sur le modèle amélioré de l'échelle belge, système que son défenseur M. Piquemal abandonna avant le vote, et la proposition des instituteurs défendue par M. Roussel, tendant à l'établissement d'une indemnité mobile uniforme pour chaque catégorie et calculée d'après le traitement moyen de cette catégorie. Le principe de l'indemnité mobile régionale déjà défendu au Conseil du 12 janvier 1925 y fut à nouveau discuté.

« Des titres d'Etat ont reçu la protection d'une immutabilité de valeur, recouvrant ainsi le privilège de la monnaie-or.

« Le revenu de la propriété bâtie aura prochainement son bouclier légal contre les atteintes de la dépréciation monétaire. Il variera comme les revenus industriels, commerciaux et agricoles en fonction des fluctuations financières et retrouvera en volume ce qu'il perdra en densité ».

« Sous la pluralité des aspects, sous la diversité des apparences, c'est au fond un même mécanisme protecteur qui se révèle à l'usage de tous ces groupes d'intérêts ».

« Qu'on lui donne ou qu'on lui refuse son vrai nom, qu'il soit actionné par l'initiative de l'Etat ou par l'initiative privée, il n'est en substance dans toutes les espèces envisagées qu'une seule et même chose : une échelle mobile ».

« Et cette échelle mobile joue en faveur de toutes les collectivités de la nation, sauf pour deux : celle des oisifs, ce qui est sans doute légitime quand l'oisiveté n'est pas justifiée par l'âge ou l'incapacité du travail, et celle des travailleurs salariés, ce qui n'est certainement plus légitime du tout ».

« C'est l'injustice de cette situation différentielle dont les fonctionnaires ont la disparition à cœur ; c'est l'obtention du régime commun, de la garantie commune à l'égard de leur rémunération qu'ils revendiquent ».

b) La Fédération cite l'exemple des Etats étrangers et surtout de la Belgique, et de certaines municipalités françaises, de même que quelques départements, qui appliquent l'échelle mobile à leurs fonctionnaires sous la forme d'une indemnité dans la plupart des cas uniforme.

c) Sans faire la preuve que le fonctionnement du système n'est pas incompatible avec l'établissement du budget, la Fédération se contente de constater que l'incertitude budgétaire existe en fait pour toutes les dépenses de l'Etat autres que celles afférentes au paiement des traitements et au Service de la Dette publique.

Ainsi, examinant le budget de la guerre, elle découvre qu'au chapitre des fourrages, il avait été prévu au budget de 1925 une dépense journalière de 3 fr. 93 pour l'alimentation des chevaux de la gendarmerie. Le prix de revient de la ration ayant atteint 5 fr. 048, il en est résulté une insuffisance de crédits de près de 4

millions et demi, qui a fait l'objet de crédits supplémentaires. C'est ce que la *Tribune du Fonctionnaire* appelle l'échelle mobile des fourrages.

Il en est de même pour les frais d'alimentation des hommes de troupe. Quant aux chiens des établissements de la guerre, l'allocation journalière pour leur nourriture est susceptible de révision chaque fois que le prix du pain variera de 0 fr. 20 par kilo. « Il fut un temps où les fonctionnaires, hommes libres, conscients et organisés grommelaient contre des ordres trop sévères en murmurant : On n'est pas des chiens ! Mais à présent ils n'ont pas d'autre idéal que d'être assimilés aux bêtes... » (1)

L'imprévision existe aussi bien pour les achats de matériel et le paiement de la dette extérieure est directement affecté par les variations du cours des changes.

L'impossibilité de chiffrer exactement ces dépenses ne décourage pas le Parlement et le Gouvernement d'établir un budget annuel. Comment supposer que l'établissement de l'échelle mobile rendrait cette tâche impossible ?

d) La Fédération, d'accord avec la C. G. T. U. sur ce point, n'entend pas que la stabilisation soit en elle-même un remède suffisant à la question des traitements. Elle prétend que l'échelle mobile n'en sera que plus utile pendant l'adaptation des prix intérieurs aux prix mondiaux. Comme la C. G. T. U., elle repousse pour cette raison le salaire-or. Elle le repousse également, comme le C. G. T. cette fois, pour la raison que ce système serait dirigé contre la monnaie nationale et accélérerait par conséquent l'inflation.

L'échelle mobile avait bien quelques défenseurs à la Chambre, indépendamment des orateurs spécialement mandatés par la Fédération ou par les Postiers. Elle en avait même parmi les députés de droite, tels que M. Marcel Héraud, qui en reconnaissait la nécessité pour obtenir la collaboration confiante des fonctionnaires. (2)

Du côté du Gouvernement, le grand argument mis en avant

(1) Tribune du 3.7.26.

(2) Chambre des Députés, séance du 23.3.26.

était que le système conduisait droit à l'inflation, que son adoption serait nécessairement étendue au monde ouvrier, alors que la grande majorité des citoyens devait être intéressée à l'amélioration de la valeur du franc. MM. Doumer et Caillaux s'étaient opposés à l'échelle mobile en prétendant que leurs projets de stabilisation la rendaient inutile. M. Péret déclara que si on l'instituait, il faudrait mettre en regard l'échelle mobile des impôts. Ce à quoi la F. S. F. objectait qu'en fait celle-ci existait.

Quelques députés, et notamment M. Léon Blum dans une intéressante déclaration à la Chambre (1), niaient qu'une indemnité mobile pût avoir une répercussion grave sur l'équilibre du budget.

Ce qu'on ne peut nier, c'est que, l'échelle mobile étant réclamée à la Chambre sous la forme d'une simple indemnité uniforme ayant pour but de revaloriser le traitement de début, ses inconvénients étaient limités.

Selon le vote du Conseil Fédéral de janvier, l'indemnité mobile devait être uniforme. Sur la base de l'indice 500, le traitement de début de 1.800 francs correspondant à l'indice 100 devait être porté à 9.000 francs soit une augmentation de 3.400 francs au moyen d'un volant mobile sur le traitement de début de 5.600 francs servi à ce moment. Mais le Bureau de la Fédération hostile d'ailleurs à

- (1) « J'ajoute que nous pouvons le faire sans imprudence et sans compromettre l'équilibre du budget. Je le déclare très nettement. Selon moi, le budget que nous votons n'est pas seulement un budget à équilibre ou à excédents réels, mais à la différence de la plupart des budgets que nous avons connus depuis que nous sommes dans cette Chambre, qui étaient des budgets à déficit occulte, le budget en présence duquel nous sommes cette fois est un budget à plus-values occultes, d'abord en raison des recettes réalisées en dehors de l'équilibre, ensuite en raison de la façon dont ont été calculées et les recettes normales et les plus-values à attendre des réformes fiscales que nous avons introduites dans cette loi du budget et dans la loi votée récemment ».

« J'ajoute, et je tiens à le dire pour contredire dans la mesure où je le puis, une campagne de presse française et étrangère, que dans un budget de la texture du nôtre, même la dévalorisation de la monnaie contribue à l'équilibre bien loin de le rompre, en ce sens qu'elle agit d'une façon plus générale et plus étendue sur les recettes que sur les dépenses. C'est ma conviction profonde ».
(Chambre — Séance du 28.4.26).

l'indemnité uniforme voté malgré elle au Conseil Fédéral n'osera pas formuler pareille exigence auprès du Gouvernement. Il proposera bien l'échelle mobile, mais sur une indemnité annuelle de 1.800 francs seulement.

Malgré l'arrivée au Ministère des Finances, en qualité de sous-secrétaire, de M. Piétri, qui avait institué l'échelle mobile pour les fonctionnaires du Maroc quelques années auparavant, alors qu'il était Directeur des Finances du Protectorat, (1) M. Caillaux sera résolument hostile au système, déclarant comme l'ont fait tous les ministres des finances précédents qu'elle s'oppose à tout projet de stabilisation.

Et c'est à peine s'il en sera question quelques semaines plus tard quand les Chambres voteront presque sans débat le crédit de 660 millions que proposera le Gouvernement Poincaré.

On parlera encore de l'échelle mobile au congrès que tiendra la Fédération des Fonctionnaires en décembre 1926, car le rétablissement de la devise nationale réalisé par le Gouvernement d'Union nationale s'accompagnera d'une hausse des prix très sensible, que tout le monde avait prévue. La Fédération craint qu'une stabilisation prochaine n'accélère cette montée et le congrès vote le principe d'une échelle mobile suivant un système analogue au système belge, et dont les modalités seront arrêtées par la Commission des traitements de la Fédération. Mais en fait la réclamation est simplement présentée pour la forme et elle est abandonnée par la suite.

Quelles sont les conclusions de notre étude ?

Nous avons vu que jusqu'à la fin de 1925, la F. S. F. réclame l'échelle mobile comme une revendication accessoire et sans grand désir de l'obtenir.

A partir du 4^e trimestre 1925 et jusqu'à l'avènement du Ministère Poincaré, elle la réclame plus énergiquement et il semble

(1) M. Piétri avait vivement défendu le principe de la mobilité des indemnités pour charge de famille et des indemnités de résidence à la séance du 12 février 1925 à la Chambre des Députés.

résulter d'une première lecture de la *Tribune du Fonctionnaire* que la Fédération veuille à ce moment l'obtenir.

En réalité, même dans ce premier semestre de l'année 1926 où la dépréciation du franc se précipite, il n'est pas certain qu'il en ait été ainsi.

Que l'opposition de la Fédération ait voulu l'échelle mobile, cela n'est pas douteux. Encore faut-il ajouter que la tâche de l'opposition est toujours plus facile que celle des dirigeants et qu'il est toujours plus aisé de formuler une revendication que de la réaliser. Il faut noter également que le chef de l'opposition, Piquemal, l'homonyme du défenseur de l'échelle mobile à la Chambre des Députés, a une sympathie très marquée pour le parti communiste et la C.G.T.U. (1). Il n'est donc pas surprenant qu'il ait combattu pour le grand mot d'ordre de ses amis, mais pour être exact, il faut ajouter qu'il en était le défenseur au sein de la Fédération bien avant le début de la campagne des communistes et de la C.G.T.U.

Mais comment expliquer les dispositions de la majorité de la F.S.F. et surtout du bureau fédéral à l'égard de l'échelle mobile ?

On pourrait objecter d'abord que la hausse des prix n'a pas pris en France une allure telle que ce mode de rémunération fût nécessaire. Mais cette explication ne nous paraît pas suffisante, car un pays voisin, la Belgique, dont la situation financière était semblable à la nôtre, l'avait bien appliqué à ses fonctionnaires.

Il est possible que le souvenir de la catastrophe allemande ait influencé l'esprit des dirigeants de la Fédération, encore qu'ils aient souvent cité les exemples de l'Allemagne et de l'Autriche dans leurs revendications. Au fond d'eux-mêmes et quoiqu'ils en aient dit, ils ont dû penser que le système, même sous la forme d'une modeste indemnité, pouvait accélérer l'inflation. D'autre part, déjà obligés sous la poussée de la masse de leurs adhérents,

(1) Il finira par se séparer de la F.S.F. pour fonder une Fédération autonome lorsque la Fédération Nationale décidera de rentrer à la C.G.T.

de diriger tous leurs efforts vers l'amélioration du traitement de début, ils étaient hostiles au système de l'indemnité uniforme, et ils n'ignoraient pas qu'un système du genre belge n'aurait jamais été adopté.

En somme le Bureau de la Fédération savait qu'il n'obtiendrait même pas l'indemnité mobile. C'est pourquoi il préféra concentrer toute son attention aux difficultés soulevées par les postiers.

Il faut surtout, croyons-nous, expliquer le peu d'empressement à défendre l'échelle mobile par la position de la F.S.F. entre la C.G.T. hostile au système et la C.G.T.U. Celle-ci a fait de l'échelle mobile un mot d'ordre d'agitation politique. Aussi était-il difficile à la Fédération de défendre avec ardeur une revendication défendue avec trop de zèle par un groupement syndical aussi suspect que la C.G.T.U.

CONCLUSION

Si l'échelle mobile n'a été revendiquée par la C.G.T.U. que fort tard et si elle n'a jamais été réclamée par la C.G.T., la raison n'en serait-elle pas, à côté de l'hostilité de la C.G.T.U. pour tout contrat collectif ou pour les commissions paritaires et de l'aversion de la C.G.T. pour un système de fixation du standard de vie, le simple fait que les salaires ont pu suivre d'assez près la hausse des prix.

On ne possède pas en France de statistique exprimant la moyenne des salaires réels d'une profession déterminée pour l'ensemble du pays. Etablir des nombres-indices des salaires réels d'après les variations des prix de détail telles qu'elles sont données par la Statistique Générale de la France serait en donner une image inexacte, car les mouvements des prix de détail ne donnent qu'une mesure incomplète des changements dans le coût de la vie.

Nous nous contenterons donc de reproduire ci-dessous les chiffres publiés par la Statistique Générale pour l'ensemble du pays, les moyennes des taux de salaires quotidiens correspondant à 38 professions masculines et 7 professions féminines, en regard desquelles sont donnés les nombres-indices des prix de détail qui supposent un genre de vie invariable et ceux des prix de pension d'un ouvrier célibataire vivant à l'hôtel, qui tiennent compte à l'inverse, des modifications du genre de vie. Si l'on se rappelle que dans l'ensemble les prix de détail s'élèvent plus vite que le coût de la vie, du moins pour les salariés bénéficiant des dispositions législatives de restriction à la hausse des loyers, on constate que sauf dans l'année 1926, les salaires ont dans l'ensemble suivi la hausse du coût de la vie.

Pour Paris, nous avons calculé les nombres-indices des salaires réels au moyen du nombre indice de la Commission Officielle du

Tableau I

Taux des salaires moyens quotidiens des travailleurs et des travailleuses dans les villes autres que Paris et nombres-indices de ces taux de salaires, du coût de la vie et des prix de détail en France, en 1911, en 1921 et de 1924 à 1928.

		Nombres-indices (1911 = 100)				
Dates		Taux de salaires quotidiens		Taux de salaires quotidiens		Prix mensuel de pension (nourriture et logement) d'un travailleur célibataire vivant à l'hôtel
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Prix de détail
		francs	francs			
1911		4,61	2,29	100	100	100
Février 1921		18,92	9,44	410	412	407
Octobre 1924		22,00	11,36	477	496	483
— 1925		23,25	12,25	504	535	514
— 1926		26,93	15,29	584	668	600
— 1927		27,34	14,84	593	648	628
— 1928		28,57	16,06	619	701	650

Tableau II

Taux des salaires quotidiens moyens des travailleurs et nombres-indices de ces taux et du coût de la vie à Paris, de 1925 à 1927 (1).

Dates	Nombres-indices			
	Taux de salaires quotidiens (hommes)	Taux de salaires quotidiens (1911 = 100)	Coût de la vie (1914 = 100)	Taux de salaires réel
	francs			
Avant-guerre	8,12	100	100	100
1925	33,35	411	421	97,6
1926	41,45	510	545	93,5
1927	41,70	513	498	103

(1) Bulletin de la Statistique générale de la France, 1926-1928. Les taux quotidiens indiqués dans ce tableau sont des moyennes établies sur les données relatives à 21 professions importantes (19 seulement en 1911) ; ils se rapportent au mois d'octobre de chaque année.

coût de la vie. Nous spécifions toutefois que la base de comparaison des taux de salaires nominaux est l'année 1911, alors que le coût de la vie a été ramené à la base 100 en 1914.

Si l'on réserve les travailleurs intellectuels et les fonctionnaires, on voit que fort heureusement l'échelle mobile n'a pas été en France d'une profonde nécessité. Toutefois la dépréciation de la monnaie et des salaires s'est poursuivie en Belgique à la même allure qu'en France et cependant l'échelle mobile s'y est répandue.

Notre dernière explication ne suffit donc pas à démontrer la longue indifférence témoignée dans notre pays par la classe ouvrière à l'égard de l'échelle mobile, jusqu'au milieu de l'année 1925.

TROISIÈME PARTIE

Les applications de l'échelle mobile en France

INTRODUCTION

Il y aurait lieu de donner un aperçu des nombres-indices du coût de la vie élaborés en France en vue de l'ajustement des salaires et d'indiquer dans la mesure du possible dans quelles industries une adaptation automatique a eu lieu.

Sur le premier point, nous devons nous contenter de quelques indications seulement, car il serait superflu de rendre compte ici dans le détail des méthodes employées pour l'élaboration des divers nombres-indices. D'ailleurs, les travaux de la plupart des Commissions officielles et paritaires n'ont pas été publiés.

Sur le deuxième point, à défaut d'un examen des faits propres à chaque industrie — qui est hors du cadre de notre modeste étude — nous aurions aimé pouvoir étudier le mécanisme de l'ajustement automatique prévu par les conventions collectives. Ici encore, nous devons nous contenter de brèves références, car les Services du Ministère du Travail n'ont pas cru, malgré la courtoisie dont ils ont fait preuve à notre égard, devoir nous autoriser à prendre copie des principales d'entre elles. Nous n'avons d'ailleurs pu comprendre les raisons qui nous ont été données, car la convention collective est un contrat public, par sa nature.

La lecture du « Peuple » et de « l'Humanité », journaux quotidiens de la C.G.T. d'une part, du parti communiste et de la C.G. T.U. d'autre part, nous a appris peu de chose en ce qui concerne le fonctionnement de l'échelle mobile en France.

Sans doute, un examen des collections de journaux syndicaux, soit des organes des fédérations d'industrie, soit de la presse syndicale régionale, aurait pu nous renseigner davantage. Mais nous croyons que cette besogne n'aurait pas donné d'importants résultats, car il apparaît de nos démarches auprès des secrétaires d'unions départementales que l'ajustement automatique ne s'est développé en France que d'une façon restreinte.

CHAPITRE PREMIER

LES NOMBRES-INDICES DES PRIX DE DÉTAIL ET DU COUT DE LA VIE

§ 1. — *L'indice de la Statistique Générale de la France.*

La Statistique générale de la France publie depuis 1911 un index des prix de détail de 13 denrées, dont onze produits alimentaires et deux articles de chauffage : pain, viande, lard, beurre, œufs, lait, fromage, pommes de terre, haricots, sucre, huile, pétrole, alcool à brûler.

Chacun de ces articles est affecté d'un coefficient de pondération représentant la consommation annuelle d'un ménage ouvrier à Paris, avant la guerre.

Pour Paris, les données sont communiquées par une coopérative de consommation d'un quartier populeux de la périphérie et le nombre-indice est calculé chaque mois.

Pour la province, un nombre-indice est calculé par trimestre et par région : Nord, Est, Sud-Est, Midi, Ouest, Alsace-Lorraine, et un nombre-indice exprimant les variations des prix des treize denrées pour l'ensemble de la France est compilé d'après ces résultats. Les données sont fournies par les maires des communes de plus de 10.000 habitants.

§ 2. — *Les Commissions d'étude du coût de la vie.*

On peut faire remonter l'origine des Commissions d'étude du coût de la vie instituées en 1920 aux instructions transmises aux Préfets dès juin 1917 par les Ministres du Travail et des Travaux Publics, en vue de l'ouverture de négociations entre délégués pa-

tronaux et ouvriers de l'industrie minière, pour la détermination de l'indemnité de vie chère.

Ultérieurement, les circulaires ministérielles des 11 février, 4 mars et 14 septembre 1918 recommandaient l'établissement de Commissions mixtes à l'effet de réviser les salaires en tenant compte des circonstances locales, des conditions du travail dans chaque mine et du coût de la vie. La circulaire interministérielle du 14 septembre 1918 créait, d'une part, des Commissions régionales qui devaient déterminer un minimum de salaire régional applicable aux ouvriers sans spécialité « eu égard au coût de la vie dans la région » (1). Elles devaient être composées de 7 à 11 membres, dont le préfet ou son représentant, 3 à 5 patrons, 3 à 5 ouvriers. Les commissions locales, composées sur la base paritaire, devaient être organisées par mine ou par exploitation : leur rôle était de fixer les salaires en fonction du salaire minimum arrêté par la Commission régionale et des circonstances locales.

Ce système fut étendu par les Ministres de la Guerre et de la Marine aux établissements relevant de leur département et par le Commissaire aux Transports maritimes aux entreprises et ouvriers des ports.

Mais ces commissions mixtes « devaient produire des chiffres établis à la hâte et susceptibles d'être influencés par les tendances du moment » (2).

C'est pourquoi un décret du 19 février 1920, modifié par un décret du 1^{er} juin de la même année, instituait au ministère du Travail une commission interministérielle « chargée de suivre les variations des cours, de constater périodiquement leur répercussion sur les éléments essentiels du coût de la vie, de rechercher les causes des variations qu'elle aura relevées et de proposer les mesures que ses constatations lui paraîtront appeler ».

(1) Oualid et Piquenard. Salaires et tarifs, op. cit., p. 465.

(2) Rapport du Ministre du Travail au Président de la République — Compte-rendu des travaux de la Commission Centrale d'études relatives au coût de la vie au cours de l'année 1920.

Cette Commission, composée de 33 membres nommés par arrêté du Ministre du Travail et choisis parmi les membres du Parlement, les représentants des organismes industriels, agricoles, commerciaux ou coopératifs et les représentants des ministères intéressés. devait provoquer la constitution de commissions régionales qui seraient chargées d'examiner pour une circonscription donnée les causes des variations des cours et le coût de la vie et de calculer la mesure de ces variations.

Vingt commissions régionales furent instituées à Paris, Amiens, Lille, Nancy, Strasbourg, Besançon, Dijon, Clermont-Ferrand, Lyon, Grenoble, Marseille, Montpellier, Toulon, Bordeaux, Limoges, Tours, Nantes, Rennes, Caen, Rouen. Mais dans vingt-six autres départements des Commissions départementales furent instituées. En outre, quelques commissions locales furent créées.

Les Commissions, selon les recommandations ministérielles, prirent pour base du calcul des indices du coût de la vie la dépense d'une famille ouvrière de quatre personnes, en 1914 de préférence. Elles avaient à faire une répartition proportionnelle de cette dépense entre cinq grandes catégories principales : alimentation, chauffage et éclairage, logement, habillement, dépenses diverses, calculer un indice partiel de chaque groupe, le pondérer suivant la répartition adoptée pour obtenir finalement l'indice total.

Ces Commissions devaient être composées d'une façon analogue à la Commission Centrale, c'est-à-dire que les membres du Parlement devaient être remplacés par des membres du Conseil Général ou du Conseil Municipal. Devaient également y figurer des représentants des Chambres de Commerce, des organisations patronales et ouvrières, des inspecteurs du travail, des professeurs d'Economie politique des Facultés de droit, etc...

Une note adressée aux Préfets le 7 avril 1920 déclarait qu'un certain équilibre devait exister, comme dans les Commissions paritaires, entre les représentants des employeurs et ceux des employés, « de façon que le choix des membres apparaisse à tous les

yeux comme uniquement guidé par le souci de l'exactitude et de l'impartialité ».

Ainsi, les commissions régionales et locales avaient toute latitude pour établir le budget devant servir de base à l'élaboration de l'indice. Les travaux de ces commissions, à l'exception de celle de Paris, n'ont malheureusement pas été publiés par l'Administration centrale (1).

La Commission de Paris a adopté pour le groupe des dépenses d'alimentation les onze denrées figurant à la liste de l'indice des prix détail de la Statistique Générale, avec les coefficients de pondération admis par celle-ci. Elle a simplement substitué au beurre une rubrique des graisses alimentaires et remplacé les haricots par la rubrique « légumes secs » répartis par quantités égales entre le riz et les haricots.

La viande a été répartie en trois espèces principales (bœuf, veau, mouton).

Les dépenses d'habillement ont fait l'objet d'une liste assez complète pour qu'on puisse considérer les chiffres obtenus comme exprimant la dépense totale du ménage en fait de vêtements, linge et chaussures.

Pour le loyer, on a tenu compte des dispositions législatives. Ainsi, en 1920, on a considéré que la dépense « logement » n'avait pas augmenté par rapport à 1914, car la loi permettait alors à la plupart des locataires de conserver pendant deux ans à partir de la date de la cessation des hostilités le bénéfice des prix d'avant-guerre.

Dans le groupe des dépenses d'éclairage et chauffage, on a compris :

1.000 kilogr. par an de charbon de terre ;

400 mètres cubes par an de gaz d'éclairage ;

25 litres par an de pétrole.

Dans les dépenses diverses, sont rangés les soins pharmaceutiques, les soins personnels (coiffeur, bains), le blanchissage du linge ou produits nécessaires au blanchissage de la maison, les livres et journaux,

(1) En ce qui concerne les denrées alimentaires, on trouvera p. 10-11 du compte-rendu des Travaux de la Commission Centrale un tableau exprimant les quantités annuelles adoptées par les diverses commissions.

les transports, le remplacement des objets et ustensiles de ménage cassés ou usagés.

Le rôle des Commissions régionales en tant qu'organismes chargés d'étudier les causes du mouvement des prix a été très vite oublié. Elles s'en tinrent au calcul du coût de la vie. Encore avons-nous vu précédemment les difficultés occasionnées par les représentants ouvriers à quelques-unes d'entre elles, au moment où les prix baissèrent.

La Commission du coût de la vie de la troisième région (Lille) était composée par des représentants des syndicats ouvriers, des représentants patronaux, et des délégués indépendants tels que le président du Tribunal Civil, les professeurs des facultés et de hauts fonctionnaires. Déjà, en novembre 1921, les patrons s'étaient retirés de la Commission. Aucune réunion n'eut lieu pendant un an. Comme les prix baissaient, les syndicats ouvriers ne protestaient pas. Mais au début de 1923, la hausse les incita à demander une reprise des travaux de la Commission. Celle-ci se réunit en mars, sans les patrons. Elle arrêta le coefficient 4, 09 alors que l'indice pour Roubaix-Tourcoing de la statistique générale n'était que de 3, 33 et 3, 39 pour le premier et le second trimestre de 1923. Les patrons contestant le chiffre de 4, 09, le Conseil Général décida que les membres de la Commission seraient nommés par le préfet, à l'exclusion des délégués des organisations ouvrières et patronales. Les nouveaux membres nommés étaient des fonctionnaires, des représentants des coopératives ou des syndicats, des commerçants, chez lesquels les patrons voient une tendance à exagérer la hausse pour augmenter le pouvoir d'achat de leur clientèle. Une enquête fut faite par M. Huber, directeur de la Statistique Générale, qui émit le vœu que son service fût chargé de l'établissement des coefficients.

Le Consortium de l'Industrie Textile de Roubaix-Tourcoing a alors commencé à calculer les variations des prix de 45 denrées alimentaires. La comparaison des indices de la Statistique Générale, de la Commission Officielle et du consortium de Roubaix-Tourcoing s'établit comme suit :

	Commission Officielle	Consortium de l'Industrie Textile	Statistique Générale
Octobre 1923	446	384	364
Avril 1924	466	438	406
Octobre 1924	473	419	411
Avril 1925	503	446	458

Il est difficile de faire une comparaison entre l'indice de la Commission régionale qui est un indice du coût de la vie, et les deux autres, qui ne portent que sur les prix de détail. Mais les démêlés de la Commission suffisent à prouver qu'il eût été infiniment préférable de charger de son travail des délégués de l'Administration Centrale.

La diversité des budgets-types et des méthodes de calcul des commissions du coût de la vie interdisent d'en confronter les résultats ou de les exprimer en un chiffre unique, comme cela a lieu dans certains pays.

Le seul indice national qu'on possède en France est l'indice des prix de détail de la Statistique Générale qui, pendant longtemps, était sensiblement supérieur aux indices des Commissions régionales, à part quelques exceptions.

Il existait au 31 décembre 1920 46 commissions régionales et départementales et 5 commissions locales, soit au total 51 commissions. Ce nombre s'éleva jusqu'à 67, puis de bonne heure plusieurs d'entre elles cessèrent leurs travaux. En 1928, il n'en subsistait plus que 25, dont 13 régionales, 9 départementales et 3 locales.

Signalons que récemment le Ministre du Travail a décidé de modifier les bases d'évaluation du coût de la vie, en vue d'arriver à une unité de méthodes.

§ 3 — *Les Commissions paritaires chargées de l'élaboration du nombre-indice*

Certaines commissions paritaires d'étude du coût de la vie sont de création antérieure aux commissions officielles.

I. — La première fut instituée au port du Havre le 4 août 1919, elle comprenait 5 délégués patrons et 5 délégués ouvriers et devait se réunir quatre fois par an pour étudier les fluctuations du coût de la vie suivant une méthode qu'elle avait fixée. Le résultat de ses travaux devait servir de base aux modifications à apporter aux salaires.

Dès le 10 août, une circulaire interministérielle instituait de semblables commissions dans tous les ports maritimes d'une certaine importance. Il en fut créé à Dunkerque, Bordeaux, Marseille, Calais et Rouen au cours des années 1919 et 1920. A part celle de Calais qui suivit une méthode analogue aux directives de la commission Centrale, elles adoptèrent le plan du contrat collectif du port du Havre. Leurs études portaient sur le loyer, le vêtement, les frais de blanchissage, les soins médicaux et pharmaceutiques, le bien-être et prévoyance etc... et sur une douzaine d'articles d'alimentation.

II. — La Commission paritaire du Livre de Bordeaux institué en juin 1920, qui comprend 4 patrons et 4 ouvriers, a cherché à chiffrer le plus exactement possible la dépense annuelle totale d'une famille ouvrière de l'imprimerie par rapport à 1914. Nous reproduisons en annexe la méthode d'évaluation de cette commission.

III. — Dans les constructions mécaniques et navales de Nantes et de la Loire-Inférieure, une commission paritaire instituée en vertu d'une convention collective du 25 février 1920 était chargée de reviser tous les 2 mois les allocations mensuelles de cherté de vie et les allocations familiales créées par une précédente convention. A cet effet elle calculait les variations du coût d'un ensemble de dépenses mensuelles d'une seule personne dont le logement, le vêtement, le pain, la viande, le vin et le charbon.

IV. — Dans l'industrie du livre à Lyon une commission mixte de conciliation existait depuis 1906 ; un contrat collectif conclu en 1911 pour 5 ans avait été prorogé jusqu'à la fin de la guerre par tacite reconduction. Un nouveau contrat avait alors été passé ; il devait expirer le 31 décembre 1921. Au commencement de 1919 le syndicat ouvrier exigea une augmentation de l'indemnité de vie chère.

re qui fut accordée, mais en juillet une demande semblable fut refusée. Pour éviter de nouveaux conflits une commission de 3 patrons et 3 ouvriers fut chargée de rechercher tous les 3 mois les variations de l'indemnité de vie chère. Cette commission a fait porter ses calculs sur les quantités de 19 denrées consommées annuellement par un ménage de 4 personnes. Elle laisse de côté toutes autres dépenses que celles de l'alimentation.

V. — Une méthode analogue a été suivie par la commission de la Tonnellerie de Lyon.

VI. — Toujours à Lyon et dans l'habillement une commission composée de 8 membres patrons et huit membres ouvriers a été instituée en vertu d'une convention collective du 7 mai 1920 pour reviser les salaires chaque trimestre d'après les fluctuations du coût de la vie ; elle répartit la dépense d'une famille ouvrière type entre les catégories suivantes : alimentation, chauffage et éclairage, entretien du ménage, habillement et divers. Cette commission cessa de fonctionner à partir de juin 1921.

VII. — A Vienne (Isère) deux commissions furent créées au cours de l'année 1920 l'une dans l'industrie textile et l'autre dans la métallurgie. Elles procédèrent de la même façon que la commission du livre de Lyon. De septembre à décembre elles fusionnèrent et tinrent compte de la dépense totale d'une famille ouvrière. A partir de décembre les représentants ouvriers du textile quittèrent la commission et ceux de la métallurgie s'en tinrent à la méthode initiale portant exclusivement sur les denrées alimentaires. Ils interrompirent leurs travaux à la fin de l'année 1921 et les reprirent en 1924.

L'industrie du textile reconstitua en mars 1923 une commission particulière qui cessa de fonctionner à la fin de 1926.

VIII. — La commission mixte créée par le Contrat collectif du 3 novembre 1920 dans le textile à Charlieu (Loire) a également adopté la méthode du livre de Lyon en ajoutant aux 19 denrées alimentaires le loyer, le charbon, le bois et le pétrole. Elle cessa de fonctionner à la fin de l'année 1926.

IX. — Signalons encore la création au cours de l'année 1920

d'une commission paritaire dans le vêtement à Dijon, d'une commission instituée à Saint-Dizier dans l'industrie métallurgique, d'une commission paritaire des métaux et similaires à Calais, toutes trois chargées d'élaborer des nombres-indices des variations du coût de la vie.

La commission paritaire du vêtement de Dijon fonctionna de juin 1920 à avril 1921, date à laquelle elle fut dissoute.

A Calais la commission paritaire des métaux, la commission paritaire des tulles et dentelles et la commission paritaire du port se mirent d'accord sur un indice unique, qui fut calculé par la « commission paritaire du coût de la vie » comprenant en plus des trois industries précitées, des représentants des tramways et du bâtiment.

Signalons également la commission paritaire du port de Honfleur (groupant les industries du bois et les produits chimiques, les dockers, les charbonniers), qui fonctionna jusqu'en février 1925 — la commission du textile créée à Roanne en avril 1924, et qui fonctionna jusqu'à la fin de 1926 — la commission de la chapellerie de Chazelles sur Lyon, qui date de mars 1924 — celle des importateurs de charbon à Nantes, qui calcule un nombre indice depuis mai 1923 — la commission paritaire de la métallurgie de Revin qui fonctionne en vertu d'un accord du 14 mai 1920 — et celles plus récentes de Bellegarde (1925) et Sedan (septembre 1926) dans la métallurgie et de Charleville (mars 1927) dans l'industrie textile.

Selon les indications du *Bulletin du Ministère du Travail*, en 1928 les commissions suivantes calculaient encore un nombre indice : commission des importateurs de charbon à Nantes — de la Chapellerie à Chazelles — du Livre à Bordeaux et à Lyon — de la Métallurgie à Nantes, Bellegarde et Revin — du Textile à Sedan — et la commission professionnelle de Calais.

Malheureusement nous ne sommes pas renseignés sur le détail de leurs travaux, ni sur l'usage précis des nombres indices obtenus.

CHAPITRE II

LES CAS D'APPLICATION DU SYSTÈME DE L'AJUSTEMENT AUTOMATIQUE DANS L'INDUSTRIE

N'ayant pu, comme nous l'avions désiré, compulser aussi soigneusement que possible les archives du Ministère du Travail, nous avons été obligés de nous contenter de la modeste analyse donnée des conventions collectives par le *Bulletin* de ce Ministère.

Dans les tableaux qui suivent, nous avons fait mention de celles des conventions collectives enregistrées par le Ministère (et dont une analyse sommaire a été donnée par le *Bulletin*,) qui nous paraissent avoir prévu, sinon un système d'ajustement automatique, du moins un système semi-automatique ou simplement ont accordé au facteur « coût de la vie » une grande part dans l'ajustement des salaires. C'est ainsi que nous ne nous sommes pas contenté de mentionner les conventions qui, d'après les renseignements fournis par le *Bulletin* ou d'après ceux que nous avons obtenus par ailleurs, contiennent un dispositif d'échelle mobile, mais celles qui prévoient implicitement une révision des salaires — sans la déterminer — dans le cas où les indices du coût de la vie viendraient à dépasser des limites données.

De plus nous avons fait état d'un grand nombre de conventions qui n'ont été conclues que pour régulariser l'augmentation des salaires résultant de l'application de l'échelle mobile. On pourra nous objecter qu'il était inutile de le faire, que ces nouvelles conventions font double emploi avec le contrat collectif initial. Nous avons cependant estimé préférable de les inclure dans nos tableaux,

car elles constituent un point de repère permettant de suivre le contrat initial dans les années postérieures à sa conclusion.

Dans les quelques cas où nous avons pu nous procurer le texte de la convention, nous n'avons pas manqué de reproduire les clauses relatives à la variation des salaires en fonction du coût de la vie.

Les tableaux qui suivent méritent un certain nombre de critiques ; d'une part il est difficile de distinguer, à leur lecture, quelles conventions contiennent un système d'ajustement automatique ou prévoient simplement que les salaires seront librement négociés lorsque le nombre-indice accusera une variation donnée. D'autre part il n'est guère possible de savoir quel est le nombre des ouvriers couverts par les conventions enregistrées par le Ministère du Travail ; le Ministère lui-même est dans l'ignorance du nombre de contrats collectifs signés en France annuellement et de la proportion de ce total que représente le nombre de ceux qui lui sont communiqués. Ainsi l'analyse des conventions ne mentionne aucun contrat collectif conclu en Alsace-Lorraine, et cependant cette institution s'est répandue dans la région de Strasbourg. Nous avons inclus dans nos tableaux deux conventions à échelle mobile de la région de Strasbourg, qui n'étaient donc pas indiquées par le *Bulletin* du Ministère.

Le tableau ci-dessous exprime d'une part le nombre de conventions collectives communiquées chaque année au Ministère, et le nombre de celles d'entre elles qui établissent des indemnités variables avec le coût de la vie constaté soit par les commissions officielles, soit par des commissions paritaires particulières :

	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des conventions collectives enregistrées par le Ministère du Travail	557	345	159	196	144	177	126	238	58
Nombre de celles qui établissent des indemnités variables avec le coût de la vie constaté soit par des commissions officielles, soit par des commissions paritaires	4	20	14	22	12	39	10	37	10

Pour l'année 1928, les chiffres officiels n'ont pas encore été publiés. Nous avons relevé dans le *Bulletin* 100 conventions dont 24 établissaient des indemnités variables avec le coût de la vie, en entendant par là toute convention dans laquelle tout ou partie du salaire est révisable d'une façon automatique ou non entièrement automatique en fonction du coût de la vie. Parmi les premières conventions de 1929 analysées par le *Bulletin*, 4 d'entre elles rentrent dans cette catégorie.

Il y aurait donc, d'après le *Bulletin*, de 1919 à 1927 inclus, 168 conventions à indemnité variable en fonction du coût de la vie, sur un total de 2.000 conventions exactement. Nous n'en avons reporté dans nos tableaux que 103 pour les années 1919 à 1927 et 132 si l'on y ajoute 25 conventions pour l'année 1928 et 4 autres pour le début de 1929. La différence provient du fait que pour certains contrats, le *Bulletin* a oublié de mentionner d'une façon implicite que le salaire était révisé en fonction du coût de la vie, dans le cas par exemple où la convention analysée était conclue en exécution d'un contrat initial à échelle mobile ou révisable en cas de variation des indices ; quoique nous ayons tenu compte de la plupart de ces conventions postérieures, quelques-unes ont pu échapper à notre attention ; cet oubli n'est d'ailleurs pas grave, puisqu'elles n'avaient à être indiquées

que pour mémoire. Mais le *Bulletin* a pu à son tour oublier de mentionner que de nouveaux contrats analysés par lui prévoyaient un semblable système d'ajustement. Enfin les chiffres des totaux indiqués au tableau précédent ne concordent pas avec ceux que nous avons relevés dans l'analyse des conventions.

Ainsi, nous n'avons trouvé que 298 conventions analysées en 1920 au lieu de 345, 122 en 1921 au lieu de 159, 59 en 1922 au lieu de 196, 80 en 1923 au lieu de 144, 123 en 1924 au lieu de 177, 119 en 1925 au lieu de 126, 231 en 1926 au lieu de 238, 57 en 1927 au lieu de 58.

Nous avons pensé que l'écart entre ces chiffres représentait le nombre de contrats collectifs conclus pour fixer les modalités d'application de la journée de huit heures, contrats qui, quand ils ont exclusivement cet objet, ne sont pas résumés par le *Bulletin*, mais notre supposition ne se vérifie que pour l'année 1923.

Pour la période antérieure à 1919, nous n'avons pu recueillir aucune indication. MM. Oualid et Piquenard font remonter l'application de l'échelle mobile en France à l'engagement pris après grève en octobre 1916 par les patrons de trois tissages de coton de Roanne occupant 1.500 ouvriers, de hausser les salaires d'après la hausse future des denrées. Une commission fut nommée par le Préfet de la Loire et le Sous-Préfet de Roanne pour constater les variations du prix des denrées et une convention du 6 novembre 1916 décida que toute variation de 15 % entraînerait une modification correspondante des salaires.

On remarquera d'après les tableaux suivants le peu de développement pris par l'ajustement automatique en France, particulièrement dans la grande industrie métallurgique et dans l'industrie minière.

Une réelle application de l'échelle mobile semble n'avoir été tentée que dans l'imprimerie. Il est à remarquer qu'aux Etats-Unis où, nous l'avons vu précédemment, l'ajustement automatique s'est répandu, c'est également dans l'imprimerie qu'il a été le plus fréquemment adopté:

Département ---	Lieu de conclusion de la convention de la ---	Date de la convention ---	Profession ---
Manutention			
Seine Infér.	Le Havre	9 août 1919	Ouvriers du port
Pas de Calais	Calais	7 oct. 1921	Tramways
Loire Infér.	Nantes	15 mars 1922	Manutention du port
dito	dito	14 nov. 1923	Tramways
Loire Infér.	Nantes	3 janvier 1924	Ports et docks

Transport

Conclue à la suite de la constitution d'une commission paritaire après les instructions données au préfet par le Ministre du Travail. — *Convention des employeurs de main d'œuvre du port et de la ville du Havre Syndicat général des ouvriers du port.* — Indemnité de vie chère. Commission mixte chargée de suivre les variations du coût de la vie.

Conclue entre la *Société Anonyme des tramways de Calais et le Syndicat du personnel* après grève en présence du maire et de l'inspecteur du travail. — Indemnité de vie chère payée au personnel et fixée (corrélativement au coefficient 3,649) à 4 fr. 50. — Institution d'une commission paritaire chargée de connaître et de solutionner tous différends qui peuvent naître à propos des salaires, de fixer le taux de l'indemnité de vie chère.

Convention arrêtée selon les décisions prises par la commission paritaire du port de Nantes et intervenue entre le *Syndicat des entrepreneurs de manutention du port de Nantes, les usagers du port et le Syndicat des ouvriers du port et parties similaires.* Commission mixte paritaire chargée de régler les différends qui peuvent surgir : elle a autorité pour prendre toute décision relative à l'augmentation ou la diminution des prix correspondant aux constatations faites d'après les tableaux du coût de la vie.

Conclue en commission mixte entre la *Société des tramways de Calais et leur personnel*, sous la présidence du maire et en présence de l'inspecteur du travail contrôleur. — Modification à la convention du 10 octobre 1921 en ce qui concerne le barème de l'indemnité journalière de vie chère fixée par rapport au coefficient 4,19 ; en égard à cet index de 4,19, augmentation de l'indemnité actuelle de 0 fr. 50 dont 0 fr. 25 sont réservés momentanément, étant donné la situation budgétaire actuelle de la compagnie ; somme perçue pour le moment, 5 fr. 25.

Conclue entre le *Syndicat des importateurs de charbon et les ouvriers charbonniers, conducteurs de grues et d'entretien du port de Nantes.* — Indemnité horaire de vie chère, applicable à partir du 1^{er} janvier 1924, fixée à 0 fr. 525, établie suivant l'étude des variations du coût de la vie.

Pas de Calais	Calais	5 janvier 1924	Camionnages
---------------	--------	----------------	-------------

Seine Infér.	Le Havre	2 février 1924	Ports et docks
--------------	----------	----------------	----------------

Loire Infér.	Nantes	15 mars 1924	Dockers
--------------	--------	--------------	---------

Pas de Calais	Calais	24 mars 1924	Tramways
---------------	--------	--------------	----------

dito	dito	31 octob. 1924	dito
------	------	----------------	------

Loire Infér.	Nantes	1 ^{er} octob. 1925	Dockers
--------------	--------	-----------------------------	---------

dito	dito	20 sept. 1926	Charbonniers
------	------	---------------	--------------

Ille et Vilaine	St. Malo	29 mai 1928	Dockers
-----------------	----------	-------------	---------

dito	dito	dito	dito
------	------	------	------

Conclue entre le *Syndicat des entrepreneurs de transport par voie terre et de mer de Calais et le Syndicat des camionneurs, chauffeurs similaires de Calais*, en présence de l'inspecteur départemental du vail. — Salaire hebdomadaire de 25 francs, pratiqué en 1914, est pris pour base ; il est multiplié périodiquement par le coefficient déterminé en commission paritaire des tulles et dentelles et devient le salaire applicable à dater du 1^{er} du mois de sa détermination.

Conclue entre l'*Union des employeurs de main d'œuvre du port et la ville du Havre et le comité de défense des intérêts des ouvriers port du Havre*. Salaire de base fixé à 21 fr. 50 suivant l'indice du coût de la vie indiqué le 9 juillet 1921 par la commission départementale de valuation du coût de la vie ; ce salaire est augmenté de 1 fr. 50, soit indice accusant le 11 janvier 1924 une augmentation de 0,234 ; à chaque augmentation ou diminution de 5 pour 100 sur cet indice, relèvement ou abaissement automatique des salaires de 5 pour 100.

Conclue, après sentence arbitrale du préfet, entre le *Syndicat des entrepreneurs de manutention du port de Nantes, les Usagers du port et le syndicat des Ouvriers dockers et parties similaires de Nantes*. — Constitution d'une commission mixte chargée de constater les variations du coût de la vie et de modifier les salaires s'il y a lieu.

Conclue en commission paritaire sous la présidence du Maire assisté de l'Inspecteur du travail. — Rectification du coefficient du coût de la vie indiqué par la convention du 7 octobre 1921 et établissement de l'indemnité journalière de vie chère correspondante.

Commission mixte des délégués importateurs de charbons et des délégués ouvriers charbonniers, conducteurs de grues et ouvriers d'entretien du port de Nantes. — Augmentation des salaires d'après les variations dans le coût de la vie, à partir du 15 octobre.

Conclue entre les *Usagers du port et le Syndicat des ouvriers dockers et parties similaires de Nantes*. — Réunion d'une commission paritaire tous les deux mois en vue de la fixation de l'indice du coût de la vie.

Décision de la commission paritaire portant l'indemnité de cherté de vie de 12 fr. 80 à 14 fr. 20 par jour.

Conclue entre les *transitaires et le syndicat confédéré des ouvriers port (section dockers)* en présence de l'Inspecteur du travail. — Modifications de salaires prévues en cas de variation de l'indice du coût de la vie (indice de départ fixé à 540).

Conclue entre les *transitaires et le syndicat confédéré des ouvriers port (section charbons)* en présence de l'inspecteur du travail. — Indice de base de 500 à 519,9. — Modifications des tarifs fixées d'avance en cas de variation de l'indice du coût de la vie.

Rhône	Lyon	juin 1928	Mariniers
Seine Infér.	Le Havre	18 juillet 1928	Ports et Doks
Nord	Dunkerque	20 juillet 1928	dit _o
Finistère	Brest	21 août 1928	Dockers
Loire Infér.	St. Nazaire	4 ^e décemb 1928	Dockers, Charbonniers
Seine Infér.	Fécamp	25 janvier 1929	Dockers
dit _o	Fécamp	2 janvier 1929	Ouvriers des chantiers de déchargement de morues

Bâtiment - Travail de

Aube	Troyes	10 mars 1921	Bâtiment
------	--------	--------------	----------

Conclue entre les *syndicats patronaux et ouvriers de la marine fluviale* (groupe Rhône-Saône). — Majoration du salaire de base de 2 francs par jour. — Echelle mobile des salaires maintenue. — Convention valable trois années.

Conclue entre l'*Union des employeurs de main-d'œuvre du port et de la ville du Havre et le syndicat général autonome des ouvriers du port, commis auxiliaires et similaires du Havre*. — Fixation des salaires, d'après l'indice du coût de la vie.

Accord provisoire conclu en présence du Sous-Préfet entre le *Comité de Défense des intérêts du port et la Chambre syndicale des ouvriers du port*. — Application immédiate de l'indice au travail à la journée et au travail à la tâche.

Conclue, après grève, entre l'*Association patronale des employeurs de main d'œuvre et le Syndicat des dockers brestois*. — Les salaires pourront être révisés suivant l'indice officiel du coût de la vie.

Conclue, après grève, entre le *Syndicat des importateurs de charbons et le Syndicat des dockers charbonniers*, en présence du Sous-Préfet. — Modifications prévues en cas de variations de l'indice du coût de la vie. — Convention valable neuf mois.

Conclue, après grève, en présence du Maire, entre le président du *Syndicat patronal des employeurs de main-d'œuvre et le président du Syndicat des importateurs du port de Fécamp d'une part et des délégués unitaires des ouvriers dockers du port*. — Variation des salaires conformément aux indications du coût de la vie, déterminé par la Commission départementale du coût de la vie.

Convention valable pour une durée indéterminée.

Conclue, après grève, en présence de l'Inspecteur du travail, entre le président du *Syndicat des armateurs du port de Fécamp et un délégué des syndicats de l'alimentation de Fécamp*.

Variation des salaires conformément aux indications du coût de la vie déterminé par la Commission départementale.

Pierres et des Terres à feu

Conclue entre la *Chambre syndicale des entrepreneurs de travaux publics du département de l'Aube, et le Syndicat des ouvriers du bâtiment du département de l'Aube*, en présence du Maire, de l'Inspecteur du travail et des architectes de la ville de Troyes dans le but de fixer définitivement les salaires en fonction :

a) Des salaires de bases d'avant-guerre ; b) de la loi de 8 heures ;

Ille et Vilaine Souvigné du 9 août 1921 Granitiers
Désert et Mel-
lé

Nord St. Amand 3 décemb. 1923 Faïenciers

c) de l'augmentation du coût de la vie telle qu'elle est fixée mensuellement par la Commission paritaire siégeant à Troyes. La base d'augmentation de la vie a été fixée, pour janvier 1921, à 328 %. La même base a été fixée, au 25 février 1921, à 317 %. Les salaires applicables à dater de la convention seront établis d'après la méthode de calcul suivante qui servira d'exemple type :

Prix de l'heure d'avant-guerre d'un compagnon : 0 fr. 60.

Augmentation du fait de la loi de 8 heures, 25 %, soit 0 fr. 75.

Prix actuel à ce jour, mars 1921 : 2 fr. 65.

Soit une augmentation, pour cause de vie chère, de 2 fr. 65-0 fr. 75 = 1 fr. 90 par heure.

La vie ayant augmenté de 328 %, le pourcentage d'augmentation

1,90

est donc de $\frac{\text{---}}{328} = 0,00579$.

328

Dans ces conditions, si l'augmentation de 328 % tombe à zéro, soit aux conditions d'avant-guerre, l'ouvrier payé 0 fr. 60 sera payé 0 fr. 75.

Le coefficient de mars 1921 étant de 317, le prix applicable à cette date serait donc : $0,00579 \times 3,17 = 1,835 + 0,75 = 2,585$.

Les variations inférieures ou supérieures à 5 % de la vie chère, c'est à dire 5 % de 1,90, soit 0,095 pour l'exemple indiqué ne seront pas applicables : elles ne prendront effet qu'à partir de 5 % et le 1^{er} du mois qui suivra la réunion de la Commission paritaire. En conséquence, pour mars 1921, la baisse étant inférieure à 0,095, il ne sera pas fait de diminution pour le présent mois. Dans le cas où la baisse dépasserait 5 %, elle serait applicable par tranches de 5 % par mois, pour débiter le 1^{er} de chaque mois.

Conclue entre la *Chambre Syndicale des ouvriers granitiers et le Syndicat patronal*, en présence du Sous-Préfet de Fougères, après grève. — Tarif de 1920 majoré de 125 %. Revision de ce tarif par une Commission paritaire en cas d'une variation de 10 % dans le coût de la vie.

Conclue en présence du maire-député, et de l'Inspecteur départemental du travail entre les *fabricants de faïence de St.-Amand et les ouvriers de leurs usines*. — Après grève. — Indemnités journalières de cherté de vie basées sur l'indice du coût de la vie déterminé par la Commission départementale (en mai et octobre) et établies suivant des tranches fixées par les coefficients 4,45, 4,75 et 5 dudit indice. — A 4,45 et au-dessous, pas d'indemnité ; au-dessus de 4,45 et à 4,75, indemnités de 1 franc pour les hommes, 0 fr. 50 pour les femmes et 0 fr. 40 pour les gamins et filles au-dessous de 18 ans ; au-dessus de 4,75 et à 5, indemnités susvisées portées à 2 francs, 1 franc et 0 fr. 75.

Loire Infér. Nantes 26 mars 1924 Maçons

ditto ditto 1^{er} avril 1924 Plâtriers

Haute Loire Le Puy 3 avril 1926 Ouvriers du bâtiment

Ille et Vilaine Fougères 24 mars 1926 Maçons et Charpentiers

Loire St. Etienne 20 avril 1926 Cimentiers

Oise Beauvais 8 mai 1926 Ouvriers du bâtiment

ditto ditto 16 août 1926 ditto

Ille et Vilaine Fougères 14 octobre 1926 Peintres

Charente Inf. Rochefort 1^{er} janvier 1928 Ouvriers du bâtiment

Ille et Vilaine St. Marc le Blanc 16 jui'let 1928 Granitiers

Conclue entre le *Syndicat des entrepreneurs de maçonnerie de la ville de Nantes et le Syndicat confédéré des ouvriers-maçons, charpentiers et manœuvres*. — Condition de revision des salaires en fonction du coût de la vie. — Valable pour un an, renouvelable par tacite reconduction d'année en année, sauf dénonciation par l'une des deux parties trois mois avant son expiration.

Conclue entre le *Syndicat des Entrepreneurs de plâtrerie de la ville de Nantes et le Syndicat des ouvriers plâtriers*. — Relative aux mêmes objets que la convention précédente.

Conclue après grève entre les *délégués des patrons et des ouvriers*. — Nouvelles majorations prévues en cas d'augmentation du coût de la vie.

Conclue après grève, entre le *Syndicat patronal du bâtiment de Fougères et le Syndicat général des ouvriers des bâtiments unitaire*. — Salaires variables d'après l'indice du coût de la vie. — Convention valable jusqu'au 1^{er} mars 1927, renouvelable par tacite reconduction.

Conclue entre la *Chambre syndicale patronale du bâtiment et la Chambre syndicale Confédérée des ouvriers cimentiers et aides du département de la Loire*. — Revision prévue en cas de variation du coût de la vie.

Conclue entre la *Chambre syndicale des entrepreneurs de l'Oise et le Syndicat Confédéré du bâtiment de Beauvais*. — Majorations prévues en cas d'augmentation du coût de la vie.

Ibid.

Conclue entre les *délégués des patrons et des ouvriers*. — Commission mixte prévue en vue d'établir les modifications éventuelles des salaires en cas de variations de l'indice du coût de la vie.

Conclue entre le *Syndicat patronal de l'industrie du bâtiment de Rochefort, d'une part, la Fédération nationale Confédérée des travailleurs du bâtiment, des travaux publics et des matériaux de construction et le Syndicat ouvrier du bâtiment de Rochefort et environs, d'autre part*. — Modifications prévues en cas de variations de l'indice.

Conclue après grève, entre *Syndicats patronal et ouvrier des grani-tiers de Saint-Marc le Blanc et environs*. — Pourcentage sur le tarif Louvigné 1920 porté à 353 sur la base de l'indice général du coût de la vie (550) fixé par la statistique générale de la France. — Modifications prévues en cas de variations de cet indice.

Ardennes Fumay et 1^{er} février 1926 Ardoisiers
Haybes

Haute Marne St. Dizier 9 mai 1919 Métallurgie

Haute Vienne Limoges 9 février 1920 dito

Loire Infér. Nantes 25 février 1920 Constructions mécaniques e
navales

Isère Vienne 25 mars 1920 Métallurgistes

B. du Rhône Marseille 5 mai 1922 Fondateurs

dito dito 28 sept. 1922 Maréchaux-ferrants

Seine Paris 9 mai 1923 Maréchalerie

Carrières

Conclue entre les *exploitants des Sociétés ardoisières de Fumay et Haybes et leur personnel ouvrier*. Etablissement des salaires d'après le coefficient de change fixé à 5 fr. 25. — Modifications prévues en cas de variations du coût de la vie.

Métaux

Délégués des industriels de Saint-Dizier et Syndicat ouvrier de St-Dizier. — Commission mixte permanente chargée de calculer les variations du coût de la vie et de reviser les salaires.

Syndicat des Métaux du Limousin et Syndicat des ouvriers métallurgistes de Limoges. — Commission mixte du coût de la vie. — Après grève.

Syndicat patronal des constructions mécaniques et navales de Nantes et de la Loire-Inférieure et Syndicat des ouvriers métallurgistes de Nantes et la région. — Commission paritaire chargée de reviser tous les deux mois les allocations mensuelles de cherté de vie d'après un ensemble de dépenses mensuelles pour une personne.

Chambre syndicale patronale de la Métallurgie de Vienne et Syndicat des Ouvriers des métaux de Vienne. — Commission paritaire chargée de suivre les variations du coût de la vie — Après grève.

Conclue entre le *Syndicat des maîtres fondeurs du Sud-Est et le Syndicat des ouvriers mouleurs et noyauteurs après grève*. — Valable pour un an. — Revision de l'indemnité de vie chère tous les trois mois, conformément aux indications fournies par la Commission régionale du coût de la vie.

Conclue entre le *Syndicat des patrons maréchaux-ferrants et les patrons non syndiqués de la ville de Marseille et ses banlieues et le Syndicat des ouvriers maréchaux*. — Nomination d'une commission mixte composée de 3 patrons et 3 ouvriers chargés d'établir, à partir du 23 janvier 1923, les variations des salaires en rapport avec les variations du coût de la vie.

Conclue entre les *Syndicats patronaux et les ouvriers de maréchalerie*. — Modifications aux conventions du 19 août 1920 et du 18 mai 1921 tendant à un rajustement des salaires. A l'avenir, il ne pourra y avoir de variation que d'après les indices officiels du coût de la vie publiés par le « Bulletin de la Statistique générale de la France ».

B.-du-Rhône Marseille 10 août 1923 Métallurgie

Isère Vienne 15 janvier 1924 Métallurgie

Finistère Douarnenez 8 février 1924 Métallurgistes

Ardennes Revin 17 mai 1924 Métallurgistes

Rhône Oullins 12 mai 1926 Mécaniciens-Constructeurs

Ardennes Ch. Regnault 6 novemb. 1926 Métallurgistes

Produits Chimiques, Gaz

Nord Lille 8 décemb. 1923 Electricité

Conclue entre les *délégués des industriels de la métallurgie, des constructeurs et réparateurs de navire, des maîtres-fondeurs de la région marseillaise et les délégués de leurs ouvriers.*

Les salaires de base varieront automatiquement en fonction de l'indice du coût de la vie déterminé par la Commission officielle.

Ces salaires ne subiront aucune modification tant que l'indice du coût de la vie, rapporté à la base 100 en 1914, restera compris entre 323,75 et 342,25. Pour toute valeur de l'indice comprise dans l'intervalle 342,25 — 360,75, les salaires seront majorés de 5 %, de 10 % pour un indice compris entre 360,75 et 379,25, etc...

Conclue entre les *patrons et les ouvriers de l'industrie métallurgique de Vienne* en commission paritaire et en présence de l'Inspecteur départemental du travail. — Revision de l'indice du coût de la vie et salaires augmentés de 10 % à dater du 1^{er} janvier 1924.

Conclue entre l'*administrateur délégué de la Société Métallurgique de Douarnenez et les délégués des ouvriers* en présence du juge de paix. — Salaire variable d'après le coefficient du coût de la vie. — Convention valable jusqu'au 31 décembre 1929 renouvelable par tacite reconduction.

Conclue par la *Commission paritaire du groupement industriel de Revin*, en présence de l'Inspecteur départemental du travail. Fixation du prix des diverses denrées relatives au coût de la vie. — Maintien des indemnités de vie chère, l'indice économique étant resté stationnaire.

Conclue, après grève, en présence du juge de paix, entre *M. Martin, industriel et les délégués des ouvriers.* — Majorations ou diminutions prévues en cas de variations de l'indice du coût de la vie.

Conclue, après plusieurs grèves, en présence du préfet, entre *Syndicats patronal et ouvrier.* — Modifications prévues en cas de variations de l'indice du coût de la vie.

Electricité, Forces Motrices

Arbitrage prononcé entre la Compagnie « *l'Electrique Lille-Roubaix-Tourcoing* » et les *employés et ouvriers de cette Compagnie*, par l'inspecteur divisionnaire du travail et par l'ingénieur en chef du département. — Modification de la convention du 7 mars 1922 (non analysée par le Bulletin du Ministère du Travail). — Application du coefficient 4,35 pour la révision des salaires à partir du 1^{er} décembre 1923. — En cas de revision, les nouveaux salaires sont appliqués dans le même délai d'un mois et demi à partir de la demande présentée par l'une ou l'autre partie dans les conditions prévues à la convention susvisée.

Rhône	Lyon	30 juillet 1924	Forces Motrices
Seine Infér.	Fécamp	18 mars 1926	Huiliers
Nord	Caudry	8 décemb. 1927	Ouvriers du gaz
Nord	Roubaix- Tourcoing	30 avril 1920	Bois
Nord	Halluin	 1920	Chaisiers
Seine Infér.	Rouen	4 avril 1921	Carrosserie

Bois e

Conclue entre la *Société « Force et Lumière » et le Syndicat de la Centrale à vapeur d'Oullins*. — Maintien des salaires horaires en vigueur avec une indemnité mensuelle de 70 francs s'ajoutant à l'indemnité de vie chère actuelle. Modification de ce salaire suivant la hausse ou la baisse de l'index de la vie chère établi par la mairie de Lyon ; étude de ces modifications faites trimestriellement d'accord entre les parties.

Conclue entre *deux industriels et les délégués des ouvriers* en présence du maire. — Modifications prévues d'après les variations de l'indice du coût de la vie.

Conclue, après grève, en présence de l'adjoint au maire, entre *le directeur de l'usine à gaz et les délégués des ouvriers*. — Modifications prévues en cas de variations de l'indice du coût de la vie.

Ameublement

Avenant à la convention du 2 février 1920 conclue entre *patrons-tourneurs et association des ouvriers tourneurs en bois, navetiers et scieurs de Roubaix et environs*. — Indemnité de vie chère établie et révisable selon les constatations de la Commission officielle du coût de la vie.

Conclue entre la *Chambre syndicale des patrons chaisiers d'Halluin et la Chambre syndicale des Travailleurs du Bois et similaires de la même ville*. — En cas d'augmentation ou de diminution du coût de la vie, revision des salaires par une commission déléguée à cet effet.

Conclue entre la *Chambre syndicale des carrossiers et charrons de Rouen et la région et la Chambre syndicale des ouvriers en voiture et parties similaires*, en présence de l'Inspecteur du Travail.

Les taux de salaires prévus à la convention du 27 avril 1920 suivront les variations du coût de la vie, telles qu'elles seront déterminées par la commission régionale du coût de la vie. Toutefois la variation des salaires ne commencera à jouer qu'au moment où l'indice du coût de la vie sera inférieur à 3,485 fr. 50 (indice déterminé le 1^{er} juillet 1920) ou supérieur à 3,722 francs (indice du 10 janvier 1921). D'autre part, aucune augmentation ou baisse de salaire ne sera effective si la variation constatée entre un indice et celui du trimestre précédent est inférieure à 5 pour 100, mais dans ce cas cette variation se combinera avec celle du trimestre suivant pour rétablir une situation normale.

Bas-Rhin Strasbourg 1923 Bois (1)

Vaucluse Courthézon 10 janvier 1924 Balais

Jura St. Claude 20 février 1924 Fabrication de pipes

(1) Non comprise dans l'analyse du Ministère de Travail. — Cette convention est citée par M. Oualid dans son ouvrage « Salaires et Tarifs des publications de la dotation Carnegie, p. 477.

Conclue entre le *Syndicat des industries du bois du Bas-Rhin, et le Syndicat des ouvriers sur bois du Bas-Rhin.*

ART. 10. — « Le salaire minimum horaire des ouvriers compris dans le contrat sera de :

	Pour un nombre	A partir du 1 ^{er} avril 1923 (indice : 375)
	330	---
Pour les ouvriers qualifiés âgés de plus de 20 ans	2,60	2,90
Pour les aides et manœuvres âgés de plus de 20 ans	2,05	2,29

ART. 15. — Les salaires fixés à l'article 10 se règlent automatiquement, pendant la durée du contrat, d'après la position du nombre-indice de la statistique mensuelle du coût de la vie dressée par le Bureau de Statistique de la ville de Strasbourg. Le point de départ sera l'indice 330, correspondant au salaire minimum horaire de 2 fr. 60 pour les ouvriers qualifiés, et de 2 fr. 05 pour les manœuvres. A chaque variation de quinze points au-dessus et au-dessous de l'indice 330 correspondra automatiquement une hausse ou une baisse du salaire fixée à 10 centimes pour les ouvriers qualifiés et à 8 centimes pour les manœuvres. La première fixation automatique du salaire entrera en vigueur le 1^{er} avril 1923. Les autres modifications de salaires entreront en vigueur par périodes mensuelles, commençant le 1^{er} du mois suivant la fixation officielle d'un indice entraînant une modification du salaire.

Conclue entre les *Syndicats baletiers patronal et ouvrier de Courthézon*, en présence de l'Inspecteur départemental du travail. — Tarif actuel envisagé augmenté à partir du 1^{er} février, en proportion de la variation du cours du change à cette date, comparativement à la valeur du change à ce jour (livre sterling : 88,05).

Conclue par application de la loi du 27 décembre 1892 entre le *Syndicat ouvrier en articles de Saint-Claude « Le Travail » et la Chambre syndicale des fabricants*. — Les salaires de base révisés en 1920 sont immuables, seule l'indemnité de vie chère est sujette à revision. — L'adite indemnité est majorée de 20 pour 100 à dater du 9 février ; elle est établie en tenant compte du coût de la vie basé sur une mercuriiale comprenant des éléments fixes et qui sera révisée deux fois par an (au cas de circonstances économiques spéciales, des revisions exceptionnelles sont prévues). Ces revisions sont effectuées par une commission paritaire composée de deux patrons et de deux ouvriers ; les conclusions adoptées par la commission déterminent, s'il y a lieu, les variations pour le taux de l'indemnité de cherté de vie.

Nord	Roubaix Tourcoing	6 février 1926	Ebénistes
Nord	Roubaix- Tourcoing	23 février 1926	Caissiers-layetiers
dito	Lille	27 février 1926	Tonneliers
Finistère	Quimper	5 juin 1926	Ebénistes
Nord	Lille	24 juin 1926	Tonneliers
Isère	Grenoble	10 juillet 1926	Ouvriers d'ameublemen
Nord	Lille	21 octobre 1926	Brossiers
Jura	St. Claude	31 janvier 1929	Industrie de la pipe

Conclue, après grève, en présence de l'Inspecteur divisionnaire et de l'Inspecteur départemental du travail, entre la *Chambre patronale de l'ameublement et une délégation d'ouvriers ébénistes*. — Salaires modifiables avec l'indice du coût de la vie. — Convention conclue pour une durée indéterminée.

Modification au contrat conclu le 13 janvier 1926 en présence de l'Inspecteur départemental du travail, entre le *Syndicat des patrons layetiers et une délégation des ouvriers layetiers*. — Modifications des salaires prévues en cas de variation du coût de la vie. — Convention conclue pour une durée indéterminée.

Conclue, après grève, entre *délégués patronaux et ouvriers*, en présence de l'Inspecteur divisionnaire du travail. — Majoration de 5 pour 100 des salaires, modifiables d'après l'indice du coût de la vie.

Conclue, après grève, en présence du juge de paix, entre *les délégués des patrons et des ouvriers*. — Majoration prévue en cas d'augmentation du coût de la vie.

Conclue, en présence de l'inspecteur divisionnaire du travail, entre *les Syndicats patronaux et ouvriers*. — Majoration de 6 pour 100 des salaires. — Nouvelles majorations prévues en cas d'augmentation du coût de la vie (avenant à la convention du 27 février 1926).

Conclue, après grève, entre *les patrons et les délégués ouvriers*. — Modifications prévues en cas de variations de l'indice du coût de la vie. — Institution d'une commission paritaire.

Conclue, après grève, en présence de l'inspecteur divisionnaire du travail, entre *les délégués des patrons et des ouvriers*. — Modifications prévues suivant les variations de l'indice du coût de la vie.

Accord provisoire conclu en présence du sous-préfet, entre les *représentants de la Chambre syndicale patronale et les représentants du syndicat « Le travail »*. — Engagement formel de commencer immédiatement les pourparlers pour la conclusion d'une nouvelle convention. Les conditions générales et les tarifs du contrat de 1919 dénoncé le 28.12.28 sont provisoirement maintenues avec quelques modifications. Le pourcentage de vie chère appliqué aux salaires sera basé sur les 120 pour 100 résultant de la hausse révélée par la mercuriale du 29.12.28. Une commission paritaire se réunira le 23 avril 1929 pour établir le pourcentage de vie chère si le nouveau contrat n'est pas conclu.

Papier, Carton

Var	Toulon	2 février 1920	Imprimerie
Charente	Cognac	10 mai 1920	dito
Rhône	Lyon	5 février 1923	dito
Hte. Garonne	Toulouse	3 décemb. 1923	dito
Gironde	Bordeaux	6 décemb. 1923	dito (1)

1) Le texte nous en a été communiqué par le Secrétaire de l'Union d
Syndicats Confédérés de la Gironde. — Nous le reproduisons en annex

Industries Polygraphiques

Maîtres imprimeurs et section de la Fédération du Livre. — Constitution d'une Commission mixte, se réunissant tous les trois mois pour examiner les fluctuations du coût de la vie.

Après grève. *Syndicat des maîtres imprimeurs de Cognac et Syndicat des typos, lithos et parties similaires.* — Commission arbitrale paritaire et chargée de suivre les variations du coût de la vie.

Arbitrage prononcé entre la *Chambre Syndicale des Maîtres Imprimeurs de Lyon et la Chambre syndicale typographique lyonnaise*, par M. Louis Pradel, président de la Chambre de Commerce de Lyon et M. Etienne Antonelli, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lyon. Salaire de base calculé d'après les fluctuations du coût de la vie. — Valable 3 ans.

Conclue en commission paritaire entre le *Syndicat des maîtres-imprimeurs de Toulouse et le syndicat du livre de Toulouse.* — Modification à la convention du 3 mai 1923 en ce qui concerne les taux de salaires. — Aucune majoration ou diminution ne pourra être demandée, tant que certains indices fixés ne s'élèveront ou s'abaisseront ; travail aux pièces augmenté ou diminué dans les mêmes conditions ou proportions.

Conclue en commission mixte entre la *Chambre syndicale des patrons-imprimeurs, lithographes et typographes de Bordeaux*, le *Syndicat des maîtres-imprimeurs et papetiers de Bordeaux et du département de la Gironde*, la *Chambre syndicale de la papeterie de Bordeaux*, d'une part, et l'*Union bordelaise des syndicats de l'imprimerie, de la papeterie et du cartonnage*, d'autre part. — Questions du loyer, du contrôle des prix et de la détermination du prix du pain : accords sur les bases proposées par les membres de la commission paritaire du livre, dont les travaux sont consolidés et restent en vigueur, sauf modifications présentes. — Salaire de base et détermination du salaire syndical minimum (indemnité de vie chère comprise) : aucune modification du salaire de base fixé pour les typos et les lithos à 7 francs pendant 4 ans ; le salaire, multiplié tous les six mois par le coefficient du coût de la vie déterminé suivant la méthode adoptée par la commission, ne peut varier dans les circonstances économiques être augmenté ou même diminué. — Ce salaire de base pourrait être cependant révisé si, à la fin de la troisième année il y avait une différence de 7,50 pour 100 entre la rémunération des ouvriers à Bordeaux et celle des mêmes ouvriers dans les centres de 100.000 habitants, Paris excepté. — Fixation des salaires minima (indemnité de vie chère comprise) pour chaque catégorie d'ouvriers, d'ouvrières et d'apprentis.

Isère	Voiron	8 janvier 1924	dito
Pas de Calais	St-Omer	13 nov. 1925	Ouvriers en papiers
Gironde	Bordeaux	1 ^{er} juin 1926	Imprimerie
dito	dito	15 déc. 1926	dito (1)
Loire	St-Etienne	24 octob. 1926	Ouvriers d'imprimerie
Maine-et-Loire	Angers	1 ^{er} janv. 1927	dito
Htes. Alpes	Gap	29 octob. 1927	Typographes
Aisne	St. Quentin	12 déc. 1927	Imprimerie
Rhône	Lyon	1 ^{er} janv. 1928	Typographes
dito	dito	dito	Lithographes et photographes

(1) Le texte nous en a été communiqué par le Secrétaire de l'Union des Syndicats Confédérés de la Gironde. — Nous le reproduisons en annexe

Conclue entre les *Maîtres Imprimeurs de Voiron et le Syndicat du livre de Voiron*. — Après grève. — Augmentation de 1 franc par jour se rapportant à l'indice du coût de la vie 415 du troisième trimestre de 1923 ; nouvelle revision envisagée, si ledit indice pour le premier trimestre de 1924 s'élève ou s'abaisse de 15 unités.

Conclue, en présence du sous-préfet, entre le *Syndicat des fabricants de papiers de la vallée de l'Aa et le Syndicat des ouvriers papiers et cartonners*. — A partir de décembre 1925, les salaires seront augmentés ou diminués selon l'indice du coût de la vie.

Décision de la *commission paritaire du livre* portant relèvement général des salaires d'après l'indice du coût de la vie.

Ibid.

Conclue, après grève, entre la *Chambre syndicale des maîtres imprimeurs de l'arrondissement de Saint-Etienne et les Chambres syndicales typographique et lithographique*. — Nouveau salaire basé sur le coefficient 7, représentant l'indice du coût de la vie dans le département de la Loire.

Conclue entre le *syndicat des maîtres imprimeurs de Maine-et-Loire et le Syndicat de l'Imprimerie angevine*. — Fixation, à partir du 1^{er} janvier 1927 d'un tarif général de salaires variable avec l'indice du coût de la vie. — Salaire minimum égal au produit de l'indice par le salaire de base fixé pour les différentes catégories.

Conclue, après grève, entre les *imprimeurs de Gap et leurs ouvriers*. — Accord en vue de fixer les salaires conformément aux variations de l'indice du coût de la vie.

Conclue, après grève, en présence du Sous-Préfet, entre le *Syndicat des Maîtres-Imprimeurs de St-Quentin et la 89^e section de la Fédération des travailleurs du livre*. — Modifications de salaires prévues en cas de variation de l'indice du coût de la vie. — Convention valable pour un an, renouvelable par tacite reconduction.

Conclue entre la *Chambre syndicale des maîtres imprimeurs, typographes et lithographes de Lyon et la Chambre syndicale typographique lyonnais*. — Salaires fixés d'après les indices du coût de la vie.

Conclue entre la *Chambre syndicale des maîtres imprimeurs, typographes et lithographes de Lyon et le syndicat des ouvriers lithographes et photgraveurs*. — Salaire minimum de base complété par une indemnité de vie chère variable avec l'indice du coût de la vie.

Gironde	Bordeaux	1 ^{er} avril 1928	Imprimerie
Loire	St. Etienne	1 ^{er} avril 1928	dito
Gironde	Bordeaux	juin 1928	dito
Hte-Garonne	Toulouse	19 juin 1928	dito
Rhône	Lyon	27 juin 1928	Typographes et lithogra phes
Calvados	Caen	19 déc. 1928	Imprimerie
Seine Infér.	Rouen	20 février 1929	dito

Conclue entre la *Chambre syndicale des patrons-imprimeurs, lithographes et typographes de Bordeaux*, la *Chambre syndicale de la papeterie et du cartonnage de Bordeaux*, le *Syndicat des maîtres-imprimeurs et papetiers de Bordeaux*, d'une part et l'*Union bordelaise des Syndicats de l'imprimerie*, le *syndicat lithographique de Bordeaux*, le *syndicat de la papeterie et similaires*, d'autre part. — Salaire de base de 7 francs porté à 7 fr. 10 au 1^{er} juillet 1928, à 7 fr. 15 au 1^{er} janvier 1929 et à 7 fr. 25 au 1^{er} juillet 1929. — Modifications prévues en cas de variations de l'indice du coût de la vie.

Conclue entre la *Chambre syndicale des maîtres imprimeurs de l'arrondissement de Saint-Etienne* et les *organisations ouvrières du livre de l'arrondissement de Saint-Etienne*. — Echelle mobile des salaires d'après l'indice du coût de la vie de la préfecture de la Loire.

Fixation de l'indice du coût de la vie par la *commission paritaire* (indice général : 5,176). — Majoration de 1 fr. 20 par jour sur les salaires acquis.

Fixation de l'indice du coût de la vie par la *commission paritaire* (indice général : 628,31 arrondi à 6,16). — Nouveaux salaires à partir du 1^{er} juillet 1928.

Fixation, par la *commission paritaire*, de l'indice du coût de la vie (indice général : 6,17).

Conclue entre le *Syndicat des maîtres imprimeurs de Caen* et le *syndicat ouvrier*. — Augmentation pour les diverses catégories par suite de l'augmentation de l'indice du 4^e trimestre. — Convention conclue pour une durée de trois ans et renouvelable par tacite reconduction.

Conclue en présence de l'Inspecteur départemental du travail entre les *représentants de la Chambre syndicale des maîtres imprimeurs, libraires, papetiers de Rouen* d'une part et les *représentants du syndicat normand des travailleurs du livre*, de la 22^e section de la *Fédération du livre de Rouen* d'autre part. — Salaire minimum des ouvriers qualifiés de l'imprimerie obtenu par la multiplication d'un salaire de base par l'indice du coût de la vie paru trimestriellement à la préfecture de la Seine-Inférieure. — Convention conclue pour une durée de cinq ans à partir du 20 février 1929 et renouvelable pour une nouvelle durée de cinq ans si trois mois avant l'expiration aucune partie ne l'a dénoncée.

Vêtement - Travail

Côte d'or	Dijon	6 avril 1920	Taillieurs
Rhône	Lyon	23 mars 1920	Vêtement
Rhône	Lyon	26 mars 1923	Fourrures
Seine	Paris	4 octobre 1923	Modes en gros
Seine	Paris	10 avril 1924	Haute mode
Seine	Paris	23 février 1925	Chapellerie pour dames
Finistère	Brest	4 avril 1925	Confection de Vêtements

des Etoffes

Syndicat des maîtres tailleurs sur mesure de Dijon et syndicat de l'habillement de Dijon. — Commission paritaire chargée de suivre les fluctuations du coût de la vie et de reviser le taux des salaires. — Délai de dénonciation : un mois.

Après grève — *Syndicat des Confectionneurs et Syndicat des ouvriers et ouvrières de l'habillement du Rhône.* — Commission paritaire chargée de suivre les fluctuations du coût de la vie.

Conclue entre la *Chambre Syndicale des fourreurs et pelletiers de la région lyonnaise et la Chambre Syndicale des ouvrières et ouvriers fourreurs et similaires.* — Institution d'une commission paritaire chargée de déterminer aux 1^{er} janvier, 1^{er} mai, 1^{er} septembre de chaque année les variations du coût de l'existence. — Tarif de salaires modifié aux dites dates dans le sens et la proportion correspondant aux pourcentages établis par la Commission. — Promesse réciproque d'accepter les décisions de la Commission.

Conclue entre la *Chambre Syndicale de la mode en gros à Paris et le Syndicat des modistes de Paris.* — Valable un an, renouvelable par tacite reconduction sauf dénonciation un mois à l'avance ; la revision peut être demandée avant l'expiration du délai, si les indices du coût de la vie établis par la préfecture de police accusent une variation de plus de 25 pour 100 par rapport aux chiffres du 3^e trimestre 1923.

Conclue au Ministère du Travail entre la *Chambre syndicale de la mode et le Syndicat des modistes de Paris.* — Revision des salaires en cas où l'indice trimestriel du coût de la vie établi par la commission régionale de la région parisienne accuserait une variation de 20 points en plus ou en moins.

Conclue entre la *Chambre Syndicale des fabricants de chapeaux de paille et feutre pour dames et le Syndicat ouvrier de la chapellerie parisienne,* en présence de l'Inspectrice du Travail. — Indemnité de cherté de vie majorée de 5 pour 100 par 20 points d'augmentation de l'indice entre 400 et 500 et de 7 1/2 pour 100 à partir de 30 points. — Convention valable pour 3 ans, renouvelable par tacite reconduction.

Conclue entre le *Syndicat patronal et le syndicat ouvrier de l'habillement,* en présence du maire. — Tarif de base de 1914 multiplié par le coefficient d'augmentation du coût de la vie, suivant le tableau dressé par l'administration municipale. — Cette fixation aura lieu le 20 février de chaque année.

Tarn et Garon. Caussade 13 juin 1925 Chapeliers

Seine Paris 1^{er} octob. 1925 dito

Bas Rhin Strasbourg 5 juin 1925 Vêtement (1)

Seine Paris 22 juil'et 1926 Chapellerie pour Dames

(1) Non comprise dans l'analyse du Ministère du Travail. Le texte de cette convention nous a été adressé par M. le Président du Conseil de Prudhommes industrie's de Strasbourg.

Conclue en présence du préfet, entre l'*Union des fabricants de chapeaux de paille de Caussade et le syndicat des ouvriers et ouvrières chapeliers de Caussade*. — Indemnité de cherté de vie majorée de 10 pour 100. — Fixation des modifications à apporter aux salaires en cas de variation du coût de la vie. — Convention valable pour cinq ans, renouvelable par tacite reconduction.

Conclue entre la *Chambre syndicale des fabricants de chapeaux de paille et feutre pour dames et le syndicat ouvrier de la chapellerie parisienne*. — Majoration de 5 pour 100 des salaires. — Autres majorations de 5 pour 100 prévues en cas d'augmentation de 20 points de l'indice du coût de la vie. — Convention valable pour 3 ans, renouvelable par tacite reconduction.

Conclue entre la *Corporation libre des Patrons Tailleurs du Bas-Rhin et l'Union des Syndicats de l'Industrie de l'Habillement*.

ARTICLE 6. — « Toute variation du coût de la vie entraîne automatiquement une augmentation ou une diminution des salaires de sorte que pour le salaire de base de fr. 3.10, les 15 points du chiffre-indice sont équivalents à 10 centimes.

« Comme point de départ n'entre en ligne de compte que le chiffre indice pris en considération pour le dernier calcul des salaires sans toutefois tenir compte du restant des chiffres-indices après division faite.

« La fixation des salaires ne se fera qu'aux 1^{er} mars, 1^{er} juin, 1^{er} septembre et 1^{er} décembre de chaque année et ne se basera que sur le dernier chiffre-indice fixé par l'Office Statistique Municipal de la ville de Strasbourg (Base actuelle).

« Le chiffre indice de 430 est fixé comme point de départ. Ce chiffre est équivalent au salaire de base de fr. 3,10.

« Les conventions ci-dessus s'appliquent également aux suppléments pour le travail à domicile et pour les fournitures, et cela dans ce sens qu'une variation de 15 points entraîne une augmentation ou une diminution des suppléments de 4 % »

ARTICLE 11. — Le présent contrat entre en vigueur le 1^{er} juin 1925 et expirera le 15 janvier 1927...

Conclue, en présence de l'Inspecteur du Travail, entre la *Chambre syndicale des fabricants de chapeaux de paille et de feutre pour dames et le Syndicat ouvrier de la chapellerie parisienne*.

Modification de l'indemnité de vie chère en fonction de l'indice du coût de la vie.

dito	dito	14 octob. 1926	dito
dito	dito	15 octob. 1927	dito
dito	dito	22 mai 1928	dito

Rhône	Lyon	30 juin 1928	Fourrures
-------	------	--------------	-----------

Cantal	Aurillac	14 nov. 1928	Ouvrières en parapluies
--------	----------	--------------	-------------------------

Pas de Calais	Calais	26 février 1920	Tullistes
---------------	--------	-----------------	-----------

Loire	Charlieu	3 novemb. 1920	Tisseurs de soieries
-------	----------	----------------	----------------------

Nord	Lille	20 nov. 1920	Cotonniers
------	-------	--------------	------------

Aube	Troyes	2 mars 1921	Textile
------	--------	-------------	---------

dito.

dito.

dito.

Prorogation du tarif intersyndical échu le 15 avril 1928 avec indemnité de cherté de vie, calculée sur l'indice de mars 1928, soit 524. Modifications prévues en cas de variation de l'indice du coût de la vie.

Conclue entre la *Chambre syndicale des fourreurs et pelletiers de la région lyonnaise et la Chambre syndicale des ouvrières et ouvriers fourreurs et similaires de Lyon*. — Modifications prévues en cas de variations de l'indice du coût de la vie.

Conclue, après grève, en présence du Préfet, entre le *Syndicat des fabricants de parapluie d'Aurillac et le Syndicat des ouvrières en parapluie d'Aurillac*. — Pourcentage de 16 appliqué au tarif de 1926. Indice du coût de la vie fixé à 609. — Convention valable deux ans, renouvelable par tacite reconduction.

Textile

Commission mixte de patrons et d'ouvriers. — Institution d'une commission paritaire permanente chargée de régler les conflits collectifs et de reviser, sur la demande de l'une des parties, les indemnités de cherté de vie d'après les fluctuations du coût de la vie. — Après grève.

Groupement des tissages mécaniques de Charlieu et Chambre Syndicale des ouvriers en soieries de la région de Charlieu. Institution d'une commission paritaire chargée de déterminer les variations du coût de la vie.

Cotonnière du Nord et délégués des ouvriers. — Faculté de révision en cas d'augmentation du coefficient officiel du coût de la vie, de plus ou de moins de 10 pour 100.

Conclue entre la *Chambre patronale du Textile et les Syndicats ouvriers du textile*.

ARTICLE I. — Les variations du coût de la vie sont évaluées en pourcentage calculé sur le coût de la vie au 20 avril 1920, tel qu'il a été déterminé par la Commission mixte d'évaluation du coût de la vie de Troyes.

ART. 2. — La prime de cherté de vie suivra les variations de ce pourcentage conformément aux règles suivantes :

Nord	Lille	22 juin 1921	Filateurs de coton
------	-------	--------------	--------------------

Nord	Lille	24 octob. 1921	Textiles
------	-------	----------------	----------

Loire	Charlieu	9 septemb. 1922	Soieries
-------	----------	-----------------	----------

a) A une variation de 6 pour 100 du pourcentage correspondra une variation de 0 fr. 10 de l'indemnité horaire de cherté de vie.

b) Pour toute variation mensuelle supérieure à 6 p. 100 la portion dépassant ce chiffre sera reportée au mois suivant et viendra en compte avec la variation dudit mois. De ce fait, toute nouvelle baisse de l'indemnité horaire de vie chère ne pourra jamais dépasser 0 fr. 10 par mois.

ART. 3. — Ces dispositions prendront effet à partir du 7 mars et seront applicables le 1^{er} de chaque mois, en tenant compte des constatations faites par la Commission mixte le 25 du mois précédent.

Exemple d'application au 7 mars :

La situation de base au 1^{er} janvier 1921 est régie par la constatation de la Commission mixte à fin septembre. Elle correspond à une élévation du coût de la vie de 11,2 p. 100 par rapport à l'indice du 20 avril 1920. Or, au 25 février, cette élévation du coût de la vie n'est plus que de 1,63 p. 100. La baisse constatée au 25 février 1921 est donc de 9,57 p. 100. Sur ces 9,57 p. 100, 6 p. 100 entraînent, à partir du 7 mars, une réduction de 0 fr. 10 de l'indemnité horaire et 3,57 p. 100 sont reportés à valoir sur les constatations du 25 mars.

ART. 4. — Pour les ouvriers gagnant moins de 14 francs par jour (salaire de base), le pourcentage variera de 20 à chaque variation de 0 fr. 10 de l'indemnité horaire. En particulier, au 7 mars, le pourcentage actuel de 265 p. 100 passera à 245 p. 100.

ART. 5. — Pour les ouvrières à domicile le pourcentage variera dans les mêmes conditions de 15. En particulier le 7 mars, le pourcentage actuel de 215 p. 100 passera à 200 p. 100.

ART. 6. — La présente convention est faite pour une durée de six mois.

Conclue après grève entre les patrons filateurs et retordeurs de coton et le Syndicat des ouvriers. — Avenant à la convention du 18 juillet 1919 modifiant les salaires de base d'après le nouveau coefficient du coût de la vie.

Conclue après grève entre la Chambre Syndicale des fabricants de toile de Lille et la Chambre Syndicale des ouvriers de l'industrie textile de Lille et environs. — Avenant à la convention du 18 novembre 1919. Baisse de la prime de vie chère de 0 fr. 15, 0 fr. 10 et 0 fr. 05. — Tableau établissant pour l'avenir les primes de vie chère en fonction du coefficient du coût de la vie. — Avenant valable pour un an.

Conclue entre les représentants des patrons de l'industrie textile et ceux des ouvriers de la même industrie, en présence de l'Inspecteur départemental du travail. — Adoption des prix unitaires des denrées et des indices des dépenses qui en résultent.

Tarn	St. Amand-Soult	13 janv. 1923	Tissage
Loire	Roanne	19 avril 1924	Textile
Nord	Caudry	14 nov. 1924	Apprêteurs
Ardennes	Sedan	12 mars 1926	Ouvriers du textile
Nord	Caudry	4 octobre 1928	Teinturiers-apprêteurs
Ardennes	Sedan	17 octob. 1928	Textile
B. Pyrénées	Mauléon	2 avril 1920	Sandaliers

Cuin

Conclue par application de la loi du 27 décembre 1892 entre *les délégués ouvriers et les délégués patrons de l'industrie du tissage*. .. Augmentation ou diminution proportionnée au coût de la vie. — Nomination d'une Commission mixte composée de 3 patrons et 3 ouvriers chargés d'établir les variations du coût de la vie.

Conclue entre la *Fédération textile de Roanne, Thizy et Cours de l'Union Syndicale de l'Industrie textile de Roanne et ses environs*, en présence du Sous-Préfet. — Institution d'une Commission paritaire chargée d'établir le coût de la vie dans la région. — Salaires valables pour un an et qui seront révisés le 1^{er} mai 1925 par la Commission paritaire.

Conclue après lock-out entre *MM. Lebez frères, apprêteurs et le Comité du Syndicat des apprêteurs*, en présence de l'Inspecteur départemental du travail. — Indemnité de cherté de vie fixée à 14 fr. 80 par semaine. — Les salaires suivront les fluctuations du coût de la vie selon les termes du contrat passé entre groupements patronaux et ouvriers apprêteurs. — Convention renouvelable tous les trois mois par tacite reconduction.

Conclue après grève, entre *l'Union des Syndicats patronaux de l'industrie textile sedanais et le syndicat ouvrier*. — Modifications prévues d'après les variations de l'indice du coût de la vie. Institution d'une commission paritaire.

Conclue, en présence de l'inspecteur divisionnaire et de l'inspecteur départemental du travail, entre *plusieurs industriels et le Syndicat des ouvriers teinturiers-apprêteurs de Caudry*. — Salaire de base fixé à 32 fr. 60 par journée de huit heures (indice 7). — Modifications prévues en cas de variation de l'indice du coût de la vie : indice 7,40, 34 fr. 45 par jour — indice 6,75, 31 fr. 45 par jour.

Décision par la *Commission paritaire* d'un coefficient d'augmentation (par rapport à 1914) à 6,01 au lieu de 5,81 en mars 1928 et du pourcentage d'augmentation (par rapport à 1920).

et Peaux

Indemnité de vie chère ; institution d'une *commission paritaire*, chargée de réviser les salaires d'après les fluctuations du coût de la vie et d'établir dès à présent le nouveau barème et d'arbitrer les conflits éventuels — après grève.

Nord	Roubaix- Tourcoing	9 août 1919	Brasserie
Hte. Garonne	Toulouse	15 mars 1920	Boulangers
Nord	Lille	17 avril 1920	Brasseurs
Finistère	Douarnenez	11 février 1921	Conserves alimentaires
Seine Infér.	Fécamp	29 janv. 1926	Salaison des morues
dito	dito	12 février 1926	Saucisseries
Gironde	Bordeaux	4 mars 1926	Boulangers (1)

(1) Le résumé de cette convention figure à l'analyse du Ministère du Travail. — Le texte en a été communiqué par le secrétaire de l'Union des Syndicats ouvriers confédérés de la Gironde.

Alimentation

Syndicat des Brasseurs et du Commerce en gros des boissons de la région de Roubaix-Tourcoing et Syndicat des garçons brasseurs et liquoristes de la même région. — Salaire nominal hebdomadaire (semaine de 48 heures) revisable selon de coût de la vie.

Patrons boulangers et délégués des ouvriers de Toulouse et du département, après grève. — Commission mixte chargée de reviser le contrat suivant les fluctuations du coût de la vie.

Syndicat de la région de Lille (brasseurs, malteurs) et Syndicat des ouvriers de brasserie. — Salaires, heures supplémentaires, tarifs revisables suivant constatations de la commission du coût de la vie. — Valable pour un an. — Délai de dénonciation : 2 mois.

Conclue devant le Juge de Paix, par application de la loi du 27 décembre 1892 entre les *délégués des patrons des usines de conserves alimentaires de Douarnenez et les délégués ouvriers.* — Commission mixte chargée d'établir un relèvement des salaires, en cas d'augmentation du coût de la vie supérieure à 10 p. 100 du coût actuel.

Conclue après grève, entre le *Syndicat des négociants en morue et le Syndicat ouvrier de l'alimentation de Fécamp,* en présence des inspecteurs départementaux du travail de Rouen et du Havre. — Salaires devant varier conformément aux indices du coût de la vie. — Convention conclue pour une durée indéterminée.

Conclue, après grève, entre les *patrons-saleurs et le Syndicat ouvrier de l'Alimentation de Fécamp,* en présence du maire. — Salaires majorés de 10 p. 100, devant varier d'après l'indice du coût de la vie. — Convention conclue pour une durée indéterminée.

Conclue entre le *Syndicat de concentration de la boulangerie de Bordeaux et du Sud-Ouest et le Syndicat des ouvriers boulangers et viennois de Bordeaux et du département de la Gironde.*

ARTICLE I. — « Le salaire quotidien minimum des ouvriers boulangers qualifiés rétribuera, au maximum, une fabrication de 200 kilos de pain par ouvrier. Ce salaire quotidien minimum aura pour base le salaire moyen d'avant-guerre, soit 5 fr. 75, et sera le produit de ce salaire de base par le coefficient de cherté de vie fixé par la Commission Régionale d'Etudes relatives au coût de la vie, siégeant à la Préfecture de la Gironde.

« Les deux parties renouvellent l'engagement pris devant M. le Préfet d'accepter les décisions de ladite Commission, sur la fixation périodique du coefficient du coût de la vie.

Indre et Loire	Tours	2 août 1926	Boulangers
Var	La Seyne sur Mer	28 août 1927	dit0
Nord	Lille	19 mai 1928	Chicoretiers

Agriculture,

Gard	St. Laurent d'Aigouze	18 août 1926	Ouvriers agricoles et viticoles
Aude	Ginestas	10 sept. 1926	dit0

« Toutefois il n'y aura lieu de ne modifier les salaires qu'autant que la modification entraînée sera au moins égale à 1 fr. en plus ou en moins des salaires en vigueur.

« Le brigadier recevra une prime de 1 franc en sus du salaire minimum. — Chaque ouvrier, quel qu'il soit, aura toujours droit à 1 kg de pain en plus de son salaire en espèces.

ART 2. — « Le coefficient de cherté de vie reconnu au moment de la signature du présent contrat est de 440 %.

ART. 3. — « Par application des articles 1 et 2, pour une fabrication de 400 kilogs au maximum par 2 ouvriers professionnels qualifiés, le salaire minimum quotidien est porté pour le

brigadier à : $5 \text{ fr. } 75 \times 4,40 = 25 \text{ fr. } 30 + 1 \text{ fr. } = 26 \text{ fr. } 30.$

aide : $5 \text{ fr. } 75 \times 4,40 = 25 \text{ fr. } 30.$

« Pour toute fabrication supérieure à 400 kilogs sera payé un salaire de 0 fr. 13 par kilog, à partager entre les deux ouvriers.

ART. 7. — « Le présent contrat est résiliable au gré des deux parties, à charge d'un préavis de trois mois par simple lettre recommandée.

Conclue entre *syndicat patronal et ouvrier*. — Modification des salaires prévue suivant les variations de l'indice du coût de la vie.

Conclue entre le *Syndicat des patrons boulangers et le Syndicat des ouvriers boulangers de la Seynê sur Mer*. — Modifications prévues en cas de variations de l'indice de coût de la vie.

Conclue, en présence de l'inspecteur divisionnaire du travail, entre *un fabricant de chicorée et le Syndicat des ouvriers chicoretiers*. — Adoption d'une échelle de salaires variable avec l'indice du coût de la vie. Convention valable pour un an, renouvelable par tacite reconduction.

Forêts, Pêche

Conclue, en présence du préfet du Gard, entre les *représentants des propriétaires et des délégués des ouvriers*. — Modifications du salaire (en espèces) prévues en cas de variation de plus de 10 p. 100 de l'indice du coût de la vie.

Conclue, après grève, en présence du juge de paix, entre les *représentants des propriétaires et les délégués des ouvriers*. — Modifications du salaire (en espèces) prévues en cas de variation de l'indice du coût de la vie.

Aude	Coursan	14 sept. 1926	Ouvriers agricoles et viticoles
Gard	St. Chaptes	19 mars 1928	Ouvriers agricoles et horticoles
Seine et Oise	Maisons Laf- fitte	juin 1928	Lads d'écurie
Hte. Garonne	Tou'ouse	1 ^{er} juillet 1926	Coiffeurs

Conclue, après grève, en présence du maire, entre l'*Association Syndicale des propriétaires et les délégués des ouvriers*. — Modifications du salaire (en espèces) prévues en cas de variation de l'indice du coût de la vie.

Conclue, après intervention du préfet, entre le *Syndicat des propriétaires et le Syndicat ouvrier*. — Modifications prévues en cas de variations de l'indice du coût de la vie.

Sentence arbitrale du bâtonnier de l'ordre des avocats de Versailles, après grève. — Le salaire de base de 32 fr. 50 sera revisible trimestriellement lorsque l'indice du coût de la vie dépassera 544. Il ne sera pas revisable au-dessous de ce chiffre.

Divers

Conclue après grève, entre l'*Union syndicale des patrons coiffeurs de Toulouse et les Syndicats ouvriers*. — Majoration de 5 p. 100 prévue en cas d'augmentation de 15 points de l'indice du coût de la vie.

CHAPITRE III

L'INSTITUTION DE L'AJUSTEMENT AUTOMATIQUE AU PROFIT DU PERSONNEL MUNICIPAL ET DÉPARTEMENTAL

Un certain nombre de municipalités ont institué au cours des années d'après-guerre, à côté du traitement fixe servi à leurs employés, une partie mobile au fonction des indices du coût de la vie.

Nous donnons ci-dessous divers exemples de cette application de l'ajustement automatique. Nous avons recueilli en partie ces renseignements dans la « Tribune du Fonctionnaire » mais il nous a paru bon, au cours de l'été 1928, de demander aux maires de ces diverses communes si le système fonctionnait encore à ce moment. Les indications que nous donnons ci-après ont pu être modifiées depuis cette époque. Toutefois les prix ayant continué de s'élever durant le deuxième semestre de l'année 1928 et les premiers mois de 1929, il est probable que les dispositions en question sont encore appliqués actuellement, de même que l'ajustement automatique persiste dans certaines branches d'industries.

On remarquera que la plupart des systèmes institués par les municipalités sont de simples indemnités uniformes ayant pour but, dans presque tous les cas, de maintenir uniforme le pouvoir d'achat du traitement de début. A la longue, il s'ensuit un nivellement des traitements, mais la hausse des prix en France est restée d'allure suffisamment lente pour que cet inconvénient ne se soit pas manifesté trop violemment.

Certaines villes ont cependant adopté de véritables échelles mobiles, faisant varier la totalité des traitements selon l'indice du

coût de la vie. Telles sont les municipalités de Mulhouse, Romorantin et Abbeville. Remarquons encore que Nancy, Rouen et Dijon, qui avaient primitivement institué une indemnité mobile uniforme, ont au cours des années 1926 et 1927 institué un système d'indemnités variables avec le traitement.

Des renseignements que nous avons pu recueillir l'attribution d'une partie de traitement mobile n'a pas soulevé de difficultés pour l'équilibre des budgets communaux ou des budgets départementaux, dans les quelques cas où le personnel départemental (personnel des Préfectures, Sous-Préfectures, Services Vicinaux, Chemins de fer départementaux, etc...) en bénéficiait par décision du Conseil Général.

1°) *Villes de Lille, Roubaix, Tourcoing.* — Depuis le 1^{er} janvier 1920, le personnel de ces municipalités bénéficie d'une indemnité calculée en multipliant le traitement de base de 1914 fixé à 1. 800 francs par l'indice du coût de la vie de la Commission départementale et en soustrayant le montant du traitement de début figurant dans le dernier barème.

Ainsi en mars 1920, le coefficient du coût de la vie déterminé par la Commission départementale était de 3,66 par rapport à 1914. Le traitement de début était alors de 4.200 francs. L'indemnité mobile fut calculée de la manière suivante : $1.800 \times 3,66 = 6.588$ francs moins 4.200 francs, soit 2.388 francs.

Ce système fonctionnait encore en août 1928 ; le traitement de début avait toutefois été augmenté, de sorte qu'une partie de l'indemnité mobile y était incorporée. Il était alors de 9.000 francs et l'indemnité mobile se montait à 3.636 francs. Celle-ci était révisée 2. fois par an, le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet selon les indices publiés par la Commission départementale, qui se réunit les 15 mai et 15 octobre. (1)

Ce système est adopté par toutes les communes du département du Nord, mais le traitement de base de 1914 varie de l'une à l'autre, entre les limites de 1.200 et 1.800 francs. Ainsi à Valenciennes depuis le 1^{er} août 1928, le traitement de base est de 1.700 francs, et le traitement de début 9.000 francs (2).

Progressivement la plupart des municipalités font passer la plus grande partie de l'indemnité mobile dans le traitement fixe.

(1) Réponse du 9-8-28 du Maire de Roubaix.

(2) Réponse du 4-8-28 du Maire de Valenciennes.

2°) *Ville de Lyon.* — Depuis avril 1923, une commission comprenant deux délégués de l'Administration, deux représentants du personnel et un membre-arbitre est chargé de rechercher les variations du coût des dépenses d'alimentation d'une famille de 4 personnes, père, mère et deux enfants de moins de 13 ans.

Elle a retenu les denrées d'alimentation dont la liste avait été adoptée par la Commission régionale du Coût de la Vie et par la Commission du Livre de Lyon. Elle y a ajouté les dépenses de gaz pour la cuisson des aliments et celles de houille pour la cuisine et le chauffage. L'indice obtenu par rapport à la base 100 en 1914 servait à reviser la prime de rendement attribuée au personnel. Celle-ci était calculée en multipliant par l'indice le traitement de base de 1914 (1.825 francs) et en en déduisant le montant du traitement minimum de 1919, soit 5.420 francs, ce dernier chiffre comprenant l'indemnité de cherté de vie de 720 francs.

L'indice est calculé trimestriellement et les primes accordées mensuellement.

Dans l'ensemble ce système est analogue à celui des municipalités du Nord.

A partir de mai 1926, une partie de l'indemnité mobile a été incorporé dans le traitement.

La commune de Villeurbanne a adopté l'indice de la Commission paritaire municipale pour le calcul d'une prime mobile accordée à son personnel.

3°) *Ville de Fougères.* — Une indemnité mobile a été votée le 17 décembre 1925. Elle se montait à 540 francs et était révisée à la fin de chaque semestre pour le semestre suivant d'après la moyenne des deux derniers indices trimestriels de la Commission départementale d'études du coût de la vie. A chaque variation de 10 pour 100 de l'indice établi au premier janvier 1926, devait correspondre une augmentation ou une diminution de l'indemnité de 0 fr. 50 par jour. (1)

L'indemnité n'était pas accordée aux fonctionnaires dont le traitement était égal ou supérieur à 12.000 francs, ni à ceux dont le traitement était inférieur à 1.500 francs.

4°) *Ville de Tours.* — En vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 8 décembre 1924, le personnel devait bénéficier d'une indemnité uniforme à partir de 1^{er} trimestre 1925, mais le Préfet refusa d'approuver cette délibération, sous prétexte que l'indice établi par la Mai-

(1) A la date du 6-8-28 le Maire de Fougères nous écrivait que le personnel insistait pour une révision des traitements prévue par le Conseil Municipal dès que l'indemnité atteindrait 1.800 francs.

rie n'était pas égal à celui trouvé par la Commission officielle siégeant à la Préfecture.

C'est pourquoi, dans sa séance du 30 avril 1926, le Conseil décidait d'utiliser l'indice de la Commission départementale et d'accorder trimestriellement une indemnité de vie chère de 37 fr. 50 pour chaque hausse de 10 points de l'indice au-dessus de 459. Cette indemnité a fonctionné du 1^{er} janvier 1926 au 31 décembre 1927. (1)

5°) *Ville de Nancy.* — A partir du 1^{er} janvier 1926, une indemnité uniforme de 500 francs a été accordée au personnel sur la base de l'indice 380. Elle était revisable chaque semestre dès que l'indice moyen du semestre s'élevait automatiquement de 10 points.

Le 5 août 1927, le Conseil Municipal porta cette indemnité à 1.200 francs par an, à partir du 1^{er} janvier 1928, chiffre correspondant à l'indice 380. Ce supplément devait être augmenté les 1^{er} janvier et 1^{er} juillet de chaque année, lorsque le chiffre moyen des indices établis pendant le semestre écoulé par la Commission régionale siégeant à la Préfecture serait supérieur à l'indice 380. L'augmentation était calculée en multipliant le traitement (y compris éventuellement l'indemnité représentative de logement, chauffage et éclairage) et l'allocation fixe de 1.200 francs par le nombre de points dépassant 380 et en divisant ce produit par 1.000, sans que pour ce calcul le multiplicande pût être inférieur à 8.500 francs. Des dispositions spéciales étaient prévues pour les employés dont les émoluments étaient inférieurs à 5.000 francs et pour ceux qui consacraient moins de 36 heures par semaine au service de la Ville.

Cette indemnité a été supprimée à partir du 1^{er} juillet 1928 par suite de la revision générale des traitements. (2)

6°) *Ville de St.-Etienne.* — Une délibération du 3 avril 1926 a accordé au personnel une allocation mobile fixée à 750 francs pour tous les traitements de 6.000 francs et au-dessus en prenant pour base l'indice 400 de la Commission départementale. Cette indemnité varie par trimestre de 10 francs par point en plus ou en moins pour des changements de 25 points de l'indice, toute fraction d'une tranche de 25 points comptant pour une tranche entière. Ainsi l'indice étant de 432 en janvier 1926, l'indemnité de 750 francs était portée à 1.250 francs par an pour le premier trimestre 1926. Pour le troisième trimestre de 1928 cette indemnité était de 2.750 francs par an. Pour les traitements inférieurs à 6.000 francs l'allocation est calculée d'après le cinquième

(1) Réponse du Maire de Tours du 3.8.28.

(2) Réponse du Maire de Nancy, du 4.8.28.

du traitement au 1^{er} janvier 1926 et est augmentée ou diminuée en tenant compte du rapport entre le traitement de 6.000 francs et l'indemnité fixée suivant l'indice (1).

7°) *Ville de St-Malo.* — Une indemnité de cherté de vie de 260 fr. par an a été accordée à partir de 1926 en prenant comme indice du coût de la vie l'indice 450 relevé pour la région de l'Ouest par le service de la Statistique générale de la France. Cette indemnité était révisée chaque trimestre : selon que l'indice augmentait ou diminuait de 10 points, l'indemnité augmentait ou diminuait de 130 francs.

En 1928, les traitements ont été révisés sur la base de 8.000 francs, correspondant à l'indice 500. Comme l'indice était de 530 points au 1^{er} janvier 1928, il a été alloué une indemnité de vie chère de 480 francs qui est mobile, montant ou diminuant de 160 francs selon que l'indice augmente ou diminue de 10 points. (2)

8°) *Ville de Rennes.* — A partir du 1^{er} octobre 1925 l'indemnité de cherté de vie était fixée à 980 francs pour un indice du coût de la vie variant entre 400 et 419 et il était décidé que désormais l'indemnité varierait en plus ou en moins de 130 francs par 10 points de l'indice, la revision devant avoir lieu tous les trois mois.

Au 1^{er} octobre 1927, alors que l'indemnité temporaire s'élevait à 2.800 francs pour un indice de 558 points, le Conseil Municipal décidait d'en incorporer les trois quarts, soit 2.100 francs dans le traitement fixe du personnel, le quart restant, soit 700 francs, continuant à être attribué à titre d'indemnité temporaire.

Au 1^{er} juillet 1928, à la suite d'une revision générale des traitements, l'indemnité temporaire était supprimée. (3)

9°) *Ville du Havre.* — La ville du Havre a institué en faveur du personnel des divers services municipaux par délibérations du 25-2-1925 une indemnité mobile de cherté de vie, servie à partir du 1^{er} janvier 1925

Les traitements avaient été révisés et mis en regard de l'indice 4 par rapport à 1914. L'indemnité avait été fixée à 600 francs par an et elle était modifiable par trimestre, selon l'indice du coût de la vie de la Commission départementale.

Pour toute variation de 25 points au-dessus de l'indice 400, elle était augmentée de 300 francs par an.

En cas de baisse, l'indemnité restait fixée à 600 francs pour toute

(1) Réponse du Maire de Saint-Etienne, du 4.8.28.

(2) Réponse du Maire de Saint-Malo, du 4.8.28.

(3) Réponse du Maire de Rennes, 11.8.28.

variation de l'indice entre les limites 400 et 270, elle tombait à 400 francs pour un indice situé entre les chiffres 270 et 190.

Cette indemnité a disparu à partir du 1^{er} janvier 1928 à la suite de la revision des traitements. (1)

10°) *Ville de Rouen.* — Une délibération du Conseil Municipal du 1^{er} février 1926 avait accordé à tous les employés une indemnité variable suivant l'indice trimestriel départemental, à raison de 250 francs par an et par 25 points au-dessus de l'indice 300. Pour des variations de l'indice entre les limites 301-325 l'indemnité était égale à 250 francs ; entre les limites 326-350, l'indemnité était égale à 500 francs.

Le 30 juillet 1926, le Conseil Municipal décidait d'incorporer une somme de 1.000 francs au traitement et de déterminer l'indemnité par l'application, à chaque hausse de 25 points au dessus de l'indice 500, d'une fraction égale au 1/20 du traitement brut de l'employé.

Depuis le 1^{er} janvier 1928, les traitements bruts ont été majorés de 30 %, mais l'échelle mobile subsiste dans les conditions fixées par la délibération du 30-7-26. (2)

11°) *Ville de Dijon.* — La ville de Dijon, dans une délibération du Conseil Municipal du 16 avril 1924, avait institué une indemnité mobile de cherté de vie au profit de ses fonctionnaires en même temps qu'elle avait procédé à une revision de leurs traitements.

Les nouveaux traitements avaient été établis sur un indice du coût de la vie égal à 400 (sur la base 100 en 1914). A côté du traitement fixe, une indemnité mobile de cherté de vie était servie à tout fonctionnaire gagnant plus de 3.600 francs et moins de 15.000 francs par an.

Elle était calculée à raison de 18 francs le point par an, pour toute variation au-dessus du chiffre 400 de l'indice du coût de la vie fixé par la commission spéciale siégeant à la préfecture de Dijon. Elle était payable à la fin de chaque trimestre. Pour les employés et ouvriers ayant un traitement ou salaire inférieur à 3.600 francs elle devait être fractionnée. (3)

« Depuis le 1^{er} janvier 1927, le Conseil Municipal a adopté des échelles de traitements correspondant à un indice 500.

« Mais comme à cette époque l'indice économique dépassait 600, les traitements fixes ont dû être complétés par une indemnité mobile de cherté de vie.

« L'indemnité est établie en fonction du traitement. Elle est cal-

(1) Réponse du Maire du Havre, du 20.10.28.

(2) Réponse du Maire de Rouen, du 2.8.28.

(3) Tribune du Fonctionnaire, 11.7.25.

culée sur la moyenne des indices du semestre précédent celui considéré. Les variations se font par 25 points en plus ou en moins à raison de 5 % par 25 points (ainsi par exemple, si la moyenne des indices établis dans le cours du smestre précédent atteignait 600, l'indemnité représenterait le supplément de 100 points non rétribué par le traitement fixe, soit le $\frac{1}{5}$ ou 20 % de celui-ci, étant spécifié toutefois que la variation en plus et le calcul de l'indemnité sur la base de 625 n'auront lieu que si la moyenne des indices atteinnt au moins 613 ; de même la variation en moins et le calcul de l'indemnité sur la base de 575 n'auront lieu que si la moyenne des indices est de 587.

« Elle est revisable tous les six mois et est payable chaque mois avec le traitement. »

« C'est ce régime qui fonctionne encore à l'heure actuelle. Il donne satisfaction à tout le monde en attendant le jour prochain où les effets de la stabilisation monétaire permettront d'adopter des échelles de traitements exclusives de l'indemnité mobile ». (1)

12°) *Ville de Romorantin*. — En vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 16 décembre 1925, une échelle des salaires et traitements a été établie d'accord avec le personnel, échelle valable pour un indice du coût de la vie compris entre les limites 351 et 450. Cet indice était celui de Paris. Pour toute tranche de 50 points de l'indice au de'à ou en deçà de ces limites (une fraction de 50 points comptant pour une tranche entière), un huitième du salaire était ajouté ou diminué.

Si l'indice du coût de la vie devait dépasser 650, l'arrêté du Maire déclarait « qu'il ne s'agirait plus d'échelle des salaires mais bien de moyens d'existence ». Aussi était-il prévu une prime annuelle de vie chère de 750 francs pour les employés mariés et 450 francs pour les célibataires, accordées pour chaque augmentation de 50 points de l'indice au-dessus de 650, en même temps qu'une indemnité de 60 francs par enfants de moins de 13 ans.

Si l'indice 1.000 devait être atteint, il devait en résulter une telle perturbation dans l'économie de pays qu'il était impossible de prévoir à l'avance les mesures qu'il y aurait lieu de prendre.

Ce système a été bien accueilli et les seules objections qui lui ont été faites provenaient du retard dans la publication de l'indice. Il a fonctionné à partir du 1^{er} janvier 1926 et il a dû cesser à partir du 1^{er} août 1928, date à laquelle le produit de l'échelle mobile a été incorporée dans les traitements. (2)

(1) Réponse du Maire de Dijon, du 2.8.28.

(2) Réponse du 4.8.28.

13°) *Ville d'Abbeville*. — Une délibération du Conseil Municipal du 6 juillet 1926 a décidé d'attribuer aux fonctionnaires une indemnité mobile dégressive semblable à celle proposée au même moment au conseil municipal de Paris. Une tranche mobile allant de 12 % du traitement de base à 5,5 % du traitement maximum était accordée pour toute variation de 50 points de l'indice de la Commission départementale.

14°) *Ville de Mulhouse*. — Dans sa séance du 22 octobre 1925, cette municipalité a adopté un système d'échelle mobile accordant pour toute variation de 30 points de l'indice du coût de la vie au-dessus de 430, une augmentation de 7 % des traitements et salaires. A partir de l'indice 480, toute variation de 20 points entraînait une augmentation de 4,7 %.

Mentionnons encore que les Municipalités de *Strasbourg, la Ciotat, Moulins*, etc... ont accordé une indemnité mobile à leurs fonctionnaires au cours des années précédentes. Les maires du *département des Bouches-du-Rhône* ont constitué une commission paritaire avec les délégués de leur personnel et cette commission a décidé d'appliquer le système. (1)

(1) Réponse du Secrétaire de l'Union des Syndicats confédérés des Bouches-du-Rhône.

Personnel des Services Départementaux

1°) *Département d'Indre et Loire.* — Le personnel des services départementaux est augmenté de 150 francs par an pour toute élévation de 10 points de l'indice calculé par la Commission Régionale d'Etudes du coût de la vie au-dessus de 397. C'est en somme le système de la ville de Tours. (1)

2°) *Département du Nord.* — Même système que celui des municipalités de ce département.

3°) *Département des Bouches-du-Rhône.* — Le Conseil Général avait voté le principe de la mobilité de l'indemnité de vie chère de 720 francs par délibération du 7 octobre 1924. Mais cette décision n'avait pas été appliquée. Par délibération du 21 mai 1926, le Conseil a institué une indemnité de 18 francs par point pour toute hausse de l'indice au-dessus de 400. Cette indemnité est fixée chaque semestre, en prenant la moyenne des coefficients établis par la Commission officielle au cours du semestre envisagé. (2)

4°) *Département de la Somme.* — Au cours de la première session de l'année 1926, le Conseil Général a voté une indemnité mobile de 250 francs pour toute variation de 50 points de l'indice de la Commission officielle, au-dessus de 200 points.

Ce système a été abandonné au cours de la 2^e session du Conseil en 1927. (3)

5°) *Département de la Seine-Inférieure.* — Un système d'indemnité mobile proportionnelle au traitement a été adopté par le Conseil Général en séance du 5 mai 1926 et a fonctionné jusqu'en février 1928. La révision était annuelle et se faisait d'après l'indice du second trimestre de la Commission départementale d'Etudes du Coût de la Vie, si cet indice était supérieur à l'indice moyen des douze derniers mois. (4)

6°) *Département du Rhône.* — Le Conseil Général a alloué du 1^{er} juillet 1923 au 1^{er} janvier 1928 au personnel départemental une gratification spéciale calculée pour le personnel titulaire et auxiliaire permanent sur la base de l'indemnité accordée au personnel des services municipaux de la ville de Lyon, majorée d'un cinquième.

Une gratification spéciale était accordée au personnel auxiliaire temporaire. (5)

(1) Réponse du Préfet, du 16.8.28.

(2) — — 20.9.28.

(3) — — 16.8.28.

(4) — — 28.9.28.

(5) — — 11.10.28.

CONCLUSION GÉNÉRALE

L'avenir de l'échelle mobile

En France, dès les derniers mois de l'année 1926, l'échelle mobile cesse d'être revendiquée. Il n'est pas étonnant qu'il en ait été ainsi, puisque les prix baissent jusqu'au début de 1928. Mais à partir de ce moment, les prix poursuivent un mouvement de hausse et tendent à rejoindre le niveau mondial. Cette hausse est très sensible sur le marché de détail et cependant l'échelle mobile continue d'être délaissée.

Il y a à cela une première raison : c'est que le mouvement de reprise de l'activité industrielle en 1928, succédant à la dépression de 1927, est modeste en comparaison de la prospérité fiévreuse des années d'inflation. Une agitation ouvrière en faveur de l'échelle mobile serait donc partie dans des circonstances peu favorables.

Que cette revendication ait été abandonnée par la Fédération des Syndicats de Fonctionnaires, nous n'en sommes pas surpris. Aux plus sombres jours de 1926, les dirigeants de la Fédération ne l'avaient jamais réclamée avec beaucoup de conviction.

Quant à la C.G.T.U., elle ne pouvait tenter de remettre à la mode un mot d'ordre vieux de trois ans. Une organisation révolutionnaire se doit évidemment de rajeunir ses cris de guerre de temps à autre.

Enfin la C.G.T. qui n'avait jamais été partisan du système s'y est peut-être montrée encore moins favorable qu'auparavant.

En effet, le problème de la rationalisation qui, avec les assurances sociales, est passé au premier plan des questions ouvrières, s'accommode mal de l'ajustement automatique des salaires aux variations du coût de la vie.

La C.G.T.U. redoute que la rationalisation ne profite qu'aux

industriels et que la méthode de l'indice n'aveugle les ouvriers, en leur faisant accepter une augmentation nominale de leur rémunération en échange d'un accroissement de rendement.

La C.G.T. s'est prononcée à maintes reprises en faveur de la rationalisation. «La rationalisation, dit-elle, doit avoir pour objet dernier l'élévation de la capacité de consommation des masses qui, à son tour, facilitera une reprise de l'activité productive. D'où la nécessité d'une politique de hauts salaires et le recours, peut-être occasionnel, aux pratiques de vente à tempérament, généralisées aux Etats-Unis au point que certains articles, tels que les voitures automobiles et les phonographes, se trouvent vendus à crédit dans la proportion de 90 %. Encore faut-il que l'ouvrier trouve les loisirs nécessaires pour faire usage d'un pouvoir d'achat ainsi accru, ce qui implique une diminution progressive de la journée de labeur » (1).

Il nous faut reconnaître que si les méthodes de production massive et à bon marché se développaient en France, l'échelle mobile constituerait une méthode de fixation des salaires indésirable, car une prospérité économique durable doit s'accompagner, comme le remarque justement la C.G.T., d'une augmentation du pouvoir d'achat de la collectivité, et quoique l'échelle mobile n'empêche pas l'élévation du salaire de base, elle n'est, avant tout, qu'une méthode de « stabilisation » du salaire réel. Ajuster les salaires au coût de la vie, qu'une politique d'abaissement des prix de revient ferait baisser, équivaldrait à interdire à la classe ouvrière de prendre sa part du bien-être général.

A cet égard, les enseignements de l'Amérique devraient être profitables aux pays européens. Grâce aux méthodes modernes de production et d'organisation du travail, le salaire réel de l'ouvrier s'y est accru de façon notable, en même temps que les prix diminuaient.

Le système de l'échelle mobile subsiste en France, en particu-

(1) Numéro spécial du « Peuple », sans date, des premiers mois de l'année 1928, intitulé « Le Programme de la C.G.T. ».

lier dans l'industrie du livre, dont les syndicats ouvriers sont particulièrement organisés. Leurs membres ont une culture et une connaissance de la vie économique beaucoup plus grandes que celles des autres travailleurs, ce qui leur permet de conserver la méthode de l'ajustement automatique, puisqu'ils sont capables d'en connaître les défauts et d'y remédier.

En Angleterre, le système est loin d'avoir disparu. La *Labour Gazette* indique qu'en 1928, les réductions de salaires se sont élevées à 182.000 livres par semaine, dont :

- 57.700 livres effectuées en vertu d'échelles mobiles par rapport au coût de la vie (ce chiffre de 57.700 livres représente pour 47.100 livres le montant des réductions de salaires opérées en application d'échelles mobiles acceptées par des « Joint Industrial Councils » et pour 2.150 livres le montant de celles opérées par des « Trade Boards »).
- 42.300 — pour celles dues à l'arbitrage et à la conciliation ;
- 16.150 — pour celles dues à des commissions permanentes ou à des Trade Boards en dehors des échelles mobiles ;
- 7.150 — pour celles dues aux échelles mobiles en fonction du prix de vente ;
- 58.700 — pour les diminutions provenant de négociations directes.

Quant aux augmentations de salaires, elles se sont montées à 40.100 livres par semaine se décomposant en :

- 17.000 livres pour les augmentations dues aux échelles mobiles en fonction du coût de la vie (dont 8.900 livres acceptées par des « Joint Industrial Councils » ou d'autres commissions permanentes de travailleurs et d'employeurs et 2.150 livres pour les augmentations décidées par les « Trade Boards ») ;
- 8.700 — pour les autres augmentations convenues par les « Joint Industrial Councils » et les « Trade Boards » ;

- 1.700 — pour les augmentations dues aux échelles mobiles en fonction du prix de vente ;
- 200 — pour celles dues à l'arbitrage ;
- 12.500 — pour celles résultant de négociations directes.

En Belgique, la Revue du Travail mentionne encore de temps à autre, depuis la fin de 1926, quelques conventions collectives fixant les salaires d'après les index, mais le cas devient de plus en plus rare.

On ne peut que se féliciter de la disparition des fluctuations monétaires dues à la guerre, et en particulier des fluctuations du change. Mais, comme avant 1914, les prix sont instables et l'on s'est beaucoup préoccupé en Amérique des moyens de stabiliser le pouvoir d'achat de la monnaie. Si le but recherché pouvait être atteint, on pourrait prévenir les crises de surproduction précédées par des années de hausse et de prospérité, mais suivies d'une période de baisse, dans laquelle la classe ouvrière est malheureusement victime du chômage.

Les expériences de « monnaie dirigée » tentées par les Banques d'émission aux Etats-Unis au moyen des variations du taux de l'escompte, ou par des achats ou ventes de titres, ou des acceptations de banque, ne paraissent pas avoir donné tout le résultat qu'on en escomptait. La grande stabilité des prix au cours des dernières années semble être davantage l'effet de la politique de rationalisation. Il est permis d'espérer que ces expériences seront perfectionnées et permettront d'atténuer les variations du pouvoir d'achat de l'unité monétaire, à la disparition desquelles la classe ouvrière ne pourrait que gagner.

Vu : Le Doyen,
H. BERTHÉLÉMY.

Vu : Le Président,
William OUALID.

Vu et permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÉTY.

ANNEXE I

Mouvement des prix de gros, des prix de détail pour la France entière, des prix de détail et du coût de la vie d'une famille ouvrière de 4 personnes à Paris de 1919 à Septembre 1929

BASE 1914 = 100

		Prix de détail 13 denrées de première nécessité			
		Ensemble des			
		Prix de gros 45 articles	viles de plus de 10.000 habitants	Paris	Coût de la vie, dépense d'une famille de 4 personnes à Paris
1914	Juillet	100	100	100	100
1919	Janvier	355		248	
	Février	348	279	226	
	Mars	343		248	
	Avril	339		257	238
	Mai	332	294	268	
	Juin	336		263	
	Juillet	356		261	
	Août	355	290	238	
	Septembre	367		259	
	Octobre	390		283	
	Novembre	414	302	280	
	Décembre	432		285	
1920	Janvier	497		290	
	Février	533	321	297	1 ^{er} trimestre 295
	Mars	566		339	
	Avril	600		358	
	Mai	562	380	378	2 ^e trimestre 341
	Juin	503		369	
	Juillet	506		373	
	Août	512	390	373	3 ^e trimestre 363
	Septembre	537		407	
	Octobre	512		420	
	Novembre	470	452	426	4 ^e trimestre 370
	Décembre	444		424	

1921	Janvier	415		410	
	Février	385	430	382	1 ^{er} trimestre 338
	Mars	367		358	
	Avril	354		328	
	Mai	336	364	317	2 ^e trimestre 307
	Juin	332		312	
	Juillet	337		306	
	Août	338	352	317	3 ^e trimestre 295
	Septembre	351		329	
	Octobre	338		331	
	Novembre	339	350	326	4 ^e trimestre 297
	Décembre	333		323	
1922	Janvier	320		319	
	Février	313	324	307	1 ^{er} trimestre 291
	Mars	314		294	
	Avril	320		304	
	Mai	323	316	317	2 ^e trimestre 302
	Juin	332		307	
	Juillet	332		297	
	Août	338	313	289	3 ^e trimestre 289
	Septembre	335		291	
	Octobre	344		290	
	Novembre	359	315	297	4 ^e trimestre 300
	Décembre	370		305	
1923	Janvier	395		309	
	Février	431	332	316	1 ^{er} trimestre 324
	Mars	433		321	
	Avril	423		320	
	Mai	415	339	325	2 ^e trimestre 334
	Juin	417		331	
	Juillet	415		321	
	Août	420	351	328	3 ^e trimestre 331
	Septembre	433		339	
	Octobre	429		349	
	Novembre	452	375	355	4 ^e trimestre 345
	Décembre	468		365	
1924	Janvier	505		376	
	Février	555	401	384	1 ^{er} trimestre 365
	Mars	510		392	
	Avril	460		380	
	Mai	468	395	378	2 ^e trimestre 366
	Juin	475		370	
	Juillet	491		360	
	Août	487	401	366	3 ^e trimestre 367
	Septembre	496		374	
	Octobre	508		383	

	Novembre	514	428	396	4 ^e trimestre	377
	Décembre	518		404		
1925	Janvier	525		408		
	Février	526	442	410	1 ^{er} trimestre	386
	Mars	524		415		
	Avril	523		409		
	Mai	531	435	418	2 ^e trimestre	390
	Juin	554		422		
	Juillet	569		421		
	Août	569	451	423	3 ^e trimestre	401
	Septembre	567		431		
	Octobre	584		433		
	Novembre	618	471	444	4 ^e trimestre	421
	Décembre	646		463		
1926	Janvier	647		480		
	Février	649	503	495	1 ^{er} trimestre	451
	Mars	645		497		
	Avril	664		503		
	Mai	702	523	522	2 ^e trimestre	485
	Juin	754		544		
	Juillet	854		574		
	Août	785	610	587	3 ^e trimestre	539
	Septembre	804		590		
	Octobre	768		624		
	Novembre	698	647	628	4 ^e trimestre	545
	Décembre	640		599		
1927	Janvier	635		592		
	Février	645	586	585	1 ^{er} trimestre	524
	Mars	655		581		
	Avril	650		580		
	Mai	642	572	589	2 ^e trimestre	525
	Juin	636		580		
	Juillet	633		557		
	Août	631	553	539	3 ^e trimestre	507
	Septembre	613		532		
	Octobre	600		520		
	Novembre	607	526	500	4 ^e trimestre	498
	Décembre	617		523		
1928	Janvier	620		530		
	Février	622	522	522	1 ^{er} trimestre	507
	Mars	636		524		
	Avril	637		532		
	Mai	646	530	546	2 ^e trimestre	519
	Juin	639		557		
	Juillet	637		547		

	Août	630	536	540	3 ^e trimestre	519
	Septembre	633		544		
	Octobre	630		566		
	Novembre	639	562	585	4 ^e trimestre	531
	Décembre	637		596		
1929	Janvier	644		599		
	Février	652	576	602	1 ^{er} trimestre	547
	Mars	653		607		
	Avril	640		615		
	Mai	636	583	626	2 ^e trimestre	556
	Juin	623		624		
	Juillet	626		606		
	Août	609	582	606	3 ^e trimestre	555
	Septembre	610		602		

ANNEXE II

Le nombre-indice du coût de la vie calculé par l'Union
des Syndicats Ouvriers de la région parisienne
(adhérente à la C. G. T. U.)

Indice calculé sur la dépense annuelle d'une famille
de quatre enfants
(Prix de détail en février)

Viande

Quantité : 250 kilos par an.

	1914		1926 (février)	
Proportion de chaque espèce	Pr. moyen	Dépense	Pr. moyen	Dépense
Mouton	40 » 2 75	110 »	18 25	730 »
Bœuf	80 » 2 50	200 »	19 35	1548 »
Veau	48 » 2 25	108 »	20 20	969 60
Charcuterie :				
Porc	54 6 3 »	163 80	18 10	988 26
Vol lapin	27 4 2 20	60 30	15 10	413 74
	250	642 10		4649 60

Détail des quantités considérées pour l'établissement des prix moyens
(prix de consommation).

Calcul par moyenne

	Moyennes	
	1914	1926
Bœuf (3 qual.)	2 » 10 10	
—	3 » 20 45	2 60 19 35
—	2 80 27 50	
Mouton (2 qual.)	2 50	
—	3 20 18 25	2 75 18 25
Veau (1 qual.)	2 25 20 20	2 25 20 20
Vol., lapin (2 qual.)	3 20 20 »	
—	1 80 10 40	2 20 15 20

Porc, charcut. (4 qual.)	2 80	16 10		
—	4 40	31 40	3 »	18 10
—	2 30	11 15		
—	2 60	13 60		

Beurre, saindoux, huile

	1914	1926	Prix total	
			1914	1926
Beurre (25 kil.)	3 60	21 75	90 »	543 75
Saindoux (15 kil.)	2 40	12 80	36 »	192 »
Huile (10 kil.)	2 40	10 »	24 »	100 »
			150 »	835 75

• Vin

(1 l. 1/2 par jour)

	Prix de l'unité		Dépense totale	
	1914	1926	1914	1926
550 litres	0 30	1 75	165 »	962 50

Café, chocolat, sucre

	Unité		Dépense totale	
	1914	1926	1914	1926
Café (15 kil.)	4 »	23 »	60 »	345 »
Chocolat (15 kil.)	3 »	15 40	45 »	231 »
Sucre (30 kil.)	0 75	3 75	21 »	112 50
Pâtes (30 kil.)	1 »	7 60	126 »	688 50
Riz (10 kil.)	0 45	4 90	30 »	228 »
Haricots (60 kil.)	0 40	4 20	4 50	49 »
			24 »	252 »
			58 50	529 »
Lait (1 l. 1/2 par jour) 550 litres ..	0 25	1 30	137 50	715 »
Œufs (1 douzaine par semaine) ..	1 50	9 60	78 »	499 20
Fromages (gruyère, 25 k.)	2 50	18 25	62 50	456 25
			278 »	1670 45
Pain (700 kil.)	0 35	1 80	245 »	1260 »

Légumes

Quantités	Unité		Dépense totale	
	1914	1926	1914	1926
Pommes de terre (saucisse rouge, 350 kil.)	0 15	1 »	52 50	350 »
Carottes (50 kil.)	0 20	1 »	10 »	50 »
Choux-fleurs (20 p.)	0 60	3 »	12 »	60 »
Choux (50 p.)	0 15	1 40	7 50	70 »
Poireaux (botte, 30)	0 30	3 »	9 »	90 »
Salades (têtes 100)	0 20	0 80	20 »	80 »
Confitures fruits (Damoy, 25 kil.)	2 40	7 20	60 »	180 »
			171 »	880 »

Chauffage, éclairage

	Prix de l'unité		Dépense totale	
	1914	1926	1914	1926
Charbon (1.200 kil.)	7 »	38 »	84 »	456 »
Pétrole (60 litres)	0 35	2 50	21 »	150 »
Alcool à brûler (10 lit.)	0 55	3 25	5 50	32 50
Gaz cuis. (400 m3)	0 15	0 75	60 »	300 »
			170 50	938 50

Habillement

(Prix Esders)

	Unité		Dépense totale	
	1914	1926	1914	1926
<i>Homme</i>				
1 bleu, 1 velours (2)	25 »	125 »	50 »	250 »
1 vêtement sortie	60 »	350 »	60 »	350 »
1 chapeau feutre	3 »	35 »	3 »	35 »
1 chapeau paille	2 »	20 »	2 »	20 »
1 casquette	2 »	25 »	2 »	25 »
20 mouchoirs	0 20	2 »	4 »	40 »
4 chemises	4 »	25 »	16 »	100 »
6 paires chaussettes	0 65	9 »	3 90	54 »
3 caleçons	2 »	13 50	6 »	40 50
2 p. chaussures	13 »	60 »	26 »	120 »
1 paire fantaisie	18 »	80 »	18 »	80 »

1 pardessus (p. 2 an.)	30 »	250 »	15 »	125 »
1 tricot	3 50	40 »	3 50	40 »
2 flanelles	5 »	22 »	10 »	44 »

219 40 1323 50

Femme

1 costume	45 »	350 »	45 »	350 »
1 manteau	30 »	250 »	30 »	250 »
2 chapeaux	4 50	40 »	9 »	80 »
4 chemises	3 »	15 »	12 »	60 »
3 pantalons	2 50	15 »	7 50	45 »
2 jupons	2 50	15 »	5 »	30 »
6 paires bas	1 50	9 »	9 »	54 »
2 paires chaussures	15 »	75 »	30 »	150 »
1 jersey	3 50	29 50	3 50	29 50

151 » 1048 50

Enfants

4 costumes	20 »	150 »	80 »	600 »
4 chapeaux	2 50	20 »	10 »	80 »
2 casquettes	1 50	15 »	3 »	30 »
2 pardessus	18 »	100 »	36 »	200 »
6 paires chaussures	12 »	50 »	72 »	300 »
4 chemises	3 »	15 »	12 »	60 »
8 paires chassettes	0 65	7 »	5 20	56 »

218 20 1326 »

Soins, hygiène

Savon Marseille (50 kil.)	0 65	5 40	32 50	270 »
Coiffeur (barbe 100)	0 20	1 25	20 »	125 »
— (cheveux 36)	0 40	4 »	14 40	144 »
Bains (50)	0 75	4 »	37 50	200 »
Douches (50)	0 30	1 25	15 »	62 50

119 40 801 50

Dépenses diverses

Tabac (100 paquets)	0 50	2 50	50 »	250 »
Transports (1.000 fois métro)	0 15	0 45	150 »	450 »
Théâtre, cinéma (24 fois × 4 = 96 places)	1 »	6 »	96 »	576 »

Vacances (8 jours)	20 »	120 »	160 »	960 »
Journaux (500)	0 05	0 20	25 »	100 »
Draps (220-320, 1 p.)	18 »	100 »	18 »	100 »
Torchons (6)	0 25	1 50	1 50	9 »
Serv. nids ab. 12	0 50	2 50	6 »	30 »
Médecins (20 visites)	3 »	20 »	60 »	400 »
			566 50	2875 »

Récapitulation

Objets de consommation	Total 1914	Total 1926
Viande	642 10	4.649 60
Beurre, saindoux, huile	150 »	835 75
Boisson	165 »	962 50
Café, chocolat, sucre	126 »	688 50
Pain	245 »	1.260 »
Lait, œufs, fromages	278 »	1.670 45
Pâtes, riz, légumes secs	58 50	529 »
Légumes frais, fruits	171 »	880 »
Loyer	350 »	1.150 »
Chauffage, éclairage, cuisine	170 50	938 50
Habillement	588 60	3.698 »
Dépenses diverses, entretien, fourn.	566 50	2.875 »
	3.507 20 (1)	20.137 30

Calcul de l'indice

En 1914, pour 3.507 fr. 20 de dépenses annuelles, l'indice était 100,
 100
 pour 1 fr., elle serait ———, pour 20.137 fr. 30 de dépenses en février
 3.507,2
 $100 \times 20.137,30$
 1926, l'indice sera ——— = 574.
 3.507,2

(1) Une légère erreur, que nous n'avons pu retrouver, s'est glissée dans les calculs de la C.G.T.U. Le total de la dépense en 1914 se monterait en effet à 3.511 fr. 20 et non à 3.507 fr. 20.

ANNEXE III

Commission Paritaire du Livre

Etude du coût de la vie à Bordeaux

*Comparaison entre le 1^{er} semestre 1914 et le 2^e semestre 1926
(1^{er} au 15 décembre).*

Convention conclue le 6 Décembre 1923 en commission mixte

Déposée au Secrétariat de Prud'hommes de Bordeaux le 12 décembre 1923

Entre :

La Chambre Syndicale des Patrons Imprimeurs, Lithographes et
Typographes de Bordeaux,

Le Syndicat des Maîtres-Imprimeurs et Papetiers de Bordeaux et
du département de la Gironde,

La Chambre Syndicale de la Papeterie de Bordeaux,

D'une part ;

Et

L'Union Bordelaise des Syndicats de l'Imprimerie, de la Papeterie
et du Cartonnage,

D'autre part ;

Il a été convenu ce qui suit :

I. — Question du loyer.

Accord sur le coefficient 200 pour décembre 1923 et sur l'enquête à faire annuellement dans les conditions prévues par le Rapport des Membres Patronaux à la Commission Paritaire, en date du 16 novembre 1923, et par lettre du Secrétaire Général de l'Union Bordelaise des Syndicats de l'Imprimerie en date du 23 novembre 1923 (4^e paragraphe).

II. — Question du contrôle des prix.

Accord sur les bases proposées par les Membres Patronaux à la Commission Paritaire dans leur Rapport du 16 novembre et précisées

par la lettre du Secrétaire Général de l'Union Bordelaise des Syndicats de l'Imprimerie en date du 23 novembre 1923 (5^e paragraphe).

La vérification des prix portera donc sur des denrées et objets de qualités identiques à ceux ayant servi à établir les prix de 1914.

III. — *Question de la détermination du prix du pain.*

Accord sur le système proposé par la lettre de l'Union Bordelaise des Syndicats de l'Imprimerie du 23 novembre 1923, après rectification de l'erreur sur le prix du pain de 1 kil. 350 en 1923 (1 fr. 75).

Les prix moyens du pain seront déterminés comme suit :

Pour 1914 Poids : 0 kg. 950 + 1 kg. 500 + 2 kg. » = 4 kg. 450.

Prix : 0 fr. 45 + 0 fr. 70 + 0 fr. 90 = 2 fr. 05.
2 fr. 05

Prix moyen : $\frac{\quad}{4 \text{ kg. 450}}$ = 0 fr. 46.

4 kg. 450

Pour 1923 Poids : 0 kg. 700 + 1 kg. 350 + 2 kg. » = 4 kg. 050.

Prix : 1 fr. 20 + 1 fr. 70 + 2 fr. 40 = 5 fr. 40.
5 fr. 40

Prix moyen : $\frac{\quad}{4 \text{ kg. 050}}$ = 1 fr. 32.

4 kg. 050

IV. — *Ensemble des travaux de la commission paritaire du coût de la vie.*

Tous les accords antérieurs relatifs au travail de la Commission Paritaire du coût de la vie qui ne sont pas modifiés par les clauses ci-dessus sont consolidés et restent en vigueur. En conséquence, la contexture du travail, les quantités, les moyens d'appréciation et toutes autres méthodes de détermination des prix, après adoption des modifications prévues aux paragraphes I, II et III du présent accord, seront appliqués par la Commission Paritaire dans sa session de décembre 1923. Ils sont définitivement adoptés pour être employés semestriellement pendant la même durée que le salaire de base ci-après fixé, sans qu'aucune des parties intéressées puisse demander qu'il y soit apporté une modification quelconque.

V. — *Salaire de base et détermination du salaire syndical minimum (indemnité de vie chère comprise).*

Pendant une durée de quatre années, l'Union Bordelaise des Syndicats de l'Imprimerie s'engage à ne demander aucune modification du salaire de base. Cependant, si, à la fin de la troisième année, il y avait une différence de plus de 7,50 % entre la rémunération des ouvriers de l'imprimerie à Bordeaux et celle des mêmes ouvriers dans les

principaux centres (plus de 100.000 habitants, Paris excepté), le salaire de base pourrait être révisé.

Ce salaire de base de 6,30 en 1914 pour les typos et de 6,50 pour les lithos est porté à 7 francs à partir du 1^{er} janvier 1924.

Ce salaire est multiplié tous les six mois par le coefficient du coût de la vie, déterminé selon la méthode ci-dessus modifiée et consolidée, pour obtenir la rémunération minima des ouvriers qualifiés, à payer pendant le semestre suivant.

L'Union Bordelaise des Syndicats de l'Imprimerie renouvelle, au nom de tous ses adhérents, son adhésion formelle au principe de la diminution des salaires dans la proportion de celle du coût de la vie, telle qu'elle sera constatée par le coefficient déterminé sur les bases ci-dessus adoptées.

Pour la Chambre Syndicale des Patrons Imprimeurs, Lithographes et Typographes de Bordeaux : Le Vice-Président, F. ROUSSEAU.

Pour le Syndicat des Maîtres-Imprimeurs et Papetiers de Bordeaux et du département de la Gironde : Le Président, SAUGNAC.

Pour la Chambre Syndicale de la Papeterie de Bordeaux : Le Président, A. OLIVEAU.

Pour l'Union Bordelaise des Syndicats de l'Imprimerie, de la Papeterie et du Cartonnage : Le Secrétaire général, CAZENEUVE.

COMMISSION PARITAIRE DU LIVRE

ETUDE DU COUT DE LA VIE A BORDEAUX

(Pour une famille de 4 personnes)

1^o Alimentation

DENRÉES	Quantités consommées	
	trimestriellement	
Pain	175 k.	
Bœuf	28 k.	
Veau	10 k.	250
Mouton	11 k.	750
Porc	5 k.	
(Ventrèche et jambonneau cuit avec os)		

Beurre	2 k. 500
Saindoux	2 k. 500
Végétaline	2 k. 500
Oufs du pays	60 unités
Lait	75 litres
Gruyère	5 k.
Pommes de terre (nouve'les)	62 k. 500
Haricots	3 k. 750
Riz	3 k. 750
Sucre	5 k.
Huile (arachide)	2 k. 500

**2° Dépense de vêtements, linge et chaussures
dans une famille de 4 personnes prise comme type**

ARTICLES

HOMME

Complet	1/4
Pardessus	1/8
Vêtement de travail	1/2
Chemise	1
Chaussures °.....	1/2 paire
Coiffure	1/2

DAME

Costume	1/4
Manteau	1/4
Peignoir	1/2
Chemise de jour	1
Chaussures °.....	1/2 paire
Chapeau	1/2

GARÇONNET

Costume de drap	1/4
Vareuse ou pèlerine	1/4
Chemise	3/4
Chaussures	1/2 paire
Coiffure	1/2

FILLETTE

Robe	1/4
Manteau	1/4
Chemise	1

Chaussures	1/2 paire
Coiffure	1/2

LINGE DE MAISON

Mouchoirs	6
Serviettes	2
Draps (fil et coton)	1/2

3° Chauffage et éclairage

DÉSIGNATION

Charbon	250 k.
Gaz	100 m3
Pétrole	6 l. 25

4° Logement

Indice adopté pour 1926 : 3.

5° Dépenses diverses

DÉSIGNATION

Transports (tramways) (aller et retour)	30 voyages
Journaux	90 journaux
Tabac (1 paquet par semaine)	13 paquets
Bains-douches (avec savon, sans serviette)	25 bains-douches
Coiffure (taille et barbe)	6 coiffures
Médecin	1 visite
Pharmacie	1 ordonnance
Entretien du mobilier et du ménage (articles de ménage et mercerie)	
Impôts (cote personnelle mobilière et taxe civique)	

Récapitulation

1^{er} semestre 1914

60 × 1 = 60	Alimentation
15 × 1 = 15	Vêtements, linge, chaussures
5 × 1 = 5	Chauffage et éclairage
12 × 1 = 12	Logement
8 × 1 = 8	Dépenses diverses

100

2^e semestre 1926

60 × 5,835 =	350,10
15 × 5,81 =	87,15
5 × 6,897 =	34,48
12 × 3 =	36
8 × 5,126 =	41

548,73

Indice général : 5,487

★★

Le salaire de base ayant été porté de 6 francs pour les papetiers-relieurs, de 6 fr. 30 pour les typographes et de 6 fr. 50 pour les lithographes en 1914, à 6 fr. 75 pour tous les ouvriers qualifiés de la corporation à partir du 2 novembre 1921 et à 7 francs à partir du 1^{er} janvier 1924 (Convention collective de travail du 6 décembre 1923), le salaire syndical minimum résultant de l'indice de juin 1926 était de 7 francs $\times$ 4,98 = 34 fr. 87, plus les 0 fr. 03 à rappeler, soit 34 fr. 90, arrondis à 35 francs.

Le salaire résultant de l'indice de décembre 1926 est de 7 francs $\times$ 5,487 = 38 fr. 40, moins les 0 fr. 10 payés en trop en juin 1926, soit 38 fr. 30 arrondi à 38 francs, étant entendu que les 0 fr. 30 payés en moins seront rappelés au profit des ouvriers lors de la prochaine revision semestrielle des salaires.

En conséquence, l'augmentation du salaire syndical minimum (indemnité de vie chère comprise) est fixée à 38 francs — 35 francs = 3 francs sur les salaires acquis.

Les heures supplémentaires seront majorées, conformément aux conventions et usages en vigueur, sur la base du nouveau salaire.

N.B. — Le salaire minimum ayant été porté à 38 francs le 15 novembre 1926, par décision des Syndicats patronaux, ce salaire minimum actuel est donc maintenu sans modification pour le 1^{er} semestre 1927.

**Tableau faisant ressortir le montant journalier
des salaires minima (indemnité de vie chère comprise)
à payer à partir du 1^{er} Janvier 1927**

Catégories	Salaires minima
Ouvriers	
Correcteurs	40 "
Compositeurs typo	38 "
Linotypistes	40 "
Compositeurs aux pièces	Tarif + 503 %
Conducteurs typo	38 "
Reporteurs litho	38 "
Conducteurs litho	38 "

Ponceurs	29 35
Papetiers	38 »
Relieurs	38 »
Rogneurs	38 »
Manœuvres	28 65

Demi-ouvriers et apprentis :

5 ^e année	2/3 du salaire syndical minimum de la catégorie
4 ^e —	1/2 — — —
3 ^e —	1/3 — — —
2 ^e —	1/4 — — —
1 ^{re} —	

Apprentis compositeurs, imprimeurs et lithographes titulaires d'un contrat écrit d'apprentissage : conditions des règlements d'apprentissage signés le 17 novembre 1924.

N.-B. — *Les salaires intermédiaires subiront une augmentation proportionnelle.*

Ouvrières

1^{re} catégorie :

Ouvrières habiles ayant au moins 8 ans de métier 18 75

2^e catégorie :

Bonnes ouvrières ayant au moins 6 ans de métier 18 25

3^e catégorie :

Ouvrières moyennes ayant au moins 5 ans de métier 18 »

Les ouvrières ayant 5 ans de métier et titulaires du Certificat d'aptitude professionnelle comme papetières-margeuses recevront le salaire des ouvrières de 2^e catégorie.

Demi-ouvrières et apprenties :

5 ^e année	2/3 du salaire syndical de la catégorie.
4 ^e —	1/2 — —
3 ^e —	1/3 — —
2 ^e —	1/4 — —
1 ^{re} —	

N.-B. — *Les salaires intermédiaires subiront une augmentation proportionnelle.*

BIBLIOGRAPHIE

1° Ouvrages spéciaux

- AFTALION (Albert). — Les Crises périodiques de surproduction (Paris, Rivière, 1913).
Monnaie, Prix et Change (Société Anonyme du Recueil Sirey 1927).
Monnaie et industrie (Société Anonyme du Recueil Sirey 1929).
- BURNS (E. M.). — Wages and the State (Londres, King et Son LTD, 1926).
- CARR (Elma B.). — The use of cost of living figures in wages adjustments. (Bulletin of The United States Bureau of Labor Statistics n° 369). (Washington, Government Printing Office, 1925).
- CLAY (Henry). — The problem of industrial relations (Londres, Macmillan et C°, 1929).
- DELVOYE (J.). — Les meneurs et la question des salaires dans l'industrie textile Roubaix, Tourcoing (Paris, Dunod, 1928).
- DUBREUIL (H.). — La république industrielle (Paris, Bibliothèque d'Education).
- FISHER (Alan G. B.). — Some problems of wages and their regulation in Great Britain since 1918 (Londres, King et Son, 1926).
- GIDE (Charles). — La lutte contre la cherté et la coopération (Paris, 1925).

- HALBWACHS (Maurice). — La classe ouvrière et les niveaux de vie (Alcan, 1913).
- MINISTÈRE DU TRAVAIL. — Commission centrale d'études relatives au coût de la vie. Compte-rendu des travaux au cours de l'année 1920 (Paris 1921).
- MAINGUY (Maurice). — Contribution à l'étude des salaires en Allemagne (thèse Paris 1924, Editions de la Vie Universitaire).
- OLIVIER (Maurice). — Les nombres-indices de la variation des prix (Marcel Girard 1927) thèse Paris.
- OUALID (William). — Cours de doctorat 1923-1924.
- OUALID (William) et Charles PIQUENARD. — Salaires et tarifs. Conventions collectives et Grèves. (Publications de la dotation Carnegie pour la paix internationale — Les Presses Universitaires de France, Paris 1928).
- PICARD (Roger). — La Crise économique et la baisse des salaires Paris Rivière 1921).
Le Salaire et ses compléments (Paris, Rivière, 1928).
- SIMIAND (François). — Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France (Paris, Edouard Cornely et C^o, 1907).
- VILLEY (Etienne). — L'organisation professionnelle des employeurs dans l'industrie française (Abbeville 1923).

2° Publications de Bureau International du Travail

- ENQUÊTE SUR LA PRODUCTION. — Tome III — Tome IV (1^{er} et 2^e volumes) — Tome V (2^e volume).
- REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL.
- INFORMATIONS SOCIALES (passim).
- ETUDES ET DOCUMENTS, SÉRIE D ET SÉRIE N :
- Les Méthodes de la Statistique des salaires et de la durée du travail (Genève 1923).

- La Conférence Internationale des statisticiens du travail (Genève 1923).
- Les Méthodes d'établissement des nombres-indices du coût de la vie (Genève 1925).
- La deuxième Conférence Internationale du travail (Genève 1925).
- Les Conditions de vie des ouvriers dans les pays à change déprécié (Genève 1925).
- Les Méthodes d'enquête sur les budgets familiaux (Genève 1926).
- Les Méthodes de fixation des salaires minima (Genève 1927).
- Les Fluctuations des salaires dans différents pays :
 - De 1914 à 1921 (Genève 1922)
 - De 1914 à 1922 (Genève 1923)
 - De 1914 à 1925 (Genève 1926).

3° Périodiques Etrangers et Internationaux

Collection de la *LABOUR GAZETTE*.

Collection de la *REVUE DU TRAVAIL DU ROYAUME DE BELGIQUE*.

MONTHLY LABOR REVIEW. — Adjusting wages to the cost of living, par Irving Fisher (novembre 1918).
Factors of wages determination (Juin 1922).

ZEITSCHRIFT FÜR SCHWEIZERISCHE STATISTIK UND VOLKWIRTSCHAFT. —
Die Gleitende Lohnskalen, par le Dr Lorenz (1920).
Die Gleitende Lohnskalen, par A. Kraft (1921).

BULLETIN DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE STATISTIQUE. — Compte-rendu de la 14^e session, 1925.

4° Périodiques Français

BULLETIN DU MINISTÈRE DU TRAVAIL. — (Années 1919 à 1929 inclus).

BULLETIN DE LA STATISTIQUE GÉNÉRALE DE LA FRANCE.

LA VIE OUVRIÈRE (Années 1921 à 1929 inclus).

LA TRIBUNE DU FONCTIONNAIRE (Années 1922 à 1929 inclus).

L'INFORMATION SOCIALE (Années 1918 à 1929 inclus).

L'ATELIER (passim).

LES DOCUMENTS DU TRAVAIL (Années 1924 et 1925).

BULLETIN QUOTIDIEN DE LA SOCIÉTÉ D'ETUDES ET D'INFORMATIONS ECONOMIQUES (à partir de 1921).

L'HUMANITÉ (Années 1926 et 1927).

LE PEUPLE (Années 1926, 1927, 1928 et 1929).

LE BULLETIN COMMUNISTE (passim).

LES CAHIERS DU BOLCHEVISME (Année 1926).

TABLE DES ABRÉVIATIONS

Indépendamment des abréviations bien connues de B.I.T., R I T., C.G.T. et C.G.T.U., qui désignent respectivement le BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL, la REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL, la vieille CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL et la CONFEDERATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL UNITAIRE, nous avons employé les autres abréviations suivantes :

F.S.F. : Fédération Nationale des Syndicats de Fonctionnaires.

Tribune : Tribune du Fonctionnaire.

V.O. : Vie Ouvrière.

B.Q. : Bulletin Quotidien de la Société d'Etudes et d'Informations Economiques.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

Historique et critique du système de l'ajustement automatique des salaires du coût de la vie

INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — Historique du système de l'ajustement automatique des salaires	17
CHAPITRE II. — Le nombre-indice du coût de la vie	47
CHAPITRE III. — Caractéristiques de quelques systèmes d'ajustement automatique	70
CHAPITRE IV. — Les avantages du système	81
CHAPITRE V. — Les objections d'ordre économique	90
CHAPITRE VI. — Répercussion de l'ajustement automatique sur les prix et réaction des prix sur le fonctionnement du système	101
CHAPITRE VII. — Les objections d'ordre social	109
CONCLUSION	116

DEUXIÈME PARTIE

Les organisations syndicales ouvrières et l'échelle mobile en France

INTRODUCTION	119
CHAPITRE PREMIER. — La C.G.T.U. et l'échelle mobile	122
CHAPITRE II. — La C.G.T. et l'échelle mobile	142
CHAPITRE III. — La Fédération Nationale des Syndicats de Fonctionnaires et l'échelle mobile :	

<i>Section I.</i> — La lutte pour la « revalorisation »	160
<i>Section II.</i> — L'échelle mobile	180
CONCLUSION	190

TROISIÈME PARTIE

Les applications de l'échelle mobile en France

INTRODUCTION	193
CHAPITRE PREMIER. — Les nombres-indices des prix de détail et du coût de la vie	195
CHAPITRE II. — Les cas d'application du système de l'ajuste- ment automatique dans l'industrie	204
CHAPITRE III. — L'institution de l'ajustement automatique au profit du personnel municipal et départemental	259
CONCLUSION GÉNÉRALE	
ANNEXES 1° — Les nombres-indices des prix de gros et des prix de détail pour l'ensemble de la France et des prix de détail et du coût de la vie pour Paris de 1919 à septembre 1929	263
2° — Le nombre-indice du coût de la vie calculé par l'Union des Syndicats unitaires de la région parisienne	267
3° — Le nombre-indice du coût de la vie calculé par la Commission paritaire du livre à Bordeaux	272
BIBLIOGRAPHIE	279
TABLE DES ABRÉVIATIONS	283
TABLE DES MATIÈRES	285

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES
45, rue de Maubeuge, Paris
(Ateliers de Reims — Marne)

